HICHEM ABOUD

LA MAFIA DES GÉNÉRAUX



JC Lattès

Dédicaces

A la mémoire de mon père, que je n'ai pu accompagner à sa dernière demeure par la faute d'un pouvoir qui m'interdit l'entrée dans mon pays.

A ma mère qui souffre de mon exil.

A Nora, pour le soutien qu'elle m'a toujours apporté.

A Abdelkrim, Djamila, Narimène, Abderramahne, Houari Boumediene, Kahina, Hayette et son époux Djamel.

A Tayeb Ouafi pour l'aide qu'il m'a apportée dans les moments difficiles.

A ma famille et à mes amis d'Oum El Bouaghi, Alger, Skikda, Sétif, Constantine et partout en Algérie et en France.

Aux journalistes martyrs de la liberté d'expression.

A la mémoire du commandant Achouri Hammouda et aux officiers intègres qui m'ont inculqué le sens du devoir patriotique.

A tous les officiers, sous-officiers et soldats de l'Armée Nationale Populaire qui placent l'Algérie au dessus de leur propre intérêt.

A tous les enfants du peuple qui ont assumé des responsabilités au sein de l'appareil d'Etat, sans succomber au vertige du pouvoir.

A toutes les victimes de la barbarie qui s'est abattue sur notre pays.

J’ACCUSE

«*Toute attaque contre les généraux est assimilée à une atteinte à l'armée algérienne.*» La confusion est soigneusement entretenue pour faire de l'institution militaire algérienne un bouclier de protection des onze généraux qui l'ont salie et bafoué son honneur.

A chaque fois qu’il est montré du doigt, ce clan mafieux, par le biais de ses relais médiatiques, se pose en champion de la démocratie et en défenseur de la République. Il crie au « *complot ourdi par l’intégrisme* » et brandit la menace du retour du Front Islamique du Salut sur la scène politique.

Dans cet ouvrage, il n'y a pas d'attaque ou de « complot » contre l'armée algérienne. Il n’y a pas de place, non plus, pour la confusion entre les généraux mafieux et les généraux innocents de leurs crimes.

Ce livre vise à dénoncer le clan de ceux qui se sont emparés du pouvoir en Algérie. Il démontre que ce clan et les groupes terroristes des GIA sont les deux faces d’une seule et même pièce. Cette mafia ne peut plus se permettre de se confondre avec une institution de la République, héritière du long combat mené par le peuple algérien pour sa libération du joug colonial.

Pour ne laisser de place à la moindre équivoque, j’affirme clairement que, dans cet ouvrage, je porte de graves accusations contre le clan des onze généraux mafieux.

J’accuse ces généraux de meurtre sur la personne du président Mohamed Boudiaf.

Je les accuse de meurtre sur la personne du colonel Kasdi Merbah.

Je les accuse d’avoir créé de toutes pièces la frange des Groupes Islamiques Armés, dirigée successivement par Sayah Attia, Djamel Ziouni et Chérif Gousmi, afin de plonger délibérément l’Algérie dans un bain de sang.

Je les accuse d'avoir réduit un pays riche à la misère la plus noire tandis qu'ils amassaient des fortunes colossales.

Je les accuse d'avoir tué l'espoir, désespéré la jeunesse, et contraint des milliers d'intellectuels, qui constituent l'âme de l'Algérie, à choisir entre l'exil et la mort.

Je les accuse de haute trahison à la patrie.

En mon âme et conscience.

INTRODUCTION

Alger, Octobre 1990,

Le général Mohammed Betchine, Délégué Général à la Documentation et à la Sécurité (DGDS), dont j'étais le chef de cabinet, est démissionnaire. Au moment de la passation des consignes avec son successeur, le colonel Mohamed Mediène, alias Tewfik, l'avion spécial du patron des services de renseignements saoudiens s'apprêtait à atterir sur l'aéroport international Houari Boumediene d'Alger. Je suis chargé de l'accueillir et d'organiser une séance de travail avec lui.

Jeune capitaine de 35 ans, aux yeux d'un général de division je ne dois pas faire le poids. Pour les arabes, les apparences ont leur importance. Je me fais, donc, accompagner par les deux officiers les plus anciens et les plus élevés dans le grade, les lieutenant-colonels Mohammed Tahar Abdessalem chargé du dossier du Moyen-Orient et Cherif , inspecteur général des services de sécurité.
De l'objet de la visite de notre hôte, je ne savais absolument rien. Peu avant l'atterissage de l'avion, du salon VIP de l'aéroport, j'appelle le général Larbi Belkheir, le directeur de cabinet du président de la république pour avoir plus de précisons.

Il m'apprend que l'officier saoudien est envoyé par le roi Fahd suite à l'entretien qu'il a eu avec le président Chadli au sujet de l'aide qu'auraient apportée les saoudiens au Front Islamique du Salut. Nos services devaient, donc, fournir les preuves des accusations portées contre le régime de Ryad. Ils nous était impossible de le faire lors de la séance de travail qui s'était tenue à la résidence d'Etat, Djenane El Mithak et à laquelle avait pris part les cadres de la division de la sécurité intérieure. On ne pouvait avouer aux responsables des services saoudiens que nos

preuves nous les tenions de méthodes qu'on ne pouvait employer contre une représentation diplomatique. Nous nous étions limités à évoquer le rôle joué par Abdallah Azzem dans l'embrigadement de jeunes algériens envoyés en Afghanistan.
Dans la soirée, les hôtes saoudiens sont reçus par le général Larbi Belkheir. J'assiste aux entretiens sans intervenir. Les entretiens ont beaucoup plus porté sur les échanges d'informations sur l'état de santé de tel et tel autre émir que sur les questions sécuritaires. C'était du genre « comment va son altesse untel ? », « Tel autre altesse s'est-il remis de sa grippe ? » et j'en passe.
A la fin des entretiens et après avoir pris congé du génral saoudien, Larbi Belkheir tenta de nous convaincre, les deux lieutenant-colonels et moi, que les saoudiens n'avaient rien à voir avec le financement des intégristes en Algérie et que les informations rapportées par nos services étaient dénuées de tout fondement.
Je n'ai pas manqué de lui répliquer que nous ne sommes pas les seuls à accuser les saoudiens d'apporter aide et assistance aux mouvements intégristes, mais ce sont tous les services de renseignements maghrébins réunis à Alger en juin 1990 qui étaient unanimes à dénoncer le régime wahabite. De la réponse du directeur de cabinet du président de la république qui était en réalité le véritable chef de l'Etat, j'ai compris qu'il était hors de question de s'attaquer de quelque manière aux dirigeants saoudiens et qu'aux yeux des décideurs l'intégrisme était loin de constituer une menace réelle pour l'Algérie.

Le 11 septembre 2001, Ces souvenirs remontent à la surface. L'intégrisme religieux vient de frapper fort la première puissance mondiale dans ses deux symboles que représentent le World Trade Center et le Pentagone. Derrière ces attentats, il y a l'ombre de l'ami saoudien. Oussama Ben Laden disciple de Abdallah Azzam et sa légion arabe sont les suspects numéro un.
Les Etats Unis d'Amérique qui ne se sont nullement indignés de l'attentat qui a causé la mort de dizaines d'Algériens en 1995, sont frappés à leur tour par le hydre intégriste.

A cette époque, ils avaient ouvert une tribune médiatique à l'un des chefs terroristes algériens, Anouar Heddam qui revendiquait l'attentat du boulevard Amirouche.

Les attentats de Washington et de New york sont venus à point pour rappeler aux Européens que plus de 200.000 algériens sont morts en dix ans dans une guerre que leur ont déclarée des barbus installés dans les capitales européennes sous la protection des services de renseignements.

La mort de 6000 américains ne doit pas faire perdre de vue les dix ans de lutte que mène le peuple algérien contre le monstre intégriste produit par un système des plus monstrueux tenu bien en main par un clan de généraux mafieux. Car, l'histoire de l'intégrisme en Algérie est fortement liée à l'existence de ce clan. C'est ce que je démontre à travers les pages de ce livre.

Pourquoi ce livre et pourquoi l'avoir consacré uniquement à un groupe de généraux de l'armée algérienne? Serait-il commis par un aigri ? Serait-ce un règlement de comptes ? L'auteur serait-il manipulé par un quelconque clan du pouvoir ou un service de renseignements ? Autant de questions que doivent se poser de nombreux Algériens et les observateurs étrangers.

Je ne suis ni un aigri, ni un désillusionné. Le 16 octobre 1992, je suis officiellement radié des rangs de l'Armée Nationale Populaire, sur ma demande, après avoir attendu deux ans, formulé quatre demandes de radiation et cessé toute activité depuis octobre 1990. C'est dire que je n'ai pas été renvoyé de l'armée comme un malpropre. J'ai quitté l'ANP par conviction, juste après avoir été décoré de la médaille du mérite militaire. Les fonctions que je devais assumer me mettaient, que je le veuille ou pas, au service d'un clan mafieux avec lequel je suis en opposition. J'ai donc choisi de partir. L'avenir m'a donné raison.

Ce que je mets aujourd'hui entre les mains du lecteur, ce ne sont ni les mémoires d'un ancien officier de l'armée algérienne, ni un essai qui a la prétention d'analyser un système politique marqué par l'opacité.

Je n'ai pas, non plus, la prétention de me présenter comme un ancien acteur de premier plan au courant de tout ce qui se passe et de toutes les stratégies et scenarios des décideurs, connaisseur des coulisses et des arcanes d'un pouvoir dominé par un clan mafieux. Non, je ne cherche pas à verser dans le sensationnel en mettant en exergue mes fonctions occupées dans un passé vieux de plus de dix ans.

Ce livre, je l'ai écrit pour apporter un témoignage objectif, mais impitoyable, sur l'entreprise de rapine dont est victime l'Algérie.
J'ai commencé à l'écrire depuis le début de mon exil forcé, en 1997. Je n'étais pas pressé de le publier. Je voulais le réécrire à tête reposée, loin de toute rancœur. Cela m'a permis de poursuivre mes investigations, de recouper et vérifier mes informations. Je l'ai écrit avec le cœur chaud et la tête froide.

Ce livre est le fruit d'un long travail d'investigation journalistique. Je soumets au lecteur, en plus de mon témoignage personnel sur ce système mafieux et ses hommes, forgé dans le cadre de mes fonctions exercées dans l'armée et dans la presse, des informations recueillies auprès de sources crédibles et de confiance.

Des généraux en retraite, des colonels en activité et en retraite, des ministres et des cadres de l'Etat, dont je ne mets nullement en doute l'intégrité qui ont, malgré l'exil et l'éloignement, gardé le contact en me fournissant les nouvelles fraîches des coulisses du pouvoir. Tout en m'exprimant une confiance sans limite.

J'ai tenu à ne pas me limiter à ne citer que des généraux véreux. Je parle aussi de ceux qui ont fait preuve d'honnêteté, qui n'ont aucun commerce apparent ou camouflé sous des noms d'emprunt (malheureusement, ils ne sont pas nombreux), des généraux qui n'ont trempé dans aucune affaire scabreuse.

C'est ma façon de dire : non, l'armée algérienne n'est pas entièrement pourrie. Oui, il y a des généraux et des officiers supérieurs qui ont vécu et vivent honnêtement de

leur solde mensuelle ou de leur pension de retraite. Non, l'armée algérienne ne se reconnaît pas dans ces généraux et officiers véreux qui ont mis l'Algérie à sac.

Ce livre n'est pas un réquisitoire, contrairement aux souhaits de certains, contre l'armée algérienne. Il est plutôt un plaidoyer pour défendre son honneur souillé et bafoué par une horde d'anciens mercenaires de l'armée coloniale et d'anciens voyous qui ont transmis aux égorgeurs et aux violeurs du GIA leurs techniques et leurs procédés.

J'ai rencontré les plus grands responsables de ce système. J'ai même connu la vie familiale de certains d'entre eux. J'ai appris comment ils réfléchissent, comment ils agissent et réagissent quand ils sont au pouvoir et quand ils en sont écartés momentanément. J'ai vu leurs forces et leurs faiblesses. En somme, j'ai connu ce système mafieux de l'intérieur. Je connais ses ressorts, ses mécanismes et ses rouages.

Je n'ai jamais été tenté de faire partie de leur cercle. J'ai toujours eu du mépris pour eux. Je me voyais mal m'acoquiner avec des hommes incultes qui puisent leur forces dans les pratiques mafieuses les plus abjectes. Ma culture et mon éducation ne me le permettent pas. Dans un monde devenu excessivement consensuel à force de fourberie et d'hypocrisie, je continue à tenir à ces valeurs qui ont pour nom intégrité, franchise et honnêteté. N'en déplaise à ceux qui les considèrent de nos jours comme désuètes.

J'ai décliné toutes leurs offres et toutes leurs propositions et les privilèges qui en découlent. J'ai préféré mettre un terme à une carrière d'officier après dix-sept ans d'exercice au service de ma patrie et prendre le risque d'entamer une vie nouvelle que de servir des malfrats qui ont confisqué le pouvoir politique et se servent d'une institution qui faisait la fierté de tous les Algériens.

Ces dix dernières années l'Algérie a vu se succéder cinq chefs d'Etat, huit chefs de gouvernement et plus d'une centaine de ministres, qui se sont relayés sur le pouvoir

apparent et ont fini par se faire renvoyer quelques mois plus tard. Bien peu ont eu le courage de démissionner.

Par contre, en dix ans elle n'a eu que onze généraux décideurs. Ils sont inamovibles. Aucun des cinq chefs d'Etat qui se sont succédé n'a eu le pouvoir de déboulonner les généraux Tewfik, Smaïl, Larbi Belkhir, Touati, Lamari et leurs acolytes, qui sont toujours à leur poste, de manière officielle ou occulte, comme c'est le cas des généraux Khaled Nezzar et Abdelmalek Guenaizïa. Les chefs d'Etat passent, les généraux restent.

La destitution de Chadli, l'investiture de Boudiaf et son assassinat par ceux-là même qui ont fait appel à lui, le retour sur scène de Zeroual et sa démission, et enfin l'élection de Bouteflika dans des conditions aux antipodes de la démocratie, n'ont nullement perturbé la carrière d'un groupe de généraux mafieux. Tout cela concorde à prouver qu'en Algérie le pouvoir n'est pas entre les mains des politiques. Il est détenu par des généraux peu connus de l'opinion publique et agissant dans le noir.

Le rôle néfaste que jouent ces généraux dans la vie politique et économique du pays a fini par se révéler aux yeux du monde à la faveur des évènements de la Kabylie.

A chaque manifestation de rue, aux quatre coins du pays, des millions d'Algériens scandent haut et fort : « *Généraux assassins* ! *Y'en a marre du pouvoir !* »

Qui sont-ils ces généraux, de plus en plus dénoncés par la vox populi, et qualifiés d'assassins ? Qui est détenteur de ce pouvoir tant décrié, vomi et vilipendé par le peuple algérien et devenu plus que douteux sur la scène politique internationale ?

Tant qu'ils ne sont pas cités nommément, ces généraux mis à l'index ne bronchent pas. Ils font comme s'ils n'étaient pas concernés. Ils gouvernent l'Algérie dans l'obscurité, d'où l'appellation de « *cabinet noir* ». Ils sont peu connus des médias. Seuls les noms de certains d'entre eux reviennent dans la presse. Mais on ne connaît rien d'eux. Ni de leur passé, ni de leur parcours. Comment sont-

ils parvenus aux cimes du pouvoir ? Comment font-ils régner l'omerta pour que nul ne s'aventure à les dévoiler et à révéler leurs crimes ? De quels moyens usent-ils pour étouffer, briser et réprimer quiconque se dresse sur leur chemin ?

Ces généraux, qui sont aujourd'hui à la tête de l'institution militaire algérienne, sont des transfuges de l'armée coloniale.

En les dénonçant, je ne remets nullement en cause la bonne foi et la loyauté de ces centaines d'algériens qui ont déserté l'armée française pour rallier l'ALN et combattre dans ses rangs. Beaucoup d'entre eux sont tombés au champ d'honneur, payant de leur vie la libération de l'Algérie .

Tout comme il y avait des soldats et des officiers français qui ont déserté et combattu aux côtés des algériens. Le plus illustre d'entre eux est l'aspirant Maillot, mort au combat. Ceci sans compter les militants français de la cause algérienne comme Maurice Audin, mort sous la torture, Jacqueline Guerroudj, condamnée à la peine capitale, Henri Alleg auteur de « *la question* », et tant d'autres, hommes et femmes de souche française, dont la lutte pour la libération de l'Algérie n'est pas, aujourd'hui, reconnue par les Algériens qui étaient de l'autre côté de la barrière durant les années de braise.

Finalement, de cette guerre d'Algérie restée une profonde plaie entre Algériens et Français, ils sont les seuls vainqueurs. Le peuple algérien subit leurs affres. Les pieds-noirs ne sont plus les bienvenus dans leur pays natal. Les harkis, qui ont fait beaucoup moins de mal qu'eux, sont interdits de séjour dans leur pays d'origine. Les juifs de souche algérienne n'ont plus de place dans le pays de leurs ancêtres. Les opposants à leur régime sont exilés et invités à trouver un pays de rechange. L'Algérie leur appartient. N'y vivent et n'y rentrent que ceux qui leurs doivent obéissance et docilité.

En rejoignant les rangs des maquisards, Khaled Nezzar et ses compagnons avaient d'autres desseins que de servir

loyalement la cause de leur peuple. C'est ce que je démontre dans ce livre par des faits historiques et sur la base de témoignages qu'il leur sera difficile de démentir. Leur présence en groupe, à la tête du pouvoir algérien, est une preuve suffisante de l'exécution d'un plan d'infiltration. Qu'aurait-on dit en France si, en 1945, un groupe d'anciens collaborateurs qui avaient servi chez les Allemands depuis leur tendre enfance, pour ne rejoindre les rangs de la Résistance qu'à quelques mois de la libération, s'accaparait, plus tard, le pouvoir politique ? C'est pourtant ce qui s'est passé en Algérie.

Ces généraux, qui constituent un clan mafieux pour disposer de l'Algérie comme ils l'entendent, ont du sang algérien sur leurs mains. Ils ont combattu les maquisards durant les premières années de la guerre de libération.

Certains d'entre eux ont perpétré des massacres contre les populations civiles . Les crimes dont ils sont coupables sont pires que ceux commis par Aussarès que la société française met, aujourd'hui, au banc des accusés et à qui elle retire sa Légion d'honneur.

En levant un pan du voile noir derrière lequel sont tapis ces généraux mafieux, nul ne peut affirmer que je suis manipulé par un quelconque service étranger. M'accuser d'être à la solde des services français, ce n'est pas crédible, puisque je dénonce non seulement les anciens sous-officiers de l'armée française qui ont confisqué l'indépendance de l'Algérie, mais aussi la complicité des services français dont ils ont toujours bénéficié.

Que l'on se souvienne du complot de Montmorency contre le président Ahmed Benbella en 1986. Des armes ont été déposées dans sa résidence par des agents de la DST pour l'inviter ensuite à quitter le territoire français sous prétexte que l'ancien président algérien avait failli à ses obligations de réfugié politique.

Que l'on se souvienne, aussi, de l'assassinat d'Ali Mecili en 1987. L'assassin Abdelmalek Amellou avait bénéficié de la complicité des services français pour rentrer en

Algérie sans soucis, sur ordre du ministre de l'intérieur de l'époque, Charles Pasqua.

Tout récemment, au mois d'avril 2001, le général-major Khaled Nezzar réussit à quitter le territoire français sous la protection de la DST, lorsque des Algériens, victimes du pouvoir des satrapes, avaient déposé une plainte contre lui. Et qu'on n'oublie surtout pas que les services algériens de sécurité, à travers le général major Smaïl Lamari, coopèrent de manière officielle avec leurs homologues français.

Dois-je rappeler les difficultés que j'ai eu à endurer pour l'obtention du statut de réfugié politique après une attente de dix-huit mois et après avoir essuyé un premier refus, alors que je présentais un dossier attestant de la persécution dont je suis victime de la part du pouvoir algérien ?

Il n'y a pas longtemps, un officier de l'OFPRA répondant au nom de Jean Michel Salgon n'hésita pas à donner mon nom à un journaliste algérien en me présentant comme l'homme fort du Mouvement Algérien des Officiers Libres (MAOL) en contrepartie d'informations recueillies sur cette organisation clandestine. C'est dire que les services français ne se feraient pas prier pour me livrer à leurs homologues algériens si la demande se faisait sentir.

Ce n'est pas Khaled Nezzar, porte parole de la mafia des généraux, ancien sergent de l'armée coloniale et fils de sergent de cette même armée, qui pourrait me contredire ou me donner des leçons de patriotisme. Le 8 mai 1945, au moment où son père fêtait la libération de la France, le mien se faisait emprisonner à Constantine pour avoir manifesté avec des milliers d'autres Algériens pour la libération de l'Algérie. Il est très mal placé, lui l'enfant de troupe de l'armée coloniale, pour juger le patriotisme de celui qui a été élevé et formé dans le mouvement scout algérien.

Je n'ai pas attendu de quitter l'Algérie pour dénoncer la mafia des généraux et ce n'est pas la première fois que je le fais. Je ne sors pas de l'anonymat. Dans les différents

journaux que j'ai fondés en Algérie, je n’ai jamais manqué une occasion de révéler ses méfaits à l'opinion publique.

Mes écrits dans les journaux que j’ai crées, *El Acil* en 1992 et *Le Libre* en 1994 attestent de mon engagement dans le combat contre la mafia. Ces journaux ont été suspendus en violation des lois et j’ai écopé de trois condamnations à des peines de prison avec sursis pour le seul crime d’avoir osé dénoncer le régime mafieux des généraux.

D'où cette mafia tire-t-elle sa force ? Comment font-ils ces hommes illettrés et apolitiques pour se maintenir au pouvoir ? Le vide de la classe politique, l'opportunisme de certains intellectuels, le « larbinisme » des incompétents qui jouent inlassablement le rôle de courtisans « *avec celui qui est debout* », le rôle de certains relais médiatiques ? Un peu de tout cela. Mais, ce sont surtout le chantage, l'infiltration, la manipulation, la corruption, la répression et les assassinats qui leurs servent d'armes. Le tout dans le silence absolu. Gare à celui qui parle. En un mot comme en cent, c'est la loi de l'omerta. C'est le système politique des généraux. C'est la mafia.

Tuer c'est devenu vital pour eux. Sans aucune hésitaion. Ils ont plongé le pays dans un bain de sang et s'autoproclament indispensables pour l'en sortir. Malgré les milliers de morts, ils ne sont toujours pas repus. Ils n'ont pas hésité à tuer Mohammed Boudiaf, un homme auquel ils avaient fait appel pour un scénario machiavélique dont ils étaient les concepteurs et les réalisateurs. Toute honte bue, leur forfait accompli, ils sont retournés à leurs affaires comme si de rien n'était.

Dans un pays où le directeur de publication d’un journal indépendant répond de la responsabilité des écrits de ses collaborateurs quitte à se trouver condamné à la prison pour avoir publié l’article d'un correspondant révélant les malversations du petit directeur d'un hôpital de campagne, ou le courrier d'un lecteur criant son ras le bol, ou les propos d'un leader d'un petit parti d'opposition, les chefs directs de l'assassin du président de la République ne seront jamais inquiétés. Ils ne seront jamais tenus pour

responsables, du moins, des innombrables défaillances du dispositif de sécurité.

Alors que, sous d'autres cieux, la chute d'un pont provoquant la mort d'une soixantaine de passagers (cela s'est passé au Portugal le 4 mars 2001) entraîne la démission du ministre de tutelle, en Algérie l'assassinat du chef de l'Etat par un officier étranger à la sécurité présidentielle n'inquiète nullement le clan des décideurs.

Ils sont impunis. Ils ne paieront jamais pour leurs crimes tant que le silence sera maintenu. Pas un des responsables hiérarchiques de l'assassin, qui n'est en fait qu'un exécutant, n'a été sanctionné. Pire, le chef direct de l'assassin, le commandant Hammou, a été envoyé en poste dans un pays africain comme... conseiller à la sécurité présidentielle !

Ils n'auront rien à payer pour leur faillite dans une guerre qu'ils mènent depuis dix ans contre des groupes de bandits terroristes non entraînés et mal équipés, alors qu'eux disposent des moyens les plus sophistiqués et des armes les plus sophistiquées.

Des milliers de morts dans les rangs des hommes de troupe, souvent des appelés du service militaire, des sous-officiers et des officiers innocents des crimes de ces généraux mafieux, pendant qu' eux ont survécu à tous les massacres, à tous les accidents et à tous les combats qu'ils dirigent à partir de leurs bureaux et de leurs résidences protégées par des soldats et des gendarmes mal nourris et mal logés. Leurs usines et leurs villas sont épargnées par les groupes terroristes qui ont saccagé tous les biens publics et les biens du petit peuple.

Ces hordes terroristes, qui massacrent continuellement des quartiers, des villages et des hameaux où survivent de pauvres gens n'ont jamais fait d'incursion à Hydra, El Biar, au club des Pins et dans les quartiers riches d'Alger, d'Oran, d'Annaba et de Constantine, lieux de résidence des mafieux et de leurs sous-fifres.

Messaadia, l’ancien responsable du FLN, et actuel président du Sénat, l'homme le plus haï d’Algérie, circulait librement à El Biar sans la moindre inquiétude, durant la période de sa disgrâce. J’ai vu des généraux « retraités » se balader à Constantine, à Batna, à Skikda, à Alger à pied et en voiture, sans garde du corps et sans protection, sans que personne n'ose faire exploser, à leurs pieds, ne serait-ce qu'un pétard à un dinar. Leurs somptueuses résidences sont connues de tout le monde. Elle n'ont jamais fait l'objet d'une quelconque attaque. Leurs usines n’ont jamais fait l’objet de la moindre tentative d’attentat.

En revanche, des policiers, des soldats, des journalistes et de simples citoyens tombent quotidiennement sous les balles des terroristes. Ils en font sortir d’autres de chez eux pour les égorger comme des moutons. Mais personne ne va frapper à la porte d'un Belkhadem, un Khediri, ou un Ammimour , les agents de la mafia, pour les faire sortir et leur cracher à la figure pour tout le mal qu'ils ont fait à l'Algérie.

Pourquoi ces terroristes ne s'attaquent-ils qu'au petit peuple ? Un peuple soumis, le jour au diktat et à la *hogra** du pouvoir et, la nuit, terrorisé par des monstres qui prétendent lutter contre le pouvoir. On a raison de dire que l'Algérie c'est le pays où l'on cultive les paradoxes.

---

* terme signifiant le mépris des gouvernants

CHAPITRE I

Le fleuve détourné

Le phénomène de l'intégrisme n'est pas une fatalité tombée du ciel sur les Algériens. C'est un système entretenu par des analphabètes durant de longues années qui a fait son lit.

L'histoire de notre pays n'est qu'un long et interminable mensonge qui a fait perdre au peuple tous ses repères identitaires. Les prénoms d'origine algérienne tel Kahina, Dihya, Syphax, Juba etc, sont interdits par l'Etat civil. Nulle part on ne trouve trace de la civilisation amazighe, de la culture en terrasses, et des tours de Baloul, hautes de huit et neuf étages, construites il y a quinze siècles dans les Aurès.

Dans les manuels scolaires, l'histoire de l'Algérie ne commence quasiment qu'en 1830, avec le débarquement des troupes françaises à Sidi Fredj, pour se terminer le 5 juillet 1962, date de « *l'indépendance conquise au nom de la guerre sainte menée contre des Français impies* », selon la formule consacrée.

Hadj Messali, le père du mouvement nationaliste, fondateur du Parti du peuple algérien en 1937, le premier à avoir réclamé l'indépendance de l'Algérie, a longtemps été présenté comme un « traître » parce qu'en 1954, il s'était opposé au déclenchement de la guerre par les dissidents de sa formation, partis créer le F.L.N.

Djamila Bouhired, héroïne de la guerre de libération, notamment durant l'impitoyable bataille d'Alger, cinq fois condamnée à mort par la France, est une quasi inconnue, alors que son nom a été donné à des écoles et des rues dans de nombreux pays arabes,

Ahmed Ben Bella, Mohammed Boudiaf et Aït Ahmed les fondateurs du FLN ont été longtemps interdits de cité. Leurs partisans sont arrêtés, torturés et emprisonnés.

Par la force d'un enseignement dispensé par une école conçue par un régime tenu par des hommes à la pensée bridée, l'Algérien a, aujourd'hui, horreur de ses héros et de ses origines. Il préfère se découvrir des origines turques ou italiennes, plutôt que de dire qu'il est berbère amazighe.

L'école algérienne a voulu faire de lui un arabe plus que tous les autres arabes même si sa langue maternelle est un mélange d'arabe, de berbère et de français.

L'arabisation de l'Algérie, au lendemain de l'indépendance, est menée par des bataillons d'enseignants venus d'Egypte, de Syrie et d'Irak. Des militants baasistes (panarabistes) et des militants de l'internationale des Frères Musulmans ont semé l'islamo-bassisme dans un pays qui a suffisamment prouvé son attachement à l'Islam durant cent trente deux ans de domination coloniale.

On a délibérément entretenu la confusion entre nationalité et religion. Comme si les Algériens devaient obligatoirement être Arabes pour être musulmans. Pourtant, personne ne demande aux musulmans indonésiens, pakistanais, afghans, tchéchènes, sénégalais, maliens ou indiens d'abdiquer leur nationalité pour cause d'islam.

Des années plus tard, les Algériens s'entretuent par ce que les uns se permettent de douter de la foi des autres, en s'auto-proclamant « ambassadeurs » d'Allah sur terre. Leur rêve : enlever à l'Algérien le pantalon et le couvrir d'un linceul en forme de « kamiss »*.

Les amnésiques, malgré eux, ne reconnaissent pas leurs origines et interdisent aux autres de les revendiquer. Au lieu d'assumer nos différences et de concentrer la lutte contre une mafia qui nous appauvrit au fil des jours, nous affame, nous ferme tous les horizons et nous éxile, nous nous attardons sur de supposées appartenances idéologiques et identitaires. L'un est arabe, l'autre est kabyle, untel est chaoui etc.

Alors que le Marocain est fier de sa *djellaba*, costume traditionnel porté par les officiels lors des cérémonies, et que le Tunisien arbore sa *djebba* comme

signe identitaire et culturel, l'Algérien a honte de son burnous et hésite entre la tenue afghane et le *kamiss* saoudien.

Le drame de l'Algérie a pris naissance de cette « *batardisation* » de l'Algérien à qui on a tronqué son histoire. Des nains analphabètes lui ont écrit une histoire à leur mesure. Ils n'ont pas manqué de lui inculquer la culture de la haine et le mépris de son prochain. Le Chaoui est présenté comme *« un arriéré têtu et dépourvu d'intelligence »*. Le Kabyle est *« nauséabond et séparatiste inféodés aux chrétiens »*. Le Mozabite est « *radin et son Islam n'est pas conforme au saint Coran »*. Telle est la culture inculquée à l'Algérien par une école dite fondamentale et fondamentaliste. Une école formatrice d'incultes et de demeurés.

Dans aucun manuel, on n'évoque le fond idéologique, les injustices sociales et les inégalités entre colons et Algériens, qui sont à l'origine de la révolution de novembre 1954. C'est-à-dire les véritables causes de son déclenchement. Et pour cause : ceux qui ont pris les rênes du pouvoir sont pires que les colons.

Le général Cheloufi, l'ancien secrétaire général du ministère de la Défense, en est l'exemple type. Non content d'hériter de la résidence du colon Bourgeaud à Bouchaoui, il s'en est construit une autre plus belle et plus coûteuse à quelques kilomètres de là. Mais, comme il est habité de l'esprit du colonisé, il va en Allemagne bénéficier de l'aide sociale et jouer au mendiant auprès du personnel diplomatique accrédité à Bonn.

Il me vient à l'esprit, aussi, un certain Benlahrèche, ancien commissaire national du parti FLN à M'sila qui refusait de louer à des Algériens sa villa prise à un ancien colon, sur les hauteurs de Constantine, préférant avoir comme locataire un étranger.

L'histoire de la guerre de libération est rapportée dans les manuels scolaires et les émissions télévisées sous formes d'actions terroristes. « *Deux enseignants français sont tués le 1er novembre 1954... sabotage de la voie ferrée... destruction de pylônes... attentat à la bombe à l'hippodrome d'Alger, etc…* ». Nos « historiens » officiels, croyant donner des soldats de l'Armée de libération nationale une image positive, les décrivent comme des

assassins sanguinaires qui égorgeaient et mutilaient les Français et leurs collaborateurs. Je me souviens, encore, du livre d'histoire de la classe de terminale, en 1974, où des photos de civils défigurés et mutilés illustraient les représailles du FLN contre ceux qui n'avaient pas suivi les mots d'ordre de la révolution.

Qu'on ne s'étonne pas, aujourd'hui, de voir des barbares réciter les leçons de l'Histoire telle qu'elle leur a été apprise par cette fameuse école fondamentale qui a cloîtré l'Algérien dans un univers marqué par la pensée unique. C'est l'école du système politique algérien. Un système monstrueux qui ne pouvait donner naissance qu'à des monstres.

Comme si l'école algérienne ne suffisait pas à leur formation, ils seront nombreux à être encouragés à s'aguerrir dans les maquis afghans. Les services de sécurité, qui interceptaient le courrier de ces maquisards d'un genre nouveau, n'ont rien fait pour mener une quelconque action préventive à leur retour en Algérie.

Lorsque le capitaine Allili, alors chef de la division d'évaluation et d'analyse à la DGDS (Délégation générale à la documentation et à la sécurité), nouvelle dénomination de la mythique Sécurité Militaire sous le général Betchine, envisage de constituer un fichier de ces « Afghans », en vue de les localiser et les identifier « *en cas de...* », son initiative est purement et simplement rejetée sous prétexte qu'étant en démocratie, il n'y a pas lieu de ficher de simples citoyens.

Tout comme sera rejetée l'idée d'infiltrer les premiers groupes armés, qui ont commencé à se constituer, par des éléments du Hezbollah libanais et du djihad islamique palestinien qui bénéficiaient de bourses d'études algériennes et de passeports algériens et qui étaient prêts de collaborer dans ce sens. C'est dire que toute action préventive était interdite. Plus étonnant encore, les premières actions terroristes menées contre le château Holden à Douéra, près d'Alger, et le vol de plusieurs quintaux d'explosifs à Texana (Jijel) en 1990 n'ont fait l'objet d'aucune enquête de la part des services de sécurité.

En revanche, l'un de ceux qui veillaient sur la formation afghane des jeunes Algériens, Mahfoudh Nahnah, agent des services dirigés par le général Tewfik, s'est trouvé un moment candidat à la magistrature suprême sous la bénédiction de la mafia des généraux. Chef d’un parti intégriste siégeant au parlement, Mahfoud Nahnah qui était proche de Abdallah Azzem le père spirituel d’Oussama Ben Laden est l’un des maillons de l’organisation El Qaïda en Algérie. Il n’est nullement inquiété même lorsqu’il avoue en public avoir organisé les envois de jeunes algériens combattre en Afghanistan.

Ahmed Merani membre fondateur du FIS, qui écumait les mosquées du pays pour endoctriner les jeunes et les préparer au djihad contre leurs propres frères, a été récupéré par ces mêmes services pour sévir à plus grande échelle. De conseiller de Sid Ahmed Ghozali, chef du gouvernement, à conseiller d'ambassade à Paris, il a fait le tour des postes de responsabilité avant d'atterrir au Sénat, désigné par ses parrains dans le tiers présidentiel, et ce après avoir chauffé le fauteuil de ministre des Affaires religieuses pendant plus d'une année. Parallèlement à toutes ces fonctions, il est toujours conseiller du général Tewfik et fait dans le business en revendant des logements sociaux. Sa première opération a porté sur cinq logements à Bab Ezzouar, dans la banlieue d’Alger, vendus pour 1 milliard 250 millions de centimes .

Ce n'est que du menu fretin, comparé à des généraux assis sur les barils de pétrole, qui confondent leurs comptes bancaires personnels avec le Trésor public. Une confusion qu'ils entretiennent à tous les niveaux. C'est ce qui fait la force de la mafia algérienne. Une mafia plus forte que toutes ses semblables dans le monde, au point que les clans mafieux italiens, chinois et albanais passent pour des enfants de chœur à côté de la nôtre.

« *L’humour est la politesse du désespoir* », paraît-il. Si cette maxime est vraie, la blague qui circule à Alger depuis quelques années en est la parfaite illustration.

« Un jour, le grand parrain de Cosa Nostra, agacé par les propos élogieux de son entourage sur la mafia algérienne, ordonne à deux de ses lieutenants d'aller séjourner quelque temps en Algérie, afin de lui faire un rapport détaillé sur ses activités, et d'étudier les éventuelles possibilités de coopération.

A leur retour, les deux hommes se présentent au parrain en triturant nerveusement leurs chapeaux, l'air embarrassé.

- Alors, ces Algériens ?

- …Ils sont trop forts.

- Comment ça, ils sont trop forts ?

- Ils ont tout. Un drapeau, une armée, une assemblée, des ambassadeurs dans tous les pays, et un siège à l'ONU !

- Quoi ? Et le gouvernement, la police, la justice, l'économie ?

- Ils les ont pris aussi. »

Chapitre II

La menace

Il est près de neuf heures à Constantine, ce matin d'avril 1994, lorsque je me gare, comme chaque jour, devant l'immeuble de la Maison de la Presse qui abrite les bureaux du *Libre*, le quotidien que j'ai lancé le 6 janvier dernier, contre vents et marées.

A peine ai-je refermé la portière de ma voiture que deux hommes m'entourent. Ils se présentent comme officiers du Département du Renseignement et de la Sécurité, et me demandent de les suivre. Je leur réponds en souriant qu'aujourd'hui c'est impossible, car je suis attendu au tribunal par le juge d'instruction. Le nommé Merimèche. Un juge à la solde du pouvoir qui a tenté à plusieurs reprises de me placer en détention préventive.

C'est presque une habitude depuis le lancement du journal, dont la ligne éditoriale est résolument opposée au régime. Les auditions pour délit de presse se multiplient. J'étais abonné aux tribunaux.

Les deux hommes insistent.

- C'est le commandant Karim en personne, chef du CRI (Centre de Recherches et d'Investigations du D.R.S.) de la 5ème Région militaire, qui demande à te parler.

- Oui, mais je suis obligé de me rendre à la convocation du juge. Sinon, je vais me retrouver avec un mandat d'amener.

- Ecoute, pour ce qui est du juge, nous lui enverrons une note, et il ne t'arrivera rien. Tu es un ancien collègue. Ne nous oblige pas à utiliser la manière forte. D'accord ?

Le message est clair. Et encore, je n'ai pas à me plaindre. En principe, ce genre d'invitation se fait plutôt à la nuit tombée. En quelques secondes, on se retrouve sur la

banquette arrière d'une voiture, les yeux bandés, coincé entre deux costauds qui ne vous laissent aucune chance d'ameuter les passants ou de sauter en marche, si par hasard l'envie folle vous en prenait.

Avec moi, ils n'ont pas besoin de sortir la panoplie habituelle. Je sais parfaitement où nous nous rendons, et je connais déjà mon interlocuteur. Ce qui n'empêche pas une sourde appréhension de m'envahir. Personne ne m'a vu partir et, depuis quelques années, le cours de la vie humaine en général, et celle des journalistes en particulier, a singulièrement baissé.

Durant le trajet, je me demande quel prétexte va servir à cette arrestation. *Le Libre* est ma deuxième tentative de faire vivre un quotidien indépendant, après *El Acil* (L'Authentique), que j'avais fondé en décembre 1992, et dont j'ai été dépossédé onze mois plus tard, à l'issue d'un jugement truqué, au profit du général Betchine. Sans parler des trois condamnations à des peines de prison. Avec sursis pour l'instant.

L'accueil du commandant Karim est glacial. Visiblement gêné, il feint d'ignorer que nous nous connaissons et brasse des papiers sur son bureau, afin de se donner une contenance.

Il finit par en extraire différents exemplaires de l'avant-dernière page du *Libre*, intitulée *Taghenent* (« L'entêtement » en berbère chaoui). Il s'agit d'une page satirique, imprimée à l'envers, avec un bandeau qui précise : « A ne lire que par ceux qui croient que le monde est à l'envers ! » Il les brandit devant moi, l'air interrogateur.

- Qu'est-ce que ça signifie ?

- C'est pour ça que vous m'avez convoqué ?… C'est de l'humour… Vous, vous ne croyez pas que le monde est à l'envers, tout de même ?…

- Hichem, on ne plaisante pas, ici. Le commandement n'apprécie pas du tout le ton de tes articles. Tu dépasses les bornes. C'est quoi, cette façon de parler sans arrêt de la mafia constantinoise ? Et de quel droit tu annonces le départ du préfet et du sous-préfet avant que ce ne soit officiel ?

- C’est la règle d’or du journalisme. Etre toujours le premier informé. Toutefois, si l’avenir me dément, je ne demanderai pas mieux que de présenter mes excuses aux lecteurs. Mais je crois que, jusque là, je ne me suis pas souvent trompé. Pour ce qui est de la mafia, si quelqu’un se sent visé, il peut me poursuivre en justice. Il y a des tribunaux dans ce pays. Au point où j’en suis, un procès de plus ou de moins…

- Tu ne m’as pas bien compris, Hichem. Cette fois, tu es allé trop loin. Si tu veux sortir d’ici, tu vas d’abord signer ce papier.

Et il me tend un formulaire pré-imprimé, sur lequel on n’a eu qu’à inscrire mon nom, par lequel « je m’engage à ne plus m’adonner à des activités terroristes » ! Ce qui signifie, en toute logique, que je reconnais l’avoir fait auparavant. Le procédé est grossier, mais il a fait ses preuves dans tous les commissariats du monde. Après une courte hésitation, je signe mes « aveux » et tend ce torchon à Karim, qui le contemple d’un air satisfait.

- C’est bien. Maintenant, tu dois savoir une chose, Hichem. Il n’y aura pas d’autre avertissement. La prochaine fois, c’est deux balles dans la tête. La liste du GIA est toujours ouverte….

Il marque un temps d’arrêt et précise, comme pour soulager sa conscience :

- Je ne fais que te transmettre le message du général Tewfik.

Un message qui ne me fera jamais trembler tant je me sens fort par des principes que m’inculqua mon père depuis ma tendre enfance.

« L’homme n’est pas celui qui exhibe des biens matériels, mais celui qui ne baisse pas les yeux devant les autres, parce qu’il n’a rien à se reprocher… Pour que les gens te respectent, tu dois les respecter… Sois franc avec les autres, quitte à les froisser, mais ne dis jamais de mal d’eux en leur absence… Ne te mets jamais sous la protection d’un homme. La meilleure protection, c’est l’honnêteté, et le seul capital inépuisable, c’est le capital intellectuel… »

Tels sont quelques uns des préceptes simples que mon père m'a transmis, et qu'il tenait probablement de son père, Belgacem El Khoussafi, un homme respecté, connu pour sa droiture et son courage.

Enfant de Bab El Oued, un quartier populaire d'Alger, je suis issu d'une famille originaire de la ville d'Oum El Bouaghi, située dans le massif des Aurès, à cinq cents kilomètres environ à l'est d'Alger. Nous sommes des Berbères Chaouias, bien sûr, dont la réputation n'est plus à faire depuis longtemps. Si leurs principales qualités sont la bravoure, l'honnêteté et la loyauté, ils sont aussi têtus et fiers, ce qui, dans le monde d'aujourd'hui, est souvent considéré comme des défauts rédhibitoires.

Je me souviens de l'époque où j'ai décidé de m'engager comme élève officier d'active. Nous étions en juin 1975. Ce n'était ni pour faire carrière - je venais de terminer ma première année à l'Ecole nationale supérieure du journalisme qui, en fusionnant un an plus tard avec l'Institut d'études politiques, allait devenir l'Institut supérieur des sciences politiques et de l'information - ni par intérêt, puisque je collaborais déjà à l'hebdomadaire « Jeunesse Action » pour un salaire mensuel de 600 dinars qui venait s'ajouter à ma bourse d'étudiant de 360 dinars. C'était par idéal.

Le discours officiel de l'époque tendait à briser la barrière entre militaires et civils. Les deux années de service national obligatoire pour tous les Algériens, quelle que soit leur origine sociale, rapprochait l'armée du peuple. Aux Jeux méditerranéens de 1975, après la dissolution de l'équipe nationale de football, constellée de stars, qui accumulait les échecs, c'est une équipe composée de joueurs effectuant leur service militaire qui battait la France en finale !

Les élèves officiers d'active pouvaient poursuivre leurs études dans les universités et les grandes écoles algériennes, avec un présalaire mensuel de 900 dinars. On leur offrait même des bourses d'études à l'étranger. La seule obligation consistait à remettre chaque année l'attestation de succès aux examens. Après trois ans, on

obtenait le grade de sous-lieutenant ; au delà, on était lieutenant. Tous étaient ensuite affectés dans les différents corps de l'armée en fonction de leur spécialité.

L'Algérie était un vaste chantier. Selon le discours officiel, toutes les forces vives devaient s'impliquer pour édifier un Etat fort et prospère. Il fallait investir tous les secteurs de la vie économique et sociale, et l'armée, l'une de ces forces, aux côtés des paysans, des ouvriers et des étudiants, avait un énorme besoin de sang neuf. « *Jeunesse montante, l'avenir réside en vous si vous êtes d'authentiques révolutionnaires* » déclarait le président Boumediene à l'adresse des milliers d'étudiants volontaires de la révolution agraire, dont le nombre grossissait d'année en année. Un millier à peine en 1972, ils étaient dix mille en 1977 à passer un mois de leurs vacances d'été et quinze jours des vacances d'hiver dans les campagnes.

Outre l'explication des textes de la charte de la révolution agraire auprès des *fellahs*, qu'ils doivent convaincre des bienfaits de cette révolution, les étudiants découvrent les joies des travaux manuels. Ils apprennent à manier la *tchappa* (une petite pelle), planter les pommes de terre et conduire le tracteur. Les étudiants en médecine et professions paramédicales procurent des soins gratuits. « *C'est l'ouverture de l'université algérienne sur les réalités du pays* », comme Boumediene se plaît à le répéter.

Cette expérience permet de briser un certain nombre de tabous, notamment en matière de relations hommes-femmes. La mixité est de règle, et les centaines de jeunes filles autorisées par leurs parents à participer à ces actions se retrouvent souvent dans des brigades à majorité masculine, sans que cela ne pose le moindre problème.

En décembre 74, à Ouled Moussa, localité distante d'Alger d'une cinquantaine de kilomètres, nous étions quatre garçons et une fille à dormir en toute fraternité dans la bâtisse que la mairie nous avait affectée. A El Ayoune, dans l'ouest algérien, Farida, étudiante en droit âgée de vingt ans, n'avait pas le moindre complexe face aux douze garçons qui l'entouraient durant l'été 75. Elle participait à tout, exprimait librement ses idées, et n'hésitait pas à faire des remontrances ou donner des ordres à certains d'entre nous.

Quand, vingt ans plus tard, j'entends des voix s'élever pour décréter la mixité illicite et demander qu'on sépare les femmes des hommes, jusque dans les transports en commun, je crois rêver.

Un cauchemar, plutôt, quand on voit où ce genre d'excès a conduit l'Iran, puis l'Afghanistan. Qui veut recouvrir les Algériennes de ces tenues moyenâgeuses ? Quel genre d'homme a envie que les femmes deviennent des êtres de seconde zone ? Dans quelle absurde lecture du Coran trouvent-ils des arguments pour réduire leurs mères, leurs sœurs et leurs épouses à l'état de fantômes ?

Curieusement, aucun membre du F.L.N. ne participait au mouvement de volontariat pour la révolution agraire pour l'encadrer. Au contraire, le parti unique était malmené dans nos chansons et les slogans scandés à tue tête à chaque rassemblement. Pour nous, le F.L.N. incarnait la réaction. Il était l'ennemi des forces progressistes. Je me souviens encore des paroles d'une chanson écrite spécialement pour Mohammed Cherif Messaadia, responsable de l'appareil du parti : « *Haffaf Safir Inox tet'hanna, toskot erradjiâa edakhilia !* » (« Rase-toi la barbe avec Safir Inox, tu te soulageras, et à bas la réaction interne !)

J'affichais mes convictions politiques sans la moindre crainte. En 1976, lors du débat sur la charte nationale, j'exprimai tout haut mon soutien aux revendications de la cause berbère et la nécessité de son enseignement à l'école. J'ai également participé activement aux affrontements entre étudiants volontaires pour la révolution agraire et les étudiants d'obédience baasiste, le mouvement panarabiste, que nous considérions comme des réactionnaires.

En juin 1978, à ma sortie de l'I.S.P.I (Institut des Sciences Politiques et de l'Information), je rejoins l'Ecole de formation des officiers de réserve, à Blida, pour neuf mois d'instruction. Les combats, les bivouacs, les marches topographiques ne sont pour nous que des jeux. Quant à la discipline, nous en assouplissons la rigueur en faisant régulièrement le mur. Pour moi, le prétexte était tout trouvé : l'entraînement avec l'équipe de hand-ball, dont j'étais le gardien, mon poste préféré, que j'avais occupé chez les minimes au football, puis au hand plus tard. Une carrière sportive dont j'ai toujours rêvé, mais que mon père a préféré sacrifier aux études. Cette année-là, notre équipe réussira le doublé coupe et championnat militaires d'Algérie, en remportant tous ses matches ! Il faut dire que notre rage de vaincre était décuplée par les deux ou trois jours de permission que nous valait chaque victoire.

Avec le sport, le journalisme était ma grande passion. C'est pourquoi, dès ma première année d'études, j'avais répondu à une annonce de « Jeunesse Action » qui cherchait un pigiste pour sa rubrique sportive.

En 1977, j'ai travaillé au bureau algérois du quotidien de l'Oranie, *La République*, toujours pour les pages sportives, où officiaient les meilleurs spécialistes du genre. Mais la trop grande liberté de ton de son directeur, Bachir Rezzoug, a vite conduit le ministre de l'information et de la culture, Ahmed Taleb, à arabiser l'équipe rédactionnelle afin de mieux la contrôler.

Comme beaucoup de journalistes, j'ai alors quitté « La République », et signé avec l'hebdomadaire sportif *El Hadef* (« Le but »).

Une première collaboration qui ne dure qu'un an car, à l'issue de mes neuf mois d'instruction à l'EFOR, je suis affecté à la rédaction du mensuel *El Djeich* (« L'armée »), au service presse du Commissariat politique. Un mois plus tard, je suis nommé rédacteur en chef de l'édition française.

Avec trois camarades de promotion, nous transformons complètement l'esprit du magazine, édition arabe comprise, pour lui imprimer, si j'ose dire, un sérieux virage à gauche. Je fais appel à tous les journalistes qui accomplissent leur service national. Après avoir terminé les six mois d'instruction militaire, ils viennent renforcer la rédaction. Des gens qui écrivaient pour *El Moudjahid*, *Algérie actualité*, *L'unité* ou *Algérie Presse Service*, l'agence de presse officielle, découvrent une liberté d'expression qu'ils ne connaissaient pas dans le civil. On me fiche comme « rouge », élément subversif, et militant du très clandestin PAGS (Parti de l'avant-garde socialiste), que je n'ai pourtant jamais approché.

Simplement, je n'oublie pas que je suis un enfant du peuple. Contrairement à la plupart de mes collègues, je mets un point d'honneur à ne pas exhiber ma carte d'identité militaire pour me faire ouvrir les portes. Jamais je ne me sers de ma qualité d'officier pour obtenir un quelconque passe-droit. Je prends plaisir à laisser ma voiture devant chez moi pour prendre le bus ou le train de banlieue et aller siroter un « moitié-moitié », la boisson préférée des Algérois, moitié café/moitié lait, dans un bistrot de Bab El Oued. Là, je discute football avec des supporters acharnés du Mouloudia d'Alger, et passe la nuit à veiller en compagnie d'amateurs de théâtre et de musique populaire.

J'ai même refusé le terrain à bâtir que le maire d'Oum El Bouaghi m'avait attribué gratuitement, sans même me consulter, et préféré acquérir mon logement en payant un pas de porte à un journaliste qui avait bénéficié de deux logements sociaux.

L'intégrité doit être héréditaire. En 1974, juste après le baccalauréat, mon père avait refusé de m'embaucher comme vacancier à la centrale d'électricité thermique de Skikda, dont il venait d'être nommé directeur administratif, pour qu'on ne puisse pas dire qu'il « pistonnait » son fils.

Rédacteur en chef du magazine *El Djeïch,* Je suis régulièrement convoqué au Secrétariat général du ministère de la Défense nationale pour m'expliquer sur le contenu de nos articles. Puis, on m'oblige à présenter le sommaire au chef du service presse du ministère, le capitaine Redouane. Heureusement pour moi, celui-ci est un intellectuel qui trouve autant de plaisir à lire le Coran qu'à écouter Brassens.

Nous appartenons à la même génération, partageons les mêmes opinions et avons la volonté commune de faire de *El Djeich* le reflet d'une armée moderne et progressiste. Nous cherchons ensemble les meilleurs moyens de faire passer nos idées sans heurter de front la hiérarchie. Un exercice d'équilibriste qui s'avère de plus en plus délicat.

En 1985, lorsque la pression du commandement s'intensifie, je décide de jeter l'éponge, cesse de mettre les pieds à la caserne, et reprends mes chroniques à *El Hadef* sous le pseudonyme de S. Amine.

Une période faste qui verra le tirage de l'hebdomadaire tripler en quelques mois pour grimper à cent cinquante mille exemplaires. J'éprouve une grande satisfaction à travailler de nouveau avec la crème des journalistes sportifs algériens et, pour le plaisir, contacte personnellement Rachid Mekhloufi, ancienne star de l'A.S.Saint-Etienne, afin qu'il assure une chronique dans nos colonnes. Les rêves d'enfant se réalisent parfois…

Parallèlement, j'ai demandé au commandant Achouri Hammouda, qu'on vient de mettre à la retraite, de m'aider à obtenir ma radiation de l'armée. Je suis écoeuré par le système.

J'ai vu des analphabètes promus à des fonctions élevées, et des hommes compétents relégués à des fonctions subalternes. J'ai entendu des officiers se targuer en riant de diriger des universitaires alors qu'eux-mêmes n'ont jamais fait d'études. J'ai été le témoin des petites et grandes combines qui permettent à certains militaires d'améliorer sérieusement l'ordinaire.

Trafic de bons d'essence, appareils électroménagers, cigarettes américaines, tous les produits difficiles à trouver sur le marché, dont ils faisaient une ample provision à la coopérative de consommation afin de les revendre à leurs voisins et à leurs proches en empochant de juteux bénéfices.

J'ai vu certains sous-officiers particulièrement magouilleurs se faire construire de somptueuses villas, alors que les officiers qui se contentaient de leur solde connaissaient des fins de mois difficiles.

Ainsi, le commandant Ahmed Arfi était-il contraint de vendre sa voiture pour achever la construction d'une modeste maison acquise par le biais de la coopérative immobilière de l'armée. Le commandant El Hadjen, directeur de l'Ecole de formation des officiers de réserve, ne savait pas où loger ses enfants lorsqu'il fut muté dans le sud du pays. Il sera finalement accueilli par le capitaine Saoudi, son collègue commissaire politique de l'Ecole, qui lui-même n'avait plus de quoi payer les rideaux de sa maison achetée à crédit, une fois réglé l'apport initial de 140 000 dinars.

En 1981, alors que j'effectuais un stage de six mois à l'académie militaire de Cherchell, j'ai même assisté, effaré, à un autodafé moyenâgeux de tous les livres et magazines « non autorisés » sur la place d'armes. Avec mon compagnon de chambre, le lieutenant Aïssa Siouda, nous nous sommes levés avant l'aube pour « sauver la culture des mains des incultes », comme nous le chuchotions en chargeant nos bouquins dans le coffre de la voiture.

Lors de notre entretien, le commandant Hammouda tente de me faire revenir sur ma décision.

- Tu es encore jeune. Dans l'armée, l'avenir t'appartient. Essaie d'aller doucement, et tout finira par rentrer dans l'ordre.

- Vous, mon commandant, qu'avez-vous gagné ? Vous êtes un ancien moudjahid, un universitaire honnête. Vous êtes resté dix ans au grade de commandant, avant qu'il ne vous mettent à la retraite. Nous, les jeunes qui prenons exemple sur des hommes comme vous, n'avons aucun avenir dans l'armée.
- Je vois que tu es décidé. Je vais essayer de t'aider.

Quelques jours plus tard, nous avons un nouveau rendez-vous, cette fois à Ben Aknoun, où se trouve la caserne de la Sécurité militaire. Il me reçoit en compagnie du commandant Mohammed Tahar Abdessalem, que je rencontre pour la première fois.

A mon grand étonnement, les deux hommes m'invitent à quitter le Commissariat politique pour intégrer la Sécurité militaire. Je leur oppose un refus catégorique.

- Je suis allergique à l'uniforme. Tout ce que je veux, c'est quitter l'armée.

Le commandant Mohammed Tahar est un homme d'une grande courtoisie.

- Tu vois bien que je ne porte pas la tenue. C'est un détail. Le commandant Hammouda m'a dit que tu étais très politisé. Alors je te propose de faire de la politique. Moi je m'occupe du Moyen-Orient. Ce n'est pas un travail de flic. Je te propose de faire la même chose.

Je tente de résister, mais le commandant Mohammed Tahar ne cède pas non plus.

- C'est vrai que tu es un Chaoui. Une forte tête. J'aime les hommes comme toi. Ensemble, je suis sûr que nous ferons une bonne équipe. Réfléchis. On se revoit dans une semaine.

Devant son insistance, je finirai par me ranger à ses arguments. J'ai bien fait. Je n'avais encore vu que la partie émergée de l'iceberg.

Conseiller, chargé du dossier du Moyen-Orient, chef de bureau à la division de la sécurité extérieure, sous-directeur à la division évaluation et analyse, et enfin chef de cabinet. Les postes que j'ai occupés durant les quatre

années passés à la Sécurité militaire vont me permettre de mesurer l’étendue des dégâts causés par la « pieuvre » et ses innombrables ramifications.

Chapitre III

Le pêché originel

Selon les criminologues et les spécialistes de la grande délinquance, il existe peu de clans mafieux dans le monde. Ne sont reconnus comme tels que la Cosa Nostra sicilienne, la camorra napolitaine, la trinidade chinoise et la mafia albanaise. Les autres organisations mafieuses sont qualifiées de syndicat du crime organisé. La différence entre une mafia et un syndicat du crime organisé, selon les criminologues, réside dans les critères arrêtés par les parrains pour intégrer le clan. Un cercle fermé et très restreint. N'y entre pas qui veut.

Vraisemblablement n'ayant jamais mené d'investigations sérieuses sur ce qui se passe en Algérie, ces criminologues accordent peu de crédit à la mafia algérienne. Ils ne la classent même pas parmi les syndicats du crime organisé.

Pourquoi ? Il ne leur viendrait pas à l'esprit qu'un clan mafieux puisse s'emparer d'un pays et de ses institutions pour en disposer à sa guise, n'hésitant pas à tuer, à emprisonner, à faire disparaître des milliers d'hommes et de femmes. A provoquer une guerre civile des plus ravageuses, tout en imposant la loi du silence sur ses crimes. Le cas de la mafia algérienne n'a pas son pareil dans le monde. Pour peu que les spécialistes de la grande délinquance s'intéressent au cas algérien, ils découvriraient que le groupe des généraux qui impose sa volonté à plus de trente millions d'algériens remplit tous les critères pour qu'il soit reconnu comme clan mafieux. Sauf, que faute d'un code d'honneur propre aux clans mafieux, on pourrait, alors, qualifier le gang des généraux algériens de pègre.

Les membres de ce clan mafieux, au nombre de onze, qui gouvernent l'Algérie sont tous issus d'un même milieu. Celui de l'armée. A deux exceptions près (les généraux

majors Mohammed Mediene dit Tewfik et Smaïl Lamari), ce sont tous des transfuges de l'armée coloniale qui ont rejoint l'armée algérienne durant la guerre de libération entre 1958 et 1962. Certains d'entre eux se connaissent du temps où ils étaient ensemble dans les enfants de troupe de l'armée française dès l'âge de douze ans. Ils sont tous des anciens enfants de troupe, ou fils de caïd, ou fils de retraites de l'armée française. Ce passé commun a tissé entre eux des liens solides et une solidarité sans faille. Les généraux Khaled Nezzar, Abdelmalek Guenaizia, Larbi Belkheir pour ne citer qu'eux ne s'en cachent pas.

Ils ont tous, rallié les rangs de l'Armée de Libération Nationale en empruntant le même circuit. Ils se sont tous rendus à la même période à la base FLN de Tunis, avant d'être acheminés au centre d'El Mellègue à la frontière tuniso-algérienne. Ou en se rendant au Maroc, comme l'ont fait, à quelques mois de la proclamation de l'indépendance, Mohammed Lamari et Mohammed Touati. Ils ne pouvaient se rendre directement au maquis, aux unités combattantes de l'intérieur pour la simple raison que l'opération " *bleuite* " initiée par le capitaine Petit avait échoué grâce à la vigilance du colonel Amirouche, commandant de la 3ème wilaya durant la guerre de libération Ceux qui avaient déserté l'armée française et rallié l'ALN en toute loyauté n'ont jamais été inquiétés. C'est le cas du commandant Abderrahmane Bensalem qui avait rejoint une unité combattante à Souk Ahrass. Il en était de même pour Abdallah Belhouchet qui avait déserté en 1956, alors qu'il était caporal.

Or, ces déserteurs spéciaux n'ont jamais inspiré confiance autour d'eux. Ils étaient suspects. Même après leur intégration dans l'ALN, leurs tentatives de rejoindre les unités de l'intérieur ont provoqué l'insubordination des maquisards qui voyaient en eux des traîtres. Beaucoup d'entre eux ont été arrêtés, battus et humiliés par les maquisards. Lorsque l'un d'entre eux était giflé, en public par un membre de l'état-major, les djounoud (soldats) se réjouissaient de l'affront subi par cet ancien de l'armée française.

Mohammed Boutella, alors capitaine, fut arrêté et battu par les maquisards. Larbi Belkheir, sous-lieutenant au centre d'instruction de Oued Melliz, a beaucoup souffert des vexations des djounoud de l'ALN. Il était très contesté.

Aucun d'entre eux n'a pris part aux combats contre l'armée coloniale. Ils étaient confinés à des tâches administratives ou d'instruction.

En rejoignant l'ALN, leur objectif était de prendre en main le commandement de cette armée au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, en exploitant les divergences entre le GPRA (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne) et l'état-major de l'ALN.

L'ambition de réaliser cet objectif s'est manifestée très tôt lors d'une réunion tenue en 1959 entre des officiers de l'ALN et un groupe des transfuges de l'armée coloniale, dont faisaient partie Larbi Belkheir et Abdelmalek Guenaizia, deux membres des plus influents, aujourd'hui, de la mafia des généraux. L'objet de la réunion était la répartition des tâches entre officiers formés dans le maquis et dans les écoles militaires arabes, et les transfuges de l'armée française. La réunion fut houleuse et tourna court.

Il fut signifié à Larbi Belkheir et à ses compagnons que les hommes sincères ne savaient même pas s'ils seraient vivants le jour de l'indépendance. Ce n'était que partie remise. L'infiltration se fera doucement, jusqu'à ce qu'elle porte ses fruits. Vingt-huit ans après la conquête de l'indépendance de l'Algérie, le commandement de l'armée algérienne passe intégralement sous leur contrôle et les rouages du pouvoir politique avec.

En 1990, le général Khaled Nezzar est nommé ministre de la Défense nationale. Le général Cheloufi est secrétaire général du même ministère depuis 1986. Le général Abdelmalek Guenaïzia est nommé chef d'état-major de l'armée. Le général Benabbes Gheziel est à la tête du commandement de la gendarmerie nationale. Le général Mekhlouf Dib contrôle la garde républicaine. Sans oublier le poste clé de directeur de cabinet du président de la république occupé depuis de longues années par le général

Larbi Belkheir sous Chadli, puis sous Bouteflika dont il est le sponsor.

La boucle est bouclée. Le travail de sape mené depuis 1958 a fini par payer, en exploitant la léthargie des officiers anciens maquisards dont un grand nombre a versé dans l'affairisme et la corruption comme les généraux Mostefa Benloucif, Mohammed Ataïlia, Abdallah Belhouchet, Ali Bouhadja et tant d'autres. La Sécurité Militaire, corps sensible ayant, de tous temps, échappé au contrôle des transfuges de l'armée coloniale, sera confiée à un vieux compagnon de route et homme de confiance de Larbi Belkheir, le général Mohammed Mediene dit Tewfik, qui sera secondé par le général Smaïl, l'inamovible interlocuteur officiel des services secrets français.

Au milieu des années quatre-vingt-dix, tout est verrouillé avec la nomination d'Ali Tounsi, ancien militaire français, à la tête de la police qui devient un appendice du DRS (la nouvelle nomination de la Sécurité Militaire). Les deux régions militaires sensibles et stratégiques, la 1ère pour le contrôle de la capitale et de sa périphérie, et la 4ème, où se trouvent les richesses pétrolières, sont placées respectivement sous le commandement du général Fodhil Cherif Brahim et du général Saheb Abdelmadjid.

Comment en est-on arrivé là ?

De l'avis de nombreux anciens officiers issus de l'ALN, les désertions de militaires algériens de l'armée française ont été organisées dans le but d'infiltrer la révolution algérienne. L'échec subi par cette armée dans son entreprise d'anéantir l'ALN, malgré une supériorité militaire évidente et une force de frappe incomparable, a amené les stratèges militaires français à mettre en œuvre un plan susceptible de préserver les intérêts de la France dans le cas où l'Algérie accéderait à l'indépendance Il fallait donc préparer l'avenir.

Parallèlement aux premières négociations ouvertes en 1958 entre le gouvernement français et le commandement de l'ALN de la 4ème wilaya, les premiers groupes de

déserteurs commencent à arriver à la base de l'Est, aux frontières tuniso-algériennes. Ces déserteurs ont tous le grade d'officier. En réalité ce sont des sous-officiers qui ont bénéficié d'une promotion spéciale dite « promotion Lacoste », du nom de l'ancien gouverneur d'Algérie, qui avait initié des mesures de promotion sociale des « français musulmans ». Des mesures réservées à une catégorie d'algériens répondant à des critères sélectifs.

Cette promotion facilitait aux « déserteurs » la possibilité d'accéder à des postes de responsabilité dans l'armée algérienne. Le général Khaled Nezzar, le seul de ces déserteurs à publier ses mémoires et à évoquer son passé dans l'armée française, reconnaît avoir bénéficié de cette promotion* et avoir fait une école de formation de sous-officiers, celle de Saint-Maixent. D'un niveau d'instruction primaire, les Khaled Nezzar, Benabbes Gheziel et leurs compagnons ne pouvaient accéder à Saint-Cyr ou d'autres écoles d'officiers de l'armée française. Ils étaient tous sergents ou caporaux.

Les négociations de Melun en 1960 et celles d'Evian en 1961 entre le gouvernement français et le Front de libération nationale sont accompagnées d'un flux de ralliement de transfuges de l'armée coloniale jamais vu. Le gouvernement français, sentant l'indépendance de Algérie très proche, voulait se débarrasser des vingt mille soldats algériens que comptait son armée.

Ces transfuges vont s'appuyer sur un ancien compagnon d'armes, le commandant Mouloud Idir, alors directeur de cabinet de Krim Belkacem, ministre des forces armées.

*In les mémoires du général Khaled Nezzar. Page 32.

Pour ces nouveaux venus, la tentative de siéger à l'instance suprême de la révolution, le Conseil National de la Révolution algérienne, est mise en échec par le chef d'Etat major de l'ALN, le colonel Houari Boumediene qui les voyaient prendre position contre lui dans le conflit l'opposant à Krim. Mais une fois le conflit terminé au profit du colonel Boumediene, les déserteurs se rallient à lui, tout en lui manifestant fidélité et loyauté. Ils sont toujours du côté du plus fort. Surtout à une période où ils avaient un besoin immense de rachat.

Avides de se refaire une virginité aux yeux des maquisards, Larbi Belkheir, Khaled Nezzar, Abdelmalek Guenaizia et leurs camarades s'investissent autant qu'ils le peuvent dans les tâches qui leurs sont dévolues, en dépit de l'hostilité manifeste affichée notamment par les officiers formés dans les académies militaires des pays arabes.

A l'indépendance, de nombreuses voix s'élèvent pour demander leur radiation de l'armée. Mais Houari Boumediene, l'homme qui avait fait des groupes de maquisards disparates une armée organisée et structurée, en sa qualité de ministre de la défense, avait une autre vision. Au cours d'un rassemblement des cadres de l'armée algérienne à l'Académie militaire de Cherchell, Boumediene avait déclaré, selon des témoins : « *Pour construire notre armée, nous avons besoin d'instructeurs et ces déserteurs nous pouvons exploiter leur expérience acquise de leur vécu dans une armée classique et les utiliser comme instructeurs au lieu de faire appel à des coopérants étrangers.* » Ils étaient considérés comme coopérants.

Des « coopérants » qui prendront en charge la gestion du stratégique ministère de la Défense nationale. Le commandant Chabou est nommé secrétaire général de ce ministère. Les directions centrales du génie militaire, de la logistique, du matériel et du personnel sont confiées respectivement aux sous-lieutenants Rachid Midouni, Djoghri, Mohamed Bouzada et Khelil Habib. Le lieutenant Mohamed Boutella est nommé directeur de l'école des blindés de Batna ; le capitaine Zerguini chef de la 3ème région militaire dans le sud Ouest (Bechar) ; Salim Saadi directeur central du train (les transports), avant d'être promu chef de région militaire en remplacement de Zerguini, passé au gouvernement pour occuper le portefeuille du ministère des Postes et des Télécommunications. Abdelmadjid Allahoum est directeur de l'instruction de l'armée, avant de passer à la présidence de la république pour occuper le poste de chef de protocole du président Boumediene.

Les officiers anciens maquisards sont nommés chefs des régions militaires, des secteurs militaires et des unités de combats. Ils auront pour chefs d'état-major dans les régions militaires des transfuges de l'armée coloniale. Une manière de neutraliser toute tentative de rébellion similaire à celle du jeune colonel Chabani en 1964 ou à celle du colonel Tahar Z'biri en 1967. Aucun mouvement de troupe ne peut se faire sans logistique. Celle-ci est entre les mains d'hommes qui ne demandent qu'à faire montre de fidélité pour se faire pardonner leur passé.

Feu Houari Boumediene dont l'amour de la patrie et l'intégrité ne peuvent être mis en doute, avait agi de cette manière dans le seul but d'assurer une stabilité au pouvoir dont avait grandement besoin l'Algérie, au lendemain de la reconquête de son indépendance.

La tentative de coup d'état, en décembre 1967, menée par le colonel Tahar Z'biri, chef d'Etat Major, pour protester contre la présence des « déserteurs » de l'armée française, sera le tournant historique pour cette frange d'officiers mal aimés de l'armée algérienne. Les Mohamed Boutella, Zerguini, Bouzada, Mohammed Beka et Rachid Midouni, stopperont l'avancée des troupes de Z'biri à Blida. Ce sont les transfuges de l'armée française qui ont sauvé et protégé le colonel Houari Boumediene, alors président du Conseil de la révolution, instance suprême du pouvoir mise en place au lendemain du coup d'état du 19 juin 1965 destituant le premier président de la république, Ahmed Benbella.

Boumediene leur sera reconnaissant. En réunissant les officiers de l'armée au club des Pins au début de l'année 1968, il met fin aux attaques dont sont la cible les « déserteurs ». D'un ton sec, il lance un sérieux avertissement aux anciens de l'ALN, selon un colonel présent à cette réunion : " *Dorénavant, celui qui osera parler des anciens de l'armée française, je lui mettrai un caillou dans sa bouche*. » Une forme de menace de mort dans le parler des habitants de l'Est algérien.

La décision de les maintenir au grade acquis dans l'armée française sera, dés lors, levée. Ils vont, aussi, bénéficier de nouvelles promotions dans les fonctions. Ce dont ils profiteront pour renforcer leurs positions. Ils vont intégrer dans l'armée algérienne le reste des militaires algériens qui n'avaient pas déserté à temps. Ils rejoignent tous l'Armée Nationale Populaire (ANP) avec le grade d'officier (sous-lieutenant, lieutenant, capitaine). Comme si dans l'armée française, tous les Algériens étaient des officiers. N'y avait-il pas parmi eux un seul soldat, caporal ou sergent ? C'est tout de même bizarre. D'autant plus que leur niveau d'instruction est à peine primaire.

J'ai du mal à imaginer qu'un homme comme le général major Makhlouf Dib incapable de déchiffrer une note de service ou de composer un numéro de téléphone ait été formé dans une école d'officiers de l'armée française. Sachant que l'accès à ces écoles en France n'est ouvert qu'aux bacheliers, quel crédit peut-on accorder, dès lors, au grade de lieutenant ou de sous-lieutenant arboré par Nezzar et ses compagnons ? Pour un illettré ou quelqu'un de niveau primaire et de surcroît indigène, il ne peut prétendre à un grade supérieur à celui de caporal ou sergent. J'aimerai bien connaître les français camarades de promotion de nos généraux. Que sont-ils devenus ? Y en a-t-il un parmi eux qui soit parvenu au rang de ministre de la défense ou chef d'état-major de l'armée française, ou commandant d'une quelconque arme ?

Certains ont attendu jusqu'à l'année 1968 pour rejoindre l'ANP. J'ai eu à connaître l'un d'eux, le commandant Bouras, qui pleurait les larmes de son corps quand il a été mis à la retraite en 1984. Il expliquait son arrivée tardive a l'armée algérienne par les ordres que lui aurait donnés le commandement de la révolution de ne pas quitter l'armée française « pour les besoins de la cause ». Il n'est pas le seul à se justifier par de supposés ordres venus de la révolution.

Le colonel Djebaïli est lui aussi arrivé en 1968, six ans après l'indépendance de l'Algérie. Son cas était trop flagrant. Quelques années plus tard, il est radié et retourne en France.

Ces transfuges vont bientôt renforcer leur pouvoir par les anciens des Sections Administratives spécialisées (SAS) et des éléments de la « force locale» Constituée des supplétifs de l'armée française. Cette force locale conçue par les autorités française avait pour mission de veiller sur l'application des accords de cessez-le-feu du 19 mars 1962 et intégrer, par la suite, ses éléments dans l'armée algérienne. Rejetée par la partie algérienne, la force locale a été dissoute, mais certains de ses éléments ont intègré l'ANP.

Dans le clan mafieux des généraux algériens on compte, aujourd'hui, un ancien des SAS, le général major Fodhil Chérif Brahim et un ancien de la force locale, le général major Kamel Abderrahmane qui fait partie de ce qu'on qualifie des sous-traitants du club des onze.

Chapitre IV

Les hommes de l'ombre

Pour connaître la nature d'un système, il faut connaître ses hommes. Ceux qui ont façonné le système algérien actuel et font fonctionner ses rouages sont dans l'ombre. On ne les voit jamais. Ou rarement. On entend parler des Larbi Belkheir, Khaled Nezzar, Tewfik, Smaïl et Mohammed Lamari. Mais, à vrai dire, on ne connaît rien d'eux.

Qui sont-ils ? Sont-ils les seuls à tenir les rênes du pouvoir en Algérie ? Quel est leur passé ? Comment sont-ils arrivés à ces postes de responsabilité qui leur octroient le droit de vie et de mort sur tout un peuple ? Quel est leur parcours dans l'institution militaire ? Comment s'organisent-ils pour se pérenniser au pouvoir ?

A toutes ces questions même les observateurs les plus avertis ont du mal à répondre, tant ces hommes aiment agir dans le noir, loin des feux de la rampe et de l'actualité.

Tant que ces questions restent sans réponse ou éludées, il demeure difficile de comprendre le système et le pouvoir algériens.

Un pouvoir qui a de tous temps été marqué par l'existence de clans antagonistes. Autant les divergences étaient d'ordre idéologique durant la guerre de libération, autant les querelles des clans portent sur des intérêts, en apparence mesquins, mais vitaux pour les parrains, quarante ans après l'indépendance du pays.

Il fut un temps où le clan d'Oujda, dont le chef n'était autre que feu Houari Boumediene, tenait les devants de la scène politique algérienne. Ce clan était composé des officiers de l'état-major de l'Armée de Libération Nationale, fidèles de Boumediene. L'actuel président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en faisait partie. Fort de la puissance des armes, il s'est débarrassé, sans opposition aucune, de son seul adversaire de l'époque, le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA), basé à Tunis. Le clan d'Oujda faisait cavalier seul tout au long du règne de Houari Boumediene. Sa force résidait dans le charisme de son chef. On disait que « *son burnous était suffisamment ample pour couvrir tous ces "nains" qui l'entouraient*. »

Au lendemain de l'avènement de l'ère Chadli en 1979, et en l'absence d'un véritable chef, les clans commencèrent à proliférer. L'arrivée à la tête de l'Etat d'un homme choisi pour son inculture et son ignorance de la chose politique aiguisait les appétits des différents cercles du pouvoir. Chacun voulait mettre ce président qu'on qualifiait de « *roi fainéant* » sous son influence pour mieux se placer et durer le plus longtemps possible dans les hautes sphères du pouvoir.

Pour mieux affirmer sa puissance, chaque cercle s'appuyait sur un officier supérieur de l'armée. Pour des raisons historiques propres à l'Algérie, le militaire, ce guerrier symbole de la force, a de tous temps été prisé, aimé et courtisé .

Il faut remonter très loin dans l'Histoire de l’Algérie, pour comprendre cette fascination qu'exerce le militaire sur la population. C'est une histoire jalonnée de guerres et de résistances contre les envahisseurs.

En vingt-trois siècles l'Algérie n'a connu, selon les historiens, que six cents ans de paix répartis à travers les siècles. Les exemples abondent pour démontrer cet esprit guerrier des algériens. Les conquêtes arabes sous la bannière de l'Islam parties de la presqu'île arabique, où s'est révélé le saint Coran au prophète Mohammed (paix et

salut sur lui), n'ont pas rencontré de grande résistance jusqu'à la frontière algérienne. Si les troupes arabo-musulmanes avaient réussi à conquérir le Moyen-Orient en seulement dix années, il leur fallut soixante-dix ans pour conquérir l'Algérie. Malgré la censure des historiens officiels, la résistance opposée à l'envahisseur venu de l'Arabie, d'abord par Aksel, plus connu sous le nom de Koceïla, puis par Dihya, la reine berbère, surnommée Kahina par les arabes, restent à jamais gravée dans la mémoire collective algérienne.

Même lorsque une guerre se déroulait en dehors du territoire algérien, il se trouvait des milliers d'algériens pour y participer. Lors de la première guerre mondiale, cent cinquante mille Algériens avaient pris part aux combats. Ils seront, à la deuxième, deux cent cinquante mille sur les champs de bataille.

Plus proche de nous, l'histoire de la décolonisation. De tous les pays africains qui ont subi la domination coloniale, l'Algérie est le seul à avoir livré une vraie guerre à l'occupant en sacrifiant le dixième de sa population. L'indépendance de l'Algérie est l'œuvre de ces guerriers de l'armée de libération nationale. Les noms de Ben M'hidi, Benboulaïd, Si L'haoues, Si Lakhdar, Amirouche, Yazouren, Moh Oul Hadj, Lotfi et tant d'autres sont une véritable légende, non seulement dans les Aurès et en Kabylie, mais, dans toute l'Algérie.

C'est tout naturellement, donc, que l'algérien a un penchant pour tout ce qui symbolise la force, la puissance et le courage qui caractérisent le guerrier. Au lendemain de la reconquête de l'indépendance les maquisards étaient accueillis en héros.

Les célibataires, et ils étaient très nombreux, se sont vus proposer par les familles aisées des alliances par le lien du mariage. Certains de ceux qui étaient mariés ont, eux aussi, succombé au charmes des filles citadines des fortunés de l'époque. Chadli Bendjedid, pour ne citer que lui, a délaissé sa première épouse, une campagnarde originaire d'El Kala, pour épouser Halima Bourokba, surveillante générale d'un lycée d'Oran, une bourgeoise de Mostaganem.

Commandant et chef de région militaire, comme beaucoup de ses compères, il pensait accéder à un nouveau rang social en épousant une « bourgeoise ».

A vrai dire, ces femmes et leurs familles n'avaient aucune culture bourgeoise. C'étaient des fortunées arrivistes, et surtout opportunistes, qui traînaient un sentiment de culpabilité pour n'avoir pas participé à la guerre de libération et pour certains d'entre eux leur collaboration avec les autorités coloniales. Leur alliance avec des anciens maquisards leur offrait la possibilité de couvrir leur passé et, pourquoi pas, bénéficier d'une attestation de participation à la révolution. La fameuse attestation communale qu'on peut obtenir sur un simple témoignage de deux anciens moudjahidine.

Le scandale des fausses attestations communales continue de faire couler beaucoup d'encre, quarante ans après l'indépendance. On sait que cinquante pour cent d'entre elles ont été établies sur la base de faux témoignages, comme ne cessent de le dénoncer, à ce jour, de nombreux moudjahidine à travers la presse algérienne.

Les premiers clans ont commencé à se constituer autour de ces alliances familiales. Au fil des ans les alliances familiales ont cédé le pas aux alliances régionalistes. Leur dénominateur commun, dans tous les cas, a toujours été la prise du pouvoir à quelque échelon que ce soit. Leur leitmotiv était « *cadrini ouen'cadrik* » (« tu me soutiens et je te soutiens »). Qu'ils soient militaires ou cadres du parti ou de l'administration, ils se regroupaient en lobbies régionaux : Kabyles, Chaouias, BTS (Batna, Tébessa, Souk-Ahras), TNT (Tiaret, Nedroma, Tlemcen) etc. Est contre Ouest. Anciens de l'ALN contre anciens de l'armée française. Ces clans avaient des visions étriquées et étaient guidés par des intérêts mesquins : accéder à des postes de décision pour se lancer dans les affaires ou faire prospérer celles qui existaient déjà.

Il n'y a, donc, pas lieu de s'étonner de voir les mêmes hommes qui décrétaient, hier, « *le socialisme comme option révolutionnaire irréversible* », nous faire, aujourd'hui, l'apologie du libéralisme. Ils ont constitué et consolidé leurs fortunes sur la perversion du socialisme « *spécifique, à l'algérienne* ». Ces clans familiaux composés de certains anciens moudjahidine issus de l'ALN), des transfuges de l'armée française, et d'opportunistes de tous poils, ont grandi ensemble pour donner naissance à de véritables clans mafieux dont la seule obsession reste le pouvoir. Un pouvoir synonyme d'intérêts et de privilèges.

Le clan H'lima du nom de l'épouse du président Chadli Bendjedid fut le premier à émerger du lot au début des années 1980. Le médecin Amine Bourokba, frère de Halima, y jouait un rôle de pivot. Kaddour Lahouel, intègrera ce cercle en épousant la fille aînée du président.

Parmi les militaires, ils considéraient le colonel Abdelmalek Bendjedid, frère du président de la République comme l'un des leurs, ainsi que le général major Tewfik , bien que l'actuel patron du Département des Renseignements et de Sécurité, se soit toujours gardé d'afficher son appartenance à un quelconque clan. « *Il se met au milieu des différents cercles et il observe. Il tend la main à celui qui est en position de forces* » me dit un général, bien au fait des luttes claniques. Il finit par se faire une place dans le clan des transfuges de l'armée coloniale, grâce à sa position à la tête des services de sécurité.

Abdallah Belhouchet, Mohammed Attaïlia, Mostéfa Benloucif, et d'autres anciens officiers maquisards représentaient le clan des anciens de l'ALN. Mais, sans stratégie aucune, chacun roulait pour son propre compte. Mouloud Hamrouche, alors secrétaire général du gouvernement, puis de la présidence de la République, caracolait, lui aussi, à la tête d'un clan composé de technocrates. Il s'appuyait sur des officiers supérieurs originaires de l'est du pays. Des ministres, des apparatchiks du FLN et des cadres promus par la *zaouia* Belahouel de Mostaganem (la famille de H'lima), jouaient les rôles de larbins, de rabatteurs et d'entremetteurs pour les différents clans.

D'autres clans se sont constitués au niveau des différentes institutions de l'Etat. Ils avaient des appuis très faibles dans l'institution militaire. Mais, ils ont fini par se fondre dans les principaux clans.

Derrières ces clans, il y avait celui des anciens de l'armée française, animé par Khaled Nezzar, Benabbès Gheziel et Larbi Belkheir. Ce dernier, le plus proche du président par ses fonctions de directeur de cabinet et par la relation qui lie les deux hommes depuis plusieurs années, jouait le rôle de meneur. Ce clan, comme il sera démontré plus loin, est le maître d'œuvre de l'investiture de Chadli Bendjedid. Ses membres vont infiltrer tous les autres clans. Une infiltration facilitée par l'obsession de compter dans le groupe un militaire, un homme fort qui soit influent sur le président.

Cependant, tous ces clans ont un dénominateurs commun : ils sont tous des prédateurs. Ils ont imposé à l'Algérie le pouvoir des satrapes.

Mais, tant que le pétrole se vendait au prix fort et que le régime n'était pas aux prises avec des revendications sociales, il n'y avait pas de raison pour que tout ce beau monde s'adonne à des guerres inutiles. Ils se limitaient à quelques querelles vite étouffées. Chaque clan s'attachait à placer ses hommes à des postes clés. Les alliances se faisaient et se défaisaient au gré des évènements et des conjonctures. Mais, dés que le navire Algérie a commencé à tanguer, chaque clan a cherché à jeter l'autre par-dessus bord. La guerre était déclarée. Elle ne manquera pas de se répercuter négativement sur la vie politique, économique et sociale du pays. La déliquescence de l'Etat ne fait que s'aggraver au fil des ans.

L'explosion d'octobre 1988 sonnera l'ouverture de violentes hostilités entre les clans. Faisant eau de toutes parts, le navire de Chadli Bendjedid voit se relayer à sa barre plusieurs chefs de clans. Il voit aussi la disparition de plusieurs autres. Messaadia est le premier à faire les frais de cette tempête. Hamrouche, appelé à succéder à Kasdi Merbah à la tête du gouvernement, est sacrifié à son tour neuf mois plus tard. Le clan de la belle-famille s'impose de nouveau en plaçant l'un des siens à la tête de l'exécutif : Sid Ahmed Ghozali, un ancien banni du système revenu au milieu des années 1980 comme ambassadeur à Bruxelles, avant de reprendre du poil de la bête en retrouvant un siège dans les gouvernements qui se sont succédé au lendemain des évènements d'octobre 1988.

La guerre des clans ne se limitait pas aux nominations gouvernementales ou au niveau des postes clés de l'administration et des entreprises publiques où chaque clan cherchait à placer ses hommes. L'ouverture du champ politique à de nouvelles formations d'opposition sera un nouveau terrain investi par ceux qui ont échoué à imposer leurs choix dans les hautes sphères. Les uns tentent de s'engouffrer dans les partis existants en les noyautant. Les autres mettent tout leur poids dans la création de nouveaux partis.

Cependant, la véritable bataille, que doit mener le clan des transfuges de l'armée française, se déroule au niveau du commandement de l'armée. Khaled Nezzar et sa clique passent à l'offensive au lendemain des évènements d'octobre 1988, en procédant à la radiation de plusieurs officiers hostiles à leurs desseins macabres ou qui n'entrent pas dans leur plan d'action. Ces officiers supérieurs sont tous issus de l'ALN.

Pour assurer leurs arrières, ceux qui s'avèreront quelques temps plus tard comme les décideurs envoient l'un des leurs, le général Abdelmalek Guenaïzia, comme ambassadeur en Suisse. Dans l'Algérie des mafieux, la diplomatie sert à couvrir les crimes des prédateurs, non pas à soigner l'image du pays à l'étranger et défendre ses intérêts. Nul ne saura expliquer la nomination au poste d'ambassadeur, d'un militaire qui a passé toute sa vie dans les casernes, si ce n'est par la volonté d'aller veiller sur les comptes helvétiques de ses acolytes.

Usé jusqu'à la corde, Chadli Bendjedid est démis de ses fonctions et avec lui s'en vont les Amine Bourokba, Kaddour Lahouel et toute la smala de Mostaganem.

Plus de civils pour prétendre jouer un quelconque rôle dans une guerre de clans qui n'a plus de raison d'être. Les anciens de l'armée française s'emparent des leviers de commande. Le travail de fourmi mené depuis plus de trente ans finit par payer. « *Entre anciens enfants de troupe et anciens sous officiers de l'armée coloniale on s'entend entre nous,* se seraient-ils dit. *On a, tous, mangé à la même gamelle. On s'est, tous, nourris à la même mamelle* ». Celle de " *la mère patrie : la France.* " Place à la politique consensuelle qui saura préserver les intérêts de tous. Après tout, la guerre des clans n'a pas pour finalité la mise à mort de tel ou tel. Le but du jeu est de conduire les affaires au profit de tous. Les autres clans ne seront ni poursuivis pour leurs méfaits (ils en ont commis), ni livrés à la vindicte populaire. L'important, c'est que le pouvoir doit revenir à ceux qui ont travaillé dans l'ombre depuis plusieurs années pour le confisquer.

LE CLUB DES ONZE

C'est ainsi qu'est né le fameux club des onze décideurs. Autrement dit, le clan mafieux qui gouverne l'Algérie. Dans ce clan, les rôles sont repartis en fonction de la puissance et des capacités de chacun des membres.

Khaled Nezzar, Larbi Belkheir, Benabbès Gheziel, Tewfik et Abdelmalek Guenaïzia sont les scénaristes. Ils sont assistés par les deux conseillers diaboliques de l'ombre : Mohammed Touati et Aït Abdessalem. Les exécutants sont les deux Lamari, Mohammed et Smaïl, accompagnés de Saheb Abdelmadjid et Fodhil Cherif.

Khaled Nezzar.

Son ambition envahissante lui a permis de s'imposer comme le parrain incontesté de la mafia des généraux et son porte-parole. Effronté, il multiplie les conférences et déclarations de presse pour combler le déficit en communication dont souffre son clan. Evidemment, n'assistent à ses conférences de presse que des journalistes tirés sur le volet. Pas de place pour les contradicteurs.

Né en 1937 à Seriana dans les Aurès, le berceau de la révolution algérienne, d'où partait le premier coup de feu annonçant le déclenchement de la lutte armée pour la reconquête de l'indépendance de l'Algérie, Khaled Nezzar n'a pas jugé bon de suivre les centaines de jeunes Chaouias de sa région qui avaient pris les armes pour combattre l'occupant. A l'époque, il fallait être sourd et aveugle pour ne pas voir la féroce répression qui s'abattait sur les populations des Aurès. Une répression à laquelle était insensible le sergent Khaled Nezzar fils d'un sous-officier retraité de l'armée française.

Pourtant, il dit bien ne «*jamais pouvoir oublier l'image de deux frères dont les corps étaient criblés de balles. C'était en août 1956, la veille de l'Aïd El Fitr. Je revenais de Strasbourg, en France, où j'avais passé mes vacances d'été.* »* (Mémoires du général Khaled Nezzar. Page 29). Une année auparavant, il avait bien été témoin des bombardements de sa région par ses collègues aviateurs. « *En août 1955, j'étais en vacances, quand je vis, pour la première fois des B29 –des bombardiers quadrimoteurs- bombarder les montagnes avoisinantes.* »* (Idem).

Il est vrai, le fils du sous officier de l'armée coloniale était déconnectée de la réalité algérienne, comme il continue à l'être encore aujourd'hui. Dès son jeune âge, il se démarque des autres Algériens en fréquentant « *une école réservée aux enfants de colon* .»* (Mémoires du général Khaled Nezzar. Page 23)

Il a dû attendre quatre années (de novembre 1954 à avril 1958) pour se décider à rejoindre l'ALN dans des conditions douteuses.

Sa « désertion », ainsi que celle des autres officiers algériens qui servaient dans l'armée française, continue de susciter, à ce jour, beaucoup d'interrogations. C'est pourquoi, ces « déserteurs » ont toujours fait l'objet d'une grande méfiance de la part des maquisards.

Khaled Nezzar , lui-même le reconnaît dans ses Mémoires : « *A l'école des cadres (...), nous eûmes la*

charge d'instruire les maquisards dans une ambiance peu facile. » (1)

Ancien sergent de l'armée coloniale, Nezzar est considéré par de nombreux officiers qui l'ont côtoyé comme un fieffé menteur. « *Il s'est toujours présenté comme ancien sous-lieutenant de l'armée française, alors qu'il n'a jamais accroché ce grade sur ses épaulettes. Dans ses Mémoires, lorsqu'il évoque les lieux où il évoluait en tant que militaire français, il ne parle que du mess des sous-officiers* » me fait remarquer un général a la retraite. « *Il y avait (...) un capitaine dont j'ai perdu le nom (...) qui nous avait concocté un dîner au mess des sous-officiers pour tenter de nous convaincre (...)* » (2) Plus loin, narrant son dernier jour sous le drapeau français, il écrit : « *Dimanche matin, nous prîmes notre petit déjeuner au mess des sous-officiers (...)* » (3) Tous les camarades qu'il évoque étaient des sergents.

---

1 - Les mémoires du général Khaled Nezzar. Page 41. (Chihab éditions 1999).
2 - Idem. Page 34.
3 - Idem. Page 37.

Il se trahit encore lorsqu'il écrit : « *Après Saint-Maixent, en mars 1957, j'étais aspirant à l'âge de dix-neuf ans et demi* », et en dernière de couverture on découvre qu'il était sous-lieutenant une année plus tard, en 1958. Il n'explique pas, cependant, cette fulgurante promotion acquise en un temps record. Non-bachelier et indigène de surcroît, il est sous-lieutenant à l'âge de vingt ans et demi. S'il avait poursuivi sa carrière dans l'armée française à ce rythme, il

aurait fini général à l'âge de trente ans. Quel prodigieux officier a perdu l'armée française !

Certes, il a fait partie de la « promotion Lacoste », comme il le reconnaît (voir page 32 de ses Mémoires), mais tout le monde sait que les sous-officiers qui ont bénéficié cette promotion étaient préparés par l'armée française pour rejoindre le FLN. Durant mes années de service dans l'armée algérienne, j'entendais souvent mes aînés parler de cette fameuse promotion dès qu'ils évoquaient les anciens de l'armée française. C'était perçu comme une insulte.

Ce passé, le général Khaled Nezzar a du mal à l'assumer. Pour les officiers anciens maquisards, « *Nezzar est un traître, fils de traître* ». Il le confirme lui-même : « *Alors que je passais quelques jours de vacances avant de rejoindre ma nouvelle école en France, des moudjahidine m'approchèrent (...) pour me demander de déserter les rangs de l'armée française et rallier la révolution. J'eus pour première réaction de me confier à mon père. (...) Il me voyait mal monter au maquis à mon âge* ». (1)

Idem. Page 32

Si lui ne pouvait pas monter au maquis sous prétexte qu'il était jeune, son père Rahal a-t-il mis son expérience de sous-officier en retraite au service de l'armée de Libération ? Pas du tout.

Et que dit-il, alors, du général Liamine Zeroual, originaire de la même région que lui, qui est monté au maquis à l'âge de seize ans ?

Pourquoi n'a-t-il pas suivi l'exemple de ses camarades de l'école des enfants de troupe qui ont répondu à l'appel du 19 mai 1956, comme il le souligne dans ses Mémoires. Son camarade de classe, Benacer Abdelawahab n'a-t-il pas rejoint les maquisards à l'âge de quinze ans ? Et dire qu'aujourd'hui, pour discréditer le sous-lieutenant Souaïdia, qui a dénoncé ses crimes dans une émission de télévision, il ne trouve rien d'autre à dire que ce jeune officier est le fils d'un ancien officier de l'armée française. Comme si lui ne l'était pas.

Celui qui devait être un bon tireur de fusil-mitrailleur a étonné tout son monde par sa fulgurante promotion. « *Un jour, Si Abdennour,commandant de la 1ère Région de la Zone 1 activant dans les régions de Blandan et de Annaba, m'aoua :* « *Lorsque je t'ai vu pour la première fois accompagnant Chadli, j'ai dit à mon entourage en plaisantant : qui est ce jeune homme ? Il ferait un bon tireur de fusil-mitrailleur 24/29. Mais je fus surpris d'apprendre que tu allais être mon supérieur !* ».*

---

* (Mémoires du général Khaled Nezzar page 47)

D'instructeur rejeté par les éléments de l'ALN, il est en 1990, ministre de la Défense nationale, dépouillant le président de la République d'un poste stratégique convoité depuis longtemps par de nombreux officiers supérieurs. Ce poste, il le gagne après avoir dirigé le carnage du 5 octobre

1988 qui a coûté la vie à 500 jeunes manifestants. Cet assoiffé du pouvoir et sinistre sanguinaire pense-t-il au moins à ces jeunes victimes d'octobre qu'il a tuées ?

Sûrement pas. Lui qui a tué sa propre épouse, mère de ses enfants, d'une balle dans la tête, sous le grossier prétexte qu'elle collaborait avec les terroristes, n'a aucun sens de la vie humaine. Or, selon des officiers de la Sécurité militaire, le mobile de ce crime, en réalité, c'est son désir d'épouser une jeune femme médecin qui le soignait, dont il est l'aîné de plus de trente ans. Notre général étant au-dessus des lois ne répondra jamais de ce crime devant la justice.

Parti de rien, l'ancien sous officier de l'armée française s'est retrouvé, trente ans après l'indépendance de l'Algérie, siéger au Haut Comité d'Etat aux côtés de l'un des plus vieux animateurs du mouvement nationaliste et l'un des fondateurs du FLN, Mohammed Boudiaf. Il n'hésitera pas à ordonner son assassinat.

Décérébré, drogué à la morphine « *pour calmer mes nerfs* » disait-il à l'officier qui l'accueillait en Tchéquie où il passait quelques jours de convalescence, après une intervention chirurgicales sur le cerveau, Nezzar, bien que gravement malade, n'est pas prêt de lâcher le pouvoir. Sa retraite est une fausse retraite.

Le pouvoir lui a tout donné, y compris la possibilité de disposer des officiers de l'armée pour ses services personnels et ceux de ses enfants. C'est ainsi qu'au début des années quatre-vingts, le lieutenant Dinar, jeune officier du commissariat politique de l'armée, est détourné de sa

mission et chargé par Nezzar, alors chef de la 5ème Région, d'assurer des cours de soutien à ses enfants. Quelques mois plus tard, il découvre de vieilles archives dans un local abandonné de l'armée et en avise le commandement. Le groupe de jeunes officiers chargé de l'exploitation de ces archives va de surprise en surprise. Le premier document fait état d'un viol commis par le capitaine Chadli Bendjedid, chef de la 5ème Région en 1964, contre une jeune fille constantinoise. Le deuxième, puis le troisième document se rapportent à de graves délits dont les auteurs n'étaient autres que les chefs militaires de l'époque. Nezzar donne ordre de stopper l'opération et tente d'envoyer le lieutenant Dinar en prison.

L'ancien enfant de troupe de l'école de Koléa est aujourd'hui à la tête d'une fortune évaluée a plusieurs milliards. De nombreuses sources s'accordent à dire qu'il dirige un important trafic d'armes. Ce n'est pas sans raison qu'il est surnommé le général de l'armement. Sans pudeur aucune, il pleurniche devant les journalistes, au mois d'août 2001, sur le sort de ses enfants. « *Ils sont au chômage par ce qu'ils sont les enfants d'un général* » se plaint-il. L'un d'eux, Lotfi qui écume les discothèques d'Alger et s'exhibe avec un pistolet à la main sur les pistes de danses fera parler de lui en agressant Sid Ahmed Semiane chroniqueur au quotidien Le Matin. C'est sa manière à lui d'user du droit de réponse à un jeune journaliste qui a osé dénoncer son « papa » à travers ses écrits. Evidemment, fils du grand parrain de la mafia, il ne sera pas arrêté. Il bénéficie de l'immunité maffieuse.

Abdelmalek Guenaïzia.

Vieux compagnon de Khaled Nezzar, il était avec lui à l'école des enfants de troupe à l'âge de douze ans. Une vieille amitié les lie en plus des intérêts communs. Il a occupé différentes fonctions dans l'armée (chef de bataillon, chef de groupement, adjoint chef de la 2ème région militaire sous Chadli Bendjedid, directeur central du matériel au ministère de la défense, commandant des forces aériennes et chef d'état-major de l'armée) avant de se découvrir une vocation de diplomate en 1990. Il occupera le poste d'ambassadeur d'Algérie, durant près de dix ans, en Suisse. Qui dit Suisse dit blanchiment d'argent. Guenaïzia est le chef comptable de la mafia des généraux. Dans la capitale helvétique, il veille sur les comptes bancaires de ses compagnons tout en leur préparant une retraite dorée en cas de coup dur. Sa radiation de l'armée ne l'a jamais exclu du cercle des décideurs. Il reste parmi les hommes de l'ombre les plus nocifs. Il est à l'origine du retour de Mohammed Cherif Messadia sur la scène politique. En le plaçant à la présidence du sénat, avec ses acolytes du clan, il le prépare à la succession de Bouteflika dans le cas où ce dernier n'irait pas au bout de son mandat présidentiel.

Larbi Belkheir.

Lui qui a toujours nié faire partie du club des décideurs, ou d'un clan quelconque, est l'un des hommes clés de la mafia. Fils de Caïd, né à Frenda, dans l'ouest algérien, en 1937, ancien enfant de troupe, il rejoint l'ALN en 1958 comme ses autres acolytes en passant par la base du FLN à Tunis.

Dés son arrivée à Garn El Halfaya, à la frontière tuniso-algérienne, et bien avant qu'il soit affecté à une quelconque mission, il tient, en compagnie de Guenaïzia, une réunion avec les officiers de l'ALN pour demander la répartition des tâches à la tête du commandement de l'armée algérienne. A l'indépendance, il fait l'essentiel de sa carrière à l'ombre de Chadli Bendjedid dont il était le chef d'état-major à la 2ème Région militaire durant une bonne dizaine d'années (1965-1975). Avant de retrouver Chadli comme directeur de cabinet à la présidence de la République à partir de 1979, il dirige l'Ecole Nationale des Techniciens et Ingénieurs d'Algérie (ENITA), où fut tenu le conclave qui a décidé de l'intronisation de Chadli Bendjedid à la tête de l'Etat algérien.

En 1991, en prévision du coup d'Etat du 12 janvier 1992, il quitte le siège de la présidence de la République pour occuper le poste de ministre de l'intérieur dans le gouvernement Ghozali. Le décret d'état d'urgence pondu pour la circonstance met entre ses mains tous les pouvoirs militaires en cas de troubles publics. Ce décret donne pouvoir au wali (préfet) d'ordonner le déploiement des forces militaires dans les rues en cas d'urgence. C'est la première fois qu'une autorité civile dispose des forces armées.

Après l'assassinat du président Boudiaf, le général Larbi Belkheir se retire de la scène politique. Pour un homme qui entretient un réseau de relations des plus denses tant en Algérie qu'à l'étranger, notamment en France et dans les pays du Golfe arabique, il est impossible de se mettre définitivement à l'écart de l'activité publique.

Sa villa de Hydra, sur les hauteurs d'Alger, ne désemplit pas de visiteurs en tous genres. Ministres, généraux en activité ou en retraite, hauts fonctionnaires et responsables politiques se croisent chez lui à longueur de journée. Sa résidence a été le théâtre des tractations entre Bouteflika et les décideurs pour décider de la désignation du premier nommé comme candidat du club des onze aux présidentielles de 1999.

Le général Larbi Belkheir est l'un des hommes clés du clan mafieux qui gouverne l'Algérie. Outre ses réseaux internes tissés et entretenus durant de longues années, il a ses entrées dans diverses capitales occidentales et arabes. A l'Élysée, il est considéré comme un interlocuteur privilégié. A Rabat, à Ryiad et dans les émirats du golfe arabique, il compte de solides relations avec les palais royaux. De l'avis de nombreux connaisseurs du pouvoir algérien, Larbi Belkheir, cet homme affable et courtois, est le chef de l'Etat occulte.

Mais c’est aussi un homme d’affaires qui détient le monopole de l’importation du blé et possède l’une des semouleries les plus modernes du pays, à Ghardaïa, au sud de l’Algérie.

Aït Abdessalem.

Un nom très peu répandu dans les milieux de la presse et chez les observateurs de la scène algérienne. Cet inconnu a toujours vécu à l'ombre du général Khaled Nezzar. Il est le seul des actuels généraux à avoir fait l'école d'application militaire de Cherchell, l'actuelle AMIA (Académie Militaire InterArmes) avant de rejoindre l'ALN.

Il « déserte » tardivement les rangs de l'armée française en compagnie du général Saheb Abdelmadjid, quelques mois seulement avant l'indépendance, en 1961. C'est ce qui explique sa volonté de passer inaperçu et d'éviter de faire parler de lui.

Originaire de la Grande Kabylie, Aït Abdessalem est, à l'indépendance, officier du train. En 1973, il sera de l'expédition égyptienne, sous les ordres de Khaled Nezzar, pour participer à la guerre d'octobre, en qualité d'officier d'approvisionnement et de logistique. Comme tous les officiers qui ont un bon niveau d'instruction, il est appelé à servir comme scribouillard sous les ordres des chefs analphabètes, avant de devenir conseiller auprès du général Khaled Nezzar, alors chef des forces terrestres. Pour services rendus, il sera envoyé à Madrid comme attaché de défense pour une durée de trois années. Le temps de se constituer une petite fortune en devises. Il gravit les échelons de la hiérarchie à une vitesse vertigineuse. A titre d'exemple, du grade de général à celui de général major il ne lui faut que deux années. C'est la tête pensante des généraux Nezzar et Guenaïzia.

Mohamed Touati dit " El mokh " (le cerveau).

Autre lettré du club des onze, il a, lui aussi, rejoint l'ALN en 1961 en se rendant à la base du FLN au Maroc. Des sources concordantes assurent qu'il s'est distingué, alors qu'il était dans l'armée coloniale, en commettant à Tademaït des massacres sanglants en 1957 et 1958 contre les populations civiles. Ces massacres, selon des témoins originaires de cette région, ont été perpétrés suite à des embuscade tendues par les maquisards de l'ALN aux forces coloniales.

A l'indépendance, il est successivement chef d'état-major de la gendarmerie nationale, chef d'état-major de la 3ème Région militaire sous le commandement de Nezzar, conseiller du ministre de la Défense nationale toujours avec Nezzar et conseiller du chef d'état-major, le général de corps d'armée, Mohamed Lamari. Il représentera

l'armée en 1994 dans la commission du dialogue national pour suivre de près l'exécution du plan de déstabilisation des institutions de l'Etat. Originaire de la grande Kabylie, il tente de torpiller le RCD de Saïd Saadi. Il est aujourd'hui chef du Conseil national de la sécurité à la présidence de la République.

Benabbès Gheziel.

Ancien sergent de l'armée coloniale, comme ses acolytes, il rejoint la base de l'Est de l'ALN en 1958. Celui que les gendarmes surnomment « le sergent Garcia » est originaire des Aurès. A l'indépendance, il dirige l'école des cadets de la révolution durant dix années. Ce qui fait dire à un ancien maquisard : « *le comble pour l'Algérie c'est que l'école qui accueillait les enfants des martyrs de la révolution était dirigée par un ancien de l'armée coloniale. Il ne serait pas étonnant que, parmi les élèves de cette école, se trouve un enfant dont le père aurait été tué par Gheziel* ». Il commande ensuite la gendarmerie nationale, après avoir occupé les fonctions de chef du département des affaires de défense et de sécurité à la présidence de la République sous Chadli Bendjedid.

C'est l'un des hommes les plus dangereux de la mafia. Il s'accroche au pouvoir comme un morpion. Toutes les tentatives visant à sa liquidation au temps de la guerre des clans, ont échoué. En 1994, alors qu'il était donné partant à la retraite pour raisons de santé, il réussit à renverser la vapeur en faisant appel à tous ses alliés, dont Larbi

Belkheir, pour se maintenir à son poste de chef du commandement de la gendarmerie nationale. Le général Ahmed Boustila, un officier de la génération de l'indépendance qui devait lui succéder, est éloigné de la périphérie des décideurs. Il est nommé attaché militaire en République Populaire de Chine .

Gravement malade, se déplaçant difficilement, le général major Benabbès Gheziel quitte le commandement de la gendarmerie nationale en 1999. Disparu de la scène médiatique, il réapparaît le 1er novembre 2001 aux côtés de Mohammed Lamari, exposant son quintal et demi de graisse aux yeux des téléspectateurs algériens.

Cet assoiffé du pouvoir ne consentira jamais à rentrer chez lui et à s'occuper de ses nombreuses affaires. Il sera désigné conseiller militaire de Abdelaziz Bouteflika, lorsque ce dernier devient président de la République. « *Quels conseils pourrait-il prodiguer au chef de l'Etat autre que la nomination de son épouse Badra Amamra au sénat parmi le tiers présidentiel ?* » ironise un ancien colonel de la gendarmerie.

Pour l'avoir connu lors du séisme de la ville d'El Asnam (Chlef) en octobre 1980, où il était désigné pour organiser les secours, je peux affirmer que l'homme n'a rien d'extraordinaire.

L'image que je garde de lui est celle d'un militaire qui avait du mal à entrer dans ses habits tellement il était obèse. Alors que la ville sinistrée comptait ses morts, ce goinfre ne cessait de donner des ordres pour qu'on lui apporte à manger et de quoi se distraire. Un jour, après avoir passé plus de deux heures à table, il éprouva le

besoin de regarder la télévision. Il s'adressa, alors à un jeune lieutenant du commissariat politique, Siouda Aïssa, en lui lançant de sa voix rugueuse : « *Eh toi, le commissaire politique, va me chercher une télé !* ». Interloqué par cette demande, le lieutenant interrogea : « *Où vais-je la trouver, mon commandant ?* »

« *C'est à toi de voir. C'est ton rôle de commissaire politique. Tu dois me trouver une télé. Y en a partout. Toutes le habitations sont vides de leurs occupants* ». Le lieutenant Siouda, qui était un ami très proche (il a quitté volontairement l'armée en 1990), n'en revenait pas. Un officier supérieur qui lui donnait ordre d'aller voler dans les habitations des sinistrés !

Mohammed Lamari.

Ce général avait la réputation de dégonfler les pneus des voitures des officiers qui stationnaient devant sa villa des tagarins sur les hauteurs d'Alger, en face du ministère de la Défense nationale. Il est aujourd'hui de ceux qui décident du sort de tout un peuple.

Originaire de la ville de Biskra, mais algérois de naissance, né le 7 juin 1936, il est un pur produit de l'armée française. Avant de rejoindre l'ALN en 1961 en se présentant à la base du FLN au Maroc, à quelques mois de la signature des accords du cessez-le-feu, il avait suivi une formation à l'école de la cavalerie de Saumur. Complexé par son passé peu glorieux durant les années de la guerre de libération, il a toujours servi de bouclier pour ses pairs du cabinet noir au point d'apparaître comme le véritable décideur en Algérie. Comme tous ses compères transfuges de l'armée française, il est, au lendemain de l'indépendance, officier d'instruction, avant d'occuper le poste de chef d'état-major dans les différentes unités opérationnelles qu'a eu à diriger Liamine Zeroual. Ce dernier l'aura, encore, comme chef d'état-major lorsqu'il est appelé pour occuper le poste de ministre de la défense nationale en juillet 1993. Dans la foulée de cette nomination, il sera promu au grade de général de corps d'armée une année plus tard. Il est, à ce jour le seul, à avoir ce grade. Ce qui lui confère la « légitimité » de se voir déléguer les pouvoirs de ministre de la Défense par ceux qui sont appelés à exercer officiellement cette fonction.

Le président Boudiaf se méfiant de lui finit par ordonner sa mise à la retraite. Un ordre qui ne sera jamais exécuté. Ses pairs lui confient au contraire le commandement des forces combinées (armée, police, gendarmerie) chargées de la lutte anti-terroriste. C'est là qu'il gagna la réputation d' « éradicateur » et la sympathie des démocrates qui ont du mal à comprendre la complicité entre la mafia des généraux et les groupes terroristes. Il faut, vraiment, être naïf ou méconnaître ces gens pour croire un seul instant qu'ils ont des convictions politiques ou idéologiques. Lamari se soucie peu de la tendance politique du président de la république ou du gouvernement. L'important pour lui et ses complices c'est qu'on ne touche pas aux intérêts de la mafia. Qui l'a entendu un jour protester contre la présence du Hamas de Nahnah, ou du mouvement Ennahda d'Adami ou du MRN de Djaballah qui ne sont pas moins intégristes que le FIS ? Qui l'a entendu contester la décision de ses pairs de négocier, à travers Smaïl Lamari, avec l'Armée Islamique du Salut, le bras armé du FIS ? Qui l'a vu réagir contre les terroristes graciés qui se baladent dans les rues d'Alger et d'autres villes du pays, narguant leurs victimes ? Lui qui a droit de regard sur les nominations des ministres, qui l'a entendu dénoncer le retour des symboles de la décennie noire et de l'intégrisme, les Belkhadem, Amimour et Messadia ? Qui veut nous faire croire que le général Mohammed Lamari est un démocrate et républicain si ce ne sont ses larbins et ceux qui aiment faire la lèche à la casquette ?

Smaïl Lamari.

L'artisan des négociations avec l'Armée Islamique du Salut n'est, en fait, qu'un exécutant des décisions du club des onze. Son entrée dans ce club, le général Smaïl la doit à son appartenance à ces mythiques services de sécurité. Lui et Tewfik, sont les seuls du groupe des décideurs à n'avoir pas revêtu l'uniforme français. Bien que le général Mohamed Betchine soutienne le contraire en les accusant d'avoir fait partie des enfants de troupe. Une thèse que ne confirme aucune autre de mes sources et que je qualifie de douteuse, tant leur accusateur a de vieux comptes à régler avec ces deux hommes qui ne sont pas plus propres que lui.

Fils d'un chauffeur de taxi, Smaïl Lamari est issu d'une famille modeste originaire de Beni Slimane, dans la région du Titteri, comme beaucoup d'habitants d'El Harrach, ce quartier populaire et populeux de la banlieue Est d'Alger. Un quartier où il était connu pour le soutien désintéressé, qu'il apportait en tant que supporter au deuxième club harrachi, le CREH. Il s'est engagé très jeune dans l'ALN, en 1961. A l'indépendance, il fait un passage d'une année dans la police, avant de s'engager dans la marine nationale. Il est OS (officier de sécurité) dans l'unité où il sert. L'adjudant Smaïl Lamari bénéficie d'une formation spéciale destinée aux sous officier pour obtenir le grade de sous-lieutenant dans les années soixante-dix.

Technicien du renseignement, il a toujours évolué dans les services opérationnels. Ce qui fait qu'il est derrière tous les coups tordus et la sale besogne au service d'un pouvoir qui puise sa force de la répression, de l'infiltration et de la manipulation.

Même s'il veut se montrer proche de ses hommes, nombre de ses collaborateurs, notamment les jeunes officiers politisés, lui vouent une haine sans limite. « *Il a beaucoup changé depuis les évènements de 1992* » disent beaucoup d'entre eux. D'autres, par contre, l'apprécient pour avoir su, toujours, les protéger. Le cas de l'assassinat du président Boudiaf en est la parfaite illustration. Aucun des collègues ou des supérieurs de l'assassin n'a été inquiété. Ce ne sont pas les trente jours qu'ils ont passés aux arrêts, pour les besoin du scénario, qui me démentiraient.

Il est depuis longtemps l'interlocuteur officiel de la DST. Betchine l'accuse d'intelligence avec les services français.

Ceux qui l'ont connu de prés, et j'en suis un, témoignent que le général Smaïl n'a jamais donné l'impression d'être convaincu de la justesse des actions qu'il mène contre les mouvements d'opposition. Il ne fait qu'exécuter des ordres en « *bon militaire discipliné* » qui tient à son poste. Un poste qu'il a failli perdre en 1989 et en 1990, lorsque Betchine sur instruction « *venues d'en haut* » le démet de ses fonctions. Deux années plus tard, il est le numéro deux du DRS (Département du Renseignement et de la Sécurité), nouvelle dénomination de la direction de la sécurité militaire.

Hormis une entreprise d'importation de médicaments au nom de sa fille Latifa, qui vit beaucoup plus en France qu'en Algérie, on ne sait pas ce qu'il fait de l'argent qu'il amasse. Même ses frais de missions quand il se déplace à l'étranger, il ne les dépense pas. Il rackette les officiers en poste à l'étranger.

L'un d'eux m'a raconté que, lors de l'un de ses passages en Allemagne, il fit preuve d'une voracité jamais vue. Non content de s'être payé un costume d'une valeur de sept mille francs, des vêtements de luxe pour lui et pour sa famille, et douze flacons de parfum de grandes marques, il a demandé à un sous-officier de lui acheter un pyjama qu'il avait vu en vitrine mais n'avait pu prendre avec lui, le magasin étant fermé. Evidemment, tous ses achats, qui s'élevaient à plus de vingt mille francs étaient réglés par l'attaché militaire.

Gravement impliqué dans de nombreux crimes mafieux, le général Smaïl a fini par se faire une place dans le clan des onze. Celui qu'on surnommait « colonel schkouppi»* est, aujourd'hui, un homme fort du régime.

Mohamed Medième dit **Tewfik.**

Cet énigmatique général major, qui use beaucoup plus de la malice que de ses facultés intellectuelles, très limitées, du reste, occupe le rang de scénariste dans le club des décideurs. Ses proches jurent qu'ils ne l'ont jamais vu lire un livre.

Celui qu'on présente comme algérois du quartier de Bologhine (ex Saint-Eugène) est né en 1939 a Guenzet (petite Kabylie). Il s'est engagé, dans les rangs de l'ALN,

---

*Le général Smaïl utilise souvent le mot *t'chkouppi*, qui veut dire en algérois : « c'est du vent ».

en 1961, dans l'est algérien aux côtés de Ahmed Betchine - le frère cadet du général Mohamed Betchine- mort au combat.

A l'indépendance, il est récupéré par la Direction de la Sécurité militaire. Comme tous les officiers de cette structure de l'armée, il effectue un stage de formation en URSS, au sein du KGB. Il doit son ascension à Chadli Bendjedid, auprès duquel il a travaillé dans la 2ème Région militaire en qualité de directeur régional de la S.M.

Il y noue d'excellentes relations avec le futur président de la République et son chef d'état major, Larbi Belkheir. Au bout de trois années, le lieutenant colonel Kasdi Merbah, alors directeur de la Sécurité militaire, doit le muter dans une autre région. A son grand étonnement, le colonel Chadli Bendjedid intervient pour demander le maintien du lieutenant Tewfik. Merbah ne peut qu'accéder au souhait du chef de la 2ème Région et membre du Conseil de la révolution, instance dirigeante du pays du temps du président Boumediene. Fin 1978, le président Boumediene décède et c'est le colonel Chadli qui lui succède à la tête de l'Etat algérien.

Le lieutenant Tewfik, qui vient de passer capitaine, est l'homme de confiance du président et de la belle-famille. Il réintègre la direction centrale pour quelques temps avant de se voir nommé au poste d'attaché de défense en Libye en 1981. Quelques années plus tard, il gagne en galon et est nommé à la tête de la sous-direction de la Sécurité de l'armée sous le commandement du général Lakehal Ayat, directeur central de la Sécurité militaire.

Encombrant et soupçonné d'être l'œil du clan Belkheir dans les services secrets, où de nombreux officiers supérieurs commencent à envisager le départ en douce du président Chadli, Tewfik est nommé directeur central du

génie militaire à la faveur de sa promotion au grade de lieutenant-colonel, en 1987. Il est le seul directeur central à ce grade au ministère de la Défense. Tous les autres directeurs centraux sont colonels ou généraux. Son éloignement de la S.M. devrait donc être perçu comme une promotion dans la fonction. Mais très vite, il déjoue « le complot », et sous l'influence de sa belle-famille, le président de la République signe, trois jours après cette nomination, un nouveau décret par lequel le lieutenant-colonel Tewfik est désigné à la succession du général Hocine Benmallem à la tête du Département des Affaires de Défense et de Sécurité (DADS).

Ainsi Tewfik aura-t-il à chapeauter tous les services de sécurité (police, S.M. et gendarmerie nationale). A ce poste, il va sortir le grand jeu et s'imposer comme l'un des décideurs les plus influents du pays. Après le départ du général Lakehal Ayat, il retrouve les services de sécurité en qualité de Directeur central de la Sécurité de l'armée en remplacement du général Mohammed Betchine qui succéde à Lakehal Ayat à la tête de la Délégation Générale à la Prévention et à la Sécurité (DGPS), nouvelle dénomination des services de renseignements algériens à la suite de la restructuration de la Direction de la Sécurité Militaire intervenue en septembre 1987.

La démission de Betchine en octobre 1990 lui permet de mettre sous sa coupe tous les services de sécurité en créant le Département du renseignement et de sécurité (DRS) qui chapeaute la Direction du contre-espionnage (DCE), la

Direction de la sécurité extérieure (DES) et la Direction de la sécurité de l'armée (DCSA). De tous les directeurs nommés en 1990 à la tête de ces structures, seul Smaïl Lamari a été maintenu, à ce jour. Il rappelle de sa retraite Ali Tounsi, un ancien de la Sécurité militaire, pour le placer à la tête de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN), afin d'en faire un appendice du DRS.

Evitant le contact, même avec ses plus proches collaborateurs, voyageant peu, évitant autant que possible les médias, Tewfik cultive le mythe autour de sa personne. La seule photo que connaît de lui l'opinion publique est celle parue dans « *Les mémoires du général Nezzar* », où on le voit avec un groupe d'officiers supérieurs. Il a fallu que le site du Mouvement Algérien des Officiers Libres affiche sa photo d'identité pour que son visage se révèle aux gens. Au mois d'avril 2001, le quotidien " El Watan " publie cette photo à la une en annonçant son départ. C'est la première fois qu'un organe de la presse algérienne ose consacrer un article au « puissant patron du DRS ».

De nombreux officiers supérieurs avouent ne l'avoir jamais rencontré. Même les cadres des services le voient rarement, pour ne pas dire jamais. Ils étaient nombreux, mes anciens collègues, à s'étonner d'apprendre que le général me recevait régulièrement dans son bureau (quatre mercredis de suite) avant l'obtention de ma radiation en 1992.

L'un d'eux me lança un jour : « *Si je ne t'avais pas vu de mes propres yeux entrer dans son bureau, je ne l''aurais jamais cru. Et en plus tu te permets de refuser toutes ses propositions...* » Un autre m'interrogea, en plaisantant :

« *Comment est fait l'ogre ? Est-ce vrai qu'il marche courbé?* » Effectivement, le général Tewfik marche légèrement courbé. Selon Mohammed M'gueddem, l'ancien chef du département de la communication du président Chadli, il aurait un anus artificiel.

« *Il est à l'origine de tous les maux de l'Algérie* », me dit un jour un de ses proches collaborateurs qui ne le porte pas vraiment dans son cœur, comme beaucoup d'autres officiers, d'ailleurs

Il est soupçonné d'avoir détourné des dizaines de milliards de dollars. Mais personne ne lui connaît une quelque association avec un affairiste.

On se demande souvent à quoi pourraient lui servir tous ces milliards puisqu'il ne voyage pas, vit comme un rat cloîtré entre son bureau et sa résidence, toujours accompagné d'au moins quatorze garde du corps. C'est une véritable énigme ce Tewfik. Même les cigares qu'il fume, il ne les paie pas. Ce sont les officiers en poste à l'étranger qui les lui offrent. Evidemment, lui aussi, fait dans le racket des diplomates.

Saheb Abdelmadjid.

Chef de la 4ème Région militaire, c'est un homme de confiance du club des décideurs. Il occupe toujours des postes stratégiques. Sa désignation à la tête de la 4ème Région n'est pas fortuite. C'est là que se trouve tout l'enjeu du pouvoir : l'or noir. « *Il surveille ettiyou* »*, disent les Algériens. Saheb Abdelmadjid, originaire de la grande Kabylie, est lui aussi un enfant de l'armée française. Il a rejoint l'ALN comme beaucoup d'autres, en 1961, à quelques mois du cessez le feu en se rendant au centre d'El Mellègue. Après avoir servi comme officier du train, il émerge au milieu des années 1980 en occupant le poste de chef d'état-major de la 4ème Région militaire qui était sous le commandement du général Hocine Benmallem. Il sera, ensuite, chef de département à l'Etat-major de l'armée avant de retrouver la 4ème Région, cette fois-ci comme patron, en remplacement du général major Abdelhamid Saïdi, mort dans des circonstances douteuses.

Fodhil Cherif Brahim.

Au même titre que la 4ème R. M, la première est, aussi, une région stratégique. Alger, la Kabylie et la Mitidja constituent son territoire. Son commandement ne peut être confié qu' à un membre du club des onze.

C'est, donc, le général major, Fodhil Cherif, originaire de Sidi Bel Abbès, dans l' Oranie, un ancien des Sections Administratives Spécialisées, qui veille sur la capitale et sa périphérie. Le maintien de cet homme dans l'armée algérienne est la preuve éclatante de la solidarité agissante entre les anciens de l'armée française dans leur entreprise de rapine.

Au moment où Fodhil Cherif effectuait un stage de formation en France, vers la fin des années quatre-vingts, le colonel Boultif, alors directeur du personnel et de la justice militaire au ministère de la Défense, découvre, à la suite d'une enquête menée par les services de sécurité, la collaboration de Fodhil Cherif avec les forces coloniales en qualité d'officier des SAS. Il propose alors, au général major Abdallah Belhouchet la radiation de ce « traître » des rangs de l'armée. Une proposition logique à partir du moment où cet officier avait dissimulé son appartenance aux forces coloniales. L'intervention du commandant des forces terrestres, le général Khaled Nezzar, est salutaire pour cette taupe. Non seulement, Fodhil Cherif est maintenu malgré cette accablante culpabilité mais, comble du paradoxe, c'est le colonel Boultif qui est radié de l'armée algérienne, quelques jours plus tard, à la veille de la célébration du déclenchement de la révolution de novembre 1954 !

Pour résumer le tout, il faut retenir que tous ces hommes ont eu un parcours commun. Ce sont de vieux compagnons de route. Nezzar et Guenaïzia ont « déserté » l'armée française et rejoint en même temps l'ALN. Aït Abdessalem a toujours vécu à l'ombre de Nezzar et une vieille amitié le lie à Saheb Abdelmadjid.

Tewfik a longtemps servi à la 2ème Région militaire avec Larbi Belkheir et avec Smaïl à la S.M. Guenaïzia est aussi

un vieux compagnon de route de Larbi Belkheir. Il participait à ses côtés à la réunion de Garn El Halfaya de 1959 et ils ont fait un bout de chemin ensemble à la 2ème Région militaire que commandait le colonel Chadli Bendjedid.

C'est dire que le club des onze est homogène et qu'en son sein la solidarité n'est pas un vain mot.

LES SOUS-TRAITANTS

Ce club très fermé des décideurs s'appuie sur un cercle de sous-traitants qui font preuve d'obéissance et de docilité. Les uns sont compromis dans des affaires scabreuses, ce qui facilite leur sacrifice en cas de pépin, les autres sont obsédés par le pouvoir. « *Tout ce qui leur importe, c'est de se regarder le matin devant une glace en tenue galonnée* », ironise un officier supérieur en retraite, « *Ils sont prêts à collaborer avec le premier venu, pourvu qu'ils gardent leur poste* ». Parmi ces sous-traitants, je me limite à citer les plus importants.

Ali Tounsi dit " L'ghouti " fait partie de ceux qui sont à la fois compromis et obsédés du pouvoir. Il a connu une longue traversée du désert depuis sa radiation de l'armée, en 1983, jusqu'en 1995, date de son rappel pour occuper le poste de Directeur général de la Sûreté nationale.

Une période durant laquelle il était très malheureux. Je le croisais au club de tennis de Bachadjarah à Alger où il se faisait tout petit.

Toute son histoire est marquée par des actes dont il ne peut être fier. Il ne peut vivre que dans le présent. Il a horreur de son passé. Qu'on en juge. Comme Khaled Nezzar, il est fils d'un ancien retraité de l'armée française. Né à Metz en 1934, il est parmi les responsables algériens qui jouissent de la double nationalité française et algérienne. Elevé à Meknès, au Maroc, où son père participa à la répression des révoltes marocaines contre la présence française, le parcours d'Ali Tounsi durant la guerre de libération est trouble. Il s'est toujours gardé d'en parler. Certaines sources affirment qu'il était goumier avant de rejoindre l'ALN pour l'infiltrer. D'autres assurent qu'il n'a tourné casaque qu'après son arrestation dans le maquis, en 1960, les armes à la main. Contrairement aux autres maquisards arrêtés, l'arrestation de Tounsi n'a pas eu de suites fâcheuses. Bien au contraire, il intégra un commando spécial pour donner la chasse aux moudjahidine algériens. Son incorporation dans l'armée algérienne au lendemain de l'indépendance et plus particulièrement dans les services de sécurité a toujours été une énigme pour de nombreux officiers qui voient en lui une taupe pour le compte des services de renseignements français.

Cette thèse est corroborée par sa radiation de l'armée en 1984, alors qu'il était lieutenant-colonel, chef des services centraux des sports militaires où j'ai eu à le côtoyer lors des championnats du monde militaires de basket-ball qui se sont tenus à Alger en 1982.

D'autres expliquent sa radiation pour des raisons morales. Il aurait été dénoncé pour harcèlement sexuel par un jeune émigré qui effectuait son service national. Quoiqu'il en soit, sa radiation à l'époque avait suscité un certain nombre d'interrogations dans les couloirs du ministère de la Défense. A-t-il été radié pour pédophilie ou pour son passé trouble durant la guerre de libération ? Une chose est sûre « L'Ghouti » n'était pas un homme qu'on pouvait radier facilement. Ancien sous-directeur de la sécurité de l'armée sous Kasdi Merbah, il était l'un des hommes forts de la S.M. Ses pairs Ferhat et Yazid Zerhouni ont été nommés ambassadeurs, alors que lui, il s'est vu renvoyé comme un malpropre. Ce n'est pas sans raison.

A quelques semaines de son rappel par les décideurs, le ministre de la Jeunesse et des sports, Sid Ali Lebbib, menaçait de lui envoyer les forces de l'ordre pour lui faire évacuer les locaux de la fédération algérienne de tennis dont il était le président depuis quelques mois. Contre toute attente, alors qu'il se débattait contre l'arbitraire de Lebbib, Tounsi est nommé patron de la police. A ce poste, il se distinguera par des dépassements en tous genres. Des dépassements dénoncés régulièrement par le quotidien *El Watan*. Mais, ses parrains continuent de fermer les yeux. Tant qu'il assume sa mission de sous-traitant pour les décideurs, il peut continuer à sévir. C'est la loi de la mafia.

Kamel Abderrahmane est lui aussi de ces sous-traitants qui usent et abusent du pouvoir en toute impunité. Il officie aujourd'hui à la tête de la 2ème Région militaire (l'Oranie). Originaire de Sour El Ghozlane, dans le Titteri, il s'est distingué lors des évènements d'octobre 1988 en sautant sur un char, l'empêchant d'exploser dans le quartier résidentiel d'El Biar. Par cet acte « héroïque », il venait de sauver la villa du général Saïd Bouhadja d'une destruction certaine. Le général lui sera reconnaissant en allant le voir à l'hôpital militaire de Aïn Naadja pour l'embrasser sur le front et lui promettre qu'il ferait tout son possible afin qu'il reçoive les meilleurs soins. Il faut dire qu'en sautant sur le char pour s'emparer du cocktail Molotov, Kamel Abderrahmane s'était grièvement blessé au visage et aux mains. Commandant à l'époque, il n'avait pas hésité à mettre sa vie en péril pour prouver sa fidélité à ses chefs. Une fidélité qui, disons le, n'est pas toujours constante. Tout dépend de la position du chef sur l'échiquier de la hiérarchie.

Ancien des SAS, il fait partie de la force locale mise en place pour veiller au respect des accords de cessez-le-feu signés le 19 mars 1962. Au lendemain de l'indépendance, il s'engage dans l'armée au grade de sergent. Il servira comme sous-officier à l'académie de Cherchell pendant dix années. Sous-lieutenant en 1975, il effectue un stage dans la reconnaissance dans une école militaire soviétique. A l'issue de ce stage, il sera affecté à Tindouf où il fait la connaissance de Mohammed Betchine qui était au secteur opérationnel du sud de Tindouf (SOST). Porté sur la bouteille et les femmes, il fait bon ménage avec Betchine

qui l'emmène avec lui à Ouargla où il vient d'être nommé chef de la 4ème Région militaire.

Le même Betchine serait derrière sa nomination comme chef d'unité durant le siège d'octobre 1988, et celle de chef d'infanterie à la direction des armes de combats (DAC).

Betchine renvoyé chez lui, Kamel Abderrahmane se tourne vers le général Tewfik, le puissant patron du DRS. Cette alliance lui ouvre les portes d'une nouvelle promotion : il sera Directeur central de la sécurité de l'armée. Un poste mythique dont il n'aurait jamais osé rêver. Il ne pouvait espérer mieux. L'homme est grisé par cette fulgurante ascension. A lui, les missions à l'étranger, les femmes et l'alcool. Un de ses proches collaborateurs, de l'époque, excédé par son comportement, me disait : « *c'est honteux. Toutes les putes d'Alger se vantent de connaître le patron de la sécurité dans son intimité tant le bonhomme se laisse aller avec la première venue. Sa villa de fonction au club des Pins est un véritable bordel* ».

Par cette conduite indigne d'un responsable de haut rang, il donne de lui l'image de l'arriviste qui a du mal à réaliser ce qui vient de lui arriver. Ancien berger, analphabète et inculte, il se retrouve aujourd'hui au grade de général major au moment où des dizaines d'officiers de niveau universitaire sont mis d'office à la retraite pour laisser le champ libre aux médiocres.

Hacène Tafer ne fait pas partie de ces médiocres, ni des anciens sous-officiers de l'armée française. Issu d'une région, le nord Constantinois, fortement éprouvée par la guerre de libération, l'enfant d'El Milia a dû interrompre ses études pour s'engager très jeune dans l'ALN. Il ne s'imaginait jamais arriver au sommet de la hiérarchie militaire. Mais pour y parvenir, il fallait faire partie du cercle des sous traitants.

A l'indépendance, Hacène Tafer a poursuivi brillamment des études en sciences politiques. Il est vite repéré pour ses capacités intellectuelles, et appelé à servir dans l'ombre au secrétariat du général Larbi Belkheir et auprès de feu Abdelmadjid Allahoum. Il gravit normalement les échelons de la hiérarchie, de chef de bataillon à chef d'état-major des forces terrestres, en passant par chef de division. Discipliné et bon exécutant, il ne doit rien à personne. Il est de ceux qui ont été parmi les premiers à avoir compris le système et il l'a accepté tel qu'il est. Quoi qu'il en soit, si changement il y a dans l'institution militaire, il ne viendrait pas de lui. C'est le parfait « khobziste »*. Chef de la 3ème Région, dans le sud-ouest algérien, le général major Hacène Tafer n'est pas connu pour être un affairiste.

Son seul l'intérêt à s'acquoquiner avec la mafia ? « Le plaisir de se regarder le matin devant une glace arborant l'uniforme galonné » confie un de ses proches.

Brahim Belguerdouh est de la même région que Tafer. Cet ancien peintre en bâtiment est l'image type de l'ancien maquisard qui brille par sa médiocrité. Au moment où se faisaient renvoyer des anciens officiers de l'ALN qui s'étaient donné la peine de poursuivre des études dans les différentes universités du pays, Belguerdouh poursuit son ascension dans la hiérarchie militaire en jouant au parfait larbin. Titulaire d'un Certificat d'aptitude professionnelle de peintre en bâtiment, obtenu à l'école de Kouba, à Alger, où l'envoya le colonel Yahyaoui, alors directeur de l'Académie militaire interarmes de Cherchell, cet homme n'a jamais rien su faire d'autre que peindre les murs des casernes. « *La preuve,* me raconte un officier qui a exercé sous ses ordres, *pour exhiber son savoir-faire, Brahim, juste après avoir accroché les galons de général sur ses épaules s'est précipité vers la place d'armes de la garnison d'Alger qui était sous son commandement, pour passer un coup de peinture sur les bordures du trottoir de la caserne* ». Il faisait une démonstration de son savoir-faire aux soldats affectés à cette tâche.

Même dans le monde des affaires, ses proches le trouvent naïf. Au moment où ses pairs contrôlent des circuits entiers de l'import-export, le général major Belguerdouh Brahim fait dans le petit commerce. Il ouvre une boulangerie à Bouira et se contente de la *tchippa* (« bakchich ») que lui versent les contrebandiers contre lesquels il est censé lutter dans la région de Tamanrasset. Il ne peut prétendre au commandement d'une autre région tant les critères sont rigoureux en matière de choix.

Saïd Bey est originaire de Tadmaït, en grande Kabylie. Cet ancien ouvrier émigré en France rejoint l'Armée de Libération Nationale en 1961 en atterrissant au centre d'El Mellègue. Il sert dans l'artillerie et suit un stage de spécialisation dans cette arme, à Tleghma, en 1964 aux côtés de Mohammed Betchine, Liamine Zeroual et Tayeb Derradji. Ses relations avec ses camarades de promotion de Tleghma se détériorent au fil des ans, notamment après la mise à la retraite des deux premiers nommés en 1990. Il a, un point commun avec les membres du club des onze, celui d'avoir rejoint tardivement la révolution armée. En plus, il a toujours fait preuve de docilité devant ses chefs. Pour ces derniers, Saïd Bey est un bon exécutant.

Alors qu'il était chef de la 1ère Région Militaire au milieu des années 1990 et devant la recrudescence des attentats terroristes dans la zone qu'il contrôlait, le président Zeroual le soupçonnant de complicité avec les GIA ordonna sa mise à la retraite. Le clan mafieux décida autrement en l'envoyant en poste à Bruxelles. Dés le départ de Zeroual, il rentre en Algérie et prend le commandement de la 5ème Région Militaire (le constantinois).

Qu'ils soient analphabètes ou malades, peu importe aux yeux des parrains, pour peu que leurs sous-traitants continuent de faire preuve de docilité et d' « à plat-ventrisme ». Malades, atteints par la limite d'âge, ces généraux ne sont pas prêts de lâcher prise. Ils s'accrochent au pouvoir comme des sangsues.

Khelifa Rahim est la parfaite illustration de ces obsédés du pouvoir. Agé de plus de soixante-dix ans, souffrant d'une grave maladie du cœur, personne ne peut expliquer son maintien dans l'armée. Après avoir perdu son poste de chef des forces terrestres il est envoyé à l'étranger en qualité d'attaché de défense depuis une dizaine d'années. Un poste qui, non seulement lui permet de renflouer son compte bancaire en devises, mais aussi de se soigner aux frais de l'Etat algérien au moment où des milliers d'algériens ont du mal à se procurer de l'aspirine. Ses acolytes seraient-ils capables de nous expliquer en quoi cet homme malade et vieillissant est rentable pour l'Algérie, si ce n'est pour veiller sur leurs investissements en Europe ?

Mohammed Djenouhat est, aussi, de cette catégorie de généraux qui se sont bien remplis les poches en profitant de la rente pétrolière. Dix ans, attaché militaire au Maroc, ce n'est pas gratuit. C'est le prix de la sous-traitance.

Ahmed Senhadji, lui aussi, fait partie de cette catégorie d'officiers qui ont profité de la générosité des décideurs en jouissant cinq années durant des privilèges que procure le poste d'attaché militaire en France. Cet ancien moudjahid, originaire de Nedroma, était directeur central du génie militaire avant de faire partie, aux côtés de Touati, de la Commission de dialogue national en 1993. Il était soupçonné de sympathie pour les islamistes et proche de cheikh Sahnoun le prédicateur de la mosquée de Chevaley, sur les hauteurs d'Alger, à la construction de laquelle il aurait fortement contribué.

Mohammed Ghenim. L'ancien secrétaire général du ministère de la Défense, lui aussi transfuge de l'armée coloniale, est un grand importateur de médicament devant l'éternel. Ses produits, il n'avait pas de mal à les écouler. Sa clientèle est toute désignée. Ce sont les hôpitaux militaires et les casernes de l'armée. Sa société d'importation est au nom de son fils, médecin. Il a été radié en catimini suite à un scandale qui a failli éclabousser toute l'institution militaire. Le général ne payait pas de taxes douanières.

Tels sont les principaux sous-traitants du club des onze dont un grand nombre d'entre eux est issu de l'armée coloniale. Tragique destin que celui de l'Algérie. En se libérant de l'ancienne puissance coloniale, elle tombe entre les griffes des traîtres qui n'ont jamais cru en son indépendance.

Si la France de 2001 a renouvelé son personnel politique, en Algérie nous continuons de souffrir des affres de ses anciens sous-officiers dont elle s'est débarrassée peu avant l'indépendance de l'Algérie.

Ceux qui ont combattu l'Armée de Libération Nationale, les armes à la main, prennent aujourd'hui en otage son héritière, l'Armée Nationale Populaire. Ils éliminent des officiers intègres comme les généraux Rachid Benyelles, Hocine Benhadid, Hachichi Zine El Abidine, El Hachemi Hadjeres et tant d'autres.

Le général major Tayeb Derradji est la dernière victime en date de l'ostracisme des transfuges de l'armée coloniale. Licencié en droit, il a dirigé l'Académie interarmes de Cherchell et la 3ème Région militaire. Il fut mis sur une voie de garage en étant nommé inspecteur général de l'armée et ensuite conseiller militaire du président Zeroual. Le général Derradji ne pouvait faire une longue route avec ces mafieux pour deux raisons essentielles : il est arabophone, universitaire et n'a jamais appartenu à l'armée coloniale. Il a été radié au début de l'année 2001.

En sera-t-il de même pour le général major Khaled Djemaï, autre ancien maquisard universitaire licencié en droit, francophone, actuellement commandant de la garde républicaine ? Ancien procureur du tribunal militaire de Blida, il a eu à diriger l'état-major des 4ème et 6ème Région militaire, avant de se voir désigner chef de la 5ème Région. On ne lui connaît pas de relation avec le monde des affaires. Il ne peut pas faire partie du cercle des décideurs.

De quel droit ces généraux, malades, vieillissants et incultes s'imposent-ils à un peuple qui a payé le prix le plus cher de sa liberté en sacrifiant le dixième de sa population ? Qu'est ce qui peut bien les retenir à leurs postes ? L'amour de l'Algérie ou la rente pétrolière ? Ne leur a-t-il pas suffi de mettre à feu et à sang un pays paradisiaque durant une décennie? Ne leur a-t-il pas suffi de faire du peuple de l'un des pays les plus riches de la planète, le peuple le plus pauvre ? Ne leur a-t-il pas suffi

d'exiler des millions d'Algériens, les livrant à la mendicité devant les portes des églises des capitales occidentales?

La présence de quelques moudjahidine sous-traitants ne peut leur donner la légitimité de décider pour l'Algérie. Ces sous-traitants ont trahi le serment fait à leurs compagnons d'armes tombés au champ d'honneur en se mettant au service de ceux qu'ils combattaient par le passé.

LA FAUNE DES FOURBES

A L'ombre des décideurs et de leurs sous-traitants vit une faune d'affairistes et d'opportunistes qui profitent des retombées de la rente pétrolière. Ils sont ministres, ambassadeurs, walis (préfets), hommes liges, officiers en activité ou en retraite, directeurs des grandes entreprises publiques, industriels affairistes etc… Ils jouent le rôle de larbins et de serviteurs d'un régime qu'ils n'hésitent pas à décrier dés qu'ils sont hors-circuit.

Je me limite à n’en citer que quelques uns à titre d'exemple. Ceux pour qui je n'ai aucun doute quant à l'authenticité des informations les concernant.

Hedi Khediri (ministre à la retraite). Ancien patron de la police des années Chadli, ce fils de Caïd, originaire de Tébessa, dans l’est algérien, a bénéficié de la collaboration de son père avec les autorités coloniales pour faire des études supérieures en France. Bachelier en mathématiques, il fréquente l'école d'architecture durant trois années avant de rejoindre à Tunis la base du FLN, en 1960, après une disparition de deux années passées entre l'Allemagne et l'Italie.

A l'indépendance, son niveau d'instruction lui permet d'occuper le poste de secrétaire personnel de Tayebi Larbi, alors directeur général de la Sûreté nationale. Ce dernier, ancien joueur de flûte dans les souks de Relizane, dans l’ouest algérien, était un baroudeur durant la révolution.

Mais, comme beaucoup de ses concitoyens, il était victime de la politique coloniale qui privait des millions d'algériens du savoir. C'est pourquoi, à l'indépendance, ces

guerriers étaient obligés de faire appel aux anciens collaborateurs et à leurs enfants pour pallier leur handicap.

Ahmed Draïa, receveur de bus sur la ligne Annaba - Souk Ahrass avant le déclenchement de la révolution, qui succède à Tayebi Larbi, nomme Hedi Khediri directeur de cabinet de la DGSN. Un poste que ce dernier ne quittera plus jusqu'à se hisser au poste tant convoité de patron de la police en 1977. Dix ans plus tard, il est nommé ministre de l'intérieur. Une année à ce poste lui suffit pour s'accaparer de nombreuses villas, biens de l'Etat, dans les quartiers résidentiels d'Alger. Il les loue aujourd'hui à des représentations étrangères en Algérie pour des sommes astronomiques. Evidemment, il n'a pas manqué d'investir en Tunisie et ailleurs. Celui qui se prenait pour le Ben Ali algérien en rêvant de faire le même parcours (ministre de l'Intérieur, Premier ministre, puis président de la République), voit son rêve s'effondrer après sa nomination comme ministre des Transports dans le gouvernement Hamrouche. Il exprime son mécontentement dans son entourage en disant : « *Je ne peux pas être ministre sous quelqu'un qui m'ouvrait la porte lorsque je me rendais chez le Président** ».

Grand opportuniste devant l'éternel, il a servi sous Boumediene, Chadli et a beaucoup fait pour l'élection de Abdelaziz Bouteflika. Selon ses proches, il aurait investi un million de dinars à Tébessa dans sa campagne électorale, en échange d'un poste d'ambassadeur au Maroc,

Pourquoi le Maroc ? Hedi Khediri connaît bien la famille royale pour avoir accueilli en 1987 le prince Sidi Mohammed, actuel roi, et son frère Moulay Rachid pendant les vacances d'été. Il comptait mettre à profit cette relation pour s'installer chez les voisins marocains et s'adonner à des affaires juteuses. Une fois élu, Bouteflika ne tient pas sa promesse. Il nomme Boualem Bessaïeh ambassadeur à Rabat, et propose à Khediri le poste d'Athènes. « *La Grèce n'étant pas un pays de culture du haschich et source de bénéfices consistants, elle ne peut interesser Khediri* » disent certaines « mauvaises » langues. L'ancien directeur de la DGSN décline l'offre en prétextant des raisons de santé. Les cinquante cinq mille francs de salaire d'un ambassadeurs ne l'intéressent pas.

Benguedda Ali dit **p'tit Smaïl**. Un nom qui ne dit rien à beaucoup d'observateurs de la scène algérienne. Originaire de Chlef, ce spécialiste des interrogatoires musclés est le protégé des généraux Smaïl Lamari et Abderrazak Bendjelti. Ce qui réunit les trois hommes ce sont les soirées bien arrosées au whisky.

Capitaine en 1986, il est envoyé en Allemagne ouvrir le premier bureau de sécurité à l'ambassade pour inaugurer la coopération avec le BND (les services secrets allemands). Le séjour germanique lui donne goût aux postes à l'étranger. Il sera remplacé quelques années plus tard par le commandant Attafi, aujourd'hui général et directeur de la sécurité extérieure. Entre les deux hommes le courant n'est jamais passé. Autant Attafi est correct, compétent et sérieux - son seul défaut étant son manque de courage et d'audace devant ses supérieurs - autant p'tit Smaïl incarne parfaitement l'image du voyou sans foi ni loi.

Son incompétence, il la compense par sa soumission aux chefs et son sens de l'affairisme. Une conduite qui n'a pas convaincu le général Saïdi Fodhil, alors directeur de la sécurité extérieure, qui l'a mis sur la touche de 1990 à 1992. Ses parrains ont fini par intercéder en sa faveur pour l'envoyer en Namibie. Rappelé en 1994, il profite de la succession de Abderrazak Bendjelti à la tête de la Direction de la Sécurité Extérieure pour s'imposer comme l'un des hommes clés de cette structure. L'ayant aperçu un jour en pleine conversation avec le général Tewfik au siège de la direction à Dely Brahim, le général Abderrazak Bendjelti a cru à une forte relation entre les deux hommes, et a fini par désigner p'tit Smaïl comme son adjoint. Un poste qu'il met à profit pour mieux racketter les officiers

« diplomates », avant de s'installer à Paris en remplacement du général Habib qui venait de décéder. Paris est très convoité. C'est le seul poste qui dispose de fonds spéciaux. Le général P'tit Smaïl en profite sans vergogne aucune. Du recrutement d'agents fictifs, ce qui lui permet de détourner leurs supposées primes, à l'entretien d'un réseau de prostituées, il ne laisse rien passer. Il étend ses pouvoirs sur les autres capitales occidentales en demandant aux officiers en poste d'assurer des salaires à de prétendues agents qui ne sont en fait que les maîtresses de ses parrains.

Noureddine Benkortebi. Cet ancien commandant de la base navale de Mers El Kebir du temps de Chadli, aujourd'hui général à la retraite, est de ceux que l'ancien chef de la 2ème Région emmena dans ses bagages au palais présidentiel d'El Mouradia, dès son élection à la magistrature suprême en 1979.

Il a été directeur de l'administration générale de la présidence de la République, avant de devenir directeur du protocole. Des postes clés qui lui facilitent la tâche pour s'emparer de nombreuses résidences dans le cadre de la fameuse loi de 1981 permettant à tous les barons du régime d'accéder à la propriété des biens de l'Etat pour des sommes symboliques. Il a vendu la villa de Poirson à El Biar, sur les hauteurs d'Alger, pour la somme de 16 milliards de centimes (en monnaie algérienne).* Il loue les autres à des représentations étrangères pour plus de cinquante millions de centimes par mois.

Benkortebi, alias le général de l'immobilier, coule, aujourd'hui, des jours heureux au bord de la piscine d'un

hôtel cinq étoiles qu'il a fait construire sur cinq hectares à Ouled Fayet, au sud d'Alger.

Mustapha Cherif. Encore un nom, qui ne vous dit probablement rien. Il est tellement dans l'ombre qu'on n'entend jamais parler de lui. Sorti de l'anonymat en 1989, cet enfant de Khemis Meliana s'est vu propulser ministre de l'Enseignement supérieur. Quelques mois plus tard, il disparaît de la circulation, le temps de reprendre son souffle après cette ascension vertigineuse, et le voilà parti signer un long bail au Caire où il est ambassadeur durant dix années. Qui dit mieux ? Quel est le secret de sa longévité à ce poste ? L'Algérie qui a consommé quatre président de la république en dix ans a su faire preuve de stabilité au niveau de sa représentation en Egypte. C'est fort, monsieur Mustapha Cherif !

Pour lui, l'explication est simple : ses parents ont prié les marabouts de sa région natale. Sauf que les marabouts ne les ont pas entendus pour protéger leur fils du scandale provoqué par son cuisinier à l'ambassade qu'il rackettait régulièrement, en lui ponctionnant deux cents dollars par mois. Mieux encore, il lui retire sa carte consulaire pour effectuer un déménagement en profitant des avantages que procure ce type de situation. Au bout du compte, le cuisinier est renvoyé en Algérie, ou il est cueilli en terroriste à l'aéroport d'Alger. Une pratique à laquelle il se livre certainement avec les autres agents de l'ambassade.

Mohammed Hanneche. Il fait partie de cette catégorie d'ambassadeurs qui s'éternisent à leur poste. Et pour cause. Quand il était premier secrétaire d'ambassade à Toronto, en 1986, c'est lui qui accueillait le général Benkortebi et le colonel Sennouci, les deux maîtres d'œuvre de la première grande affaire de corruption dans l'histoire de l'Algérie : l'affaire du sanctuaire du martyr. Il leur servait d'homme à tout faire. Il doit en partie son ascension à Mohammed Salah Dembri, qui lui était redevable pour un faux témoignage contre un agent consulaire. Dembri, alors ambassadeur au Canada avait fait perdre un œil au nommé Mekidèche en le frappant d'un cendrier. Hannèche, appelé à témoigner, s'est rangé du côté du plus fort. Il sera récompensé en conséquence. Après cinq années au Canada, il ira en passer trois autres à Oman. De retour en Algérie, il occupe le poste de Secrétaire général au ministère des Affaires étrangères pour quelque temps, avant que Dembri, nommé ministre des Affaires étrangères, ne l'envoie en Allemagne.

Mohammed Hannèche, profitant des différents postes occupés, noue de solides relations avec les parrains de la mafia au point de devenir intouchable. Il se permet alors de se comporter en véritable nabab à l'ambassade d'Algérie à Bonn. Son salaire mensuel est de 16.000 Marks, et il dispose à sa guise de fonds spéciaux pour un montant de cent mille marks annuels. Pour justifier les dépenses, il lui suffit d'organiser une collation regroupant une dizaine de diplomates, qu'il facture pour vingt fois son coût. Il ne néglige pas non plus les petits profits. Pas de recrutement de personnels algériens. « *Ils sont bavards* ». Il préfère recruter une Erythréenne comme baby-sitter.

Officiellement, son salaire est de 2.000 Marks. En réalité, elle n'en touche que 400. Hannèche empoche la différence. Il en fait de même avec le cuisinier omanais, le jardinier et une femme de ménage tous deux philippins.

Il est vrai que l'argent détourné ne profite pas seulement à l'ambassadeur. Ses parrains sont les premiers à en bénéficier. Mais ce ne sont pas des ingrats. Au début de l'année 1996, la belle-mère de Hannèche, venue séjourner en Allemagne, commet un vol à l'étalage en compagnie de sa fille. Les deux femmes sont arrêtées par la police allemande. Elles écopent d'une amende de 3000 Marks. Alerté par le BND, le lieutenant-colonel Samraoui, chef du bureau de sécurité de l'ambassade, se doit à son tour d'informer sa centrale. Pour toute réponse, il reçoit un message urgent lui intimant l'ordre de rentrer dans les quarante-huit heures, lui et toute sa famille. « *On vous a dit de ne pas vous intéresser aux ambassadeurs* », lui rappelle le général Abderrazak Bendjelti.

Oui, les ambassadeurs il faut les laisser tranquilles. Chacun travaille pour son parrain. Peu importe que Mohammed Hannèche, après le larcin commis par sa belle-mère, ne soit plus représentatif. Peu importe si l'image de l'Algérie en pâtit. L'essentiel est qu'il continue de servir ses maîtres. L'un de ses sponsors Dembri ne s'en plaint pas, tant qu'il est pris en charge par son poulain chaque fois qu'il passe à Bonn. Il ne rentre jamais les mains vides en Algérie. Des dizaines de caisses de whisky vont faire le voyage avec lui. Deux jours après sa nomination à la tête de l'exécutif, Ahmed Ouyahia, un autre de ses sponsors, envoie son épouse passer quelques jours de vacances aux frais de Mohammed Hannèche. A quoi sert un

ambassadeur, si ce n'est pour accueillir dignement les chefs, leurs épouses, leurs enfants, leurs amis et leurs maîtresses ?

Mahieddine Ammimour. Ancien adjudant de la marine nationale, il profite du lancement du magazine mensuel de l'armée, *El Djeïch,* en 1964, pour attirer sur lui l'attention des responsables à travers des chroniques publiées dans l'édition arabe sous le titre « *Akher El Kalem* » (« le dernier mot »). Né à Gaza d'une mère palestinienne, marié à une égyptienne, il est au lendemain de l'indépendance l'un des rares à exceller dans la langue arabe.

A la recherche d'un bon arabophone comme rédacteur, le président Boumediene, le fait entrer dans le sérail par l'entremise du colonel Yahyaoui. Celui qui se présentait comme chirurgien dentiste en faisant précéder son nom par le pompeux titre de « Doktour ».Il sera chargé de la communication de la présidence de la République durant treize ans.

Sous Boumediene et sous Chadli, il sera le maître incontesté de la censure en Algérie. Une censure qu'il pratique sans vergogne aucune.

Lors du congrès extraordinaire du FLN en juin 1980, il répond aux journalistes algériens qui protestent contre leur expulsion de la salle du congrès, en ces termes : « *après tout, que vous assistiez ou pas, vous allez écrire ce que je vous dicterai. Attendez donc, la dépêche de l'APS* ». Kheireddine Ameyar, journaliste à l'hebdomadaire *Algérie Actualité* lui rétorque : « *oui, mais vous êtes journaliste et vous savez que, même sous la dictée, on a besoin de s'imprégner de l'ambiance* ». Le « Doktour » répond : « *je*

ne suis pas journaliste. Je suis dentiste ». J'interviens alors pour l'interroger sur l'application du slogan qui était en vogue à l'époque : « *Dans ce cas, qu'est ce que vous faites ici ? Quand est ce qu'on appliquera la devise : l'homme qu'il faut à la place qu'il faut* ? »

Ammimour ne s'attendait pas à cette réflexion, venant de l'officier que j'étais. Il bafouille et finit par me lancer : « *mais vous n'êtes pas concerné. Vous êtes rédacteur en chef d'El Djeïch, et vous avez le droit, en tant que responsable, d'assister aux travaux du congrès* ». Je lui fais remarquer « *qu'avant d'être officier, je suis journaliste et à ce titre solidaire de mes confrères* ». Un accrochage verbal m'oppose alors à cet homme que je n'ai jamais porté dans mon cœur tant son comportement de fourbe m'excédait.

Quelques heures plus tard, il vient me voir et, sur un ton confidentiel, me dit :

- Mon lieutenant, tu n'aurais pas dû élever le ton tout à l'heure devant les journalistes.

- C'est parce que toi, tu avais élevé la voix, et tu ne voulais pas reconnaître ton erreur en empêchant les journalistes d'assister aux travaux

- Mais j'étais obligé d'élever la voix, sinon ils auraient dit que j'avais peur de toi parce que tu es militaire. Ils confondent le respect et la peur. Moi j'ai toujours respecté l'uniforme.

- Mais tu vois bien que je suis en jeans ; je ne porte pas de tenue.

- Pour moi, vous êtes un militaire, et je vous dois le respect. Vous êtes jeune et vous ignorez encore beaucoup

de choses. Ces gens sont des comploteurs. Ils veulent déstabiliser la révolution.

En le voyant me servir le fameux discours du « complot ourdi contre la révolution », je stoppai net la conversation et pris congé de lui.

Je ne rapporte cette anecdote que pour donner au lecteur une image vivante de ce qu'est ce personnage qui veut passer aujourd'hui pour le chantre de la liberté de la presse et la liberté d'expression.

D'ailleurs, il s'est vite déjugé dès qu'il a retrouvé un strapontin au gouvernement de Bouteflika pour quelques mois. S'il se comportait de la sorte devant un jeune lieutenant de vingt-cinq ans, qu'en est-il alors, devant un colonel ou un général ? C'est ce comportement qui explique que notre fameux « Doktour » ès-censure et larbinisme s'est toujours fait une place dans un régime pollué par des véreux et des mafieux.

Renvoyé de la direction de la communication de la présidence au milieu des années quatre-vingts, il ne tarde pas à décrocher un poste d'ambassadeur au Pakistan quelques années plus tard. Et, au moment où on le croyait définitivement balayé par le vent d'octobre 1988, le voilà de nouveau sur scène comme sénateur désigné dans le tiers présidentiel.

Ahmed Ouyahia. Elève de Mahieddine Ammimour, qu'il a cotoyé durant de longues années, il a dépassé le

maître pour devenir l'homme des sales besognes du système. Je l'ai connu lorsqu'il effectuait son service national à la direction de la communication de la présidence. Son travail consistait à distribuer les badges pour les journalistes chargés de couvrir les activités du président de la République. Parallèlement, il était pigiste à l'hebdomadaire sportif *El Hadef* et à l'hebdomadaire du FLN, *Révolution Africaine*. Il signait ses articles sous le pseudonyme de O. Mourad. A cette époque, il était très gentil, très serviable avec tout le monde. Contrairement à certaines rumeurs, cet énarque originaire de Kabylie n'a jamais fait partie des effectifs de la Sécurité militaire. Evidemment comme tous les larbins, il se plie en quatre devant un sergent des services et n'hésite pas à exécuter n'importe quel ordre qu'on lui donne. Pour preuve, il est actuellement l'un des sous-traitants les plus en vue de la mafia, parmi le personnel politique.

L'ancien petit distributeur de badges est aujourd'hui ministre d'Etat, ministre de la justice. Il reste un candidat potentiel des décideurs pour les prochaines présidentielles.

Après avoir occupé diverses fonctions au ministère des Affaires étrangères et occupé le poste d'ambassadeur au Niger, il se rapproche des cercles de décision et fait une entrée timide au gouvernement de Ghozali en 1991comme ministre délégué aux affaires maghrébines. Quelques années plus tard, il sera, à quarante-deux ans, le plus jeune chef de gouvernement depuis l'indépendance de l'Algérie.

Il marquera son passage à la tête de l'exécutif en excellant dans le mensonge, c'est son fort, et par la fameuse ponction des salaires des fonctionnaires et des travailleurs du secteur public, ainsi que par l'arrestation de nombreux cadres et dirigeants d'entreprises publiques sous le fallacieux prétexte de « *la lutte contre la corruption* ». Comme si les corrompus et les corrupteurs étaient ailleurs que dans les cercles mafieux qui l'ont instrumentalisé.

C'est le chef de gouvernement le plus impopulaire que l'Algérie ait jamais connu. Au hit-parade des hommes haïs, il se place incontestablement juste derrière Messadia, l'ancien boss du FLN des années Chadli. Lui aussi est chef de l'actuel parti au pouvoir, le Rassemblement National Démocratique (RND), ce parti fantoche qui rafle la majorité des sièges à l'Assemblée nationale cinq mois après sa création. Un parti mis au monde par le général Mohammed Betchine pour se constituer une force politique et que viennent lui confisquer les décideurs pour le confier à leur poulain, Ahmed Ouyahia.

Cependant, on ne lui connaît pas de relations dans le monde des affaires, ni d'enrichissement illicite. Il se contente de servir la mafia sans se servir. Voilà quelqu'un qui sait respecter les règles du jeu. Il ne piétine pas les plates-bandes des chefs.

Mohammed Cherif Messaadia n'a jamais été populaire. Et il ne semble pas en souffrir. Il a, dit-il, la carapace dure. Sorti de la Zitouna, l'université théologique de Tunis, il ne pouvait être autre chose qu'islamo-baasiste. Né en 1924 dans la région de Souk Ahrass, dans l'est algérien, il rejoint l'ALN en 1957, à l'âge de trente-trois ans. Il en a mis du temps à se réveiller, le « maître ès nationalisme » ! Il combat aux côtés de Abdelaziz Bouteflika, à la frontière algéro-malienne. Jouant à merveille la carte de l'opportunisme, il est député et membre du comité central du FLN sous Ben Bella. En 1965, il soutient Houari Boumediene lors de son coup d'Etat. En 1979, il soutient la candidature de Chadli contre Bouteflika et Yahyaoui. Vingt ans plus tard, il soutient la candidature de Bouteflika. Comme on le constate aisément, il a toujours soutenu le candidat des militaires. Cela s'explique par le complexe que nourrit le premier

barbu des dirigeants algériens devant l'uniforme. D'ailleurs, son fils aîné, Azeddine, sera inscrit à l'Académie militaire interarmes de Cherchell, d'où il sort sous lieutenant en 1983. Sera-t-il un jour général, comme le souhaite son papa, ou a-t-il déjà été radié des effectifs de l'ANP durant la traversée du désert que connut son père au lendemain des évènements d'octobre 1988 ?

En 2001, Messaadia est toujours là. Président du Sénat. Pour l'installer à ce poste, la mafia n'a pas hésité à user des méthodes qui lui sont propres. Elle a envoyé deux députés de l'Ouest, accompagnés d'un homme de l'ombre, un ancien colonel de l'ALN, obliger Bachir Boumaaza, le président du Sénat en exercice, à signer sa démission à coups de poings. C'est ainsi qu'on procède avec ceux qui ne comprennent pas les règles du jeu. Installé par la Mafia de manière anti- démocratique, Boumaaza est relevé de la même manière. Avis aux suivants.

Espérons que, cette fois-ci, notre ami Messaadia ne délogera pas les occupants des alentours du siège du Sénat et qu'il n'interdira pas le boulevard Zighout Youcef aux passants.

Souvenons-nous qu'au temps des belles années du FLN, Messaadia a renvoyé plusieurs ministres et leurs équipes du palais du gouvernement pour en faire le siège central du parti. Il a interdit aux passants d'emprunter les escaliers qui mènent de la salle Ibn Khaldoun au Telemly, les obligeant à faire un grand détour. Les autorités coloniales n'avaient pas osé interdire ce passage aux piétons du temps de la guerre. Messaadia avait aussi chassé les occupants des immeubles faisant face au siège du parti pour offrir ces beaux appartements à ses maîtresses et aux apparatchiks. Il est beau le bilan de Si Mohammed Cherif !

Si l'on voulait citer les noms de tous ceux qui pullulent dans cette faune de serviteurs de la mafia, des milliers de pages ne suffiraient pas. Il est malheureux de constater que ce système bâti sur l'asservissement et l'avilissement des hommes a fait de la promotion des médiocres une règle de conduite. Il n'y a que les médiocres qui acceptent de baisser la tête devant des décideurs incompétents et incultes.

Mahfoudh Nahnah. Le cheikh en alpaga est l'allié islamiste le plus sûr des généraux mafieux. Il est suffisamment compromis pour ne pas se rebeller.

Issu d'une famille blidéenne conservatrice, il fréquente dès son plus jeune âge les milieux islamistes. A l'école primaire El Irchad, il apprend le saint Coran dans son intégralité. Durant la guerre de libération, il prend part à quelques attentas contre des objectifs français en qualité de *fidaï*. A l'indépendance, il est parmi les premiers à prêcher dans les mosquées les idées de l'internationale des Frères musulmans. Il n'a fréquenté aucune université théologique. Il est titulaire d'une licence en lettres arabes.

En 1976, il manifeste son opposition au régime socialiste de Houari Boumediene en distribuant un tract intitulé : « *Où vas-tu Boumediene ?* » Il ne s'arrêtera pas là, puisqu'il sera le premier islamiste à s'adonner à des actions terroristes. Il est connu pour être un scieur de poteaux téléphoniques. Arrêté, il sera condamné à une peine de quinze années de prison qu'il devait purger à la prison de

Tazoult (Batna). Quatre années plus tard, il est gracié par Chadli.

En 1982, il participe au grand rassemblement islamiste de l'université d'Alger et se lance de nouveau dans l'activité politique. Soupçonné d'agir pour le compte des services de sécurité, il est écarté par les fondateurs du FIS. Effectivement, le cheikh Mahfoud Nahnah était déjà recruté par la SM.

La création de Hamas, son parti politique, s'est faite sur instructions des services de sécurité. La veille de l'annonce de la création de ce parti, j'avais vu de mes propres yeux Cheikh Nahnah dans l'enceinte du siège de la DGDS (dénomination des services de sécurité entre 1989 et 1990). Il ne pourra jamais le nier. Tout comme il ne niera pas non plus ses voyages à l'étranger pris en charge par les bureaux de sécurité des ambassades algériennes. Faut-il lui rappeler ses voyages en Allemagne en 1993 et en 1995 ?

En 1995, il sert de lièvre pour l'élection de Zeroual à la magistrature suprême. Mais, quatre ans plus tard, ses parrains l'empêchent de se présenter contre Bouteflika, sous prétexte qu'il n'avait pas participé à la guerre de libération. Le cheikh obtempère aux ordres sans chercher à comprendre.

Mohammed Djebbari. J'ai connu cet énarque, originaire de Meskiana, dans l'est algérien, dans le cadre d'une association dénommée Aurès El Kahina. Une association qui devait donner un élan à la culture amazighe dans les Aurès. De nombreux cadres issus de cette région se disent convaincus de la nécessité de la réhabilitation de l'identité amazighe dans une région longtemps marginalisée et réputée à tort comme étant le vivier du

pouvoir algérien. Les nombreux adhérents de cette association se mobilisaient pour barrer le chemin à tous ceux qui ont fait de l'appartenance à cette région un tremplin pour accéder à des postes de responsabilité en souillant l'image des populations aurésiènnes.

Malheureusement, des opportunistes, il en existe partout. Même dans les cercles où l'on compte leur faire la chasse. L'un d'entre eux s'appelle Mohammed Djebbari, que je me limite à citer comme simple exemple pour permettre au lecteur de se faire une idée précise sur cette espèce humaine qui a contribué faire de l'Algérie ce qu'elle est aujourd'hui.

D'emblée, Djebbari se montre partisan de la politique « *cadrini ouencadrik* » (tu me soutiens, je te soutiens). Il ne tarde pas à manifester sa soumission à la casquette. Il n' y avait qu'à l'entendre parler des relations qu'il entretenait avec les agents de recherches (des sous-officiers) de la S.M., du temps où il était chef de daïra (sous-préfet) à Bab El Oued. Il se plaisait à chanter sur tous les toits qu'il était un indicateur apprécié. Issu d'une famille modeste, et ayant vécu une enfance difficile, son accession au rang de responsable dans l'appareil de l'Etat lui procurait une belle revanche sur un passé qu'il s'efforçait d'oublier. Ceux qui l'ont connu enfant à Meskiana racontent qu'il était un garçon effacé et renfermé sur lui-même. Il était le souffre-douleur de ses camarades de classe. Certains n'hésitent pas à dire qu'il leur est arrivé de s'initier sexuellement en abusant de lui et en le soumettant à leurs caprices.

Sa nomination au poste de wali à Sétif coïncidait avec le lancement du quotidien *Le Libre*, dont le siège social se trouvait dans cette ville. Alors que j'étais empêché par la mafia constantinoise d'obtenir un registre de commerce pour lancer mon journal, après le hold-up commis contre *El Acil* par le général Betchine. De nombreux citoyens de la capitale des hauts plateaux, me proposèrent de faire du *Libre* un journal sétifien, par défi à cette mafia.

J'avais accompli toutes les démarches administratives, sans en parler à Mohammed Djebbari. A la parution du premier numéro, je le rencontrai dans son bureau où il me fit des reproches « amicaux » : « *pourquoi ne m'en as-tu pas parlé ? Je t'aurais aidé... Nous sommes des amis...* »

Ma réponse était toute simple : « *J'ai préféré te laisser à l'écart en comptant sur le soutien de gens simples ; comme ça personne ne pourra dire que j'ai bénéficié de l'aide de l'Etat ou de ses représentants* ».

Dans ses relations, Djebbari, comme tous les opportunistes, n'accorde d'importance qu'à ceux qui sont en position de force.

Abderrahmane Meziane Cherif, ancien wali à Alger reconverti dans l'affairisme depuis son limogeage, lui demandait audience depuis longtemps. Sans succès. Un jour, il avait fait le pied de grue toute une journée devant le bureau de Djebbari qui lui avait promis de le recevoir. Malheureusement pour lui, au bout de plusieurs heures d'attente, la secrétaire lui annonça que le wali était sorti et qu'il était inutile d'attendre plus longtemps.

Quelques semaines plus tard, Abderrahmane Meziane Cherif est nommé ministre de l'Intérieur. A ce titre, il est le patron de Djebbari. Je laisse au lecteur le soin d'imaginer dans quel état est notre wali. A l'annonce de la nouvelle, le téléphone ne cesse de sonner dans mon bureau. Plus d'une dizaine de fois, j'ai Djebbari au bout du fil ; me demandant si je ne connais pas « *une casquette solide* » et si j'accepterais de le prendre comme correspondant du journal à Meskiana, sa ville natale. Il est persuadé que son limogeage est imminent.

En faisant appel à des parrains, il réussit finalement à sauver sa tête. En contrepartie, il lui est demandé de fermer le siège du *Libre* à Sétif. Nous sommes en mai 1995.

Il m'invite à lui rendre visite dans son bureau. Sans préambule, il entre dans le vif du sujet :

- Tu sais, Hichem, ton journal dérange beaucoup. Tu ne sais pas être diplomate dans tes écrits. Tu es un vrai Chaoui. Tu fonces tout droit sans faire de calculs.

- Je n'ai aucune leçon à recevoir de quiconque. Il n'y a que les journalistes qui travaillent avec moi qui ont le droit de commenter notre ligne éditoriale ou de lui donner une orientation autre que celle que nous suivons.

- Mais, tu sais que je suis responsable ici. On m'a donné ordre d'en haut de fermer le siège du journal et je suis obligé de le faire.

Je lui demande de me montrer l'ordre écrit et qui l'a signé.

- On m'a appelé d'en haut. Je ne peux pas t'en dire plus.

Ne pouvant plus contenir le dégoût que m'inspirait ce sinistre individu, je lui lâche à la face :

- Ce sont des pratiques mafieuses, n'est ce pas ? Mohammed tu es un pion entre les mains de la mafia et tu veux tomber dans le piège qu'ils te tendent. Ils n'osent pas s'attaquer directement à moi, ils t'utilisent comme paravent et tu acceptes.

Il se lève et me dit avec un sourire jaune :

- Hichem ne tiens pas ce langage devant moi. Je représente l'Etat.

Je lui envoie, alors, une salve d'injures qui lui chatouillent les oreilles. Sans perdre son sang-froid, il s'approche de moi et commençe à taper sur les poches de ma veste pour s'assurer que je n'avais pas d'enregistreur sur moi.

Une fois rassuré il prend place à côté de moi et me chuchote :

- Qu'ils aillent au diable. Je sais, ce sont des pourris, des fils de pute. Mais, arrête, Hichem, de faire la forte tête. Qu'est ce que tu vas gagner ? Demain, ils te fermeront ton journal. Comment vas-tu rentrer à Oum El Bouaghi et quel regard porteront sur toi tes cousins ? Tu auras tout perdu. Voilà pourquoi les Chaouias vous ne réussissez jamais dans vos entreprises. Vous êtes trop secs. Vous ne savez pas plier comme le roseau.

C'est le raisonnement des médiocres. On n'est bien vu par ses proches que si on a un quelconque pouvoir. Pour ne pas perdre ce pouvoir, ils n'hésiteraient pas à baisser le pantalon. Je quitte son bureau en lui envoyant une deuxième salve d'injures :

- Mohammed, tu es entrain de vivre ton présent sans penser à l'avenir. Plus tard ton fils baissera les yeux devant le mien. Il ne sera jamais fier de toi.

Quelques mois plus tard, lorsque je le croisai chez un ami commun. c'est lui qui n'osait pas lever les yeux et me regarder en face. Mon journal venait d'être interdit de parution. J'avais été arrêté et placé en garde à vue pendant quarante-huit heures, je n'avais plus rien. Mais c'était lui qui supportait péniblement les moqueries que je lui assénais indirectement en m'adressant à notre ami commun, sans qu'il bronche.

Affecté plus tard à Batna, où il se prenait pour le gardien de la ville du président Zeroual, il s'est distingué lors des présidentielles de 1995 en s'adonnant à distance, avec le wali de Tissemsilt, à une véritable surenchère sur le taux de participation aux élections. Jusqu'à une heure tardive de la nuit, la télévision algérienne n'arrêtait pas de réviser à la hausse le taux de participation tantôt à Tissemsilt, tantôt à Batna.

Dans cette ville, capitale des Aurès, il fera le rabatteur des filles de joie pour les proches de Zeroual. Ce n'était un secret pour personne. Toute la ville en parlait. Mal lui en prit. Comme tout a une fin, notre ami fut renvoyé comme un malpropre. Il doit être, actuellement, à la recherche d'une « casquette solide ».

Nous avons donc eu un aperçu de ces sous-traitants civils qu'on rencontre dans les institutions de l'Etat. Il y en a

aussi dans le monde des affaires. Parmi ceux qui se donnent le titre pompeux d'industriels et d'opérateurs économiques. En réalité ce sont de grands trabendistes comme on dit en Algérie. Des contrebandiers de grande envergure.

On compte dans cette catégorie des ministres lâchés par leurs parrains, des anciens cadres du parti unique et des affairistes civils.

De tous les généraux à la retraite qui se sont lancés dans le monde des affaires, le général Mohammed Attaïlia dit « le rouge » dit « le manchot » (il a perdu son bras droit durant la guerre de libération), est le premier à avoir fait parler de lui.

Une blague qui a beaucoup circulé en Algérie raconte : « *Un jour, Chadli a réuni tous les responsables du pays et les a invités à se faire plus discrets quand ils piquent dans les caisses de l'Etat. Tout le monde se tourne vers le général Attaïlia et le foudroie du regard. Après un long moment de silence, il leur lance : qu'est-ce que vous avez à me regarder comme ça ? Vous oubliez que vous piquez avec vos deux mains, alors que moi je n'en ai qu'une seule ?* »

Attaïlia possède des biens en France et en Algérie, difficiles à évaluer, une usine de céramique des plus modernes. C'est aussi un spécialiste de l'importation de la bière et du vin. Comme ces deux produits sont appréciés sur une table garnie de poissons, le général Mohammed Bekhouche, mis à la retraite en 1998, s'est chargé de l'importation de la sardine d'Espagne. A l'époque où il était chef de la 2ème Région militaire, le plat quotidien dans les

casernes c'était la sardine. Evidemment, il ne pouvait trouver meilleur client que la région qu'il dirigeait.

De la même manière, le général Ali Bouhadja écoulait les produits de ses sociétés de textiles aux unités militaires. Il est à souligner qu'aucun de ces généraux n'a vu son hôtel ou ses dépôts ou ses usines attaquées par les terroristes. C'est bizarre. Toutes les entreprises publiques ont brûlé. Beaucoup d'hôtels du secteur public ont été saccagés. Pas ceux des généraux. Les terroristes doivent bien aimer nos généraux. Ils ne les tuent pas. Ils ne s'attaquent pas à leurs biens.

A côté des généraux de la bière, de la sardine et du médicament, il y a les affairistes de tous poils qui ne ratent rien, comme les colonels à la retraite, Hocine Senouci et Bencherchali, établis en France. A eux deux, ils doivent gérer le budget des manifestations marquant l'année de l'Algérie en France en 2003. Ils vont se régaler, mais se méfieront certainement de Ketfi et de ses acolytes.

Qui est ce Ketfi ? Voilà un autre nom sorti de l'ombre. C'est le *Zeggar** de Zeroual, mais en caricature, vous diront les connaisseurs des arcanes. Ancien wali et ancien directeur d'entreprise, il était le conseiller de l'ombre du président Zeroual, et celui qui lui gérait ses affaires. Il était ce qu'était Mohammed Rédha Benbouali pour Betchine. Sauf que Ketfi n'avait pas affaire à un parano schizophrène.

Chapitre V

L'avènement de l'imposture

Au lendemain de l'indépendance, de nombreux chefs militaires ont disparu de la scène. Krim Belkacem, en désaccord avec le nouveau gouvernement algérien et le colonel Houari Boumediene, devenu vice-président du conseil et ministre de la Défense, est entré dans l'opposition. Les colonels Ali Kafi, Ammar Benaouda, Hadj Lakhdar, Boubnider, Youcef El Khatib, Tahar Z'biri,

Chabani, Said Abid, Abbes et d'autres, sont élimines tour à tour. Les uns démobilisés et reconvertis dans la diplomatie (Kafi et Benaouda), les autres exécutés ou suicidés, ou tout simplement écartés de la vie politique et militaire. A la fin de l'année 1967, il ne reste plus un seul des ténors de l'armée algérienne. Ils vous diront : « *La révolution mange ses hommes.*» Ce dont profiteront les coéquipiers de Khaled Nezzar.

Les postes de responsabilité acquis dans l'administration leur seront d'une grande utilité dans la gestion de la carrière des officiers de l'armée algérienne. Ils sont les véritables décideurs en matière d'avancement dans le grade, de nominations à certaines fonctions et la mise à la retraite de ceux qui leurs sont hostiles. Ils mènent une politique de charme auprès des chefs de régions militaires, presque tous analphabètes, pour les mettre sous leur influence.

Chadli Bendjedid, chef de la 2ème Région, est l'un d'eux. Il a pour chef d'état-major le capitaine Larbi Belkheir, et son adjoint n'est autre que Abdelmalek Guenaïzia. C'est dire qu'il est bien pris en charge.

Ancien caporal de l'armée française avant de rallier l'ALN en 1956, Chadli Bendjedid est un paresseux qui aime la belle vie trouve en Belkheir un parfait complice sur lequel il se décharge de tous ses pouvoirs. Les deux hommes constitueront un duo hors pair. Un schéma que reconduira plus tard Larbi Belkheir à un plus haut niveau de responsabilité. L'occasion sera l'inattendue et énigmatique investiture de Chadli à la tête de l'Etat algérien à la suite du décès du président Houari Boumediene en décembre 1978.

Cette date constitue un tournant dans l'histoire de Algérie. Le pouvoir occulte des transfuges de l'armée coloniale frappera, à cette occasion, un grand coup en renversant toutes les données de la succession.

A cette époque, les barons de l'armée algérienne avaient pour noms : Abdallah Belhouchet, Chadli Bendjedid, Said Bouhadja, Mohammed Ataïlia. Tous analphabètes et apolitiques. Personne n'osait parier un dinar dévalué sur leurs chances d'accéder à la magistrature suprême. D'ailleurs, ils étaient inconnus de la population. Les noms des militaires qui revenaient le plus souvent dans les chroniques des petites gens étaient ceux des colonels Ahmed Abdelghani, Ahmed Bencherif, Ahmed Draia, Mohammed Salah Yahyaoui. Ils avaient tous quitté l’armée et occupaient des fonctions civiles.

Nos actuels généraux, les Tewfik, Smaïl, Nezzar, Lamari, Fodhil Chérif, Said Bey, Kamel Abderrahmane, Ait Abdessalem, Gheziel, Saheb et autre Guenaïzia, étaient sous-lieutenants ou, dans le meilleur des cas, capitaines ou commandants. D'obscurs anonymes.

Cependant les fonctions occupées par certains d'entre eux et leurs camarades de « la promotion Lacoste » étaient autant d'atouts non négligeables pour leur permettre d'influer sur le choix du successeur de Boumediene.

En l'absence d'une instance représentative pour définir les modalités de la succession, l’armée prit l'initiative de l'organiser. Le parti du FLN, mis au frigo depuis le 19 juin 1965, n'avait pas son mot à dire. Il existait à l’état

d'appareil dont le responsable, Mohammed Salah Yahyaoui venait d'être désigné, à peine un an auparavant. Avec la disparition de Boumediene, le Conseil de la révolution, instance suprême du pays était, quant à lui, une coquille vide.

Les hauts responsables de l'armée (directeurs et sous directeurs centraux du Ministère de la Défense Nationale, les chefs des six régions militaires et leurs chefs d'état-major respectifs, ainsi que les directeurs régionaux), se réunissent à l'Ecole nationale des ingénieurs et techniciens d'Algérie de Bordj El Bahri, sur la côte est d'Alger. Pourquoi l'ENITA et pas un autre lieu comme, par exemple, l'Académie militaire de Cherchell ou tout simplement le siège du ministère de la Défense ? Est-ce parce que Larbi Belkheir en est le directeur ?

Est-ce pour permettre aux officiers de la promotion Lacoste une plus grande liberté d'action et de réunions secrètes avec l'hôte de ces lieux ? Qui est l'initiateur de ce conclave ? Personne ne le sait. Sûrement pas le colonel Abdallah Khalef dit Kasdi Merbah, le patron de la Sécurité Militaire, comme tendent à le faire croire ceux qui ignorent le jeu macabre du clan de Nezzar.

Jusqu'à son assassinat en août 1993, Kasdi Merbah a dû supporter l'infamante étiquette de parrain de Chadli Bendjedid et du conclave de l'ENITA. Au cours des nombreux entretiens que j'ai eus avec lui, il s'en est toujours défendu avec force. « *Je n'ai fait que me plier aux décisions du Conseil de la Révolution, dont je n'étais pas membre* » ne cesse-t-il de répéter à chaque occasion qui lui est donnée de s'exprimer à travers la presse. « *Je*

n'ai joué que mon rôle de coordonnateur de l'armée pour veiller à ce que la succession à la tête de l'Etat algérien se déroule dans les meilleures conditions. Ce n'est pas moi qui ai choisi ou imposé Chadli. Ce sont ses pairs du Conseil de la révolution qui l'ont choisi sur le critère de l'ancienneté dans le grade le plus élevé de la hiérarchie militaire ».

D'où est venue cette idée de confier les rênes du pays au militaire le plus ancien dans le grade le plus élève ? Qui voulait mettre coûte que coûte aux commandes de l'Algérie un militaire apolitique qui, de l'aveu de tous les observateurs, n'a pas l'envergure d'un chef d'Etat ? Alors que Boumediene démilitarisait le Conseil de la révolution et les rouages de l'Etat, voilà que des esprits mal intentionnés viennent remettre sur le tapis la militarisation du pouvoir.

De son vivant, jamais les Algériens n'ont vu le colonel Houari Boumediene en tenue militaire ou entendu un jour un officiel le présenter avec son grade militaire. C'était l'expression de sa volonté de démilitariser le pouvoir. Comment a-t-on pensé à organiser le congrès d'un FLN en profonde léthargie depuis treize ans ? Qui sont les architectes de ce plan diabolique qui a ressuscité le FLN pour placer à sa tête un militaire complètement déconnecté des questions politiques et le présenter comme candidat unique à une élection présidentielle dont le résultat était connu d'avance ?

A la mort de Houari Boumediene, de nombreux observateurs voyaient en Yahyaoui son successeur potentiel à la tête de l'Etat. Les parrains de l'ombre, comme

dans les années de la guerre profitèrent de la rivalité que lui opposait Bouteflika pour organiser un congrès bidon du FLN dans les quarante jours qui suivaient le décès de Boumediene, et désigner le colonel Chadli Bendjedid comme Secrétaire général du parti et candidat unique à la présidence de la République. Des proches du sérail rapportent que Chadli, complètement dépassé par les évènements et ignorant totalement ce qui se passait dans le pays, déclina l'offre et proposa à sa place le colonel Abdallah Belhouchet. Une proposition rejetée par les nouveaux décideurs.

Chadli Bendjedid est bien plus intéressant pour le clan des transfuges. Khaled Nezzar le connaît depuis son ralliement à l'ALN en 1958. Larbi Belkheir l'a cotôyé durant dix années et Abdelmalek Guenaïzia était son adjoint à la 2ème Région militaire durant quinze années.

Une fois élu, découvrant l'énorme charge de la fonction présidentielle, Chadli abandonne son poste et va se réfugier à Oran. Il est vite ramené à Alger avec la promesse qu'il sera assisté dans sa mission. Durant tout son mandat, Chadli ne cessera de répéter qu'il n'a jamais demandé le fauteuil présidentiel. D'où une succulente blague populaire : « *C'est le fauteuil qui colle à Chadli et il va falloir l'opérer pour le libérer du fauteuil*». Il donnait l'impression de rendre service au peuple en acceptant être président de la République. Comme s'il n'y avait pas d'hommes dans le pays.

« *Il est incapable de tenir une discussion cohérente avec un chef d'Etat étranger*» dit de lui Abdelaziz Bouteflika, qui le connaît depuis de longues années.

Comme prévu, Chadli sera pris en charge par son gourou et directeur de cabinet, Larbi Belkheir. La course aux postes stratégique est relancée. Au départ, elle est rude. Et pour cause, le Secrétariat général du ministère de la Défense est occupé par Mostefa Benloucif, vieille connaissance et homme de confiance de Chadli. Des affinités régionalistes ont scellé l'amitié entre eux.

Méfiant à l'égard des transfuges de l'armée coloniale, et n'hésitant pas à leur exprimer son hostilité, Benloucif, qui connut sous Chadli une fulgurante ascension en passant du grade de commandant à celui de général major en six ans (un record), se comporte en empereur au ministère. Peu rompu aux luttes claniques, il roule en solo et ne manque pas d'entrer en conflit avec certains anciens maquisards, dont le général Rachid Benyelles.

Le conflit qui l'oppose à ce dernier, qui lui a succédé au secrétariat général du ministère de la Défense, après qu'il a été nommé chef d'état-major de l'armée, profitera aux officiers de la promotion Lacoste.

Pour trancher la querelle entre les deux hommes, le président Chadli les renvoie de l'armée en 1986. Benyelles est nommé ministre des Transports, et Benloucif mis à la

retraite, à l'âge de quarante-sept ans, « *pour raison de santé* », indique le communique officiel de la présidence.

Cette attitude était évidemment dictée à Chadli. L'occasion était trop belle de se débarrasser du général Benyelles, gênant par sa probité et son franc parler. Ancien commandant de la base navale de Mers El Kebir, et chef des forces maritimes, on ne lui connaît pas d'affaires, ni en son nom propre ni sous des noms d'emprunt. Il habite à ce jour un appartement au centre d'Alger. Ses capacités intellectuelles sont dix fois supérieures à ceux qui l'ont évincé de l'armée. Son honnêteté et son intégrité morale m'ont été confirmées par tous ceux qui l'ont connu.

Quant à Benloucif, selon des sources proches de la Présidence, il aurait été limogé par Chadli pour avoir tenté d'empêcher Larbi Belkheir d'assister à une réunion de l'état-major présidée par le chef de l'Etat, en lui faisant remarquer que n'étant pas membre de l'Etat-major, Belkheir n'avait pas à y assister. C'était la réflexion de trop.

Il convient de rappeler que le général major Benloucif était en très mauvais terme avec le général Larbi Belkheir. Sa présence au Secrétariat général du ministère de la Défense, ou par la suite à la tête de l'état-major, contrariait les desseins du clan mafieux. Il s'était par exemple fermement opposé à la conclusion d'un contrat de trente-six milliards de francs, portant sur l'achat à la France d'équipements militaires destinés à assurer la couverture

aérienne du territoire national, ce dont l'Algérie n'avait nullement besoin, selon lui. Cette position il la paiera cher plus tard en allant séjourner à la prison militaire de Blida. Je reviendrai sur ce sujet.

Avec le départ des généraux Benyelles et Benloucif, le Secrétariat général du ministère de la Défense retombe sous le contrôle des « déserteurs ». Le poste tant convoité revient au général Mostefa Cheloufi. C'est l'occasion de donner un grand coup de balai aux officiers maquisards. Une opération qui avait commencé dés l'arrivée de Chadli à la présidence, mais qui avait dû être arrêtée après que de vives protestations furent exprimées par les anciens de l'ALN. D'autant plus que la purge avait touché des officiers les plus intègres.

Le commandant Achouri Hammouda, par exemple. Sous-directeur de l'information au commissariat politique, est l'un des fondateurs de la revue *El Djeich* avec le président Houari Boumediene. Originaire des Aurès, ancien compagnon du colonel Si L'haouès, une figure légendaire de la révolution algérienne mort au combat en 1957, ancien élève de la Zitouna de Tunis et licencié en Droit de l'université d'Alger, il donnait aux jeunes officiers que nous étions l'image du moudjahid propre et sincère.

Dans un milieu de pourris, sa probité a stoppé net sa promotion. Après avoir passé dix ans au grade de commandant (un record jamais égalé à ce jour), il découvre sur son bureau, un matin de 1984, un avis de radiation de l'armée. Il est invité à faire valoir ses droits à la retraite et à

emballer ses affaires dans un délai de quarante huit heures. Lui qui habite un modeste trois-pièces à Alger, et qui ne s'est pas constitué de fortune durant sa carrière, s'inscrit au barreau de la capitale et partage un cabinet d'avocat à Bab El Oued avec un de ses amis, maître Cherifi Lakhdar.

Une reconversion très provisoire, puisque Hammouda trouve la mort quelque temps plus tard dans un accident de voiture, sur la route Alger-Batna, aux côtés de Naziha, la fille du colonel Si l'Haouès.

Un autre cas de radiation qui demeure inexplicable, c'est celui du colonel Badreddine, ancien inspecteur général de la Direction de la Sécurité Militaire.

Fils d'un vieux militant maghrébin (son père, réfugié en Tunisie, avait activement participé au mouvement nationaliste tunisien et était l'un des proches compagnons du président Bourguiba), il s'est engagé très jeune dans l'ALN. Remarqué par Abdelhafid Boussouf, le fondateur des services de renseignements algériens, il est affecté au MALG (l'ancêtre de la SM). Il fera toute sa carrière dans ce service jusqu'au jour où il est mis sur une voie de garage en allant occuper le poste d'ambassadeur en Tanzanie. Parfaitement bilingue et maîtrisant à merveille la langue française, il était la bête noire des officiers chargés de la rédaction du bulletin de renseignements quotidiens, tant il était pointilleux sur les règles de grammaire, l'orthographe et la ponctuation. N'appartenant à aucun clan du pouvoir, il ne pouvait prétendre au grade de général ou à une fonction

supérieure. Dans un Etat qui se respecte, c'est à lui que devait être confiée la direction des services de renseignements, et non pas à une personne qui ne s'est jamais donnée la peine de lire un livre.

Après une brève interruption, la grande purge reprend entre 1988 et 1990. Un premier groupe d'officiers anciens maquisards, tous grades confondus, sont admis à faire valoir leur droit à la retraite. Beaucoup d'entre eux ne savaient même pas où loger leur famille en quittant leur logement de fonction. Des lieutenants, des capitaines se sont reconvertis en chauffeurs de taxi, gargotiers ou marchands ambulants pour compenser la perte des primes, fortement ressentie par les pères de familles nombreuses.

En deux vagues successives, les généraux Lakehal Ayat Mejdoub, Mohammed Alleg, Ali Bouhadja, Larbi Si Lahcène, El Hachemi Hadjeres, Zine El Abidine Hachichi, Hocine Ben Maalem, Liamine Zeroual, Abdallah Belhouchet, Abdelmadjid Chérif, et Mohammed Attaïlia, sont invités à ranger la casquette au rayon des souvenirs.

Dix généraux qui n'ont jamais porté l'uniforme français quittent l'armée algérienne, laissant le champ libre à ceux qui les ont combattus dans les djebels durant de longues années.

Ajoutons à cette liste les généraux Benloucif et Benyelles, le général Kamel Abderrahim, qui démissionne en 1990 pour protester contre la nomination de Khaled Nezzar au ministère de la Défense – « *Je ne servirai jamais sous les ordres d'un ancien soldat de l'armée*

française » clamait-t-il à qui voulait l'entendre – ainsi que le général Mohammed Betchine, victime des luttes claniques après avoir servi d'instrument consentant. Au total, ils sont quatorze à ranger leur uniforme au placard.

Pour faire passer la pilule, les décideurs ont parfois su prendre des gants. Aux uns, ils ont alloué des lignes de crédit bancaire pour monter des affaires industrielles. Il fallait bien redistribuer quelques miettes des recettes pétrolières pour acheter leur silence. A d'autres, ils ont accordé une retraite dorée pour quelques années en les envoyant occuper une ambassade : Baghdad pour Larbi Si Lahcene, Bucarest pour Zeroual et Sofia pour Hachichi.

Le général Hachemi Hadjerès, quant à lui, fait l'objet d'une éviction rocambolesque en forme de mauvaise blague. Directeur de l'Académie inter-armes de Cherchell, il est nommé directeur du département de l'information du FLN au moment où l'armée vient de déclarer le retrait de ses membres du comité central du parti, signifiant par là, qu'elle ne va plus s'impliquer dans la vie politique du pays. N'ayant pas compris la manœuvre, le général Hadjerès se rendait à son bureau, au siège du parti, en uniforme, étrennant sur ses épaules ses galons tout neufs. Cette mascarade allait durer plusieurs mois jusqu'au jour où il reçut la fameuse notification de sa radiation de l'armée. Il convient de signaler que cet officier de grande culture générale et de formation arabophone est l'un des plus intègres de l'armée algérienne.

La chasse aux généraux et officiers supérieurs issus de l'ALN se poursuivra tout au long de la décennie sanglante. En cette période difficile, qui voit la mafia user de tous les stratagèmes pour mettre le pays à feu et à sang, juste pour se maintenir au pouvoir et préserver ses intérêts, il n'y a de place que pour les complices et les sous-traitants. Les autres sont dans l'ignorance totale de ce qui se trame dans les arcanes du pouvoir. Ils apprennent les nouvelles comme le commun des Algériens, soit par la presse, soit par ouï-dire. Le général Yahia Rahal, ancien directeur de l'Institut militaire de la documentation des études et de prospectives, et ancien inspecteur général de l'armée, le confirme dans son témoignage paru aux éditions Rahma en juillet 1997.

C'était le militaire discipliné qui ne discute pas les ordres et qui ne cherche pas à comprendre, ce qu'on appelle dans le jargon algérois « *h'chicha talba mîcha* » (« une herbe qui ne demande qu'à vivre »). Mais cela ne suffit pas pour faire partie de la mafia. Il est alors invité à prendre sa retraite.

Il en sera de même pour les généraux, Hocine Benhadid et Tayeb Derradji, Rabah Boughaba, Abdelmadjid Taghitet, et Chabane Ghodbane. C'est la saignée dans les rangs des anciens officiers de l'ALN. Il faut dire que ces officiers n'ont jamais fait preuve de solidarité entre eux chaque fois que l'un des leurs est touché.

Ahmed Taleb El Ibrahimi, ancien ministre de l'Information sous Boumediene et de l'Education nationale, puis des Affaires étrangères sous Chadli, explique cette saignée par la faiblesse de la personnalité de Chadli et sa mise sous influence par le clan de Larbi Belkheir. Selon lui, Chadli éprouvait une énorme gêne à se mettre dans la peau d'un chef d'Etat en présence des anciens officiers de l'ALN. En entrant dans son bureau, les généraux Belhouchet, Bouhadja ou Attaïlia, ne se mettaient pas au garde à vous. Ils s'effondraient dans le fauteuil et plongeaient la main dans la boîte de cigares sans rien lui demander. Ils ne lui donnaient pas l'impression qu'il était le président de la république.

En revanche, Larbi Belkheir ou Khaled Nezzar, outre le salut militaire réglementaire, se mettaient au garde-à-vous jusqu'à ce que Chadli les invite à s'asseoir. Ils faisaient preuve, devant lui, d'une discipline irréprochable.

Larbi Belkheir m'a lui-même confié que, pour s'excuser auprès du président quand il lui faisait des remontrances, il baissait la tête, courbait l'échine vers l'avant et demandait à être sanctionné pour avoir osé : « *Mettez-moi aux arrêts, monsieur le président. Mettez-moi aux arrêts*.» Belkheir expliquait ce comportement par le fait qu’il était d’abord « *un militaire discipliné*.» Voilà pourquoi Chadli n'a exprimé aucune opposition à la radiation d'une douzaine d'officier entre 1989 et 1991.

De son côté, le général major Khaled Nezzar, officiellement en retraite, mais en sa qualité de parrain et porte-parole de la mafia, explique cette purge par la nécessité de passer le relais à la nouvelle génération. Or cette dernière est, elle aussi, touchée par la purge.

En 1992, plus de cinq cents jeunes officiers ont été mis à la retraite anticipée alors qu'ils n'avaient effectué qu'une quinzaine d'années de service, ou à peine. La chasse aux jeunes officiers universitaires se poursuit encore aujourd’hui. Je me limite à citer deux des cas les plus récents et les plus significatifs. Celui du colonel Abdou, un ancien collègue des services de la Sécurité militaire, et celui du colonel Belkacem Boukhari, l'ancien procureur de la République du tribunal militaire de Blida.

Le cercle des généraux ne pouvait être ouvert à des colonels universitaires, intègres et patriotes. A force d'être marginalisé, le colonel Abdou a fini par demander sa radiation. Il n'a pas attendu d'être renvoyé comme un malpropre. Contestataire et ayant une très forte personnalité, ce n'était pas le genre d'officier qui obéit bêtement aux ordres. En m'annonçant sa radiation, un ami commun me dit : « *Tu sais Hichem, si toi tu étais resté, peut-être que tu serais passé général. Mais pas lui. Tu le connais ; c'est une grande gueule* ». Titulaire d'une licence en Histoire et d'une licence en Lettres, maîtrisant parfaitement les langues arabe, française et russe, cet officier, que beaucoup de ses collègues apprécient pour ses compétences et ses qualités humaines, ne pouvait prétendre à une promotion au-delà du grade de colonel. Il était réfractaire au régime de la mafia des généraux. D'ailleurs, il a toujours exercé au niveau de la division de la sécurité extérieure. Il ne pouvait faire partie des exécutants des sales besognes.

Le colonel Boukhari Belkacem fait partie lui aussi de cette catégorie d'officiers qui n'ont pas la langue dans la poche. Lorsqu'il se trouvait en compagnie d'officiers qui partageaient les mêmes convictions politiques que lui, Boukhari ne ratait pas une occasion de vitupérer les transfuges de l'armée coloniale. Lors du procès du général Benloucif en 1993, convaincu que l'accusé etait victime du clan mafieux, Boukhari, représentant le Ministère public, ne prononça pas de réquisitoire contre le général déchu. Au grand étonnement de l'assistance, c'est une plaidoirie qu'il fit pour la défense de l'ancien secrétaire général du ministère de la Défense.

Issu de la génération de l'indépendance, fils d'une famille qui a tout donné à la libération de l'Algérie, il est mis à la retraite à l'âge de cinquante-quatre ans. Comme motif, le général Mohamed Lamari n'a rien d'autre à lui dire que : « *Les temps ont changé* ». Il est invité à remettre les clés de sa voiture et à quitter sa villa de fonction dans les vingt-quatre heures qui suivent sa radiation, sans aucune considération pour sa situation familiale et la scolarité de ses enfants. Bien qu'occupant de hautes fonctions, le

colonel Boukhari n'avait même pas droit à un logement dans les résidences du club des Pins ou de Sidi Fredj. Ces endroits sont réservés à la mafia, ses sbires et ses courtisans.

La radiation du colonel Boukhari a fait grand bruit chez les officiers de sa génération. Les décideurs cherchaient alors à lui coller l'étiquette d'islamiste. Le « retraité » Khaled Nezzar a déclaré à la presse : « *Il a commis une faute grave. Si j'étais en activité, je l'aurais sanctionné. Et puis colonel, c'est beaucoup pour lui. C'est pas tout le monde qui finit au grade de général* ». Surtout lorsqu'on a toujours clamé haut et fort sa haine des transfuges !

Après sa radiation, Boukhari est nommé directeur de recherches au ministère de la Justice. La proposition de l'envoyer en France, en qualité de consul à Evry, a été rejetée à la dernière minute, de crainte qu'il ne profite de sa présence à l'étranger pour dénoncer la mafia et révéler ses crimes à l'opinion publique internationale.

Cependant, les officiers protégés par la mafia ne sont guère menacés de radiation. C'est le cas du colonel Sadek, chef de la sécurité présidentielle. Bien que l'ordre de le radier soit donné par le président Abdelaziz Bouteflika à son retour d'un voyage au Vietnam, il ne sera jamais inquiété. Le colonel Sadek est promu général et nommé chef-adjoint dans une région militaire. Et dire qu'un chef d'Etat est constitutionnellement le chef suprême des forces armées. Ses ordres sont ignorés par le clan des généraux mafieux.

Chapitre VI

Octobre 1988 : la grande manipulation

Fini le temps du P.A.P., le Programme anti-pénuries, lancé par Chadli dés son arrivée au pouvoir. C'était la clé de l'ouverture des portes à la corruption et aux 10 et 20% de commissions sur tout marché conclu avec les opérateurs Algériens.

Fini le temps de l'allocation touristique et du dinar qui valait 1franc 80. C'était la ruée vers l'étranger, sans qu'un seul touriste algérien ne cherche à s'installer définitivement en France ou ailleurs. Qui aurait osé, à l'époque, quitter l'Eldorado algérien ?

Même si les apparatchiks du pouvoir, les membres du comité central du FLN, les élus de l'Assemblée nationale et les officiers supérieurs de l'armée jouissaient du privilège de changer un mois de salaire pour partir en vacances à l'étranger, quand le simple citoyen n'avait droit qu'à mille dinars, on fermait les yeux. Après tout, les Algériens ont des familles nombreuses. On pouvait se permettre de passer quinze jours de vacances en France « chez la famille », ou en Tunisie, les destinations préférées des Algériens, avec un peu plus de dix milles francs quand on était une famille composée de six personnes. C'était la belle vie.

Fini le temps des importations de véhicules touristiques et du contre-remboursement. Le slogan « *Pour une vie meilleure* », retenu pour le congrès extraordinaire du FLN de juin 1980, a vécu. Le baril de pétrole, qui avait atteint les quarante dollars, a connu une chute vertigineuse en 1986. Le président Chadli, qui s'enorgueillissait d'une Algérie à l'abri de la crise économique mondiale a vite fait de changer de discours. Il appelle, désormais, au « *travail et [à] la rigueur pour assurer l'avenir* ».

Son premier ministre Abdelhamid Brahimi, dit « *Hamid la science* », vient d'apporter les dernières retouches à son œuvre historique : la restructuration des entreprises, qui n'est en fait qu'une déstructuration des entreprises. L'homme qui chantait les louanges de sa politique destructrice en annonçant fièrement dans ses discours : « *ce que nous avons réalisé en une année n'a pas été réalisé en douze ans* » coule aujourd'hui des jours heureux, à Londres, après avoir plongé le pays dans le chaos économique. Il est parmi les rares que le vent d'octobre 1988 ait définitivement emportés. Avant son départ d'Algérie, il expliquait son échec par le phénomène des détournements des deniers de l'Etat par les généraux et leurs sous-fifres. C'était le fameux pavé des vint-six milliards lancé un jour à la face des étudiants de l'université d'Alger.

Cette fameuse affaire des vingt-six milliards de dollars fut un temps le sujet de conversation préféré des algériens. Plusieurs commissions d'enquête étaient chargées de faire toute la lumière sur cette affaire. Mais comme les

commissions d'enquête algériennes sont toujours en panne d'électricité, il n'y a jamais eu de lumière.

Après cinq années plutôt agréables, les Algériens renouent de plus belle avec les pénuries, la crise du logement, et découvrent le chômage, les déperditions scolaires, l'exclusion et la marginalisation.

Les années d'embellie, marquées par une forte hausse du prix du pétrole, ont été l'occasion pour les apparatchiks et les véreux de tous bords de s'enrichir très vite. Cet enrichissement illicite est le fruit de l'affairisme, de l'activité parasitaire, de la corruption érigée en système et du népotisme. Il a ouvert la voie aux passe-droits, aux malversations et a précipité la déliquescence de l'Etat.

Les Algériens, lésés et victimes d'une politique basée sur l'injustice et le mépris, multiplient les cris de détresse à l'adresse des gouvernants. Mais ces amateurs de pêche sous-marine, à l'image de Chadli, ne peuvent rien entendre. Des manifestations de colère sont signalées de temps à autre. A la Casbah d'Alger en 1985, à Oum El Bouaghi, à Sétif, à Constantine et dans d'autres villes du pays, en 1986. A chaque fois, le pouvoir répond par une féroce répression et les manifestants sont accusés « *d'intelligence avec des forces étrangères dont le dessein n'est autre que de déstabiliser l'Algérie et sa révolution* ». C'est toujours la même rengaine : « *le complot ourdi par les ennemis de l'intérieur et de l'étranger* ».

Le silence des gouvernants est interprété comme du mépris par le peuple. C'est la « *hogra* ».

Pour dénoncer ce mépris, les Algériens ont d'abord transformé les gradins des stades de football, en de véritables tribunes politiques où ils déversent leur courroux contre le pouvoir. Des chansonnettes sont composées pour chaque événement. Chadli, son épouse Halima, et Messadia, le responsable du FLN, en prennent pour leur grade à chaque grande rencontre. Ils sont vilipendés par des milliers de supporters des clubs sportifs les plus populaires.

Des grèves sont déclenchées un peu partout. Les blagues les plus loufoques circulent dans les milieux populaires. Entre le peuple et ses gouvernants, la rupture commence à se dessiner.

Dans les cercles du pouvoir , autour de Chadli, la guerre des clans fait rage. Les réformateurs contre les conservateurs. Les caciques contre les jeunes. Et encore et toujours, les officiers de l'ALN contre les transfuges de l'armée française.

Après cinq années (1979-1983) d'un premier mandat marqué par d'inlassables efforts pour comprendre le fonctionnement des rouages de l'Etat et la gestion d'un immense pays, riche et en plein développement, Chadli n'arrive plus à suivre. Il a beaucoup écouté, les premiers temps. Il a essayé de jouer le rôle de chef décisionnaire, mais rien n'y a fait. « *Chadli n'avait ni l'étoffe d'un chef d'Etat, ni les capacités intellectuelles pour diriger un pays* », dit l'un de ses anciens ministres. Il a fini par s'isoler en déléguant ses pouvoirs à ses proches collaborateurs et à ses ministres. Dès le début de son second mandat, il s'est coupé de ses ministres, du FLN dont il est le secrétaire général et des réalités du pays.

Enfermé dans sa tour d'ivoire, il s'est adonné à la chasse, la pêche sous marine, le tennis et évidemment à ses jeux de société favoris : la belote et les dominos. A tout ministre qui lui présentait un dossier compliqué, il répondait : « *Tu es responsable. Je t'ai donné les pleins pouvoirs dans ton secteur. Prends la décision que tu juges utile* ». Les clans qui gravitent autour de lui s'en donnent à cœur joie. Ils décident ce qu'ils veulent tout en réglant leurs comptes entre eux.

Ces clans se partagent les nominations des ministres, des ambassadeurs, des walis, des directeurs d'entreprises publiques et de tous les cadres de l'administration.

Les deux hommes clés de cette guerre sournoise sont Larbi Belkheir et Mouloud Hamrouche. Ils sont les plus proches du président. L'un est son directeur de cabinet, l'autre est Secrétaire général de la présidence de la République. Chadli leur a délégué tous ses pouvoirs.

Larbi Belkheir, ayant eu à occuper les fonctions de coordinateur des services de sécurité au début du premier mandat de Chadli, avait acquis un certain ascendant sur beaucoup de chefs militaires. Il bénéficie aussi de la confiance et de la complicité des anciens de l'armée française. Son clan. Il joue alors un rôle primordial dans leur prise de pouvoir à la tête des directions sensibles de l'institution militaire. Le poste de coordinateur des services de sécurité sera occupé, par la suite, par un autre transfuge de l'armée française, Benabbès Gheziel, au moment où Larbi Belkheir sera appelé en 1980 à succéder à Benhabyles au Secrétariat général de la présidence de la République. En 1986, lorsqu'il est nommé directeur de cabinet du président de la République. il laisse ce poste à Mouloud Hamrouche. Larbi Belkheir et Benabbès Gheziel font preuve d'une discipline sans faille et manifestent une loyauté totale à la personne du président.

A leur tour, ils désignent à tous les niveaux de responsabilité des hommes qui leur font preuve de fidélité et de soumission.

En 1988, ce clan tient pratiquement sous sa coupe les ministères de l'Information, de l'Intérieur, de l'Energie et surtout celui de la Défense nationale, où le général Mustapha Cheloufi prend le poste de Secrétaire général. Ancien de l'armée française, marié à une allemande, ce qui devrait, au regard des lois algériennes, lui interdire l'accès

à pareille fonction, il servira, plus tard d'instrument efficace pour dégommer de nombreux officiers issus de l'ALN.

Le clan de Mouloud Hamrouche, de son côté, procède autrement. Son parrain, qui a connu une fulgurante ascension a de l'ambition. Ancien sous lieutenant de la gendarmerie sous les ordres du colonel Bencherif, il a rejoint les services du protocole de la présidence à l'époque de Houari Boumediene, en succédant à la tête de ces services à Abdelmadjid Allahoum. Il gardera ce poste jusqu'en janvier 1984, date de sa nomination comme Secrétaire général du gouvernement, en attendant sa promotion au poste de secrétaire général de la présidence en 1986.

Auprès des militaires, Hamrouche fait valoir sa qualité d'ancien moudjahid ayant rejoint le maquis à l'âge de quatorze ans, en 1958. Cependant, ceux qui l'ont connu durant les années de la lutte armée jurent qu'il n'a pas tiré une seule cartouche.

Après avoir fréquenté un centre de formation professionnelle, il a été envoyé en Irak où il a suivi une formation dans une académie militaire, jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. A son retour, il trouve quelques sympathisants qui lui prêtent une oreille attentive. Rien de plus.

C'est Hedi Khediri, patron de la police qui fait alliance avec lui. Le ralliement de Khediri au clan Hamrouche s'explique par l'ambition de l'ancien patron de la police.

Une ambition qu'il ne peut concrétiser avec les militaires. Jugeant le clan Hamrouche faible et comptant peu d'hommes rompus aux manigances des coulisses, il l'infiltre pour mieux imposer, par la suite, sa domination. L'apport de Khediri à ce clan est en réalité insignifiant, en comparaison avec la force de frappe du clan Belkheir, renforcé par l'arrivée du lieutenant-colonel Mohammed Mediène dit Tewfik, nommé chef du département de défense et de sécurité à la présidence de la République, tandis que Benabbès Gheziel est allé prendre le commandement de la gendarmerie. Hamrouche installe alors un gouvernement parallèle composé de conseillers dont les bureaux se trouvent au siège de la présidence. Ces conseillers, il les a soufflés à Larbi Belkheir, leur recruteur, qui ne leur accordait pas une importance comparable à celle attribuée aux ministres et aux officiers supérieurs de l'armée.

Dans la guerre des clans, il est de coutume qu'on se vole des pions de différentes manières. Ainsi, les conseillers qu'il récupère, Hamrouche les associe à ses manœuvres et leur promet des postes de ministre.

Certains d'entre eux, tout contents de travailler au siège de la présidence, le sommet de l'Etat, se font un malin plaisir de frimer devant épouse, voisins et amis. Il est normal qu'ils soient fidèles à leur sponsor. A une époque, il est très à la mode de se présenter comme hamrouchien. Et ils sont nombreux. C'est même devenu un courant politique !

Autre exemple de récupération, celui du général Smaïl Lamari. En 1989, il est lieutenant-colonel quand le général Betchine, sur « instructions venues d'en haut », le limoge sans raison. Ce dernier n'a pas à l'époque le poids qu'il possède aujourd'hui. Il va se plaindre au clan Belkheir. Surpris par la rapidité d'exécution de Betchine, les décideurs lui demandent de revenir sur sa décision en tenant compte de la période difficile que traverse Smaïl, qui venait de perdre son père.

Quelques temps plus tard, Betchine est relancé et réagit au quart de tour. Il va jusqu'à lui coller une étiquette d'agent des services français. On fait appel à moi pour témoigner contre Smaïl. Je refuse en allant dire à Betchine qu'il n'a pas à m'utiliser dans les querelles des chefs. Smaïl, est soumis à une surveillance stricte de la part des services de sécurité (écoutes téléphoniques, filature, surveillance du domicile, etc..) Quelques jours plus tard, il est nommé inspecteur général de la Direction de la sécurité de l'armée, passée sous le contrôle de Tewfik. Une année plus tard, vingt-quatre heures après le départ à la retraite de Betchine, il est nommé directeur du contre espionnage au sein du nouveau Département des renseignements et de la sécurité. Un poste qu'il continue d'occuper à ce jour.

Les clans se jouent de tout le monde, y compris du président de la République. Pris dans l'étau formé par le duo Belkheir-Hamrouche, le président Chadli est confiné à des tâches secondaires. L'un l'occupe par des voyages à l'étranger, lui donnant l'impression qu'il finira par acquérir une stature internationale semblable à celle de feu Boumediene. L'autre lui prépare des fiches détaillées sur les mauvais secteurs de l'économie, dont les ministres sont

ciblés pour laisser la place aux poulains hamrouchiens. Ces fiches donnent de Chadli, dans les différentes conférences nationales ou en Conseil des ministres, l'image du chef qui connaît sur le bout des doigts tous les problèmes du pays.

En somme, les décisions du chef de l'Etat sont élaborées par Belkheir et Hamrouche. Ils sont ses seuls interlocuteurs, avec les responsables des services de sécurité, durant sa retraite oranaise de trois mois et demi, de juin à septembre 1988. Chadli aime se payer de longues vacances. Cette année là, il a acquis deux nouveaux bateaux et cassé un nombre incalculable de voitures de grandes marques en s'adonnant à des rodéos automobiles avec ses enfants et ses beaux-frères. C'est la belle vie ! Personne n'ose déranger « *le roi fainéant* ». Même son premier ministre, Abdelhamid Brahimi, est hors jeu. Non seulement ce dernier, s'accrochant à son fauteuil, a laissé passer les deux remaniements ministériels de 1987 et 1988, alors qu'il était en voyage à l'étranger, mais il n'arrive même pas à décrocher une audience auprès du président lorsque ce dernier est en vacances à Oran. De toute façon, il ne peut même pas le joindre par téléphone. Marginalisé, ignoré et humilié, Abdelhamid Brahimi, n'ose pas présenter sa démission. C'est dire à quel point les responsables algériens tiennent à leurs postes. Pas par amour de l'Algérie comme ils le prétendent. juste pour le pouvoir et les privilèges qu'il garantit.

C'est dans ce climat, marqué par l'isolement du chef de l'Etat, qui se pavane sur les plages de la côte oranaise, et au milieu d'une guerre impitoyable entre les clans, au détriment des intérêts du pays, que se mettent en place les ingrédients des évènements du 5 octobre 1988.

De retour de ses longues vacances, le président Chadli, reposé et bronzé, la mine radieuse, va mettre le feu aux poudres, le 18 septembre, par un discours qui étonne tout le monde. Un discours prononcé devant mille deux cents

cadres représentants le FLN, les ministères, les walis, les organisations de masse satellites du parti unique, etc…, dont un grand nombre d'universitaires, qui applaudissent à tout rompre « *des paroles sorties de la bouche d'un homme qui n'est jamais allé à l'école* », commente un ancien haut responsable. Des paroles qui vont plonger le pays dans une décennie sanglante.

Dans ce discours, retransmis en différé par la télévision algérienne, Chadli s'attaque au gouvernement dont il est le chef, au FLN dont il est le secrétaire général, et au peuple, à qui il reproche son silence et son manque de réaction. Il l'appelle à se soulever. N'oublions pas que Chadli ne fait que répéter ce qu'on lui dit de dire. Et puis le constat qu'il expose reflète bien la situation d'un pays qui a souffert, trois mois durant, d'une mystérieuse vague de pénuries touchant tous les produits de première nécessité.

Au lendemain de ce discours, ces pénuries se font sentir de plus en plus cruellement et atteignent leur point culminant. Au point que le pain vient à manquer dans les boulangeries, faute de farine et de semoule.

Pourtant les produits ne manquent pas dans les stocks et dans les hangars des entreprises chargées de leur distribution. Au même moment, des tonnes de semoule pourrissent dans les hangars de la SEMPAC, la société d'Etat qui détient le monopole de la fabrication et de la distribution de la semoule.

Qui n'a pas vu les jeunes de Bab El Oued brandir des chaussures de marque « Stan Smith », après avoir saccagé le Monoprix du quartier ? Qui n'a pas vu des jeunes brandir, à Annaba, un sac de farine vide en guise de

drapeau après avoir vidé le hangar de la SEMPAC de son contenu ? Qui n'a pas vu de jeunes enfants courir tout heureux avec des boites de tomate en conserve une fois l'assaut donné au souk el fellah de Ruisseau à Alger ?

Il fallait affamer le peuple pour l'inciter à se manifester.

En cette rentrée sociale 1988, la situation est grave. Des grèves sont déclenchées un peu partout à travers les pays. La zone industrielle de Rouiba, dans la banlieue est d'Alger, est la plus touchée par ces grèves pilotées par un syndicat acquis aux militants du PAGS. Ces grèves mettent à mal les desseins des conspirateurs. Ce qui devait déboucher sur des émeutes, pour marquer un tournant politique dans la vie du pays, risque de devenir un véritable mouvement populaire encadré par des forces politiques organisées et structurées. La grève des ouvriers de Rouiba tend à se généraliser à l'ensemble du pays. Fortement présent dans les zones industrielles du pays, plus particulièrement au complexe sidérurgique d'El Hadjar, à Annaba, et au port d'Alger, le PAGS risque de damer le pion aux partisans d'un libéralisme douteux dont la finalité n'est que le blanchiment de l'argent des détenteurs du pouvoir.

La rumeur annonçant la grande manifestation pour le 5 octobre se fait de plus en plus persistante dans les quinze jours qui précèdent. Elle circule dans les couloirs des ministères et de la présidence. De hauts responsables la colportent. Mieux encore, le bulletin de renseignements quotidiens élaboré par la DGSN rapporte une information venue de Tébessa, à sept cents kilomètres d'Alger, selon laquelle des manifestations vont se produire à Alger. Sur les murs d'Alger, on tague la date du 5 octobre et on appelle à la manifestation. Dés le début de la semaine, des

signes avant-coureurs laissent présager qu'Alger va vivre une chaude ambiance.

En ce matin du 5 octobre 1988, tout est prêt. En me rendant à mon bureau, j'ai déposé mon voisin Brahim, un policier, devant le commissariat central de police à Alger centre. En cours de route nous discutons de ce que va être cette journée. La ville devrait être sous surveillance policière. Aucun déploiement des forces armées n'a été prévu. Nous constatons, étonnés, l'absence de policiers devant les édifices publics. Pas de policiers non plus dans les rues. D'habitude, un impressionnant dispositif policier est mis en place pour la moindre manifestation, même la sortie des spectateurs d'un stade de football. Aujourd'hui, il n'y a pas l'ombre d'un uniforme dans les rues de la capitale.

Pas de gendarme non plus. Les brigades de gendarmerie urbaines ont été fermées depuis plusieurs mois. Les casernes militaires ont, également, été évacuées et remises à des organismes civils.

« *Pas de militaires à Alger* », ont décrété les décideurs. Il a été même interdit aux militaires de s'attabler en tenue dans un salon de thé. « *Pas de militaires à Alger* » : tel semble être le souhait de Halima Bendjedid, l'épouse du président.

Un souhait qui colle parfaitement avec les plans de Hedi Khediri, dont l'objectif n'est autre que de copier le régime tunisien : établir en Algérie un Etat policier.

Pourtant, la veille, dans les quartiers de Bachadjarah et de Bab El Oued, des échauffourées ont opposé, les forces

de l'ordre à de jeunes manifestants. Selon les rapports des agents de la S.M, ces échauffourées ont été provoquées par des agents de la police.

A partir de dix heures du matin les premiers groupes de manifestants prennent d'assaut, les bureaux de kasma (1) du FLN, les grandes surfaces (galeries algériennes et souks el fellah, les commissariats de police, les agences de voyages, notamment les bureaux de la compagnie Air Algérie de la place Maurice Audin, les sièges de quelques ministères situés dans les grandes artères de la ville. Des slogans hostiles à Chadli et à Chérif Messadia sont scandés.

Des policiers sont arrêtés, désarmés et malmenés par les manifestants. Des ministres fuient par les portes de service. Ils sont humiliés devant leurs subordonnés. Ce qui devait être une manifestation pacifique exprimant le ras le bol du peuple d'un régime corrompu, tourne à l'émeute. Une manifestation dont on ignore à ce jour qui sont les inspirateurs, et les organisateurs.

1- cellule de base du parti

A ceux qui soutiennent la thèse de la spontanéité, je pose la question : comment peut-on soulever les populations de plusieurs villes du pays en même temps, avec les mêmes slogans et en s'attaquant aux même cibles? Comment expliquer le calme de la Kabylie, si prompte à la révolte, en de pareilles circonstances ? A moins que cette région ne soit trop difficile à manipuler, et que l'initiative risque d'échapper aux mains des commanditaires une fois lancée.

C'est vrai, le peuple en a assez de ce régime dictatorial et corrompu. Il n'attend plus qu'une étincelle pour

s'enflammer. Les conspirateurs le savent. Ils tablent sur cette grogne populaire pour mettre à exécution leurs plans diaboliques, c'est-à-dire détourner la revendication populaire à leur profit.

Les manifestations d'octobre 1988, aussi spontanées qu'elles puissent paraître, ont été soigneusement préparées avec des ingrédients fournis par certains sorciers du système. Ce ne sont pas des hypothèses ou des histoires en l'air. Ce sont des faits réels consignés dans les rapports de situation établis par les officiers de la S.M. au niveau des wilayas. Ils relatent les faits tels qu'ils se sont vraiment déroulés.

En ce jour du 5 octobre, dans les hautes sphères du pouvoir, les ponts sont coupés. Des ministres racontent qu'ils n'ont pas pu entrer en contact avec les instances dirigeantes. Ils sont livrés à eux-mêmes.

La présidence de la République ne renvoie aucun écho aux structures qui l'informent du déroulement des évènements. A la Direction générale de la sûreté nationale, le patron de la police, Mohammed Bouzbid, un homme de Khediri, fait le mort au moment où ses éléments se font tabasser par les manifestants. Seul ordre donné en début de journée : ne pas faire usage des armes à feu ; pas même des tirs de sommation.

A la Délégation générale à la prévention et à la sécurité, nouvelle dénomination de la S.M. depuis septembre 1987, le général Lakehal Ayat semble isolé et démissionnaire

depuis quelques temps. Il est vrai que depuis la restructuration de la Direction centrale de la Sécurité militaire, il a concentré l'essentiel de ses activités sur la sécurité extérieure, notamment les mouvements de libération nationale, le terrorisme international et le contre-espionnage extérieur. La sécurité de l'armée relève désormais de la DCSA, que commande le colonel Mohamed Betchine. La police politique est confiée aux renseignements généraux de la police que dirige Bouzbid.

Que se passe-t-il à la présidence ? Dès dix heures du matin, Chadli réunit dans son bureau une cellule de crise rassemblant Larbi Belkheir, son directeur de cabinet, Mouloud Hamrouche, secrétaire général, Hedi Khediri, ministre de l'Intérieur, Abdelhamid Brahimi, Premier ministre) et Mohammed Cherif Messaadia, le responsable secrétariat permanent du FLN.

Peu après, le colonel Tewfik, chef du département des affaires de défense et de sécurité, se joint à la cellule de crise, en compagnie du secrétaire général du gouvernement, Mohammed Mohammedi. La présence de ce dernier à une réunion de si haute importance reste énigmatique, puisque le Premier ministre est présent. Proche de Hamrouche, qui le nommera plus tard ministre de l'Intérieur dans son gouvernement, Mohammedi sera présent à toutes les réunions qui se tiendront à la présidence entre le 5 et le 10 octobre, tandis que le Premier ministre, lui, en sera exclu.

Comme on le constate à la lecture de ces noms, ce sont les clans antagonistes qui se réunissent. Il est à remarquer également que le général Lakehal Ayat, patron des services de sécurité ne sera jamais convié à ces réunions. Lorsqu'il est décidé de contacter Abassi Madani et Ali Belhadj pour occuper la rue et encadrer les manifestations, il sera fait appel à Mohammed Betchine, directeur central de la sécurité de l'armée. Ce dernier évoquera, douze ans plus tard, à travers les colonnes de journaux appartenant à son groupe, « le plan Potemkine », qui serait le nom de code du déclenchement des évènements d'octobre. Si vraiment ce plan avait existé, Betchine en serait complice et partie prenante. Sa traduction devant le Tribunal pénal international lèverait le voile sur cette conspiration qui est à l'origine de tout ce que vit l'Algérie depuis cette date.

En confiant la rue à Abassi Madani et Ali Belhadj, la cellule de crise pense maîtriser la situation.

Hedi Khediri insiste auprès des membres de la cellule pour intervenir à la télévision.

Son discours du 8 octobre est un fiasco. « *L'homme qui parle aux avions ne saurait parler à un peuple en colère* », ironise-t-on dans les milieux officiels, en faisant allusion au détournement d'un avion koweïtien par le Hezbollah libanais sur Alger en avril 1988. Après un premier contact avec les pirates, Hedi Khediri, avait annoncé à la presse qu'il venait de parler à l'avion !

Avant cette intervention, l'état de siège est décrété le 5 au soir. Chadli fait appel au général Khaled Nezzar, commandant des forces terrestres, et le désigne pour

diriger la manœuvre. Il a pour adjoint Mohammed Betchine, et Mohammed Lamari comme chef d'état major. Le chef de l'opérationnel est Hocine Benhadid. Le général major Abdallah Belhouchet est marginalisé.

Alger est quadrillée par des chefs d'unités opérationnelles fidèles à Nezzar : Saïdi Abdelhamid, Fodhil Cherif Brahim, deux anciens officiers des SAS, Abdelmalek Bennaceur, neveu du général Guenaïzia, et Kamel Abderrahmane, ancien des forces locales, qui prend à Blida le relais de Bougherara Sadek à la tête du bataillon arrivé de Djelfa.

La DGPS, qui s'était tenue à l'écart des opérations de police, finit par s'impliquer. Des universitaires militants du PAGS sont arrêtés. Ces militants, ou supposés tels, seront interrogés à Bouzaréah par le capitaine Abderrahmane Benmerzouga, chef du centre opérationnel.

Deux jeunes lieutenants, Azzouz et Madjid, viennent me dire leur indignation. Ils ont vu les lieutenants Mustapha et Ziad, qui agissaient sous des pseudonymes, torturer des intellectuels, dont une femme répondant au nom de Baba Ahmed. Les deux lieutenants étaient émerveillés par le courage de cette femme qui tenait tête à ses tortionnaires.

Alerté, le général Lakehal Ayat donne l'ordre de libérer les détenus. Le capitaine Benmerzouga est suspendu sur-le-champ de ses fonctions, bien qu'il ait pris la précaution de faire signer à ses victimes des attestations selon

lesquelles elles ont été bien traitées. Il échappera aux sanctions en profitant du limogeage du général Lakehal Ayat quelques jours plus tard.

Cependant, la torture massive, unique dans les annales, a eu pour cadre la caserne de Sidi Fredj, lieu de regroupement des forces spéciales placées sous le commandement du colonel Betchine. Cette caserne sera transformée, quatre jours durant, en une véritable usine à sévices. Dans ses Mémoires, le général major Khaled Nezzar* reconnaît que la torture a été pratiquée sur les manifestants d'octobre dans cette caserne. Il reconnaît la présence de Kaddour Lahouel, le beau-fils du président Chadli, qui était en tenue de parachutiste. Cependant, il garde le silence sur le rôle qu'a joué le général Betchine. Pourtant tout le monde sait que la caserne de sidi Fredj relevait de la compétence de la DCSA dont il était le patron.

Que ce dernier cherche à nier, aujourd'hui, des faits honteux, c'est normal. Je comprends aussi le silence de Nezzar qui se garde de le citer. Il ne veut pas entrer en conflit ouvert avec Betchine. Entre chiens, on ne se mange pas.

Le général Betchine a pourtant torturé de ses mains de jeunes manifestants. Il les faisait ramper sur du gravier, les pantalons retroussés jusqu'aux genoux. Il a ordonné à deux de ses victimes de se sodomiser en public, sous la menace d'une baïonnette. Il était en plein délire et hurlait comme un fou : « *Je suis un ancien boxeur. Je fracasserai vos*

figures. Je baiserai vos mères, fils de putes ! » racontent, indignés, des officiers qui ont assisté impuissants à ce terrible spectacle.

A Dely Brahim, des bruits courent sur des divergences entre les chefs militaires. Un groupe de généraux, des anciens officiers maquisards isolés, s'est réuni chez le Général Lakehal Ayat au siège de la DGPS, tandis que les hommes de confiance de Chadli, dont Khaled Nezzar et Betchine, se trouvent au siège de l'état major à Aïn Naadja. Les deux hommes arrivent à surmonter leurs divergences. Ils se mettent d'accord pour sauver le régime. Betchine, pourtant très hostiles aux transfuges de l'armée coloniale, se met à leur service dés qu'ils lui offrent une petite portion de pouvoir.

Leurs intérêts passent avant toute autre considération. Sur le terrain, ils se font un devoir de mater l'émeute. On tire à balles réelles sur les manifestants. Qui a donné l'ordre d'ouvrir le feu ?

Un sous-officier des équipes volantes de la DGPS rapporte que, sur la place du 1er Mai, il a entendu le général Nezzar ordonner à un tankiste de tirer au canon sur la foule. Betchine le contredit en souplesse en ordonnant aux militaires de tirer à ras de terre avec leurs Kalachnikov. Ce témoignage, Betchine me le confirmera cinq ans plus tard en expliquant : « *Je ne voulais pas qu'il y ait des massacres. J'ai demandé aux militaires d'user de tirs de sommations en l'air et à ras de terre* ». Quoiqu'il en soit, on a fini par dénombrer plus de cinq cents morts à

Alger. Les généraux Khaled Nezzar et Mohammed Betchine les ont sur la conscience.

Le 9 octobre, Chadli convoque les sept membres titulaires du bureau politique du FLN. C'est une réunion restreinte, néanmoins ouverte à Larbi Belkheir et Hedi Khediri. Que viennent-ils faire dans cette réunion à laquelle ne sont pas conviés les membres suppléants du bureau politique ? Sont-ils là pour représenter leurs clans respectifs et défendre leurs intérêts ? Au cours de cette réunion, le général Rachid Benyelles, le premier à prendre la parole, demande sans détour au président d'intervenir à la télévision pour annoncer sa démission. Il lui demande assumer l'entière responsabilité de ce qui arrive au pays.

Devant la gravité de ses propos, certains membres du bureau politique tentent de lui couper la parole, mais Chadli l'invite à poursuivre. Benyelles va se retrouver tout seul. A l'instigation d'un Messaadia, plus élogieux que jamais envers Chadli, les autres prient le président de rester aux commandes du pays. Le plan de déstabilisation peut continuer.

Chapitre VII

COSA NOSTRA

Une fois l'ordre rétabli, au prix de cinq cents morts et de milliers de blessés, dont des dizaines traînent aujourd'hui les séquelles, le régime de Chadli renaît de ses cendres. Des manifestations « spontanées » de soutien au président, une spécialité algérienne, sont organisées dans les grandes villes du pays et retransmises sur la chaîne unique de télévision, juste après la diffusion de son discours prononcé le 10 octobre, dans lequel il reconnaît avoir donné l'ordre à l'armée de tirer sur les manifestants.

Qui osera demander qu'on traduise Chadli, Betchine et Nezzar devant un tribunal populaire pour leurs méfaits ? Le premier qui le fera sera traité « *d'agent à la solde des services français* » et passera pour un « *traître à la nation* ». Ces crimes sont couverts, comme le veut l'usage, par la loi du silence.

Au lendemain des émeutes, les choses reprennent leur cours normal. A cette différence près que la rue continue de faire pression sur le pouvoir en protestant contre les abus et les tortures dont ont été victimes les manifestants. L'occasion est parfaite pour se débarrasser du général Lakehal Ayat, en le transformant en bouc émissaire. Pourtant, ils sont des milliers à dénoncer les tortures perpétrées dans les commissariats de police. Bouzbid, directeur général de la sûreté nationale et Khediri, ministre de l'intérieur, son supérieur direct, sont épargnés. Le général Betchine, qui s'est spécialement distingué, n'est nullement inquieté.

Autre tête jetée en pâture à la colère populaire, celle du responsable du secrétariat permanent du FLN, Mohammed Cherif Messaadia. Le président Chadli le convoque et lui dit : « *Si Mohammed Cherif, les temps sont difficiles ; tu es fatigué. Tu dois partir* ». Sans se laisser désarmer, Messaadia utilise le même registre hypocrite. « *Non, monsieur le président, je suis toujours à tes côtés. Je ne te*

laisserai pas seul dans cette mauvaise passe. Je suis toujours prêt à me sacrifier pour la révolution. » Mais il ne peut convaincre Chadli, qui a déjà pris la décision de sacrifier ce symbole des forces rétrogrades, et qui finit par lui lâcher : « *Si Mohammed Cherif, le peuple ne t'aime pas. Va te cacher pour quelques temps* ».

Et Messaadia ira se cacher… jusqu'à ce jour de 2001 où son cousin du bled, Abdelmalek Guenaizia, l'un des membres du « club des onze », le rappelle pour lui confier la présidence du Sénat. Douze ans après les évènements d'octobre, Messadia est de nouveau le numéro deux du régime.

Au gouvernement, la valse des Premiers ministres commence. Les premières années de la nouvelle ère, marquée par le pluralisme politique, ils sont une demi-douzaine à faire neuf petits mois et puis s'en vont. Seul Ahmed Ouyahia, l'homme des sales besognes, et Mokdad Sifi, le plus grand menteur des chefs de gouvernement devant l'éternel, passeront le cap d'une année d'exercice.

Mais c'est au plan politique qu'est enregistrée la grande nouveauté. Soucieux de donner de l'Algérie l'image d'un pays démocratique, le clan des généraux déclare ouverte la foire aux cabotins de la politique. Pas moins de soixante partis politiques déposent leur dossier d'agrément au ministère de l''Intérieur. Chacun y va de son programme. De celui qui veut faire de l'Algérie un appendice de

Baghdad, à celui qui promet de transformer le désert algérien en Eldorado californien, en passant par un parti qui n'a pas trouvé mieux comme appellation que celle de « Parti Algérien de l'Homme Capital ». Allez comprendre quelque chose dans ce charabia.

Aux premières élections pluralistes pour le renouvellement des assemblées communales et wilayales (l'équivalent des municipales et cantonales en France), c'est l'anarchie.

A cette époque, je suis au poste de commandement installé à Dely Brahim, où nous suivons heure par heure le déroulement du scrutin. Les rapports transmis par les officiers de sécurité des différentes wilayas du pays font état d'innombrables dépassements commis par les militants du Front islamique du salut. Dans tel bureau, les listes des candidats des autres partis ont été retirées pour ne laisser que celle du FIS. Dans tel autre, les électeurs votent sous la surveillance des militants du FIS armés d'épées et de barres de fer, et j'en passe. Nous avons recensé que dans plus de 60% des bureaux de vote, le scrutin était entaché d'irrégularités. Le pouvoir donne l'impression d'être soumis à la déferlante du FIS.

Des rapports sont envoyés toutes les heures à la présidence de la république et au chef du gouvernement, Mouloud Hamrouche. Ce dernier, en guerre contre Betchine, ignore tout bonnement les services de sécurité et leurs activités. Alors que nous nous attendons à l'annulation des résultats dans les bureaux où des irrégularités ont été signalées, Mohammedi, ministre de

l'Intérieur, confirme dans la soirée la validité du scrutin. Betchine, ne pouvant se retenir, est sur le point d'user de la force pour rappeler le ministre à l'ordre. Encouragé par Hamrouche, Mohammedi va se plaindre chez le président de la République. Selon Larbi Belkheir, il raconte que Betchine l'aurait menacé de son fusil à laser.

Qu'on ne se méprenne pas. Pour ces gens, il n'est pas question de barrer la route aux islamistes ou de la leur ouvrir. Leurs calculs sont tout autres. Chaque clan parie sur un parti pour renforcer sa position. Chacun veut avoir à sa solde un parti politique malléable et docile. Ben Bella, à la tête du Mouvement pour la démocratie en Algérie, et Aït Ahmed, du Front des forces socialistes, ne font pas l'affaire. Le PAGS est de gauche, et ses militants sont des intellectuels ; il est donc hors de question de traiter avec eux. Saïd Saadi, quant à lui, appartient à une génération qui doit encore attendre son heure.

Le multipartisme ne doit en aucun cas générer un nouveau système et déclencher une ère d'alternance au pouvoir. D'où cette loi inique adoptée par l'assemblée du parti unique en juillet 1989 qui donne à une quinzaine de citoyens le droit de se constituer en Association à Caractère Politique (ACP), le mot « parti » étant encore inacceptable dans les mœurs des décideurs.

Cette quinzaine de citoyens bénéficie d'une forte somme d'argent, sous forme de subventions qu'elle peut dépenser sans contrôle aucun. C'est la porte ouverte à la prolifération des partis d'opposition et des cabotins de la politique. Les services de sécurité en créeront d'ailleurs un certain nombre.

C'est une manière de répliquer à un groupe de généraux, dont faisaient partie Liamine Zeroual, Lakehal Ayat et Hocine Benmaalem*, qui auraient planifié en 1986 un coup d'Etat propre contre Chadli. La manœuvre consistait à présenter au cinquième congrès du FLN, prévu pour 1988, trois candidats au poste de secrétaire général, représentant chacun trois sensibilités différentes au sein du FLN. Connaissant la frilosité de Chadli dès qu'il est question de concurrence, ils pensaient qu'il renoncerait à se présenter aux élections. On aurait pu dès lors confier les rênes du pouvoir à un homme qui aurait l'envergure et l'étoffe d'un chef d'Etat, afin de mettre un terme aux querelles des clans et s'imposer comme le seul décisionnaire. Ainsi, les clans qui empoisonnent la vie politique du pays auraient fini par se dissoudre, puisqu'ils ne doivent leur force qu'à la faiblesse du chef de l'Etat.

Comme on vient de le voir, cette manœuvre a été mise en échec par la cosa nostra algérienne, qui a mis le pays en ébullition dès l'été 1988. Une ébullition constatée par de nombreux observateurs étrangers en visite en Algérie. Certains de ces observateurs n'ont pas manqué de suggérer à Chadli de mettre en place un multipartisme de façade. Un multipartisme à la tunisienne.

Pour contrer cette idée, le général Lakehal Ayat, dont les prérogatives viennent d'être rongées par la restructuration de la Direction de la sécurité militaire, présente une étude au président de la République lui conseillant de légaliser les partis d'oppositions clandestins. A savoir le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), de l'ancien président Ahmed Ben Bella, le Front des forces

socialistes (FFS) de Hocine Aït Ahmed et le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS), de Sadek Hadjerès. Avec le FLN, ils seront quatre à se disputer le pouvoir. Argument avancé: ces partis existent déjà, et ils possèdent une base militante composée de nombreux cadres.

Cette conception du multipartisme ne peut arranger ceux qui s'accrochent au pouvoir à tout prix. Elle a l'inconvénient de leur faire courir le risque de se faire éjecter des centres de décision et, pourquoi pas, devoir rendre des comptes de leur gabegie. Si l'un de ces trois partis d'opposition vient à s'emparer du pouvoir en toute légalité, ce qui ne fait aucun doute, qu'adviendrait-il de ces vautours, une fois le bouclier du FLN disparu ? Quel alibi trouveraient-ils pour arrêter le processus électoral ou remettre en cause le choix du peuple ?

Au lendemain des évènements d'octobre 1988, les décideurs s'entre-déchirent sauvagement. La guerre des clans fait rage. Hamrouchiens contre partisans de Belkheir. A l'intérieur des deux clans, existent aussi des sous-clans qui s'échangent des coups pour le compte des deux grands. Comme nous l'avons vu précédemment, le clan Belkheir sort le grand jeu en radiant de l'armée une dizaine de généraux anciens maquisards.

Ces clans se font et se défont au gré des conjonctures et des intérêts. Le général Betchine, homme de confiance des proches de Chadli, s'est vu retirer la direction de la sécurité de l'armée, qui sera confiée au colonel Tewfik. Mouloud Hamrouche est évincé pour avoir eu plus d'influence sur Chadli que les autres. Pour se débarrasser de lui, le clan

adverse, manœuvrant intelligemment, limoge Kasdi Merbah et le remplace par Hamrouche à la tête de l'exécutif. Du coup, le secrétaire général de la présidence de la République, victime de ses propres manœuvres, est éloigné du palais présidentiel. Ses adversaires lui feront la guerre à travers le général Betchine. Ce dernier ne comprend plus rien à ce qui se passe. « *C'est un régime vacillant* », me confie-t-il un jour, avec un grand désappointement dans la voix. Il tape du poing sur la table, en signe d'impuissance, tout en murmurant : « *Oui, c'est la vérité et il n'y a rien à faire* ». Il me semble qu'il avait compris que les services de sécurité qu'on venait de lui confier ne servaient plus à rien.

Peu rompu à l'art du renseignement et aux coups bas, le général Betchine a passé l'essentiel de sa carrière militaire dans les unités de combat. Il a profité de sa vieille amitié avec Tewfik, l'homme le plus proche de Chadli, pour prendre le commandement de la 4ème Région militaire. En 1987, à la faveur de la restructuration de la Direction centrale de la sécurité militaire, il est placé à la tête de la Direction centrale de la sécurité de l'armée, qui n'était qu'une division de la DCSM. Un an plus tard, la prophétie que lui faisait le général Lakehal Ayat à Moretti, une station balnéaire située à vingt kilomètres à l'ouest d'Alger, se réalise : « *Doucement, Si Mohamed, ne vide pas la DGPS de sa substance ; dans une année, tu vas la prendre* ».

Mais, vingt-deux mois après sa désignation à la tête des services de sécurité, Mohammed Betchine est poussé vers la sortie par un jeu de clans qu'il avait du mal à comprendre. Voulant se débarrasser définitivement de Mouloud Hamrouche, alors chef du gouvernement et initiateur des réformes politiques et économiques, le clan de la belle-famille remonte Betchine contre celui qu'on considèrait comme l'homme le plus influent sur Chadli. Les rapports défavorables au chef du gouvernement inondent le bureau du président, mais celui-ci reste imperturbable.

On pousse alors Betchine à menacer de démissionner de son poste. Dans un premier temps, les menaces verbales, restent sans effet. Il pousse le bluff jusqu'à rédiger une lettre de démission qu'il prend soin de remettre à Larbi

Belkheir, directeur de cabinet de Chadli. Ce dernier invite Betchine à « *reconsidérer sa position* » (ignore-t-il le jeu de la belle famille ?), puis lui demande de la remettre en mains propres au président.

N'ayant pas réellement la volonté de démissionner, Betchine ne souhaite pas voir sa lettre atterrir sur le bureau de Chadli. Tout ce qu'il veut, c'est que Belkheir en parle au président, pour attirer son attention sur le différend qui l'oppose à Hamrouche. Plus tard, Betchine me dira : « *Je n'avais pas de problème avec Chadli. Je voulais qu'il choisisse entre son chef de gouvernement et son chef des services de sécurité* ». C'est un mauvais calcul. « *A l'époque, Hamrouche avait habité le cerveau de Chadli* », me confiera Larbi Belkheir.

Contrairement aux attentes de Betchine, le directeur de cabinet remet la lettre au président. Ce dernier ne se fait pas prier pour ordonner à Khaled Nezzar de mettre le patron des services de sécurité à la retraite. Nezzar ne pouvait rêver d'une telle aubaine. Un autre ancien de l'ALN épinglé à son tableau de chasse ! Il prend néanmoins le soin d'informer Betchine de la décision du président. Betchine joue alors sa dernière carte. Il appelle en urgence Kaddour Lahouel, le beau-fils de Chadli, alors préfet de Tipaza. Quelques heures plus tard, Kaddour Lahouel débarque au siège de la DGDS à Dely Brahim. Après une longue discussion dans le bureau de Betchine, les deux hommes se rendent au siège de la présidence.

A 18 heures 15, Betchine revient seul . Je suis le premier à qui il annonce sa démission en me disant : « *Hichem, tu détruis tout. Tu passes tout à la broyeuse. Plus de projets, plus rien du tout. Je ne suis plus le patron, ici. Je viens de donner ma démission. Tu informes tous les cadres de la direction pour la cérémonie de passation des consignes demain à 10 heures. C'est Tewfik qui me remplacera. Il viendra demain* ».

Betchine, qui ne s'attendait pas à une fin pareille, en voudra longtemps, et en veut encore aujourd'hui, à Larbi Belkheir et à Khaled Nezzar. « *Avec Smaïl, Larbi et Nezzar sont mes pires ennemis* », me dira-t-il plus tard. « *Il n'y a*

aucun doute. Je suis victime du clan de l'armée française ».

En vérité, Betchine, qui s'était acoquiné avec le clan de la belle-famille, a fait les frais du grand nettoyage entrepris autour de Chadli. Tous les larbins qui gravitaient autour de lui ont été mis dehors.

Ces individus, souvent sortis de nulle part, essayaient de se faire une place parmi les premiers rôles à grands coups de coudes. Je pense par exemple à celui qui s'est retrouvé avec le titre pompeux de conseiller du président de la République à la communication, alors qu'il était bagagiste dans une société de transports : Mohamed M'Gueddem, qui a tant fait parler de lui dans les milieux de la presse algérienne et étrangère à la fin des années quatre-vingts. Celui que certaines mauvaises langues présentent comme un rabatteur de filles de joie pour les nababs du régime, avait acquis assurance et puissance au point qu'il se permettait d'interpeller du doigt le général Benabbès Gheziel, commandant en chef de la gendarmerie nationale, et de lui lancer devant le journaliste d'un quotidien arabe paraissant à Londres : « *Tes fesses ont pris des rondeurs, toi* ! ». C'est dire à quel niveau était tombé le pouvoir algérien.

Cette anecdote en dit long sur la nature des « hommes » qui gravitaient autour du président de la République : un général acceptant sans broncher ce genre de plaisanterie venant d'un individu que tout le monde qualifie de « bâtard » !… Toutefois, le temps lui a donné raison. Le général Benabbès Gheziel est toujours au pouvoir.

Avec le départ de Betchine, le clan des Bourokba, la belle-famille de Chadli, a fini par comprendre que les alliances avec les autres généraux étaient construites sur du sable. Ils vont le vérifier à leurs dépens

Les Bourokba et leurs acolytes sont à mille lieux de s'imaginer que les généraux n'hésiteraient pas une seule seconde à sacrifier Chadli. Ils ignorent que tout est planifié par le clan des transfuges de l'armée française.

Après que Hamrouche a été emporté à tout jamais par la grève générale décrétée par le FIS en juin 1991, c'est son ministre des Affaires étrangères, Sid Ahmed Ghozali, qui lui succède à la tête du gouvernement. Il est à noter que ce dernier est désigné chef de l'exécutif, alors qu'il se trouvait en mission à l'étranger, ce qui signifie qu'on n'a même pas pris la peine de le consulter.

La destitution de Chadli était programmée bien avant les résultats du premier tour des législatives remportées par le FIS. Le parti islamiste refusait de prendre part à ces élections, malgré les assurances données par Sid Ahmed Ghozali que les élections seraient « *propres et honnêtes* ». Ce sont Abdelaziz Belkhadem, président de l'Assemblée nationale et Mohammed Cherif Messaadia, qui vont les convaincre de ne pas boycotter les législatives. Ils avancent l'argument que c'est la meilleure occasion de libérer leurs chefs emprisonnés depuis juin 1991.

Seule une victoire du FIS permettrait une redistribution des cartes. Exit les petits clans parasitaires, et place à une politique consensuelle entre des hommes qui ont été à la même école : celle de l'armée coloniale.

Ils ont tous souffert de la discrimination dont ils ont fait l'objet de la part des ancien de l'ALN. Ils ont tous un passé commun trouble et honteux. Ils ont tous besoin de se refaire une virginité. Et de consolider leurs positions.

Une victoire du FIS serait un alibi suffisant pour mettre un terme à cette expérience démocratique. Elle permettrait de reprendre les choses en main, avec l'appui des forces démocratiques qui ne sauraient s'accommoder d'un gouvernement intégriste. Il fallait donc aller jusqu'au bout de cette ignoble supercherie concoctée par Nezzar et sa clique. Un Nezzar qui ne tardera pas à s'auto-proclamer tuteur de tous les Algériens.

Sentant le vent souffler en faveur du FIS, Chadli déclare, le 24 décembre 1991, dans une conférence de presse, qu'il est prêt à cohabiter avec la première force islamiste. C'était suffisant pour mobiliser les forces démocratiques contre lui.

Le 26 décembre, dès la proclamation de la victoire du FIS, on fait circuler chez tous les officiers une pétition par laquelle ils demandent au président de na pas organiser le deuxième tour des législatives. La ficelle est un peu grosse. Des lieutenants, des capitaines, qui mêlent leur signature à celle des généraux mafieux, c'est difficile à faire admettre. Cela sent le coup tordu. L'initiative avorte. Nezzar préfère prendre les choses en main personnellement. Il va harceler régulièrement le président de la République, qui lui accorde quatre audiences. Au cours des entretiens qu'il a avec Chadli, le général Nezzar, parlant au nom de l'armée, lui suggère de démissionner .

Il est déjà décidé qu'il n'y aura pas de second tour des législatives. Les commissions de préparation des élections au niveau des wilayas ont vite fait de remarquer l'absence des représentants du DRS. En Algérie, les services de renseignements participent de manière officielle à l'organisation de toutes les élections. Sinon, comment pourraient-ils manipuler et placer leurs hommes ?

Le cabinet noir, que Nezzar qualifie de « *groupe d'étude du ministère de la Défense nationale* » (Mémoires du général Khaled Nezzar - page 246), planche sur différents scénarios. En multipliant les rencontres avec le président, Nezzar ne fait que le sonder. En hésitant, Chadli leur complique les choses. Il ne semble pas décidé à la démission.

C'est que sa belle-famille n'est pas prête à lâcher prise. Le départ du président signifierait pour ce clan parasitaire la fin de ses privilèges. Il lui suggère de rester et de faire alliance avec le FIS. Le 8 janvier, Chadli reçoit Abdelkader Hachani, le nouveau leader du FIS, et lui donne l'assurance de « *respecter la volonté du peuple* ». Les généraux passent alors à la vitesse supérieure. Ils vont lui annoncer que plus de cinq cent mille militants du FIS s'apprêtent à marcher sur El Mouradia, le siège de la présidence de la République, afin de le destituer. Pour des « *raisons sécuritaires* », il lui demandent d'aller se réfugier à Zeralda. Là, il sera isolé et pris en main. Le temps d'alerter, la Maison blanche, les amis saoudiens, les pays du bassin méditerranéen et les voisins tunisiens et marocains, Chadli sera démissionné « *sans heurts* ».

L’assurance que le président déchu ne sera nullement inquiété est données par Nezzar en personne à François Mitterand, lors d'une conversation téléphonique, contrairement aux allégations mensongères du général, qui prétend n'avoir pas avisé le président français, afin d’éloigner tout soupçon sur ses accointances avec l'ancienne puissance coloniale.

Le 11 janvier au matin, Chadli apprend que des blindés de l’armée sont positionnés dans Alger et sa périphérie. Etonné par ce déploiement de forces, et soupçonnant un mauvais coup de ces généraux auxquels il a décerné, il y a quelques mois à peine, de nouveaux galons, il téléphone au commandant de la garde républicaine, le général major Dib Makhlouf, un analphabète, s’il en est, qui a consacré toute sa carrière dans l'armée algérienne, à ses affaires. De la construction de villas à Alger et à Souk Ahrass, sa ville natale, à l'achat et à la revente d'appareils électroménagers. il faisait du business de bas étage, tout en se constituant une petite fortune. « *S'il était resté dans l'armée française, il n'aurait jamais été au delà du grade d'adjudant* » m’a dit un officier qui l'avait longtemps côtoyé.
« *Je viens de limoger Khaled Nezzar et je t'ai nommé ministre de la Défense à sa place. Tu vas au ministère et tu donnes ordre aux troupes de rentrer dans les casernes* », lui dit Chadli. A peine a-t-il raccroché que Dib Makhlouf informe Nezzar de la décision du président. La réponse est nette : « *Reste à ta place, nous arrivons dans un petit moment* ».

Une course contre la montre est engagée. Le général Touati rédige dans la précipitation la lettre de démission de Chadli. Ali Haroun, celui qu'on présente comme le chef de la loge des francs-maçons de l'Algérie est associé, pour la forme, à sa rédaction. On fait vite appel à Benhabylès, le président du Conseil constitutionnel qui devait recevoir cette lettre des mains de Chadli. Une équipe de techniciens de la télévision est appelée à la hâte pour enregistrer l'événement. Pas question de faire du direct.

Quelques heures plus tard, les généraux Lamari, Nezzar, Makhlouf et Gheziel font irruption dans le bureau du président de la République, coupé de ses gardes du corps. Ils usent de méthodes de voyous pour contraindre Chadli à la démission. Lamari lui lance sur un ton menaçant : « *Alors, tu veux nous livrer à la potence ? Tu t'entends avec Hachani sans nous aviser ?* ». Eberlué, ne comprenant rien à ce qui lui arrive, Chadli balbutie quelques mots incompréhensibles. Lamari le prend par le revers de sa veste et le colle contre le mur : « *Tiens, c'est ta lettre de démission. Tu vas la lire maintenant devant les caméras, sinon tu connaîtras le même sort que Ceausescu* ».

Cette scène qu'on croirait sortie d'un film, Makhlouf Dib, tout fier, la raconte depuis, à qui veut l'entendre. Ainsi, il se prend pour une personnalité historique qui a démis le président de la République de ses fonctions. Et de quelle manière !

Khaled Nezzar, en revanche, a omis cet épisode dans ses Mémoires. Evidemment, il devait en donner une version qui présente ces bandits comme des sauveurs de la république. A le lire, on dirait de cette bande de mafieux : « *tout le monde, il est beau. Tout le monde, il est gentil* ». Tonton Nezzar et ses frères d'armes ont sauvé l'Algérie. Merci !

Chapitre VIII

Meurtre sur commande

Hommes de l'ombre, souffrant d'un déficit chronique en matière grise et guère courageux pour affronter le peuple et la réalité, nos généraux ont toujours eu recours à un paravent civil. Pourtant de nombreux Algériens étaient favorables à une prise en charge directe des affaires publiques par l'armée. Ce scénario aurait eu au moins le mérite de clarifier les choses.

Le paravent dont ils ont besoin doit répondre à certains critères. A savoir : être analphabète, inculte, apolitique et manipulable. C'est-à-dire un homme qui ne saura jamais prendre une décision sans en référer à ses sponsors. En somme, un Chadli bis.

Cependant, la conjoncture ne permettait pas au cabinet noir de puiser dans son vivier de militaires retraités, ni dans le sérail politique qui était à sa solde. Le divorce entre le peuple et le pouvoir était consommé depuis octobre 1988. Tout homme ayant appartenu de près ou de loin à ce système honni et rejeté par le peuple ne pouvait être le bienvenu.

C'est ainsi que l'idée de faire appel à un nom historique de la révolution pour sauver les meubles a germé dans le cerveau des parrains. Mais qui accepterait de servir de pantin entre les mains d'anciens sous-officiers de l'armée coloniale ?

Deux candidats potentiels émergent du lot : Aït Ahmed et Ben Bella. Deux hommes présents sur la scène à la tête de deux mouvements d'opposition, le FFS et le MDA.

C'est le général Touati « *El Mokh* » qui vend l'idée de contacter Hocine Aït Ahmed, vieux militant nationaliste, membre fondateur du FLN qui a déclenché la révolution de novembre 1954, opposant au système depuis l'indépendance du pays, leader du plus vieux parti d'opposition. « *Et, en plus il est Kabyle* », leur aurait soufflé Touati. Alternance politique plus alternance régionaliste : un cocktail idéal.

Aït Ahmed est approché deux fois par Nezzar entre les deux tours des législatives, mais il ne cède pas aux propositions du cabinet noir. Le général Touati tente à son tour de le convaincre en se déplaçant à deux reprises à Genève.

Aït Ahmed décline l'offre, non parce qu'il tenait à voir le FIS s'emparer du pouvoir, mais, selon certains de ses proches, parce qu'il avait compris les intentions des décideurs. D'autres affirment que Aït Ahmed, en bon démocrate se voyait mal parachuté à la tête de l'Etat par un groupe de généraux. Il aurait ainsi agi en contradiction avec ce qu'il avait dénoncé toute sa vie durant. En un mot, « le vieux lion refusait de se faire manipuler par des rats d'égout » commentait un militant de base.

Ben Bella est également sondé par Khaled Nezzar. Mais il n'inspire pas confiance aux décideurs.

L'un des participants à l'assemblée au cours de laquelle il fut procédé à la désignation de Boudiaf résume les débats comme suit : la réunion devait regrouper les membres du Haut Conseil de Sécurité, désignés selon la Constitution. Etaient présents, Sid Ahmed Ghozali, chef du gouvernement, Larbi Belkheir, ministre de l'Intérieur, Khaled Nezzar, ministre de la défense, Benkhelil, ministre de la justice, Mohamed Teguia, président de la Cour suprême et un invité surprise, Ali Haroun, président de l'Observatoire national des droits de l'homme, qui n'avait aucun titre pour assister à cette réunion. Nezzar explique sa présence par « *sa participation active au règlement de la crise et sa qualité de juriste* »*(Les mémoires du général Khaled Nezzar - Page 236). Mais notre général, qui veut se montrer légaliste jusqu'au bout des ongles, oublie-t-il que cette présence était anticonstitutionnelle ? De quel droit peut-il fouler aux pieds la Constitution en cautionnant la présence d'un intrus ?

En vérité, Ali Haroun était là dans un but précis : faire passer le scénario du cabinet noir aux autres membres du HCS, Notamment, à Ghozali, Benkhelil et Teguia.

Un nouvel élément s'ajoute à la « démission » du président de la république : la fin du mandat de l'Assemblée nationale. Une manière d'éviter l'organisation de présidentielles dans les quarante-cinq jours qui suivent le départ du chef de l'Etat. Abdelaziz Belkhadem, président de l'Assemblée nationale, marche dans la combine. Il en sera récompensé quelques années plus tard, en revenant en force sur la scène politique avec un poste de ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères. Quel paradoxe pour ces généraux « *démocrates, républicains et anti-intégristes* » qui se font représenter à l'étranger par un « *barbéfélène* », qualificatif désignant le courant islamiste du FLN.

En annonçant la vacation du pouvoir Nezzar invite les participants à proposer des solutions. La première décision de créer un directoire de cinq personnalités étant entérinée, il reste à désigner qui seront ces fameux cinq. D'ailleurs, pourquoi cinq ? Allez le demander à Nezzar !

Le ministre de la Défense (Khaled Nezzar, puisqu'il faut un membre du cabinet noir pour contrôler de près tout ce beau monde), un représentant des moudjahidine (Ali Kafi, secrétaire général de l'Organisation nationale des moudjahidine), une personnalité religieuse (Tedjini Haddam, recteur de la mosquée de Paris). Là encore, pourquoi lui, et pas le président du Haut conseil islamique, par exemple ? Le quatrième larron sera un représentant des droits de l'homme, Ali Haroun, comme par hasard. Enfin le cinquième homme, qui doit présider ce Haut Comité d'Etat. Et c'est sur le choix de cette personnalité que le débat s'anime.

Nezzar aurait proposé Ahmed Taleb El Ibrahimi. Sid Ahmed Ghozali s'y serait opposé : « *Ah non! Surtout pas lui. C'est un imam en costume cravate* ». Nezzar, lui demande alors d'avancer un nom. Ghozali aurait proposé Ben Bella. Ali Haroun serait intervenu : « *Avec ce revanchard, nous serons tous envoyés à la potence* ». Sur ce, il sort le nom-surprise de sa poche : « *Et si on faisait appel à Boudiaf ?* ».Le téléphone retentit. Boudiaf est au bout du fil. Il annonce son arrivée pour le lendemain. Quel beau scénario !

Il faut dire qu'avant de réunir le HCE, le cabinet noir avait tenu ses assises. Il avait demandé les services d'un auxiliaire, Ali Haroun, le chargeant d'entrer en contact avec Boudiaf. Comment était venue l'idée de Boudiaf ? Certaines sources affirment que c'est Ali Haroun qui l'aurait eue. Comment ? Pourquoi ? C'est à lui de nous le dire.

Tout ce que je sais, c'est qu'un beau matin, Ali Haroun appelle le fils de Boudiaf, Nacer, à son bureau de l'ONDH. Après avoir pris des nouvelles de sa famille, attention totalement inhabituelle de sa part, il lui demande si son père pourrait lui téléphoner. Etonné, Nacer lui dit : « *Vous savez, mon père n'est pas du genre à appeler les gens du pouvoir. Si vous voulez lui parler, vous n'avez qu'à l'appeler vous-même* ». En donnant son numéro de téléphone, il était loin de soupçonner que Si Tayeb El Watani (son nom de guerre), disparu de la mémoire des Algériens après trente-quatre ans d'exil, allait rentrer au pays par la grande porte.

Mais Ali Haroun n'ose pas entrer directement en contact avec l'exilé de Kenitra. Nacer accepte alors d'appeler son père de chez Ali Haroun pour le mettre en relation avec lui.

Dans ses Mémoires, Nezzar se trahit encore une fois en parlant d'une réunion du cabinet noir au cours de laquelle Boudiaf, contacté par téléphone, avait décliné leur offre. « *Le général Tewfik insista devant les compagnons pour que l'on ne désespérât pas de le faire changer d'avis* » (Mémoires de Nezzar - page 237).

Qui sont-ils ces compagnons dont parle Nezzar ? Que vient faire Tewfik dans la désignation de Boudiaf ? N'est ce pas là une preuve supplémentaire, s'il en fallait encore, de l'existence d'un cabinet noir ?

Effectivement, Tewfik, le spécialiste de la manipulation, réussit à convaincre Boudiaf en lui envoyant Ali Haroun et en le faisant venir secrètement en Algérie pour une nuit. Hassan II parachève l'entreprise de charme et convainc Boudiaf de prendre les commandes de l'Algérie. Une occasion rêvée pour le souverain marocain pour régler le problème du Sahara occidental.

En fin de parcours, c'est le général Smaïl qui ramènera le vieux leader du Parti de la révolution socialiste de son exil marocain. (En 1978, étonné par les funérailles de Boumediene au cours desquelles des millions d'algériens l'ont pleuré, Boudiaf a décidé de dissoudre le PRS)

En une semaine, l'affaire est bouclée. Quelques jours plus tard, Boudiaf arrive à l'aéroport d'Alger. Il se voit tendre un bout de papier sur lequel est écrit un discours dont il n'a pas la moindre idée. Un avant-goût de ce que va être son rôle entre les mains des généraux. En vieux routier de la politique, il plie le papier, le met dans sa poche et improvise un discours simple avec la spontanéité des patriotes sincères.

Pourquoi Boudiaf ? Les décideurs voulaient un homme analphabète, inculte et apolitique. Si Tayeb El Watani ne répond à aucun de ces critères. Mais il est affligé d'un lourd handicap dont ils vont tirer grand profit : sa méconnaissance de la réalité algérienne après tant d'années d'exil. Il ignore tout de la nature du pouvoir algérien. Il ne sait pas qu'il va avoir affaire à des mafieux qui n'hésiteraient pas à le liquider. Il est le premier à dénoncer la mafia politico-financière. Mais il ne sait pas qu'il vise ceux là même qui l'ont tiré de son exil pour l'installer au palais présidentiel. Un palais qu'il trouve vide. Il n'y avait pas un seul papier, pas un dossier laissé par son prédécesseur.

Il s'entoure d'une équipe de conseillers qui vivaient, comme lui, en exil, coupés des réalités algériennes. Comme directeur de cabinet, il désigne son beau-frère, Amine Abderrahmane qui n'a aucune expérience dans ce domaine.

Les quatre autres membres du Haut Comité d'Etat ne lui seront d'aucun secours. Tedjini Heddam arrive de Paris et n'a plus fréquenté les hautes sphères du pouvoir depuis son départ du gouvernement, dans les années soixante-dix, où il occupait le poste de ministre de la Santé. Après quelques années passées en Tunisie comme ambassadeur, il a repris ses activités de chirurgien en cardiologie à l'hôpital Mustapha d'Alger.

Ali Kafi ne connait pas mieux que Boudiaf le fonctionnement de la présidence de la République. Même les généraux qui l'ont amené à cette fonction, il les connait mal. Du temps où il était colonel de l'ALN, eux étaient encore sergents dans les rangs de l'armée française. « *Certains, comme Tewfik et Smaïl, jouaient encore aux billes* ».

Ali Haroun est un sous-traitant de la mafia. Il a joué le rôle qui lui était confié : contacter Boudiaf et se retrouver dans la plus haute instance dirigeante du pays. Même si cette structure n'est qu'une coquille vide, il n'empêche que, pour la galerie, il est un « haut responsable ». Cela lui suffit amplement. Et sait-on, jamais, cela peut ouvrir de nouveaux horizons à un homme avide de pouvoir.

Khaled Nezzar, le grand parrain, est le véritable détenteur du pouvoir avec ses acolytes de l'ombre. Ce n'est pas lui sur qui pourrait compter Boudiaf pour réformer le système et débarrasser le pays de la mafia qui l'étrangle.

Que peut faire Boudiaf, dans ces conditions ? Rien d'autre que s'encombrer davantage d'opportunistes de tous poils. Le Rassemblement populaire national qu'il met en place voit affluer une horde de fourbes en tous genres. Dès sa disparition, ceux qui ont été les premiers à se déclarer partisans de ce rassemblement seront aussi les premiers à le déserter. Que reste-t-il, aujourd'hui, de ce RPN ? Qu'ont-ils fait ceux qui se disaient « boudiafistes » lorsqu'on a mis sous leurs yeux les preuves de l'implication de la mafia des généraux dans son assassinat ? La sourde oreille. « *A quoi bon entrer en conflit avec des généraux puissants et véritables maîtres du pays* ? » Que pourrait leur offrir Boudiaf du fond de sa tombe ? Qui s'occupe des morts dans un pays livré à la corruption et aux passe-droits ?

Intronisé président du Haut Comité d'Etat, Mohammed Boudiaf est, d'entrée, dépouillé des prérogatives que confère la Constitution au chef de l'Etat. Le décret de l'état d'urgence confère le pouvoir au ministre de l'Intérieur (Larbi Belkheir) de donner ordre à l'armée, par le truchement du wali, de se déployer dans les villes en cas de troubles. Ne connaissant pas les chefs militaires, il ne peut procéder à un quelconque changement dans la hiérarchie de la « grande muette ».

Tout ce que peut faire Boudiaf, c'est donner sa bénédiction à l'ouverture des centres de concentration, dans le sud, où seront parqués plus d'une dizaine de milliers d'Algériens. Du militant pur et dur du FIS, au simple citoyen qui, sur dénonciation du voisin, s'est trouvé mêlé à des gens avec qui il n'avait rien de commun.

Boudiaf, qui se plaignait de la dureté des conditions de vie dans cette région, où il était assigné à résidence sous le « règne » de Benbella, dit qu'il n'a pas d'états d'âme à envoyer des milliers d'Algériens sous le soleil de plomb du sud. Ignorant tout de la réalité algérienne, il ne fait que cautionner les décisions de ceux qui lui ont déroulé le tapis rouge à son arrivée.

Au fil des jours, en vieux routier de la politique, il découvre les rouages du système et ses hommes. Il commence à prendre certaines libertés et à s'entourer de ses plus proches fidèles. Des fidèles qui, malheureusement, sont eux aussi en décalage avec la réalité algérienne, car ils vivaient tous à l'étranger, ce qui fait l'affaire des généraux. Ces derniers n'arrêtent pas de le harceler et d'épier tous ses mouvements. Il va sans dire que de nombreuses personnalités écartées par les généraux demandent à rencontrer Boudiaf. Il les écoute volontiers. Parmi ces personnalités, un ancien officier des services de sécurité qui répond au pseudonyme de Kamel. Ce dernier le met au courant d'un certain nombre d'affaires et lui recommande quelques noms d'officiers des services dignes de confiance, dont le commandant Mourad.

Les écoutes téléphoniques et les perquisitions secrètes au siège de la présidence sont parmi les opérations principales que doit mener le colonel Smaïl Lamari. « *Il est imprévisible. Il faut le surveiller de près* », ne cesse de répéter le général Tewfik, lors des réunions nocturnes qui se tiennent au complexe militaire touristique de Sidi Fredj.

Le discours de Boudiaf devient de plus en plus agaçant pour le cabinet noir. Il esquisse les grandes lignes d'une politique de lutte contre la corruption. Pour la première fois, le chef de l'Etat dénonce publiquement la mafia politico-financière. Sans qu'ils soient nommés, les généraux se sentent visés. Ils dressent des barrages pour éviter autant que possible une rencontre avec l'ancien patron de la S.M., Kasdi Merbah, qui dirige un parti d'opposition, le MAJD, Mouvement algérien pour la justice et la démocratie, *Majd* signifiant « gloire » en arabe. Qu'il s'entende avec Merbah, et ce sont le général Benyelles et d'autres généraux écartés qui risquent de renverser la situation.

Dans sa liberté de mouvement, Boudiaf va jusqu'à limoger le général major Mohamed Lamari. Grave erreur. Il vient de toucher à l'un des membres influents du club des onze. Il est alors pris en charge par Nezzar et Tewfik. L'un se montre disponible et à l'écoute du président, spécialité des transfuges de l'armée coloniale, afin de gagner sa confiance. L'autre se montre sévère et intraitable, en invoquant des mesures sécuritaires auxquelles il ne peut déroger. Le général Tewfik va jusqu'à vouloir l'empêcher de se rendre au Maroc, en visite privée, où Boudiaf doit assister au mariage de l'un de ses fils, ce qui le fait sortir de ses gonds. « *En rentrant chez lui, le soir, il était rouge de colère et répétait sans cesse : c'est qui ce Tewfik qui veut m'empêcher de voyager ?* » m'a raconté son fils, Nacer.

Boudiaf finit par se rendre au Maroc, où il passe cinq jours. Durant cette visite, il rencontre le roi Hassan II. Selon des sources crédibles, le souverain marocain aurait profité de l'occasion pour montrer à son hôte quelques dossiers sur les chefs militaires algériens. Ces dossiers étaient élaborés par ses services de renseignements, en collaboration avec les services français et américains. Il lui aurait également indiqué, preuves à l'appui, que le général major Khaled Nezzar était à la tête d'un gros trafic d'armes. Il utilisait un dénommé Hadj Bettou comme homme lige pour vendre du matériel de guerre au Polisario, alors qu'à cette époque, l'Algérie avait cessé de fournir des armes au Front depuis plusieurs années.

De retour à Alger, Boudiaf se souvient du commandant Mourad dont lui a parlé Kamel. Il le charge de procéder à l'arrestation de Hadj Bettou. Ne connaissant pas le fonctionnement des services et les impératifs d'une pareille opération, il lui demanda de le ramener « *ligoté à la présidence* ». (D'autres sources indiquent que c'est Mourad qui lui avait parlé de Hadj Bettou avant son voyage au Maroc). Le commandant Mourad avait déjà le nom de Hadj Bettou sur sa liste d'éléments suspects depuis qu'il était en poste à Dakar. Il mène l'opération sans difficulté, avec l'appui de la gendarmerie nationale, dans l'extrême sud du pays. A peine arrêté, Hadj Bettou, que Boudiaf voulait avoir entre ses mains, est pris en charge par le général Benabbès Gheziel, commandant de la gendarmerie. Pour camoufler l'affaire, Bettou est traduit devant le tribunal militaire qui retient contre lui le délit de port d'arme illégal ! Il écopera de huit mois de prison.

L'épisode Bettou, que certains observateurs très proches des arcanes du pouvoir algérien, lient à l'assassinat de Boudiaf, Nezzar la présente dans ses Mémoires comme une banale affaire de « *découverte d'une énorme quantité de produits alimentaires et autres stocks dans des hangars appartenant à Hadj Bettou.* » (Page 265) En fin de compte, « *la marchandise entreposée appartenait à différents commerçants de la région.* » (Idem) Nezzar conclut qu'on n'a trouvé que deux Kalachnikov que « *Hadj Bettou avait acquises pour assurer sa sécurité et celle de ses camions, la région étant infestée de bandits nigériens et maliens...* »

L'affaire Bettou n'est pas aussi banale que veut nous le faire croire Nezzar. Sinon, comment expliquer sa traduction devant un tribunal militaire, alors qu'à son arrestation, il était livré à une juridiction civile ? Pourquoi le tribunal de Tamanrasset, compétent territorialement, ne s'est-il pas saisi de cette affaire ? Comment expliquer l'assassinat, quelques jours plus tard, du commandant Mourad, puis celui des deux officiers qui l'assistaient ? Seule une enquête internationale sur l'assassinat de Mohammed Boudiaf pourra nous éclairer définitivement sur cette affaire.

Il n'y a pas que l'arrestation de Hadj Bettou qui est à l'origine de l'assassinat du président. Depuis son retour du Maroc, ce dernier commence à prendre ses distances avec les généraux et les anciennes figures du régime. Il refuse de s'afficher en leur compagnie dans ses sorties en public. Il ne tient plus compte de leurs « conseils », ni de leurs propositions.

Pour les généraux mafieux, la situation devient grave. Ils ne peuvent plus le laisser agir en toute liberté. Sa liquidation est inéluctable. Il n'y a pas d'autres moyen de se débarrasser de cet homme devenu trop encombrant en six mois. Les visites qu'il multiplie sur le terrain dans différentes régions du pays sont une opportunité à saisir.

Juste après un voyage dans l'ouest du pays, il en programme une autre dans l'Est où il doit rencontrer les dix-sept walis de la région. Quel scénario mettre en place pour le liquider ? La piste islamiste est vite écartée. L'opération est trop importante pour qu'on mette des exécutants étrangers dans le secret. Il est préférable de choisir l'exécutant parmi les éléments du DRS, quitte à lui donner, par la suite, une coloration islamiste.

Boudiaf se déplacera à Annaba le 29 juin, sans son ministre de l'Intérieur, Larbi Belkheir. Il doit pourtant rencontrer les walis, qui sont sous l'autorité de ce ministre. Qui va les lui présenter ? Qui va lui fournir les informations sur la région dont a besoin tout chef d'Etat dans ce genre de visite ? L'absence du ministre de l'intérieur demeure énigmatique à plus d'un titre.

Autre défection programmée, celle du responsable de la sécurité, le général Tewfik. Le service de la sécurité présidentielle, le Groupement d'intervention spécialisée, les éléments des Centres de recherches et d'investigation, qui sont tous impliqués dans la protection du président et des bâtiments, sont pourtant sous l'autorité du chef du Département de renseignements et de sécurité.

Smaïl Lamari, qui n'est encore que colonel, responsable de la sécurité intérieure et adjoint de Tewfik, n'est pas, lui non plus, du voyage. Le général Benabbès Gheziel, commandant de la gendarmerie, le corps auquel est confiée la protection du parcours présidentiel, est absent. Le patron de la police est également resté à Alger.

Bien qu'il préside une instance collégiale composée de cinq membres, pas un des membres du Haut Comité d'Etat n'accompagne Boudiaf.

Dans son livre, Nezzar justifie ces curieuses absences par le souhait du président de ne pas vouloir s'afficher avec les figures l'ancien régime « *qui, pour lui, pouvaient être contestées.* » (page 262) Va pour Larbi Belkheir et les autres membres du HCE. Mais pour ce qui est du commandant de la gendarmerie, du directeur de la police et des deux patrons du DRS, rien à voir. Ce sont des hommes de l'ombre. Ils n'ont pas à se montrer avec le président. De tous temps les responsables des services de sécurité font partie des voyages du chef de l'Etat, et on ne les voit jamais.

En leur absence, qui va veiller sur le dispositif de sécurité ? Le chef de la 5ème Région militaire n'étant pas rompu à cet exercice, ne peut assurer la coordination entre le SSP, le GIS, les éléments du CRI, la gendarmerie et la police. Les directeurs régionaux des services de sécurité ne peuvent rien faire d'efficace en l'absence d'un chef. En restant dans leurs bureaux à Alger, Tewfik, Smaïl et Gheziel ont signé leur culpabilité.

Qui va donc organiser le voyage ? « *Une personne de son entourage direct, en l'occurrence, Hocine Bendjoudi* » répond Nezzar, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'un profane en la matière. Comment ces spécialistes peuvent-ils se permettre de laisser un amateur en matière de sécurité s'occuper de la protection du président à une période marquée par une vague d'attentats terroristes ?

Comme s'il n'était pas concerné par le volet sécuritaire, le général Tewfik téléphone au général Nezzar afin de lui proposer que Larbi Belkheir s'occupe de l'organisation du voyage. Le ministre de l'Intérieur se limite à tenir une réunion informelle avec Bendjoudi, selon la version de Nezzar. Une explication qui suffit pour démontrer la culpabilité de tous ces hommes.

Du reste, cette culpabilité est déjà prouvée à travers le choix de l'exécutant : le sous-lieutenant Boumaarafi, un élément du GIS. Issu d'une famille modeste de Meskiana, dans les Aurès, entré très jeune à l'école des Cadets de la révolution, ces écoles militaires destinées à accueillir les enfants des martyrs de la révolutions, et ouvertes par la suite aux enfants des militaires et des familles modestes, il a suivi une formation d'officier de trois années à l'Académie interarmes de Cherchell. A sa sortie, il a été affecté à la Direction de la sécurité militaire. Une affectation qui le ravit et lui ouvre toutes grandes les portes d'un « avenir en rose », car c'était le rêve de tous les jeunes officiers. Mais, très vite, il déchante, comme beaucoup d'autres officiers de ce corps. Dans la caserne de Meftah, dans la périphérie d'Alger, il va découvrir une vie à laquelle il ne s'attendait guère.

Pas de logement, pas de voiture de service, pas de carte à exhiber à chaque coin de rue, pas de colt à la ceinture dissimulé sous la veste. Rien de tout cela. Simplement la vie de caserne, avec tous ses désagréments. Réveil matinal, exercices physiques, entraînements militaires au quotidien et opérations risquées. Mécontent de son sort, Boumaarafi commence à jouer la forte tête, et fait preuve d'une indiscipline qui irrite ses chefs directs. Ces derniers essaient de l'éviter autant que possible dans les différentes missions. C'est pour cette raison qu'ils ne le retiennent pas dans le groupe des missionnaires d'Annaba.

Il faut préciser que la mission du GIS, créé en 1989 par le général Mohammed Betchine, est l'intervention dans des situations difficiles, telles que les prise d'otages dans un aéronef ou un bâtiment. Dans le dispositif de sécurité présidentielle, son rôle est de se tenir prêt à intervenir dans le cas où l'enceinte dans laquelle se trouve le président serait prise d'assaut par un groupe terroriste. Jamais le GIS n'assure la protection rapprochée d'une personnalité. Ses éléments n'ont reçu aucune formation dans ce domaine. Cela relève des prérogatives du seul SSP. Le périmètre de ce dernier est strictement interdit d'accès à toute personne n'appartenant pas à ce service. Pour avoir assisté, en tant que journaliste ou en tant qu'officier des services de sécurité, à des évènements présidés par le chef de l'Etat, je sais de quoi je parle.

N'étant pas retenu dans le groupe en partance pour Annaba, Boumaarafi ne sait pas que le cabinet noir l'a choisi pour une mission « historique ». Alors que ses camarades sont partis la veille, il est convoqué à la caserne Antar, siège du centre d'investigations et de recherches d'Alger. A son grand étonnement, il est reçu par le colonel Smaïl en personne. C'est comme s'il se trouvait en présence de Dieu. Il apprend alors qu'il est chargé d'une mission de la plus haute importance : « *Tuer le chef de l'Etat.* » Si on l'investit d'une mission pareille, c'est que ses chefs placent en lui une grande confiance. En l'accomplissant, il sera sûrement quelqu'un de très important dans les services. La promotion au grade de lieutenant ne tardera pas, et il sera le protégé des grands patrons.

Boumaarafi ne peut refuser l'exécution d'un ordre venant de si haut. Un non ou une simple discussion l'exposerait, à coup sûr, à la mort. Il ne serait pas sorti vivant du bureau de Smaïl. Bien des officiers ont laissé leur vie dans des attentats maquillés pour moins que ça.

Un ordre de mission individuel lui est délivré pour rejoindre le groupe. Il est signé par le commandant Hammou. Smaïl ne pouvait choisir un homme au hasard et lui confier une mission si périlleuse. C'est Hammou, le commandant du GIS, qui a étudié le profil de l'assassin. Il est le seul à connaître ses éléments. Sa complicité sera démontrée plus loin, à travers les déclarations de Khaled Nezzar.

Le jour J, Boumaarafi a toute latitude pour se déplacer dans les différents périmètres de sécurité sans être inquiété. Il est armé d'un pistolet Beretta 9 mm parabellum, comme tous les éléments du GIS. Il possède en plus une grenade, qu'il va dégoupiller et faire rouler sous le rideau, avant d'entrer en scène pour vider son chargeur sur le président.

Dès cet instant, les anomalies et dysfonctionnements qui contredisent la thèse de l'acte isolé vont apparaître au grand jour. C'est amplement suffisant pour débusquer les commanditaires. Il n'y a que leurs complices ou leurs lèche-bottes qui font encore semblant d'y croire.

D'où vient la grenade de Boumaarafi ? Les partisans de la thèse de l'acte isolé ne l'évoquent pas. Nezzar non plus. Par voie de presse, on a laissé entendre que Boumaarafi l'aurait gardée sur lui depuis l'opération du Télemly menée contre un groupe terroriste, quelques jours avant le déplacement d'Annaba.

C'est absurde. Une grenade est visible, surtout quand on porte une tenue moulante comme celle du GIS. D'autre part, vivant dans une caserne, Boumaarafi n'aurait pu cacher une grenade pendant plusieurs jours à l'insu de ses chefs et de ses camarades.

Deux grenades ont été récupérées lors de l'opération du Télemly. Elles ont été déposées dans le bureau du commandant Lahbib à Châteauneuf. A son retour du Pakistan, où il était en mission, le commandant constate la disparition des deux grenades. Il demande à savoir qui les a prises. On lui répond que c'est le colonel Smaïl qui les a prises.

Où était passée la protection rapprochée du président ? Au moment de son entrée sur la scène de la maison de jeunes d'Annaba, Boumaarafi a pris tout son temps pour vider son chargeur sur Boudiaf et s'en aller tranquillement. Le dernier des profanes sait très bien qu'un président a une protection rapprochée qui réagit au moindre geste suspect. Les gardes du corps, qui devaient être positionnés aux extrémités de la scène, les hommes « matelas », qui doivent être au nombre de trois et placés juste derrière le président ont subitement disparu. Il n'y avait personne derrière le rideau d'où a surgi l'assassin. J'en veux pour preuve qu'après avoir accompli son terrible forfait, Boumaarafi s'est retiré tranquillement, sans essuyer le moindre tir de la part des éléments du SSP.

Selon des témoins oculaires, le commandant Hadjerès, chef du SSP était occupé par le commandant Hammou dans une banale conversation.

Aucun tir n'a fusé de la salle en direction de l'assassin. Pourtant, des tireurs d'élite sont postés aux quatre coins de la salle et au milieu de l'assistance. Il est impossible d'imaginer que, durant tout le temps que Boumaarafi vidait son chargeur, il n'y ait pas eu la moindre réaction des hommes de la protection rapprochée. Si abattre un président avec une telle facilité pouvait se produire sans complicité des hauts responsables, que de dictateurs auraient péri sous les balles du premier venu.

Rencontré quelques jours plus tard à son domicile, le général Mohammed Betchine, ancien patron des services de sécurité, n'arrivait pas à expliquer toutes les anomalies relevées dans le dispositif de sécurité. Il conclut en me disant : « *Si j'étais à la place de Tewfik, je me serais tiré une balle dans la tête.* »

Quelle fut la réaction du cabinet noir ? Dès l'annonce de la nouvelle, Khaled Nezzar, ministre de la Défense et membre du HCE ne juge pas utile de réunir les membres du HCE, ni l'état-major de l'armée, ni les cadres de l'institution militaire. Il se rend précipitamment au siège du DRS à Dely Brahim, pour une réunion avec le général Tewfik, le général Saïdi Fodhil, directeur de la Sécurité extérieure, le colonel Smaïl Lamari, le colonel Abderrahmane, directeur central de la sécurité de l'armée, c'est-à-dire les principaux chefs du Département du renseignement et de la sécurité. Par le plus grand des hasards, le commandant Mohammed Samraoui dit Lahbib assiste également à cette réunion. Ils ne peuvent l'exclure, car il se trouve là en tant que membre de la cellule de gestion de l'état d'urgence (ils ont toujours besoin d'un jeune universitaire). Manifestation d'une justice divine qui veut qu'à ce moment un officier étranger à la mafia soit présent pour témoigner de ce crime, le jour venu.

La réunion est de courte durée. Nezzar demande aux participants s'il pouvait compter sur leur soutien. « *Affirmatif.* » lui répondent-ils. Sans prendre connaissance des détails du déroulement de l'assassinat, et sans entendre aucun des témoins, il déclare : « *Le commandant Hammou est innocent. Nous le connaissons tous. Il n'y a rien à lui reprocher*. »

Il le disculpera encore dans ses Mémoires en écrivant : « *Le commandant du GIS, à qui on impute à tort une responsabilité dans l'assassinat de Boudiaf, n'avait fait que son travail. A sa place, j'aurais agi exactement de la même manière. J'ai eu à le connaître personnellement et j'écarte absolument toute suspicion à son encontre.* » (Page 261) Pourquoi cet acharnement à défendre Hammou ? De quel travail parle Nezzar ? Quelle responsabilité lui a-t-on imputée ? Pourquoi ce délire du général ?

Hammou n'a fait qu'exécuter les ordres de Smaïl. Il est connu pour être un bon exécutant, bête et discipliné. Ambitieux comme il l'est, il ne pouvait refuser une mission qui le placerait dans le cercle restreint des sous-traitants. Il n'est en rien responsable de l'assassinat de Boudiaf, comparativement aux commanditaires.

Ce n'est qu'après la réunion de Dely Brahim avec Nezzar que Smaïl se décide à se déplacer à Annaba afin de s'assurer de l'exécution du plan de la mafia.

Dans ses Mémoires, Nezzar n'évoque pas cette réunion au siège du DRS à Dely Brahim. D'ailleurs, il ne fait que survoler l'assassinat de Boudiaf, et l'évoque juste pour accréditer la piste islamiste. Autre omission de taille, de la part du général « *tuteur de l'Algérie* », celle du repas empoisonné préparé pour le président au mess des officiers d'Annaba. Des témoins sont encore en vie pour en parler. Malgré l'interdiction formelle de toucher au repas, un soldat de service au mess n'a pu se retenir et a fini par manger les restes du fond de la marmite. Quelques heures plus tard, il se plaint de maux d'estomac. Transporté à l'hôpital, il ne tarde pas à rendre l'âme.

Ainsi, dans le cas où Boumaarafi aurait échoué, le repas aurait eu raison de Boudiaf. Et pour mieux assurer leur coup, les commanditaires comptaient en finir avec lui au complexe sidérurgique d'El Hadjar. De l'aveu de l'ancien directeur de la protection civile, Mohammed Tahar Maameri, autre membre de la faune des fourbes, ses éléments ont découvert une bombe sous l'estrade d'où le président devait prononcer un discours.

Une fois son forfait accompli, Boumaarafi se livre à la police. Il est aussitôt récupéré par les éléments du DRS et débriefé par Smaïl Lamari, dès son arrivée à Annaba.

Ayant commis un délit dans l'exercice de ses fonctions, l'assassin devrait être traduit devant une cour martiale. On a le choix entre le tribunal militaire de Constantine, le crime s'étant déroulé sur son territoire de compétence, ou le tribunal militaire de Blida, Boumaarafi appartenant à une unité siégeant dans la 1ère Région militaire. A la grande surprise de l'opinion publique, l'assassin est livré au parquet d'Alger, où le général Tewfik peut compter sur l'un de ses agents, en l'occurrence le procureur général Abdelmalek Sayah.

Comble du paradoxe, alors que Hadj Bettou, un civil arrêté pour une supposée affaire de port d'arme sans autorisation a été livré à la justice militaire, un officier qui assassine le chef de l'Etat dans l'exercice de ses fonctions est jugé par un tribunal civil !

A ma connaissance, le général major Mostéfa Benloucif était en retraite, donc civil, quand il fut traduit devant le tribunal militaire pour détournement de deniers publics. Pourquoi ne l'a-t-on pas jugé devant une juridiction civile ? Avant sa libération par le président Zeroual, il a bien purgé sa peine à la prison militaire de Blida. Pourquoi Boumaarafi est-il pris en charge par l'appareil judiciaire civil ?

Il ne faut pas être grand clerc pour deviner la réponse. Il suffit de suivre les nominations du personnel diplomatique dans les représentations algériennes à l'étranger au cours des semaines qui ont suivi la parodie de procès.

Le procureur général du tribunal d'Alger, Abdelamalek Sayah, est nommé consul d'Algérie à Tunis. Trois ans plus tard, au lieu de rentrer au pays comme tous les diplomates ordinaires, il est affecté à Bordeaux. Qui a dit que la justice est indépendante en Algérie ? Depuis quand, un magistrat se convertit-il du jour au lendemain en diplomate ?

Tous les éléments que je viens de citer sont des preuves irréfutables de la culpabilité des généraux Nezzar, Tewfik, Smaïl, Benabbès Gheziel, Larbi Belkheir, leurs conseillers, Mohammed Touati et Aït Abdessalem, et leurs complices, Kamel Abderrahmane, Mohammed Bouzbid, patron de la police à l'époque, et Abdelamalek Sayah. Seul le Tribunal Pénal International serait en mesure de leur soutirer des aveux.

Devant le TPI, ils pourraient faire appel à leur avocat Maître Miloud Brahimi, l'un des ardents défenseurs de la thèse de l'acte isolé, qui ne manque pas une seule occasion de comparer l'assassinat de Boudiaf à celui de Kennedy ou d'Indira Gandhi, tuée par un membre de sa garde. Feignant, toutefois, d'oublier les éléments que je viens de citer et que j'ai eu l'occasion de souligner dans certains de mes écrits dans les journaux que j'ai eu à diriger en Algérie.

Le professeur Bachir Ridouh, psychiatre auteur d'un livre consacré à l'étude de la personnalité de Boumaarafi pour conclure, à son tour, à la thèse de « *l'acte isolé commis par un illuminé* », aura ainsi l'occasion de nous gaver d'un second ouvrage dans lequel il étudiera la personnalité des commanditaires et de leurs complices.

En dehors du TPI, ces assassins resteront impunis. Cela ne fait guère honneur au peuple algérien qui se laisse dominer par une poignée de mafieux au passé douteux. Cela ne fera guère honneur à ceux qui ont entouré Boudiaf, à la présidence, durant son court mandat. Ses enfants et son épouse sont interpellés pour méditer sur les révélations que j'apporte. Ils ne pourront pas dire qu'ils ne sont pas au courant.

Je sais que le général Tewfik a tout fait pour les corrompre. En multipliant les visites, lui qui rencontre peu les gens, chez Fatiha Boudiaf il lui promettait l'attribution de la villa « Si Mustapha. »

Mais que vaut une villa devant la vérité sur l'assassinat d'un homme ?

Nacer Boudiaf a bénéficié d'un poste à l'ambassade d'Algérie à Bonn pour lui et son épouse. Avant son départ d'Alger, Nacer me disait qu'il avait bien compris l'intention de Tewfik : acheter son silence pour neuf mille marks mensuels, pendant trois années.

J'ai confiance en lui pour qu'il ne passe pas sous silence l'implication de la mafia des généraux dans l'assassinat de son père. Sinon, que dira-t-il demain à son fils, qui l'interrogera sûrement sur les circonstances de l'assassinat de Si Tayeb El Watani ? Acceptera-t-il de se faire manipuler et corrompre par les assassins de son père ? Je ne le pense pas, même si la manipulation est un jeu dans lequel excelle la mafia des généraux. Au point que tout le monde en Algérie voit de la manipulation partout.

Chapitre IX

Le règne du mensonge

Une équipe de football est conspuée par ses supporters ? Les dirigeants, joueurs et entraîneurs ont toujours une réponse toute prête : « *Ce sont les ennemis du club qui manipulent les supporters*. » Il ne reconnaîtront jamais que leur équipe joue mal. Il en est de même pour le maire d'une commune perdue dénoncé dans un article de presse. Le correspondant local du journal, qui a publié l'article et donné les preuves irréfutables de la mauvaise gestion du maire est « *un gars manipulé, ennemi juré de la ville et de sa population*. » Même l'épicier du coin, si on met en cause sa marchandise avariée, n'hésite pas à crier à la manipulation. C'est normal. A court d'arguments, le voleur pris la main dans le sac n'a, pour se défendre, que l'insulte à proférer contre celui qui le dénonce. Cela fait malheureusement partie de la culture algérienne. A force d'entendre nos gouvernants traiter leurs dénonciateurs et leurs opposants « *d'agents à la solde des forces ennemies* », de « *manipulés* » et « *d'exécutants de complots ourdis* », tout le monde finit par apprendre et reprendre les mêmes arguments.

Dans les services de sécurité de l'armée ou de la police, la première des choses qu'on vous apprend à faire dès qu'on vous rapporte les déclarations suspectes d'un citoyen, quel que soit son niveau social, c'est de vous renseigner sur ses fréquentations.

Si, par malheur, il a un voisin ou un collègue étranger, il n'y a aucun doute : « *C'est un agent des services de renseignements du pays de ce voisin étranger.* » Au début des années quatre-vingts, toutes les voix qui s'élevaient pour dénoncer la gabegie et les dérives politiques étaient systématiquement taxées de prosoviétiques. « *Ce sont des pagsistes* », vous disaient les «mortellement patriotes ». Si l'on se fie au fichier de la S.M et des Renseignements généraux de la police, le PAGS, un parti clandestin et très fermé, regroupait deux fois plus de militants que le FLN, parti unique au pouvoir.

De nos jours, dès qu'une personne dénonce le pouvoir, on demande si elle se livre à la prière. Si elle est pratiquante, pas besoin d'aller plus loin. C'est un intégriste manipulé par l'Iran, le Pakistan ou le Soudan. C'est un terroriste.

Le général Nezzar n'a pas hésité, dans une déclaration parue dans le quotidien *Liberté*, à accuser les personnes qui avaient porté plainte contre lui, au mois d'avril 2000, pour ses crimes contre le peuple algérien, d'être à la solde des services secrets marocains, tunisiens, turcs et saoudiens. Rien que ça ! Ayant bénéficié de l'assistance des services français pour quitter Paris dans la précipitation, il s'est bien gardé de citer la France parmi les pays manipulateurs.

C'est la logique du pouvoir. Lorsque les dirigeants sont mis à l'index pour des malversations avérées et des abus plus que prouvés, il n'y a rien d'autre à dire. Celui qui les dénonce est forcément « *manipulé par des officines étrangères, par des forces occultes, par les ennemis de l'Algérie* », quand ce n'est pas tout simplement « *de l'intox* ».

Dénoncer un général du régime et étaler ses méfaits en public, même preuves à l'appui, vous fait aussitôt cataloguer d'agent de la France, ou du Burkina Fasso ou de n'importe quel pays étranger. Accuser un général ou un ministre, si ce n'est pas prévu dans un plan de la guerre des clans, vous fait passer pour « *un ennemi de la pire espèce de l'Algérie, de sa glorieuse révolution, de son héroïque peuple et de sa clairvoyante direction*».

Aux yeux de ses gouvernants, l'Algérien est un éternel mineur, incapable de réfléchir, incapable de réagir seul et de se soulever contre la politique d'exclusion. L'Algérien qui vit au quotidien le mépris, la promiscuité, le chômage et la pauvreté ne peut, selon ses gouvernants, se révolter sans être manipulé. Bien qu'ils lui reconnaissent ce côté révolutionnaire et patriote quand il s'agit de le mobiliser pour des actions qui arrangent les affaires du régime (élections, référendums, ponctions sur les salaires, etc...), ils ne peuvent démordre de cette idée que l'Algérien n'a pas le droit de se révolter contre leur politique et leurs méfaits. Il doit toujours être docile, asservi et silencieux. La moindre révolte contre l'ordre établi est assimilée à « *un complot ourdi contre la nation* ».

En 1982, lorsque des manifestations ont éclaté à Sétif contre les abus de Khelifa Bendjedid, frère du président de la république, personne n'a osé remettre en cause la mauvaise conduite du wali dénoncé par les manifestants. Les rapports de la police et des services de sécurité s'échinaient à trouver la trace des « *manipulateurs* », à la suite d'arrestations totalement arbitraires. Il en est allé de même à Constantine, quand la population s'est soulevée contre les agissements de l'un des enfants de l'ancien Premier ministre, Abdelghani.

Combien sont-ils ces Algériens, qui ont été arrêtés, torturés et parfois jetés aux oubliettes de Bordj Driss pour avoir exprimé, en public ou dans des réunions privées, un sentiment de révolte. Leur interrogatoire, dans les commissariats de police ou dans les locaux de la Sécurité militaire, ne portait pas sur les raisons de leur mécontentement. Les éléments chargés de les auditionner devaient leur soutirer les noms de leurs « *manipulateurs* ». Ce qui faisait dire à un officier offusqué par ces procédures : « *Même si l'on tombait sur le manipulateur en personne, il fallait lui demander qui le manipulait.* »

Cette obsession de la manipulation et du complot ne s'explique pas seulement par l'aveuglement des hommes du système qui refusent de voir la réalité telle qu'elle est. Elle reflète parfaitement leur nature et leur niveau intellectuel. Analphabètes et incapables de réfléchir, ils ne peuvent imaginer un seul instant qu'il puisse y avoir des Algériens capables de réfléchir, agir et réagir. Ils ne peuvent juger les autres qu'à travers ce qu'ils sont.

A tous les échelons du système, le premier critère que doit remplir le candidat à une promotion, c'est de faire montre de souplesse. Autrement dit, il faut être manipulable. Que ce soit pour un poste de ministre, wali (préfet), chef de daïra (sous-préfet), une candidature aux élections municipales et autres. Le manipulateur peut être le petit gendarme du coin, le sergent exerçant au niveau du bureau de sécurité du secteur militaire, le petit agent de recherche des renseignements généraux de la police. Ce peut aussi être un affairiste véreux, appuyé par un officier supérieur ou proche d'un clan au pouvoir.

Durant mes quatre années d'exercice à la direction de la Sécurité militaire, je n'ai jamais entendu parler de l'existence d'un service de propagande ou d'un service d'action psychologique qui ferait dans la manipulation des foules ou mènerait des actions précises avec des objectifs définis. Cette « terrible » Sécurité Militaire, dont la seule évocation terrorise le plus courageux des hommes, ne vit en réalité que d'un mythe que ses propres officiers n'arrivent pas à expliquer.

En 1979, au lendemain de la disparition de Houari Boumediene, Kasdi Merbah cède la DSM a l'un de ses hommes de confiance, Yazid Zerhouni, et garde un œil sur cette structure stratégique pour le pouvoir algérien en changeant son statut, afin d'en faire une direction centrale au même titre que les autres, rattachée au secrétaire général qu'il était.

Son limogeage, en 1980, est suivi de celui de Yazid Zerhouni et de ses proches collaborateurs, notamment Ferhat Zerhouni et Ali Tounsi.

C'est alors qu'est désigné le colonel Lakehal Ayat Mejdoub. Originaire de Oued Zenati, dans l'est algérien, cet ancien officier de l'ALN est, avec Kamel Ouartsi, l'un des rares maquisards à s'être vu confier une direction centrale du ministère de la Défense, au lendemain de l'indépendance. Il a ensuite été nommé chef de la 6ème Région militaire, avant d'arriver en 1981 au bâtiment C du ministère de la Défense nationale, siège de la Direction centrale de la sécurité militaire.

A ce poste, il doit impulser un nouveau souffle aux services de sécurité qui viennent d'enregistrer l'arrivée d'une vague de jeunes lieutenants, tous fraîchement sortis des universités et des grandes écoles. Cet officier artilleur de formation possède un énorme potentiel. « *Il a un véritable ordinateur dans la tête* », disent de lui ses jeunes collaborateurs. Il lit tout ce qui lui passe entre les mains. N'étant pas arabophone, il me demande souvent, lorsque je suis affecté à son cabinet, de lui préparer des synthèses en français de livres parus en langue arabe. Parfois, il demande la traduction intégrale d'un texte ou d'un article d'analyse paru dans la presse arabe.

J'ai très bien connu cet homme. Plein d'humilité, il a toujours été très respectueux de ses collaborateurs et de ses subordonnés. Il était à l'écoute de ses officiers et de ses sous-officiers, issus des différentes régions du pays et des couches sociales les plus populaires. Je ne l'ai jamais entendu prononcer une grossièreté, comme c'est le cas de nombreux officiers supérieurs.

Un homme de cette envergure ne pouvait participer au jeu des clans dont le niveau était au ras des pâquerettes. Dés 1987, il se démarque de ceux qui se faisaient la guerre autour de Chadli. Une année plus tard, il est limogé.

Les décideurs voulaient lui faire endosser la responsabilité des évènements d'octobre. Nezzar l'avoue dans ses Mémoires. Le 30 octobre 1988, ils placent à la tête des services de sécurité, un autre ancien maquisard, le général Mohammed Betchine,.

Né en novembre 1938 à Constantine, Betchine arrive avec une réputation de fonceur. Nous l'avions surnommé « *casse tout* », tant le bonhomme a fait des dégâts dans les structures des services secrets algériens. Homme de terrain et d'unités de combat, d'un niveau scolaire tout juste primaire, il s'est retrouvé, par le jeu diabolique des clans, à la tête de l'institution la plus sensible de l'Etat. Adversaire déclaré des transfuges de l'armée coloniale, il n'a jamais eu le courage de les affronter de face. Il m'en parle souvent, et les voit même dans ses rêves. Lors d'un voyage à Tunis en 1990, il m'en a raconté un, en présence du colonel Mohammed Tahar Abdessalem. Dans ce rêve, il a vu le

général Nezzar lui barrer le chemin au moment où il voulait s'approcher du président Houari Boumediene.

Pour préserver son poste, il applique bêtement les instructions du clan des décideurs, bien qu'il les juge illogiques et nocives au bon fonctionnement des services. Il n'hésite pas à vider le service de son encadrement « *sur instructions venues d'en haut* », se justifie-t-il. « *Ils m'ont demande d'assainir les services, je l'ai fait* », me répond-il, lorsque je lui demandais les raisons qui l'ont poussé à décapiter les services.

En effet, plusieurs officiers supérieurs ont été mis à la retraite alors qu'ils avaient à peine la cinquantaine. Leur tort, c'est qu'ils étaient tous issus de l'ALN. : les commandants Staïfi, Kamel Zebboudj dit Chaïb, Chafik, et tant d'autres cadres des services secrets algériens.

L'œuvre destructrice de Betchine s'est soldée par une situation telle que, dans la hiérarchie des grades, il ne restait pas un seul colonel au sein des services de sécurité. Il n'y avait plus, jusqu'en juillet 1989, qu'un seul lieutenant-colonel, Smaïl Lamari, qui sera renvoyé à son tour pour être récupéré par le clan des généraux mafieux. Ce sont des capitaines et quelques rares commandants qui ont été désignés pour les postes de chef de division et de sous directeur. Ainsi, j'étais capitaine lorsque je fus nommé sous-directeur à la division évaluation et analyse. Allili, le chef de division, était capitaine, lui aussi.

A son départ, en août 1990, le général Betchine, après avoir laminé les services de sécurité, laisse derrière lui, deux lieutenants-colonels, Mohammed Tahar Abdessalem et Cherif, qui seront radiés deux ans plus tard par Tewfik, et moins d'une dizaine de commandants nouvellement promus. C'est un véritable séisme qui a disloqué ces services.

Durant les deux années de sa retraite constantinoise Betchine était en froid avec le général-major Tewfik, le puissant patron des services de sécurité. Lui, le compagnon d'armes de son frère Ahmed, martyr de la révolution, et chouchou de la mère Betchine, l'a laissé tomber quand

Chadli, sous l'impulsion de « *asker franca* » (« les militaires français »), Khaled Nezzar et Larbi Belkheir, lui a demandé de faire valoir ses droits à la retraite. Il a coupé les ponts avec lui. Il ne lui fera même pas appel pour le renouvellement de son passeport diplomatique et de la carte Visa qu'il partageait avec le général Smaïl.

« *Pourtant, il reste encore cinq millions de francs (en centimes) sur le compte. Mais tant pis, je n'ai pas besoin de leur merde* », me dit-il un soir, dans sa splendide villa située à Sidi Mabrouk, sur les hauteurs de Constantine. C'est dire qu'il était réellement fâché contre Tewfik. Néanmoins, il ne le haïssait pas comme il haïssait Smaïl, Belkheir et Nezzar. Une haine qui toutefois s'estompe rapidement dès qu'il est invité par Tewfik à Alger, où celui-ci lui brosse, en compagnie de Nezzar, un tableau de la situation en Algérie tout en lui confiant qu'ils pensent toujours à lui pour un poste. « *Cette fois-ci, c'est du sérieux. Ils ont compris que je ne voulais pas du poste de président de la Fédération de football* », me dit-il à son retour.

Avec l'arrivée de Zeroual à la tête de l'armée, Betchine voit s'ouvrir de nouveaux horizons. Son projet ? Il me le détaille : « *Monter une force spéciale composée des éléments du GIS. Du coup, Smaïl sera amputé de cette force de frappe. En attendant de l'éliminer définitivement. je prendrai aussi le Groupement d'intervention rapide de la gendarmerie), les Ninjas de la police et le corps des parachutistes. Comme ça, plus personne ne pourra me toucher* », conclut-il. Il ne lui reste plus qu'à attendre la nomination de Zeroual à la tête de la Défense nationale.

Profitant de l'œuvre destructrice de Betchine à la tête des services spéciaux algériens, le général Tewfik trouve le terrain préparé pour mettre aux postes clés des hommes très soucieux de la suite de leur carrière, qui obéissent au doigt et à l'œil. Débarrassé des anciens de l'ALN, mis d'office à la retraite, il éloigne de son entourage, et notamment des structures de la sécurité intérieure, les officiers universitaires qui seront affectés à la Direction de la sécurité extérieure. Ceux qu'il soupçonne de ne pas

adhérer à sa politique seront éloignés et nommés à des postes à l'étranger. Parmi eux, le colonel Souames Mourad dit Habib, les commandants Fawzi, Allili, Hakim, Aziz, Abdou, Samraoui Mohammed dit Habib, aujourd'hui colonels ou lieutenants-colonels, pour ceux qui sont encore en activité. Certains de ces officiers n'ont pas manqué de faire défection et chercher l'asile politique dans le pays hôte, ou tout simplement demander leur radiation après avoir accompli les vingt-cinq ans de service actif.

Avec des hommes acquis à lui par opportunisme, le général Tewfik met en œuvre une politique de manipulation rarement égalée ailleurs.

La manipulation n'est pas un exercice nouveau pour les services secrets algériens. Leur présence dans les divers secteurs de l'activité socio-économique du pays a toujours été constante. Des officiers sont nommés au poste de conseiller à la sécurité au niveau des ministères de souveraineté (Affaires étrangères, Intérieur, Justice) et dans les ministères stratégiques (Energie, Finances, PTT, Commerce, Information). Le manque de cadres a fait, que parfois, ce sont des civils ayant effectué leur service national dans la périphérie des services de sécurité qui ont été nommés à ces postes. Ce sont des Assistants de Sécurité Préventive (ASP).

Ces ASP ne sont ni rémunérés, ni pris en charge par les services de sécurité. Leur seule motivation, c'est le plaisir de s'afficher devant leurs collègues aux côtés d'un sous-officier de la S.M. Evidemment, ils ne donnent jamais le grade réel de cet officier traitant devant eux. Qu'il soit sergent, adjudant ou lieutenant, il est toujours présenté en qualité de commandant, le grade le plus prisé dans les années quatre-vingts.

Lorsque les organismes dans lesquels ils exercent possèdent des représentations a l'étranger, ils sont parfois récompensés par des affectations dans ces postes très prisés. Les journalistes, eux, convoitent les bureaux de l'APS, même s'ils exercent dans d'autres organes de la presse algérienne.

La mission de ces ASP consiste, tout simplement, à servir d'indicateurs. En cas de grève dans l'entreprise, ils dénoncent les meneurs en indiquant avec précision leurs adresses pour faciliter leur arrestation. Ils dénoncent également les militants ou les sympathisants des mouvements d'opposition. Rachid Ben Brahim, réalisateur à la télévision algérienne, fut arrêté et torturé en 1985 après qu'un indicateur avait rapporté l'avoir vu lire *La voix du peuple*, journal ronéotypé du PAGS, diffusé clandestinement. Mais leur zèle les pousse souvent à dénoncer un collègue pour avoir consommé une bière dans un bar ou avoir tenu des propos critiques envers le régime dans une conversation privée.

Certains ASP se présentent comme cadres des services de sécurité. L'institution laisse faire et ferme les yeux sur cette usurpation de fonction, tant que cela ne lui nuit pas. Bien au contraire, cela permet de camoufler ses véritables officiers qui, eux, sont obligés de faire preuve de discrétion. Cela ouvre, aussi, aux officiers traitants un certain nombre d'accès aux différentes entreprises publiques. En période de pénurie, par exemple, quand il y a un arrivage d'amandes, de tomates en conserve, de café ou de raisins sec aux Galeries algériennes, il n'y a pas besoin de faire la queue comme tout le monde. L'ASP se fait un immense plaisir de ramener la quantité voulue. A la Société nationale des matériaux de construction, les officiers et sous-officiers traitants sont royalement servis en ciment et en briques, des denrées toujours rares et rationnées. Ils arrondissent leurs fins de mois en les revendant deux fois leur prix ou plus, sur le marché parallèle.

Cette complicité construite entre les officiers traitants de la Sécurité militaire et leurs agents placés dans les entreprises publiques a été pour beaucoup dans la promotion des médiocres.

L'enquête d'habilitation menée par les services de sécurité pour la nomination des cadres aux postes de responsabilité dans l'administration tient rarement compte des compétences et des capacités du candidat. Ce dernier doit, avant tout, faire montre d'un bon esprit de collaboration. D'où une emprise réelle des services et, par extension, de la mafia sur l'administration algérienne. Il en est de même dans l'appareil judiciaire et le corps diplomatique.

En 1990, les cadres du ministère des Affaires étrangères, encouragés par la période de récréation démocratique qui s'est étalée de 1989 à 1991, se sont mis en grève en signe de protestation contre les nominations de personnes étrangères au corps diplomatique à des postes à l'étranger. En effet, des militaires, des policiers en retraite, des médecins, étaient nommés à des postes de diplomates. Ils étaient tous désignés par les services de sécurité, la police ou un parrain bien placé. La règle, toujours en vigueur à ce jour, est d'accepter de se faire racketter par son parrain. Autrement dit, partager votre salaire avec celui qui vous aide à obtenir un poste dans une ambassade ou une représentation algérienne à l'étranger.

Evidemment, ce n'était pas le cas d'Amine Bourokba, beau-frère du président Chadli et médecin, nommé en 1990 à la représentation algérienne de l'UNESCO à Paris, en remplacement du commandant Mosbah, l'un des plus brillants officiers de la S.M.

Bourokba, qui n'avait aucune relation avec les services secrets au plan professionnel, avait pour mission de gérer les affaires de la famille présidentielle en France. Depuis sa nomination à ce poste, il n'a jamais transmis le moindre rapport d'activité à la Délégation générale à la documentation et à la sécurité.

La manipulation ne s'arrête pas là. Depuis l'ouverture de l'ère sanglante, elle se fait à plus large échelle. C'est tout un peuple qui est l'objet de manipulation. Pour cela, l'unique chaîne de télévision est un outil redoutable dont use et abuse la mafia des généraux.

Deux exemples suffisent. « Les marches spontanées », soit pour soutenir le président de la République, quand la mafia le veut, ou dénoncer une action qui tend à discréditer le pouvoir des généraux. Sur une période d'une quinzaine de jours ou plus, la télévision algérienne consacre une large demi-heure quotidienne aux « marches spontanées », dénonçant, par exemple, la rencontre de Saint-Egidio. Chaque jour, on enregistre cinq à dix marches dans différentes villes du pays. Comme par hasard, les caméras de la télévision se trouve « *spontanément* » sur les lieux elles aussi pour retransmettre des images de ces marches. Elles n'en ratent pas une seule. C'était le cas lorsqu'il a fallu organiser des marches de soutien au président Zeroual, pour on ne sait quelle obscure raison.

Chapitre X

Le syndicat du crime

De 1990 à 2000, l'Algérie a consommé cinq présidents de la République (Chadli Bendjedid, Mohammed Boudiaf, Ali Kafi, Liamine Zeroual et Abdelaziz Bouteflika), neuf premiers ministres (Kasdi Merbah, Mouloud Hamrouche, Sid Ahmed Ghozali, Belaid Abdessalem, Redha Malek, Moikdad Sifi, Ahmed Ouyahia, Smaïl Hamdani, Ahmed Benbitour et Ali Benflis) et plus d'une centaine de ministres. Les parrains eux, sont toujours là.

Larbi Belkheir, après une courte éclipse, est retourné aux affaires et a retrouvé son poste de directeur de cabinet du président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Autrement dit, c'est le chef de l'Etat occulte. Voilà un homme qui réussit la prouesse de gérer le cabinet de deux hommes aux antipodes l'un de l'autre.

Les inamovibles Mohammed Mediene, alias Tewfik, et Smaïl Lamari sont depuis douze ans à la tête des services de la Sécurité militaire.

Benabbes Gheziel, en dépit d'une grave maladie qui le contraint régulièrement à garder le lit durant de longues périodes, n'est pas près d'abdiquer. Il est conseiller militaire auprès du président Bouteflika.

Mohammed Touati, Ait Abdessalem, Abdelmadjid Saheb, Mohammed Lamari et Fodhil Chérif sont toujours à leurs postes. Les deux vieux compagnons et amis d'enfance, Khaled Nezzar et Abdelmalek Guenaizia, officiellement à la retraite, jouent le rôle de chefs occultes. Le premier multiplie les sorties médiatiques et continue de faire parler de lui. Beaucoup plus en mal qu'en bien.

Rien ne laisse présager leur départ. Ils justifient leur maintien au pouvoir par la lutte anti-terroriste. Dix ans ne leur ont pourtant pas suffi pour éradiquer des groupes terroristes sans formation militaire aucune et dotés d'un armement rudimentaire. Où sont passés ce professionnalisme et cette technicité qu'ils faisaient prévaloir devant les maquisards de l'ALN, durant la guerre de libération pour s'emparer des postes de commandement?

Comment ces généraux, qui disent sortir des grandes écoles de guerre françaises et russes n'arrivent-ils pas en dix ans à éliminer des bandes armées commandées par des tôliers, des marchands de poulets et autres repris de justice?

Si vraiment ils menaient une guerre réelle aux groupes terroristes, ne serait-il pas temps de reconnaître leur faillite et passer la main à plus compétents qu'eux ? Ne leur a-t-il pas suffi d'avoir fait de l'Algérie et des Algériens la risée du monde entier quand est évoquée la lutte anti-terroriste ? Ce n'est plus un secret pour personne : le terrorisme intégriste est leur produit, leur instrument et leur allié le plus sûr pour maintenir leur domination sur au peuple algérien.

La politique de l'infiltration et de la manipulation est l'arme absolue utilisée par les services du général Tewfik. Les groupes terroristes sont créés et dissous au gré des conjonctures et des évènements. Les accords passés entre l'Armée islamique du salut et le Département des renseignements et de la sécurité, représenté par le général Smail Lamari, sont une preuve édifiante de la complicité entre la mafia des généraux et les groupes terroristes.

Où a-t-on vu un chef terroriste, dont la tête est mise à prix cinq millions de francs, devenir du jour au lendemain le protégé des services de sécurité ? Ahmed Benaicha, l'un de ces chefs, a poussé le culot jusqu'à poursuivre en justice *El Khabar Hebdo* pour avoir publié une photo le représentant avec une kalachnikov en bandoulière. Le jour du procès, il est arrivé au tribunal d'Alger sous la protection d'une importante escorte des services de sécurité.

Les accords passés avec l'AIS ont permis à des centaines de terroristes de narguer leurs victimes en se faisant indemniser grassement. La mafia des généraux n’a fait que rémunérer des bandits complices pour services rendus.

Comment expliquer que l'un des membres fondateurs du Front islamique du salut, Ahmed Merani, passe du rang d'intégriste obscurantiste à conseiller du Premier ministre, Sid Ahmed Ghozali, puis du général Tewfik, patron du DRS, avant de se retrouver ministre dans un gouvernement censé combattre l'intégrisme islamiste ? Pourtant, Merani, ancien magasinier, n’a aucune compétence à faire valoir pour occuper ces postes.

Avant lui, Saïd Guechi, autre membre fondateur du FIS avait occupé pendant un certain temps le poste de ministre du Travail et des Affaires sociales dans le gouvernement de Sid Ahmed Ghozali, avant de se voir nommer à un poste diplomatique en Arabie Saoudite.

Quelle différence y a-t-il entre Ali Belhadj et ces deux favoris du régime ? Ils sont tous trois des intégristes islamistes. La seule différence qui existe entre eux est que l'un refuse de composer avec la mafia. Il la sert autrement et involontairement. Quant aux deux autres, ils lui servent d'agents.

Quelle différence y a-t-il entre les chefs des deux partis intégristes, Abbassi Madani, leader du FIS, et Mahfoudh Nahnah, patron du Hamas ?

L'un s'est laissé manipuler bêtement par un agent des services de sécurité, nommé Bouazza, avant d'être pris directement en charge par le général Smaïl, sans parvenir à ses fins et en surestimant sa force. Il s'est retrouvé par la suite derrière les barreaux. L'autre s'est laissé dicter la conduite à suivre, depuis la création du parti jusqu'à sa candidature aux présidentielles de 1995.

Cependant, la différence de taille entre Abbassi Madani et Mahfoudh Nahnah, c'est que le premier use seulement du discours pour détruire la société et assure une couverture politique aux actes terroristes, tandis que le second joint le geste à la parole. Il a commis des actes terroristes, veillé sur la formation des terroristes envoyés en Afghanistan et pratique la politique de l'entrisme en glanant des postes dans les institutions de l'Etat. Il est plus dangereux et plus pernicieux que tous les dirigeants du FIS réunis.

L'intégrisme islamiste n'a jamais constitué un ennemi pour la mafia des généraux. Bien au contraire, ils s'en servent pour perpétuer leur pouvoir, perpétrer leurs crimes et réprimer toute opposition à leurs desseins. Que d'assassinats, commis à la faveur de cette ambiance marquée par la violence et le terrorisme, et mis sur le compte du GIA qui n'est en fait qu'un produit sorti de leurs laboratoires.

Le colonel Kasdi Merbah, de son vrai nom Khalef Abdallah, Kabyle natif du Maroc, est inconnu de l'opinion publique. De nombreux militaires qui exercent au niveau du ministère de la Défense ne connaissent pas le visage de cet homme. Je l'ai rencontré pour la première fois au mois d'octobre 1979, alors que j'étais rédacteur en chef *d'El Djeich*. J'assurais sa première sortie médiatique par une interview parue dans le magazine de l'armée.

Après avoir dirigé la Sécurité militaire d'une main de maître, et dans l'anonymat absolu, de 1962 à 1978, il a surgi sur la scène politique algérienne au lendemain de la disparition du président Houari Boumediene, en occupant le poste très convoité de secrétaire général du ministère de la Défense et membre suppléant du bureau politique du FLN.

A l'époque de nombreux observateurs expliquaient cette brusque apparition au grand jour d'un homme habitué à vivre dans l'ombre par son ambition de s'emparer du pouvoir. On prêtait à Merbah l'intention de renverser Chadli. En 1980, la rumeur devenait de plus en plus insistante.

Les évènements de Kabylie d'avril 1980, durant lesquels il s'était opposé à l'envoi de troupes pour mater la revendication identitaire, précipitèrent son limogeage. Il sera tour à tour ministre des Industries lourdes, puis de l'Agriculture, puis de la Santé avant de se voir nommé chef du gouvernement au lendemain de la révolte populaire d'octobre 1988.

Il n'ira pas au bout de son mandat de chef du gouvernement. Grâce à une machination diabolique montée par Hamrouche, secrétaire général de la présidence et Belkheir, directeur de cabinet, Merbah est limogé après une journée houleuse qui a vu l'intervention du colonel Tewfik, chef du département des affaires de défense et de sécurité à la présidence, le général Betchine, patron des services de sécurité et son assistant le lieutenant-colonel Smaïl. Ces trois officiers sont allés prier gentiment le chef du gouvernement d'accepter la décision du président de la République sans faire de vagues.

En les voyant entrer dans son bureau, Merbah pensait qu'ils allaient procéder à son arrestation. Il leur ordonna de se mettre au garde-à-vous avant d'interroger Betchine :

- Qu'est-ce que tu fais là, toi ? A quel titre tu es venu ?

- C'est en tant qu'ancien compagnon d'armes que je suis venu vous voir.

- Tu n'a jamais porté d'armes avec moi. Je ne te connais pas. Dehors !

Betchine s'exécuta sans un mot. Restaient Smaïl et Tewfik. Après une courte discussion avec ses deux anciens subalternes, Merbah les invita à déguerpir :

- Il vaut mieux que vous partiez, sinon Betchine vous accusera de comploter avec moi.

Profitant de l'ouverture du champ politique, il quitte le FLN, qu'il pense inféodé à la mafia, et crée le MAJD. Un mouvement qu'il sera difficile de noyauter, car l'homme connaît toutes les ficelles de la manipulation et de l'infiltration. Malgré les instructions données à ses relais médiatiques de frapper d'embargo ce mouvement, la mafia des généraux a du mal à juguler les assauts de Merbah. Il lui est impossible de trouver un compromis avec un homme qui les connaît sur le bout des doigts. Et quand il parvient à prendre en charge celui qu'elle comptait instrumentaliser pour exécuter une partie de ses plans machiavéliques, il ne reste plus d'autre solution que de l'éliminer. Ses relations avec Zeroual risquent de fausser le jeu, tant il est vrai que celui-ci a une grande confiance en Merbah, dont admire les capacités intellectuelles. Il comptait beaucoup sur lui pour l'aider dans sa nouvelle mission.

De son côté, Merbah m'avouait sa satisfaction de voir Zeroual nommé ministre de la défense en juillet 1993. « *Moi, ça m'arrange. J'ai de bonnes relations avec lui. On se voit à chaque fois que je suis de passage à Batna. La dernière fois , on s'est vu au salon du Cheval à Barika.* » me dit-il .

Un mois plus tard, un commando du GIS est chargé d'exécuter de manière professionnelle l'empêcheur de tourner en rond. Par une chaude journée du mois d'août, alors qu'il s'apprête à rentrer chez lui, à Ain Taya, où il passe ses vacances d'été, Kasdi Merbah est pris dans une embuscade. Il est tué sur le coup, ainsi que son fils, son chauffeur et son garde du corps. Evidemment, le crime est attribué aux GIA et à Hassan Hattab, un obscur anonyme présenté comme l'un des chefs terroristes.

Les exécutants, des militaires d'active, seront liquidés plus tard dans diverses opérations. Souvent, ils sont tombés dans des guet-apens alors qu'ils étaient désarmés par leurs chefs. De nombreux officiers et sous-officiers du Centre de recherches et d'investigations d'Alger témoignent qu'il leur est arrivé d'être envoyés dans des missions de surveillance d'éléments de groupes terroristes dépourvus d'armement, ce qui les exposait à une mort certaine.

Les officiers des services de sécurité qui ont participé à des coups tordus, ou qui ont eu connaissance de dossiers sulfureux n'ont pas droit à une mise en garde ou une quelconque menace. Ils se font systématiquement liquider.

Le lieutenant-colonel Mohammed Samraoui, alias Habib, qui connaît bien le commandant Ammar Guettouchi pour avoir partagé avec lui le même bureau à la caserne Antar, et qui fut témoin de la création des GIA a, quant à lui, échappé miraculeusement à quatre attentats. Le dernier en date devait avoir lieu la veille de son départ pour l'Allemagne ou il venait d'être nommé attaché militaire à Bonn, en février 1994.

Samraoui, ingénieur en biologie et maître international d'échecs, est un camarade de promotion de l'Ecole de formation des officiers de réserve de Blida. C'est un brillant officier qui a été témoin de beaucoup de crimes de la mafia depuis son affectation au CRI de la 1ère Région militaire, et plus particulièrement depuis son intégration à la cellule chargée de l'administration de l'état de siège en janvier 1992. Il a eu à gérer deux dossiers sensibles : celui de la Chambre de commerce et celui de l'entreprise nationale qui avait le monopole de l'importation du sucre et des produits de première nécessité. Deux dossiers dans lesquels sont impliqués plusieurs généraux pour des affaires de corruption, qui lui seront dérobés lors d'un simulacre de cambriolage.

Témoin gênant qui ne peut intégrer le cercle restreint des sous-traitants, Samraoui est envoyé en Allemagne comme attaché militaire et chef du bureau de sécurité à l'ambassade. Pour se débarrasser de lui, le général Smaïl planifie sa liquidation physique.

Alors que Samraoui s'affaire aux préparatifs de son départ pour l'Allemagne, le général Smaïl lui téléphone pour lui demander de se rendre le lendemain à l'hôtel Mouflon d'Or, situé dans le parc zoologique d'Alger, non loin de la caserne Antar, afin de récupérer des documents que doit lui remettre Ahmed Merrah, un ancien terroriste intégriste du groupe de Bouyali, devenu agent des services de sécurité. Samraoui fait remarquer à Smaïl qu'il ne connait pas Merrah. Il est alors invité à se rendre sur le champ à la caserne Antar pour faire sa connaissance.

Mais en bon joueur d'échecs, Samraoui a flairé le piège. « *Puisque Merrah connaît la caserne et ses hommes, pourquoi ne remet-il pas directement les documents à Smaïl* ? » Il ne se rend pas au rendez-vous. Le lendemain après-midi, le général Smaïl est étonné de le voir encore vivant, mais, beau joueur, ne lui en veut pas de ce ratage. Pour lui, ce n'est que partie remise. La défection de Samraoui, quatre ans plus tard, fera échouer ce projet.

Le sous-lieutenant Foughal Azeddine, en revanche, ne saura pas déjouer le plan de Smaïl. Fortement impliqué dans la lutte anti-terroriste, et ayant connu beaucoup de secrets, il devenait gênant. Il est envoyé en formation en France au début de l'année 2000. Il retournera en Algérie dans un cercueil, tué d'une balle dans la tête, dans l'indifférence totale. Personne n'a entendu parler de lui. Il n'a pas fait la une des journaux aux ordres.

Pour parvenir à leurs fins, les généraux ne reculent devant aucun sacrifice Dans une ambiance marquée par la violence et les attentats les plus meurtriers, il est facile de liquider tout adversaire potentiel.

Le commandant Mourad et ses deux officiers assistants qui ont procédé à l'arrestation de Hadj Bettou, l'homme lige du général Khaled Nezzar dans le trafic d'armes, ont été victimes d'attentats attribués aux GIA. L'avocat Youcef Fathallah, président de la Ligue algérienne des Droits de l'homme et membre de la commission d'enquête sur l'assassinat du président Boudiaf, a été abattu en plein centre d'Alger quelques jours après la publication du rapport de la dite commission. Un rapport sur lequel il avait émis plusieurs réserves au point que certaines sources indiquent qu'il avait refusé d'y apposer sa signature.

Le Dr Saïd Saadi, qui a longtemps cru aux vertus républicaines des généraux, a échappé de peu à l'élimination physique. Au mois d'octobre 2001, l'un de ses proches a été laissé pour mort pour avoir refusé d'exécuter le plan mis en place par les services du général Tewfik, qui consistait à liquider physiquement le leader du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie. Le crime aurait été « signé » par les GIA, comme le fut celui de Kasdi Merbah.

Evidemment, l'énumération des assassinats commis par la mafia des généraux ne peut absoudre les groupes islamiques armés de leurs crimes. Cependant, il est utile de rappeler qu'une fraction de ces groupes est la création des services dirigés par le général-major Tewfik.

Il s’agissait de contrer l’Armée Islamique du Salut et le Mouvement islamique armé, que dirigeait un ancien officier du commissariat politique de l’ANP, Saïd Mekhloufi, membre du conseil consultatif du FIS. Il y avait aussi le Mouvement de l’Etat Islamique, un groupe armé dirigé par Chebouti dans la région de Blida.

La prolifération des groupes intégristes armés ne pouvait que donner des idées aux scénaristes de la mafia. Les GIA « made in Ben Aknoun » devaient mener des opérations contre les cibles que leur indiqueraient leurs créateurs : les groupes cités plus haut et les populations civiles qui les assistaient. La barbarie de leurs actes conférait de la légitimité aux abus de la mafia, qui pouvait se draper dans la couverture de la lutte anti-terroriste. Provoquer une guerre entre civils, c’est plus intéressant pour le pouvoir que de continuer à enregistrer des attentats contre tout ce qui le symbolise. La confusion est telle qu’on ne sait plus qui est contre qui. Et non pas « qui tue qui », comme veulent l’imposer les relais médiatiques de la mafia pour éluder le fond du problème.

Ainsi, on a d’un côté des sanguinaires qui terrorisent le peuple au nom de l’islam, et de l’autre des criminels qui légitiment leur forfait par la lutte contre ces intégristes. Pris en étau, le peuple n’a plus qu’à prier pour son salut.

En exécutant les ordres pour la création de ces groupes parallèles, le commandant Ammar Guettouchi considérait cette mission comme toutes les autres opérations de diversion. Il avait oublié que les parrains ne laissent aucun témoin derrière eux. Touché à la jambe par un policier lors d'une fusillade au cours d’une opération à Telemly, il fut vidé de son sang avant d'être évacué vers un hôpital parisien. En France, il ne restait plus qu'a constater son décès.

Le commandant Mohammed Bouzit, dit Youcef, alors directeur régional de la Sécurité de l'armée de la 5ème Région militaire (le Constantinois), chargé d'accueillir la dépouille du défunt, n'en revenait pas. « *Comment peut-on succomber à une blessure légère à la jambe ?* »

Pour expliquer cette mort mystérieuse, le général Smaïl et ses acolytes ont fait circuler la rumeur selon laquelle le commandant Guettouchi était diabétique. Pour l'avoir bien connu, puisqu'il était mon voisin à Réghaïa, je peux certifier qu'il n'en était rien.

Tous les chefs du GIA sortent de l'anonymat. Aucun d'eux n'a exercé comme imam ni assumé des responsabilités au sein du FIS. Les Abdelhak Layada, Djamel Zitouni, Cherif Gousmi, Antar Zouabri, et autre Hacene Hattab ne se sont illustrés que par des massacres et des attentats plus monstrueux les uns que les autres. L'un était tôlier mécanicien, l'autre marchand de poulets, le troisième coiffeur, etc...

Dans leurs premiers communiqués, les GIA se sont attaqués au FIS et à ses leaders, Ali Belhadj et Abassi Madani, en les qualifiant d'apostats. Ces mêmes GIA ont exécuté Mohammedi Said, et trois autres de ses compagnons, membres de la direction du FIS, qui étaient allés les voir au maquis en vue de leur proposer une fusion avec l'AIS.

Assoiffé de pouvoir et croyant trouver en ces GIA une force sur laquelle il peut compter, le FIS tentait de les récupérer pour son propre compte. Il est tombé dans le piège en couvrant politiquement tous les crimes abominables commis par tous les GIA, que ce soit la frange créée par les services de sécurité, ou les autres.

Il faut rappeler que les GIA se distinguent par l'absence d'un commandement unifié. Plusieurs bandes de criminels repris de justice ont pris eux aussi l'étiquette GIA pour perpétrer vols, racket, viols et assassinats.

Cependant, les GIA de Djamel Zitouni et ses successeurs sont, sans le moindre doute, l'œuvre du duo Tewfik-Smaïl. Un communiqué diffusé par ce groupe en 1995 révèle, on ne peut mieux, sa manipulation par les services secrets algériens. Il y dénonce tous azimuts l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Libye, le Soudan, les USA, la France et tous les pays européens. Il dénonce tous les activistes islamistes algériens à l'étranger, en les citant nommément et en indiquant leurs pays d'asile. En me donnant à lire ce communiqué, un officier des Renseignement généraux de la police n'en revenait pas. Il me dit : « *Si c'était nous qui avions rédigé ce communiqué, il nous serait impossible de faire mieux pour discréditer les GIA aux yeux de leurs éventuels soutiens. Un mouvement qui se coupe volontairement de tout soutien étranger, c'est vraiment bizarre.* »

Des doutes commençaient déjà à peser sur cette organisation, tellement leur discours était incohérent et leurs actions aussi bizarres que leurs sponsors.

De nombreux observateurs n'excluaient pas une manipulation de la part des services de sécurité. D'autres voyaient la main du pouvoir derrière, ne serait-ce qu'une partie, des actions des GIA. D'autres, par contre avaient du mal à croire que les services de sécurité puissent pousser l'ignominie jusqu'à user de ce genre de méthodes.

Faut-il rappeler que ce ne sont pas les services algériens qui ont inventé la diversion ? L'affaire Greenpeace ou celle des paillotes corses en disent long sur les actions terroristes menées par ceux-la mêmes qui sont censés les combattre. Seulement, la mafia des généraux en Algérie n'hésite pas à pousser le bouchon beaucoup plus loin.

Cette mafia a accouché de ce monstre qui a pour nom GIA dans le cloisonnement le plus total. De nombreux officiers, ignorant tout de son origine, ont été victimes de ces terroristes, qui sortaient de leur propre caserne.

Arrêté en 1994, à l'Académie interarmes de Cherchell, où il avait constitué un noyau d'officiers islamistes pour provoquer une mutinerie, le capitaine Chouchane futt auditionné à la caserne de Benaknoun par le colonel Bachir Tartag, de la Direction centrale de la Sécurité de l'armée, qui lui proposa alors de le relâcher et de l'envoyer au maquis pour infiltrer les groupes islamistes. Sa proposition essuya un refus catégorique de la part des généraux Mohammed Lamari et Tewfik en personne.

Lui qui ignorait tout de ce qui se tramait dans les autres structures des services de sécurité fut étonné et déçu par ce refus. Il ne pouvait pas savoir que les GIA ne devaient pas être infiltrés, puisque certains d'entre eux étaient la création de ces services. Plus tard, Le général Kamel Abderrahmane suggéra au capitaine Chouchane de monter au maquis et d'aller seconder Djamel Zitouni. Une suggestion rejetée par l'officier rebelle.

En mars 1994, le colonel Bachir fut encore une fois très étonné, lorsque la mort de Sayah Attia, chef des GIA, fut officiellement démentie, alors que c’étaient ses hommes qui l'avaient abattu. Les services voulaient entretenir le mythe de ce chef terroriste le temps de lui trouver un successeur parmi leurs agents. Et c’est ainsi qu’apparaît Djamel Zitouni, souvent aperçu dans l’enceinte de la caserne Antar.

Zitouni, un chef terroriste qui se singularise par la revendication des attentats commis en France. C’est le temps où le gouvernement français s’indigne de la passivité des autorités algériennes devant les massacres dont sont victimes les populations civiles en Algérie. Il fallait faire taire cette voix française à laquelle nos mafieux ne savent rester insensibles. Ils craignent toujours ce qui les dénonce en France. Pour le reste, il peuvent tout se permettre.

Donc, il n'y a rien d'étonnant à ce que le lieutenant-colonel Mohammed Samraoui, dont je ne peux mettre en doute la bonne foi, me confirme qu’une frange des GIA est l’œuvre des services secrets algériens. D'autant plus qu'il atteste avoir été témoin de la conception de ce monstre dans le bureau qu'il partageait avec le commandant Ammar Guettouchi.

La mort mystérieuse de Guettouchi, le contenu incohérent des communiqués, l'assassinat de quatre responsables du FIS, la guerre déclarée à l'AIS, l'assassinat de dix-huit imams, l'attentat contre le cheikh Ahmed Sahnoune, l'absence de revendications politiques claires, l'absence d'un commandement unique, le démenti de la mort d'un de leurs chefs et l'émergence de ses leaders du néant : il faut être un farouche défenseur de la mafia ou un intraitable naïf pour laver les généraux mafieux de tout soupçon.

Faut-il attendre un communiqué officiel des généraux Nezzar, Lamari ou Tewfik admettant leur paternité ? Avec la prolifération de groupes terroristes se réclamant des GIA, il semble que les services du DRS aient délaissé cette carte pour jouer une autre. Ne remarque-t-on pas que ces derniers temps on parle de moins en moins des GIA ? C'est une nouvelle organisation terroriste qui occupe les devants de la scène sanglante : le GSPC (Groupe salafiste de Prédication).

Longtemps, le pouvoir des généraux a refusé de reconnaître que le pays était ravagé par une guerre civile. Les évènements que vit l'Algérie depuis maintenant une décennie sont qualifiés de lutte anti-terroriste. Une lutte qui perdure en dépit des communiqués officiels triomphateurs annonçant l'éradication proche de ce phénomène. Voilà dix ans qu'on nous annonce que le terrorisme est à l'état résiduel.

Cette lutte anti-terroriste a coûté cher au peuple algérien : deux cent mille morts et vingt milliards de dollars de dégâts, de l'aveu même du président Bouteflika. Elle a nécessité la mobilisation de bataillons et de brigades entières de l'armée, de bombardiers et d'hélicoptères de combat. Elle est totalement différente de ce que l'on connaît du terrorisme ailleurs dans le monde. En Espagne, en Corse ou en Irlande, à ma connaissance, il n'a jamais été fait appel à pareil arsenal militaire contre l'ETA, le FLNC ou l'IRA. Personne n'a jamais entendu parler d'accrochages dans les maquis espagnols, corses ou irlandais.

Le terrorisme existait dans ces trois régions bien avant que l'Algérie ne sombre dans la violence. Mais il n'a pas causé le dixième des dégâts humains et matériels subis par les Algériens.

L'Algérie aurait-elle, là aussi, un terrorisme spécifique ? Serait-elle le seul pays où il engendre quotidiennement une moyenne de dix morts et autant de blessés ? Même au Proche-Orient, au plus fort des affrontements entre Palestiniens et Israéliens, on atteint rarement les chiffres enregistrés en Algérie.

A quoi bon se voiler la face ? Qui veut-on tromper ? Que signifient des négociations avec l'AIS, qu'on finit par reconnaître comme une armée organisée ? Admettre l'existence d'une armée ennemie, n'est-ce pas une reconnaissance implicite de la guerre ?

Des usines brûlées, des écoles saccagées, des femmes violées, des innocents égorgés ou mitraillés. Chaque jour apporte son lot d'horreurs. Un pays frappé par un embargo aérien, boudé par les touristes, fui par ses enfants. Que veut-on de plus pour reconnaître que l'Algérie vit une guerre des plus dramatiques ? Une guerre unique dans les annales de l'histoire de l'humanité.

Cette guerre n'aurait aucune raison d'exister si le clan mafieux n'en avait pas préparé tous les ingrédients. A commencer par l'ouverture des camps dans le sud du pays, au lendemain de l'arrêt du processus électoral. Ces camps ont accueilli plus d'une dizaine de milliers de citoyens. Les uns pour avoir cru à la démocratie, en adhérant à un parti politique islamiste créé en violation de la loi du 5 juillet 1989 avec la complicité du pouvoir, d'autres pour avoir été dénoncés à tort par des voisins qui voulaient régler un vieux compte, ou simplement pour avoir déplu à un gendarme ou un policier lors d'un banal contrôle routier.

Les cas d'injustice et d'abus de ce genre se comptent par milliers. J'ai connu et vu de mes propres yeux les victimes de l'arbitraire. A l'époque où les rafles ont commencé, des citoyens étaient arrêtés pour simple délit de faciès, embarqués dans des camions et acheminés vers les centres de tri avant d'être envoyés dans les camps du Sud, sans même avoir la possibilité d'informer leur famille de leur arrestation. Le plus célèbre de ces internés des camps du sud est l'ancien international de football, Salah Assad héros de l'épopée footballistique algérienne au Mundial espagnol de 1982, ancien joueur du Paris Saint-Germain et du FC Mulhouse, un exemple de loyauté et de bravoure. Assad n'a jamais été un terroriste. En l'internant dans ces camps administratifs, la mafia avait pour seul objectif de frapper fort tout ce qui symbolise la fierté des Algériens.

Un militant marxiste, n'ayant absolument aucune affinité avec le FIS, a failli se retrouver dans un de ces camps, simplement parce qu'il portait une barbe ! C'est dire la légèreté avec laquelle de simples citoyens ont été arrêtés, déportés et parfois portés disparus. Ces méthodes ont poussé de nombreux jeunes, endoctrinés et encouragés par les dirigeants du FIS, à monter au maquis. Certains l'ont été de peur d'être déportés. D'autres par inconscience et par goût de l'aventure. Mais, quoiqu'il en soit, un grand nombre de ceux qui l'on fait sont les victimes d'un système qui les a marginalisés et livrés à des monstres qui ont fait de l'islam ce qu'il n'a jamais été.

Nombreux sont ceux qui vous diront qu'ils n'auraient jamais choisi de se couper de leur famille et de sombrer dans une aventure sans fin, s'ils n'y avaient été poussés par le mépris, l'injustice et l'arbitraire.

Je me limite à ne citer que quelques unes de victimes de l'arbitraire, dans une ville paisible que je connais bien : Oum El Bouaghi. Une ville qui n'a jamais connu la moindre tentative d'action terroriste durant la décennie sanglante pour avoir été régie par la sagesse des chefs de tribus.

Dans cette ville, que ce soit au temps du parti unique ou du multipartisme, on a toujours voté sur la base des alliances tribales. La lutte « idéologique » opposait Arch (la tribu) Ouled Amara à celui des Ouled S'îd. Aux élections de mars 1990, les Ouled S'îd, s'étant alliés à l'un des plus importants clans familiaux des Ouled Amara, celui des Ouled Sabeg, ont remporté les élections sous l'étiquette du FIS. La présidence de l'assemblée communale (la mairie) est revenue au candidat des Ouled S'îd, et celle de l'assemblée de wilaya à celui des Ouled Sabeg.

Les élus n'ont jamais tenu compte d'une quelconque appartenance politique. C'est ce qu'ils feront connaître à la direction du FIS en refusant de suivre le mot d'ordre de la grève de juin 1991. D'ailleurs, après la dissolution des assemblées dont les élus étaient à majorité FIS, le maire d'Oum El Bouaghi est le seul de tout le pays à avoir été maintenu à son poste en changeant seulement de titre. Il est devenu, comme partout ailleurs, Délégué exécutif communal.

Saïd Tounsi, honnête homme s'il en est, refusait de verser dans la magouille, les passe-droits et la corruption, ce qui ne plaisait guère aux membres du bureau de sécurité de la ville. Il fut accusé de terrorisme, arrêté, et resta onze mois en détention préventive jusqu'au jugement de la cour spéciale qui le condamna à onze mois de prison, « *juste pour couvrir la période de sa détention préventive* », me dira plus tard le président de cette cour. Il n'y avait rien dans son dossier.

Noureddine Dehnoun, le président de l'assemblée wilayale, échappera lui, in extremis, aux camps du Sud. A Aïn M'Lila, lieu de regroupement des candidats au voyage, il fut sauvé par une intervention du wali, Hadj Tahar Sekrane, un homme d'une probité extraordinaire.

Mais il n'échappera pas à une autre mesure arbitraire. Pour n'avoir pas attribué de logements aux petits nababs de la ville, et avoir préféré loger les pauvres et les démunis, à l'époque où il était président de l'assemblée de la wilaya, il a perdu son poste à la direction des Postes et télécommunication et s'est retrouvé au chômage.

Dans cette période de totale confusion, les petits mafieux locaux ont trouvé leur compte. Au nom de la lutte contre l'intégrisme religieux et le terrorisme, quiconque ne se soumet pas à leur bon vouloir est étiqueté de terroriste et jeté en prison.

C'est le sort qu'a connu Draïdi Mourad, professeur de Physique à l'université d'Oum El Bouaghi, ainsi qu'un certain nombre de ses collègues. Lorsqu'il était directeur pédagogique de cette université, il a refusé l'inscription d'étudiants, recommandés par des personnages hauts placés, qui ne remplissaient pas les critères leur permettant l'accès à certaines filières.

Ce sont les gendarmes de la ville voisine de Khenchela qui l'ont arrêté, lui et huit autres personnes, sous l'accusation de terrorisme. Durant sa détention préventive de neuf mois, il perd coup sur coup son père et sa mère, morts d'angoisse. Son affaire se termine par un non lieu, mais il ne retrouvera pas son poste de directeur pédagogique et ne sera pas indemnisé pour son incarcération abusive.

Ammar Nassoh, un syndicaliste employé à l'Office de la promotion et de la gestion immobilière, sera gardé à vue pendant quinze jours à la brigade de gendarmerie d'Oum El Bouaghi en tant que terroriste suspect. Au cours d'une réunion, il a osé dénoncer la corruption qui sévit à l'Office sous l'influence de son directeur. Ce dernier s'est appuyé sur le commandant Sabri, chef du groupement de la gendarmerie, pour lui régler son compte à sa manière.

Ce ne sont là que quelques exemples des abus dont ont été victimes des citoyens honnêtes dans une ville qui n'a jamais connu le phénomène du terrorisme. Que dire, alors, de celles qui sont le théâtre d'affrontements quotidiens entre les forces du pouvoir et les terroristes ? Ce sont ces abus qui ont poussé des milliers de jeunes à rejoindre les rangs du maquis. Sans compter les désespérés, les exclus et les démunis qui n'ont ni toit, ni logement, ni le moindre espoir de survie. J'ai vu un jour une étudiante pleurer à chaudes larmes et crier à qui voulait l'entendre : « *Ah ! Si je savais où ils se trouvent ces terroristes, je les rejoindrais dès maintenant* ». La famille de cette jeune fille, composée de treize personnes, devait être expulsée du deux pièces qu'elle occupait.

Contrairement à ce que veut nous faire croire la mafia des généraux à travers ses relais médiatiques, le terrorisme, comme l'intégrisme, ne sont pas tombés du ciel sur les Algériens. On ne naît pas terroriste en Algérie. C'est le système mafieux qui a donné naissance à ce phénomène dont il tire profit pour s'éterniser, au grand dam d'un peuple qui ne demande qu'à vivre heureux.

Il n'y a que les relais médiatiques de la mafia qui refusent de s'interroger sur les causes et les origines du terrorisme. Ainsi, ils ont la partie belle pour clouer au pilori toute personne qui dénonce les crimes de leurs parrains. Pour eux, il y a deux camps. Celui des intégristes terroristes et celui des républicains. Evidemment, les généraux mafieux sont classés dans le deuxième camp. Il n'y a pas d'autre choix. Le matraquage médiatique finit par avoir raison du peuple, même de ceux qui rejettent cette thèse du plus profond d'eux-mêmes.

Thabet Hannachi, originaire d'Aïn Defla, une ville durement frappée par le terrorisme, était journaliste à l'hebdomadaire *El Houria*. Un jour, alors qu'on débattait des exactions des militaires et des abus du pouvoir, il est allé jusqu'à dire qu'il préférait recevoir un coup de pied au derrière, matin et soir, de la part d'un caporal, plutôt que de vivre sous la menace quotidienne des terroristes. Il ne pouvait croire que les militaires puissent arrêter des innocents ou tuer quelqu'un sans mobile.

Il lui a fallu faire l'expérience de leur brutalité, à l'occasion d'un gala artistique non-stop organisé à la station balnéaire de Sidi Fredj, pour ouvrir les yeux.

Les journalistes avaient été regroupés dans un hôtel touristique qui leur servait de résidence sécurisée. Aux environs de minuit, fatigué, Thabet quitte le gala pour regagner l'hôtel, qui n'était qu'à quelques dizaines de mètres. Il est arrêté par un groupe de militaires qui montent la garde. Hors de question de quitter les lieux. Tout le monde doit rester sur place jusqu'à cinq heures du matin. Thabet essaie de discuter, mais les militaires ne l'écoutent pas. Ils finissent par le bousculer et l'insulter. Il commet alors l'erreur de leur répliquer dans le même registre. Il n'en fallait pas plus pour qu'ils l'embarquent et lui donnent une bastonnade mémorable qui le laisse inanimé plusieurs heures. A son réveil, de la cellule où il a été jeté, il les entend appeler par radio un véhicule pour le jeter quelque part, une fois achevé d'une balle.

« *Et demain, dans les journaux, on lira : encore un journaliste assassiné par les GIA !* », entend-il. Heureusement pour lui, l'intervention de ses collègues, qui l'ont vu embarqué par les militaires et ont alerté les autorités, l'a sauvé de justesse.

Quand il nous raconte sa mésaventure, quelques jours plus tard, il a fini par se rendre à l'évidence.

Ces faits ne sont jamais portés à la connaissance de l'opinion publique. Tout journaliste qui émet le moindre doute sur la participation des militaires dans les assassinats d'hommes politiques ou de simples citoyens est accusé de trahison et frappé des mesures les plus coercitives. Omar Belhouchet, le directeur de la publication du quotidien *El Watan*, en sait quelque chose.

Pour avoir laissé planer le doute, dans une interview accordée à une chaîne de télévision française, sur la responsabilité des militaires dans certains assassinats, il a été taxé de « traître » par le président Zeroual. Il lui fut interdit d'assister à une réunion à laquelle étaient conviés tous les directeurs des organes de la presse nationale avec le chef de l'Etat. Il fut frappé d'une interdiction de sortie du territoire national, et son journal frappé d'embargo par l'agence gouvernementale détentrice du monopole de la publicité du secteur public.

Pour que des policiers, des gendarmes ou des militaires s'impliquent dans des assassinats, il faudrait que des ordres leur soient donnés par leur hiérarchie. Ou qu'ils soient, du moins, incités à le faire. Certains s'efforceront d'éviter ce genre de situation. D'autres, par contre, n'hésiteront pas à verser dans l'excès. Un inspecteur de police témoigne qu'un grand nombre de ses collègues impliqués dans des tueries ont fini dans les services psychiatriques. Beaucoup d'éléments de ces corps de sécurité, ne pouvant plus supporter la pression qui pesait sur eux, ont profité de la première occasion pour quitter le pays et demander l'asile politique en Europe.

Diviser pour régner, telle est la devise de la mafia des généraux. Dresser les enfants d'un même peuple les uns contre les autres, cela ne peut que servir leurs desseins. Cela s'est vérifié lors des évènements de Kabylie, lorsque la manifestation du 14 juin 2001 tourna, du fait d'une sournoise manipulation, en un affrontement entre Kabyles et « Arabes » d'Alger.

Que des hordes terroristes massacrent les habitants d'un hameau ou d'un village qui ont refusé leur diktat, cela ne peut que réjouir le clan mafieux. La preuve en est que les unités militaires ne sont pas autorisées à faire le moindre mouvement sans ordre du commandement. Entre temps, des dizaines de personnes se font égorger et des filles violer dans l'indifférence la plus totale.

Pour justifier la non intervention de l'unité militaire stationnée à un jet de pierre de Bentalha, un quartier populaire situé non loin d'Alger, le général-major Nezzar n'a rien trouvé d'autre à dire que : « *L'armée ne pouvait intervenir de crainte que le nombre des victimes soit plus élevé encore. Les terroristes pouvaient tendre des embuscades aux unités d'intervention.* » Un raisonnement de caporal, indigne d'un général, même s'il a gagné ses galons loin des champs de bataille.

Il était moins timoré lorsqu'il s'agissait de faire manœuvrer ses blindés dans les rues d'Alger, en octobre 1988, pour tirer sur des manifestants désarmés. A-t-il oublié que la base aérienne de Boufarik n'est qu'à cinq minutes de Bentalha ? Une chose est sûre : si ces terroristes avaient investi le complexe touristique militaire de Sidi Fredj ou les résidences du Club des Pins, Nezzar et ses acolytes n'auraient pas hésité une seconde à sacrifier dix mille soldats pour venir au secours des barons du régime.

Je ne peux affirmer que des massacres de paisibles villageois aient été commis par des militaires. Je ne saurais y croire. Je ne crois pas non plus aux allégations de certains journalistes occidentaux ou de pseudo-témoins qui rapportent des histoires rocambolesques « de militaires portant des fausses barbes déguisés en islamistes » afin de perpétrer des massacres de civils.

En revanche, il est clairement établi que les militaires, obéissant aux ordres de leur commandement, sont les complices passifs de ces massacres en ne portant pas secours aux victimes. Sinon, comment expliquer l'intrusion d'un groupe terroriste dans un périmètre de sécurité comme celui de Beni Messous qui compte pas moins d'une demi-douzaine de casernes, dont l'école de formation des officiers de la Sécurité militaire, au milieu duquel soixante personnes ont été égorgées ?

Il est vrai aussi que des opérations de représailles sont menées par des militaires et des policiers.

La première fois que j'ai entendu parler de ces représailles, c'était par le colonel Bachir Tartag, commandant à l'époque, qui venait de prendre en charge le Centre militaire d'investigation de Ben Aknoun, placé sous les ordres du général Kamel Abderrahmane, alors directeur central de la Sécurité de l'armée.

C'était au mois de mai 1994. J'étais au siège du ministère de la Défense, dans le bureau du commandant Hadj Zoubir à qui j'étais allé rendre une visite de courtoisie. J'étais directeur du quotidien régional de l'Est, *Le Libre*, que j'avais fondé cinq mois plus tôt. Mes rencontres avec mes anciens collègues étaient franches et claires. Ils me connaissaient parfaitement pour savoir que mon journal n'était pas manipulable. Et ce d'autant plus que, contrairement aux autres journalistes pour qui la S.M. était un mystère, elle n'avait aucun secret pour moi. Ils ne pouvaient nullement m'impressionner. Je profitais évidemment de ces rencontres pour m'informer et suivre de prés l'actualité des coulisses. J'utilisais ces informations comme bon me semblait, mais sans nuire à mes sources. Et ce n'était pas à moi qu'on s'amusait à dicter des papiers.

Ces relations ne m'assuraient ni protection contre le harcèlement judiciaire et policier dont je faisais l'objet, ni un soutien auprès de l'ANEP (Agence nationale d'édition et de publicité) qui détenait le monopole de la publicité du secteur étatique. Dois-je rappeler que je n'ai jamais reçu un centime de cette agence, que ce soit lorsque je dirigeais *El Acil*, ou lorsque j'étais à la tête du *Libre*.

Je ne rencontrais plus que ceux de mes anciens collègues qui partageaient les mêmes opinions que moi et trouvaient un soulagement certain à s'ouvrir à moi en toute confiance, sans calcul et sans crainte. C'était le cas avec le commandant Hadj Zoubir. Dans ces bureaux, on ne cherchait pas à me dissimuler des documents confidentiels. Et l'on ne parlait pas en langage codé d'affaires qui relevaient du secret. C'est ainsi que je découvris les premières opérations de représailles.

Alors que nous sommes en pleine conversation, un sous-lieutenant entre dans le bureau pour informer le commandant Zoubir que le matin, en sortant de chez lui, il a appris qu'une dizaine de cadavres jonchaient les rues du quartier de Bachadjarah. Zoubir l'interroge :

- Tu as passé la nuit chez toi ?

- Oui, ça faisait longtemps que je n'avais pas vu ma famille.

- Et qu'en pensent les gens ?

- Certains pensent que c'est les terroristes, et d'autres disent que c'est l'œuvre de la SM.

Le laissant dans le doute, Hadj Zoubir lui conseille d'éviter de rentrer chez lui, et de se montrer très prudent s'il le fait.

L'officier sorti du bureau, le commandant Zoubir me glisse sur le ton de la confidence : « *C'est une opération de Bachir.* » Sur-le-champ, je lui demande d'appeler le commandant Bachir pour prendre rendez-vous avec lui. Sans hésitation aucune, Bachir m'invite à déjeuner avec lui à la caserne de Ben Aknoun.

Une heure plus tard, j'arrive au CMI, où il m'attendait. Comme d'habitude c'est parti pour une discussion sans fin sur tous les sujets. Plus de cinq heures. Nous avons toujours beaucoup de choses à nous raconter. Cette fois-ci, nous parlerons beaucoup moins de théâtre et de musique. La situation politique et la sécurité du pays sont les sujets dominants de notre conversation.

En me parlant des grandes opérations qu'il a menées ces derniers temps, Bachir n'a pas changé. Même si cela risque d'étonner les amateurs de sensationnel, il a horreur de la torture et des officiers qui ont recours à cette méthode pour obtenir des renseignements. En homme intelligent, il sait très bien que toute information obtenue de cette manière est douteuse et risque de le mettre sur de fausses pistes. Il privilégie l'interrogatoire sous ses différentes facettes en pressant le suspect par des questions répétitives, en cherchant le moindre détail, en fouinant dans la mémoire, en évitant de poser les questions auxquelles s'attend l'intéressé, pour les mettre sur la table au moment le plus inattendu. C'est de cette manière qu'il a réussi à remonter la piste des ravisseurs des trois diplomates français. En usant de la même méthode d'interrogatoire, il a pu arrêter le commandant de la marine qui avait déposé une bombe au mess des officiers du ministère de la Défense et les auteurs du premier attentat commis contre la base navale d'Alger en 1992.

Au cours de notre conversation, j'interroge Bachir sur les cadavres de Bachadjarah. Sans la moindre hésitation, et avec beaucoup de conviction, il me dit : « *C'est fini, maintenant. Ils ne pourront plus commettre leurs crimes dans la journée et rentrer passer la nuit tranquillement chez eux* ».

Il m'explique que « *cette opération était destinée à semer la peur dans les rangs des groupes terroristes.* » La nuit, des hommes habillés en Kachabia* et armés de kalachnikov frappent aux portes des maisons repérées et identifiées comme étant les habitations d'éléments terroristes. « *Khouk Moudjahid* »* répond-on à celui qui demande qui est là. S'il ouvre il est abattu d'une balle. « *Peu importe que ce soit l'élément recherché, son frère ou son père. L'important c'est que le terroriste sait maintenant qu'il ne pourra plus se réfugier chez lui. Si c'est son frère ou son père, il est forcément au courant des agissements de son proche, donc c'est un complice* ». Telle était la logique du commandant Bachir. Une logique de guerre. « *La base logistique de l'ennemi doit être attaquée et neutralisée* ». En revanche, il n'a jamais été question pour lui de perpétrer des massacres contre la population civile.

Alors que je m'apprête à prendre congé de lui, je vois sortir les hommes du commando qui vont opérer ce soir-là dans le quartier des Eucalyptus, non loin de Bachadjarah.

Surpris par la tournure des évènements, je ne peux, à ce moment précis, livrer à Bachir mon sentiment sur ces représailles. Je n'ai pas les idées claires pour pouvoir en débattre. Je n'aurai pas l'occasion de le revoir pour en parler. Dommage. J'aurais bien aimé lui exprimer mon désaccord, en toute franchise, sur ce genre d'opérations. Mais je suis sûr, que pris dans le feu de l'action, il n'a pas eu suffisamment de recul pour mesurer l'ampleur des dégâts si ce type d'action venait à se généraliser.

Officier universitaire, diplômé en géographie de l'université de Constantine, il s'est engagé dans l'armée pour mieux servir son pays, comme de nombreux jeunes de ma génération. Après six mois de stage au sein du KGB à Moscou, il a été choisi par le colonel Merbah pour participer, avec d'autres officiers, à la formation des éléments du Polisario, en 1975. Il a ensuite été affecté au secteur militaire de la ville d'Oum El Bouaghi comme chef de bureau de sécurité. Dans cette petite ville, où tout le monde se connaît et tout se sait, Bachir, lieutenant à l'époque, très proche de la population, donnait de la S.M. une image très positive, tout à fait différente de celle qu'on lui connaissait, très éloignée de l'affairisme des anciens officiers. Il en sera de même à Jijel où je l'ai connu en 1981, alors que je réalisais un reportage sur la ville et sa base navale, pour *El Djeich.*

Sans parrain, il n'avait que ses compétences à faire valoir. Cela ne suffit pas. C'est ce qu'il apprendra à ses dépens lorsqu'il dirigera le bureau de sécurité du secteur militaire d'Alger. Ne tenant aucun compte des recommandations des uns, ni des intimidations des autres, Bachir instruisait ses dossiers selon sa conscience. A Alger, nous nous voyions souvent. Partageant les mêmes affinités et les mêmes opinions politiques, nous nous invitions mutuellement pour écouter les chansons révolutionnaires du chanteur égyptien Cheikh Imam, ou regarder une cassette racontant la vie de Che Guevara.

Pour avoir dérangé de gros bonnets dans la capitale, Bachir a connu une courte mise à l'écart avant d'être affecté à la tête du bureau de sécurité de la garnison militaire d'Alger. Une fonction qui répondait peu à son profil. Il n'a pas tardé à faire reconnaître ses compétences et s'est vu nommer à la tête de la direction régionale de la Sécurité de l'armée de la 5ème Région militaire.

Partout où il est passé, il a laissé une bonne impression, tant à ses subalternes qu'à son entourage. Quant à ses supérieurs, il n'a jamais cherché à leur plaire. Il s'imposait à eux uniquement par ses compétences et sa rigueur dans le travail.

D'une grande honnêteté, il n'a jamais profité de sa position pour faire fortune en s'attribuant des appartements et des lotissements à bâtir. Il habitait un F3 dans une cité populaire d'Alger, comme n'importe quel citoyen. Aux moments forts du terrorisme, il s'est contenté d'un appartement dans une cité militaire, alors que des civils et des larbins se pavanaient dans les résidences d'Etat du Club des Pins.

Tel est le véritable visage d'un officier supérieur fortement impliqué dans la lutte anti-terroriste, dont le nom a été cité chaque fois que l'on voulait évoquer les exactions de l'armée. Certains voulaient donner de lui l'image d'un « Aussaresses algérien », alors que les véritables bourreaux sont nombreux et se cachent ailleurs qu'à Ben Aknoun. Il est indéniable que cet homme n'a rien à voir avec les officiers véreux qui ont sali l'armée par leur comportement mafieux. Je doute fort qu'il ait tiré un quelconque profit de ses fonctions ou qu'il ait un compte garni dans une banque étrangère ou même en Algérie.

Dans l'exercice de ses fonctions, le colonel Bachir n'était guidé que par ses convictions et sa conscience. Lorsqu'il a mené les premières opérations de représailles contre des civils dans les quartiers de Bachadjarah et des Eucalyptus, il était convaincu de mener un juste combat contre des hordes terroristes qui avaient fait beaucoup de mal aux populations civiles. Il ne soupçonnait pas le jeu macabre des généraux mafieux.

Je suis sûr qu'il finira par découvrir la réalité, si ce n'est déjà fait, et je doute fort qu'il puisse aller au-delà du grade de colonel. Je suis persuadé aussi qu'il connaîtra le même sort que ses collègues, les colonels Boukhari et Abdou. Il ne pourra jamais faire partie des cercles des sous-traitants de la mafia.

Cependant, il est vrai que les services de sécurité comptent très peu d'hommes comme lui. Il y a bien évidemment des tortionnaires dans l'armée ou la police. Et ils sont nombreux. Fiers de leur bêtise et de leur lâcheté. Ils oublient qu'en disposant d'un homme ligoté pour le soumettre à des sévices corporels, ces bourreaux ne font qu'étaler leur faiblesse et leur lâcheté. Les tortionnaires sont des cas pathologiques qui relèvent de la psychiatrie. J'en ai connu deux qui se sont particulièrement distingués lors des évènements d'octobre 88. L'un était de forte corpulence et souffrait d'impuissance sexuelle. L'autre était un cocu notoire, marié à une fille de la bourgeoisie algéroise, qu'on surnommait le « sac à sperme ». Incapable de divorcer pour des raisons matérielles, il frimait devant ses collègues qui riaient sous cape chaque fois qu'ils le voyaient passer. Les deux agissaient bien entendu sous des pseudonymes : Mustapha et Yazid.

Ces opérations de représailles n'ont pas manqué d'exacerber la guerre civile. Policiers, forces spéciales, simples unités militaires, gardes communaux, groupes de légitime défense qualifiés de patriotes, comme si les autres Algériens ne l'étaient pas, sont souvent cités dans les cas d'exactions. Certains ont été traduits devant la justice. D'autres ont joui de l'impunité. Il s'est même trouvé un membre du Conseil national de transition, une assemblée désignée par le pouvoir, qui usait de son arme à feu pour s'ouvrir un passage quand il trouvait la route bloquée par un bouchon.

Quoi qu'il en soit, les généraux, bien protégés dans leurs bunkers feutrés, ne peuvent que se réjouir de ces tueries de civils. Ils ont réussi à renverser la tendance. On ne parle plus d'actions armées contre des policiers et des militaires, symboles du régime. Fini, « *le djihad pour recouvrer un droit spolié* ». Place aux tueries sauvages et aux descentes de bandes armées qui vont terroriser les populations civiles. Les uns tuent « *parce qu'il y a des mouchards parmi les populations* ». Les autres font de même « *parce que les populations apportent leur aide aux terroristes* ». Dans les deux cas ce sont des populations civiles innocentes qui vont payer tandis que des esprits malveillants vont discourir et débattre de l'inutile question : « *Qui tue qui ?* »

L'idée des représailles ne venait pas du colonel Bachir. Elle émanait de l'un des cercles du cabinet noir. Elle s'est concrétisée peu avant la fin de l'année 1993 à travers l'OJAL, une obscure organisation qui a disparu aussi vite qu'elle est apparue, non sans commettre quelques massacres et laisser des traces indélébiles sur le chemin de la guerre civile.

Aujourd'hui, on parle peu de cette organisation terroriste à la solde du pouvoir qui n'avait rien à voir avec la S.M. Au lendemain de la publication du premier communiqué, annonçant sa naissance et ses objectifs, qui m'a paru bizarre, j'ai vite appelé le commandant Allili, de son vrai nom Belaïd Ben Ali, en qui j'avais toute confiance. C'est un de ces brillants officiers que compte la S.M. Diplômé de l'université d'Alger en Sciences politiques, après avoir terminé ses études en post-graduation dans une grande école de Montréal, il a occupé, malgré son jeune âge, de hautes fonctions au niveau du cabinet du général Lakehal Ayat qui s'était entouré de jeunes universitaires pour constituer son staff.

Que ce soit au sein de ce cabinet, ou à la division d'évaluation et d'analyse dont il était le chef et moi sous-directeur, nous nous sommes toujours bien entendus.

Lorsque je lui demandai d'où sortait cette organisation annoncée en grande pompe à la une d'un journal gouvernemental arabophone du soir, *El Massa*, Allili me fit part de sa surprise : « *Cela doit être un coup des Bleus* ». Autrement dit, la police. On ne parle pas beaucoup d'elle. Mais son implication dans beaucoup d'assassinats et d'exactions soulève l'indignation de beaucoup d'éléments intègres de la DGSN.

A l'époque, la police avait pour directeur général Mohamed Ouaddah, un homme assoiffé de pouvoir, prêt à marcher sur le cadavre de sa mère pour concrétiser ses ambitions. Les clans du pouvoir qui avaient misé sur lui ont fini par l'éjecter en 1995, après avoir compris qu'il était une véritable girouette.

Croyant à tort à la puissance du général Betchine, il avait tourné le dos à ses promoteurs pour se jeter corps et âme au service du ministre conseiller du président Zeroual en 1994. Pour s'imposer et plaire à ses parrains, il ne reculait devant rien. Il n'avait qu'un mot à la bouche pour justifier l'injustifiable : « *C'est la raison d'Etat* ». Jamais la police n'a connu pareille crapule à sa tête. Il ne cherchait pas à faire de l'infiltration des groupes terroristes un moyen de recueillir de renseignements pour démanteler les réseaux. Il incitait ses troupes à adopter les mêmes méthodes que les terroristes en égorgeant et abattant sans raison des civils. Lui était un vrai « Aussaresses algérien ». Son successeur, Ali Tounsi l'est tout autant.

Le cas de Samir Fezzani, jeune militant du RCD, est un exemple tragique, parmi des milliers d'autres, des conséquences de cette politique de barbares.

Samir, farouche partisan de la démocratie et anti-intégriste convaincu, ne se doutait pas un instant que la lutte anti-terroriste, qu'il soutenait de tout son cœur, allait faire de lui une victime enterrée à la sauvette.

Nous sommes en 1994. Mettant à profit le long week-end qui coïncide avec la célébration de la fête du 1er novembre, date du déclenchement de la guerre d'indépendance, il se rend à Alger passer quelques jours de vacances chez ses cousins qui habitent le quartier populaire « La glacière » à Hussein Dey.

Le 30 octobre, après avoir suivi le discours du président Zéroual à la télévision, il étend le drapeau algérien dans un coin de la chambre et allume quelques bougies pour commémorer l'événement.

Vers 22 heures, un peu agité, il quitte l'appartement de ses cousins pour aller scander dans la rue quelques slogans hostiles aux islamistes. Malgré le froid, il est habillé légèrement : un gilet de corps et un pantalon. Arrivé au niveau d'une caserne de la logistique de l'armée, dite « Haouch Hadda », il est arrêté par les militaires qui montent la garde. Une fois calmé, les militaires le confient à une patrouille de police pour le raccompagner chez lui, en raison du couvre-feu qui interdit tout déplacement à partir de 23 heures. Mais les « anges gardiens » de Samir lui font prendre une tout autre destination : les geôles du commissariat d'El Maqaria.

Malgré leur inquiétude en ne le voyant pas rentrer, ses cousins ont dû attendre le lever du jour pour partir à sa recherche. Ils se rendent d'abord à la caserne qui se trouve à proximité de leur cité pour donner son signalement. L'officier de permanence leur confirme son passage de la veille, et leur recommande d'aller au commissariat de police du quartier. Arrivés sur place, ils sont soulagés d'apprendre qu'il est « *en bonnes mains et en sécurité* ». Un policier appelle : « *Samir !... Il est là ?* »

- « *Oui, je suis là !* », répond le jeune homme.

Ses cousins remettent au permanencier ses papiers et ses habits et rentrent chez eux, rassurés par la promesse des policiers de le libérer après son audition. « *Une audition de routine, pour justifier la nuit passée au commissariat* », leur a-t-on dit. Ils attendent toute la journée. Toute la soirée. Toute la nuit. En vain.

Le lendemain matin, ils se présentent au commissariat, où on leur promet une nouvelle fois : « *Il sera relâché dans un petit moment.* »

Dans l'après-midi, ne le voyant pas rentrer, ils retournent s'enquérir de son état. « *Il n'y a pas lieu de s'inquiéter. L'officier qui doit l'auditionner n'est pas encore arrivé. Il rentrera bientôt.* » Les cousins regagnent encore une fois leur domicile avec la certitude de voir Samir les rejoindre dans un petit moment… Ils l'attendront toute la nuit.

Au matin du troisième jour, ils sont de nouveau au commissariat. Et là, surprise, un jeune officier leur répond sèchement : « *Non, on ne connaît pas de gars répondant à ce nom.* » Ses cousins s'accrochent, expliquent que, la veille, on leur a dit qu'il était là. Imperturbable, le policier les renvoie comme des malpropres en se faisant menaçant.

Devant leur insistance, un policier en civil apparaît et lance : « *Allez voir à la morgue de Bologhine s'il y est* ». Ses cousins n'en croient pas leurs oreilles. L'ordre, car c'en est un, leur est répété avec aplomb.

A la morgue de Bologhine, on leur confirme sa mort par balles. Ils réclament son corps. « *Pas question c'est un terroriste* ! » Un de ses cousins a réussi à voir le cadavre. Il est criblé de balles au niveau de l'abdomen. La famille de Samir remue ciel et terre pour récupérer le garçon et prouver qu'il ne s'agit nullement d'un terroriste.

Malgré toutes les promesses des personnalités contactées, il sera inhumé sous « X algérien » dans le carré réservé aux terroristes du cimetière El Alia d'Alger.

Saisi de l'affaire par la famille de la victime, le docteur Saïd Saadi, président du RCD, fait diffuser un communiqué qui met en garde contre les bavures. Ce ne sera pas suffisant pour rendre la vie à Samir. Une bavure ? Non ! Ils sont des milliers de Samir à avoir connu le même sort. Des milliers de disparus, arrêtés, torturés et liquidés sans état d'âme par les services de police, la gendarmerie, la Sécurité militaire et les GLD.

Samir n'a pas été victime d'une erreur, mais d'une folie furieuse qui s'est emparée d'un pays où presser la détente est presque devenu un jeu d'enfant. C'est la folie des généraux, qui ont totalement perdu la raison. Ils sont prêts à tuer trente millions d'Algériens pour garder le pouvoir. Samir, militant démocrate, n'a jamais été un terroriste. La presse « démocratique » a ignoré sa mort, alors que tous les journalistes de la maison de la presse de la place du 1er Mai d'Alger savaient qu'il n'était qu'une victime innocente de plus sur la longue liste des martyrs. Paix à ton âme Samir.

Des amis policiers, dont je ne peux mettre en doute l'intégrité, m'ont avoué que des dizaines de leurs collègues avaient sombré dans la drogue, l'alcool et la folie pour avoir participé ou assisté à des massacres et des tortures. Ils ont joué aux bouchers jusqu'au jour où, prenant conscience de l'horreur de leurs actes, ces policiers, tous de jeunes recrues, ont développé un véritable syndrome psychiatrique. Les bourreaux sont devenus victimes. Mais, depuis le début, ils sont victimes d'un système mafieux qui ne peut que s'abreuver du sang d'Algériens. Le système des généraux frappés, eux, par « le syndrome de l'impunité ». Ecœurés par les méfaits des généraux mafieux, certains officiers se sont rebellés. Chacun à sa manière. A tort ou à raison.

En 1994, un commandant de la marine a déposé une bombe dans les toilettes du mess des officiers du ministère de la Défense. Qui auraient été les victimes de sa bombe si elle avait explosé ? Sûrement pas les généraux.

Le capitaine Zemani, pilote d'hélicoptère, s'est rebellé lui aussi, en sacrifiant une carrière qui s'annonçait brillante. Le 5 juillet 1993, jour de la célébration de la fête de l'indépendance, il décolle à six heures du matin et bombarde le poste de commandement de la base d'Aïn Arnat. Il tire soixante obus en signe d'adieu à ses camarades. Quelques jours plus tard, son appareil est retrouvé dans une ferme à Ramdane Djamel, du côté de Skikda. Mais aucune trace de lui.

Ses amis ont du mal à expliquer son geste. Il devait passer commandant au mois de novembre et partir en stage aux Etats-Unis au mois de décembre. Il n'avait aucun lien avec les intégristes. Mais, d'après ses camarades d'escadron, il ne supportait plus de bombarder des zones habitées par des populations civiles. Il avait déjà refusé de le faire, dans la région de Blida. Ce 5 juillet, il devait participer à un bombardement dans la région de Jijel, dans l'est du pays.

Alors que lui a tout perdu en refusant de bombarder une zone où se trouvaient des éléments de l'AIS, ceux qui devaient subir le déluge de feu de ses obus jouissent aujourd'hui de l'impunité grâce aux accords passés avec le général Smaïl.

Le lieutenant Messaoud Allili était plus raisonnable. A bord de son hélicoptère, il a déserté et s'est rendu en Espagne, où il a demandé l'asile politique.

Beaucoup de militaires sont aussi hantés par certains de leurs actes et dévorés par le remords.

A l'occasion du 27ème jour du ramadan 1994, un paisible citoyen de Cherarba, qui emmène ses deux enfants chez le médecin pour les faire circoncire, rebrousse chemin à la vue d'un convoi militaire. Rattrapé par les soldats, il est tabassé et abattu d'une rafale de kalachnikov. Le jeune lieutenant qui a fait usage de son arme se donne la mort en se tirant une balle dans la tête, quelques jours plus tard.

Parfois, militaires ou policiers se font passer pour des terroristes et rackettent les commerçants. En m'avouant ses agissements, l'un d'eux se justifie ainsi : « *Vaut mieux que ce soit la police qui prenne cet argent que les terroristes. De toute façon, on sait bien qu'ils vont passer.* » Pour ce jeune policier, c'était une manière d'arrondir ses fins de mois difficiles. « *Ma paye de 8000 dinars ne me suffit pas.* » Voyant ses chefs rouler carrosse et se pavaner dans de luxueuses villas, ce policier mobilisé 24 heures sur 24 dans la lutte anti-terroriste, victime de la crise du logement, trouve dans le racket un moyen de tirer profit, à sa manière, de la guerre civile.

La majorité des policiers et des militaires est mal payée. Leur salaire ne leur permet même pas de s'alimenter correctement. « *Sans le racket et la récupération du butin des groupes terroristes que nous neutralisons, je ferais mieux de faire du trabendo que de m'exposer à la mort à toute heure.* » Faut-il blâmer et condamner ces jeunes policiers et militaires qui sont eux aussi victimes de la mafia qui régit le pays ? Ils sont pris entre deux feux. Celui de leurs chefs, qui servent de relais aux parrains, et celui des terroristes.

C'est pourquoi je me refuse à assimiler leur dévouement et leur engagement dans la lutte anti-terroriste à la lâcheté des généraux, à l'image d'un Khaled Nezzar rasant les murs de Paris jusqu'au Bourget, et passant une nuit blanche sous la surveillance de la DST en attendant le décollage de l'avion privé qu'on lui a envoyé d'Alger pour le rapatrier in extremis.

Si l'Algérien ne cesse de se plaindre de la *hogra*, celle-ci n'est pas le fait du policier, du gendarme ou du militaire. Eux aussi la subissent de la part de leur hiérarchie, et ne font que la répercuter. Ce sont des citoyens comme les autres. Ils vivent les mêmes conditions de misère et de pauvreté que le commun des Algériens.

Je me souviens de ce policier qui, en 1986, était chargé de faire évacuer les habitants des bidonvilles de Belcourt. Dans le cadre de l'éradication de l'habitat précaire, le pouvoir avait décidé que tous les habitants des bidonvilles de la périphérie d'Alger devaient retourner dans leur région d'origine. En rentrant le soir dans son bidonville de Zéralda, lui-même a découvert que sa famille avait été évacuée en son absence, dans les mêmes conditions que celles qu'il venait de faire subir aux autres. Il s'est tiré une balle dans la tête.

Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, policiers, militaires et gendarmes vivent dans les mêmes conditions que leurs ennemis. Eux non plus ne peuvent pas rentrer chez eux le soir pour retrouver la chaleur familiale. Ceux qui ratissent les maquis souffrent du froid, de la faim et des mauvaises conditions de vie, et flirtent avec la mort sans discontinuer.

Pendant que ces enfants du peuple se livrent bataille pour le compte d'un pouvoir dont ils ne seront jamais les détenteurs, quel que soit le vainqueur, les généraux baignent dans le stupre, s'abreuvent de whisky et téléphonent tranquillement à leurs rejetons installés dans les capitales occidentales.

Il est malheureux de constater que certains pseudo-démocrates s'en prennent régulièrement à Bouteflika, l'accusant d'islamisme et lui prêtant l'intention de vouloir négocier avec le FIS. Mais lorsque Khaled Nezzar, à Paris, dévoile que c'est le général Smaïl qui a négocié avec l'AIS, autrement dit que les concepteurs de la loi de la concorde ne sont autres que les généraux, les adversaires de cette loi se taisent. Ils ne peuvent pas se permettre de couvrir les généraux des mêmes insultes qu'ils déversent quotidiennement sur Bouteflika, otage consentant entre les mains de la mafia.

Chapitre XI

Pendant les massacres, les affaires continuent…

En s'emparant du pouvoir, le clan des généraux s'est approprié tout un pays. L'économie algérienne, qui tire toute sa force des richesses pétrolières et gazières, est entre leurs mains. Les directeurs généraux de la Sonatrach, Société nationale des hydrocarbures, et de la banque centrale d'Algérie sont placés en permanence sous leur contrôle. Prenant prétexte des mesures de sécurité, ils les ont installés au centre militaire touristique de Sidi Fredj.

Pour le reste de l'activité économique, ce n'est un secret pour personne qu'en Algérie c'est le système du *trabendo* qui prime. Il permet aux grands pontes de l'import-export, qui ne sont autres que les généraux véreux et leurs acolytes, de mener leurs affaires à l'ombre. Pas de contrôle fiscal, pas de comptes bancaires en leur nom. Tout se fait sous des noms d'emprunt.

Le groupe de presse Cirta-com, par exemple, est au nom d'une certaine Aicha Baya Guedidi. Qui est cette brave dame qui gère une entreprise de diffusion, un groupe propriétaire de deux titres, et est actionnaire de plusieurs autres ? Elle est inconnue dans le monde des affaires et de la presse. Même son banquier ne l'a jamais vue. Elle est tout simplement l'épouse du général Mohammed Betchine. L'usine de céramique de ce même général est, au regard de l'administration, une SARL familiale dont les parts sont réparties entre quatre personnes : l'épouse et les enfants du général.

Profitant du climat de violence et de terrorisme qui règne en Algérie, il a aussi créé, sous le nom de son beau-fils, Ghalib Djebbour, dont il a fait l'un des directeurs de ses journaux, une société de sécurité. Cette société propose ses services à des organismes étatiques qui ne peuvent pas refuser de conclure des contrats évalués à des centaines de millions de dinars. Betchine a suggéré l'idée à son ami, le général à la retraite, Abdelmadjid Chérif, beau-frère du président Zeroual. Les deux généraux se partagent Alger. L'un sévit à l'Est de la capitale, l'autre à l'Ouest.

Abdelmadjid Chérif cherche même à créer une société d'importation d'armes pour les vendre aux sociétés de sécurité qui prolifèrent.

Betchine n'est pas le seul à agir de la sorte. Non seulement, ils usent tous de noms d'emprunt, mais, dans beaucoup d'affaires, ils n'ont pas besoin de papiers, se contentant de prendre leur part, la *tchippa* , sur les affaires qu'ils protègent de leur autorité.

Un citoyen veut investir dans un secteur, le tourisme par exemple. Avec le meilleur dossier du monde et de solides garanties de succès, il se heurtera d'abord à la machine bureaucratique. Sans appui, il ne peut obtenir ni terrain, ni crédit bancaire. Des gens « qui lui veulent du bien » vont lui conseiller de s'associer à une casquette, autrement dit un général véreux. Bien entendu, il ne verra, jamais l'ombre du général. Il sera en contact avec lui par le truchement d'intermédiaires. A l'investisseur d'apporter le projet et les capitaux, au général d'apporter sa « caution morale », qui représente sa participation au projet.

Cette caution consiste à faciliter les démarches auprès de l'administration et les opérateurs économiques de l'Etat. L'obtention du terrain est facilitée, la clientèle de l'hôtel est assurée.

S'il s'agit de l'importation de produits de consommation, il n'y aura aucun problème pour leur dédouanement et leur commercialisation. Et si d'aventure, un importateur sans appuis s'amusait à importer le même produit, le sien serait tout simplement bloqué au niveau du port. Parfois, on n'hésite pas à provoquer une pénurie de sucre ou de café pour accentuer la demande. Ainsi, dès son arrivée sur le marché, le produit s'arrache.

Il va sans dire que le financement de ces produits importés est assuré par une banque algérienne. L'importateur n'a pas besoin d'investir un centime tant qu'il a la « caution morale » d'un baron du régime. Chaque général détient le monopole dans un secteur précis. Il y a le général du médicament (Ghenim), de la bière (Ataïlia), de l'immobilier (Benkortebi), de la sardine (Bekhouche), du blé (Larbi Belkheir), etc...

Les créneaux porteurs, en Algérie, sont le domaine réservé des associés de la mafia des généraux. Prenons l'exemple du transport aérien. Qui pourrait se permettre d'investir dans ce domaine ? Ce ne sont pas en tous cas des gens du métier ou des industriels connus.

Allez savoir à qui appartient la compagnie aérienne Khalifa Airways. De création récente, elle se lance dans un élan de « générosité » sans pareil en débauchant les pilotes d'Air Algérie en leur offrant le double de leur salaire et parfois plus, et en sponsorisant tous azimuts un nombre incalculable de clubs de football, dont l'Olympique de Marseille.

Au moment où de grandes compagnies internationales sont confrontées à d'énormes difficultés économiques, ou font faillite, Khalifa Airways jette l'argent par les fenêtres. « C'est la blanchisserie de l'argent des généraux » n'hésitent pas à dire de nombreux observateurs. Dans une interview accordée au *Figaro* au mois d'octobre 2001, son Président-Directeur Général, fils d'un ancien ministre, faute de pouvoir s'expliquer sur sa gestion, laisse planer le doute sur l'origine des fonds de sa compagnie.

Quoiqu'il en soit la compagnie aérienne, dont le budget publicitaire est de loin supérieur à son chiffre d'affaires, cas unique dans les annales de l'économie, reflète parfaitement l'image d'un pouvoir dont elle est l'émanation.

Attention ! Lorsqu'on veut s'associer à un général en affaires, il faut savoir conjuguer le verbe manger dix fois plus à la deuxième personne du singulier qu'à la première personne. « *Tu manges, tu manges… (dix fois), et je mange (une fois).* » Cette règle est devenue une blague qui court les rues des villes d'Algérie.

C'est pour avoir oublié cette règle que Mohammed Redha Ben Boualia, l'associé principal du général Betchine s'est retrouvé à l'ombre.

Ancien pilote de chasse, radié de l'armée pour pédérastie selon le général Betchine, Ben Boualia servait de nom d'emprunt au parrain de la mafia constantinoise, pour toutes ses affaires véreuses. Il était l'homme le plus craint de Constantine. Lors des visites ministérielles, le wali de Constantine s'effaçait devant lui. Quand Betchine faisait son hold-up sur mon journal, *El Acil*, c'est Ben Boualia qui me faisait face devant le président du tribunal de Constantine.

Le directeur du port de Skikda a été limogé de son poste pour avoir exigé de Ben Boualia qu'il paye les taxes portuaires.

Le directeur de la Société d'impression de l'Est, Lazhar Merad, s'est retrouvé du jour au lendemain au chômage pour avoir réclamé à Ben Boualia le paiement des frais d'impression de son journal.

Le wali de Constantine, Brahim Djeffal, a été renvoyé chez lui pour avoir reçu un entrepreneur concurrent de Ben Boualia.

J'arrête là la liste des méfaits de ce larbin qui a fini par se retrouver durant trois années derrière les barreaux de la prison du Coudiat de Constantine, grâce à un papier rédigé vite fait chez le faussaire du 4ème kilomètre de la route du Khroub. Mohammed Kaddour est toujours là pour établir les actes notariés que lui demande le général Betchine. Le journal que Ben Boualia se partageait avec l'épouse du général ne lui appartient plus. Tous ses biens ont été saisis durant son séjour en prison. L'argent est destiné à « dédommager » Aïcha Betchine, son ex-associée.

Pourquoi ce retournement de situation ? Ayant servi d'homme lige à un mafieux, Ben Boualia croyait vraiment qu'il était associé à Betchine.

En investissant des dizaines de millions dans la campagne électorale de Zeroual (qui n'en avait pas besoin puisqu'il se servait de l'argent du Trésor public), Ben Boualia se voyait associé au pouvoir politique. Mais il refusait que quelqu'un d'autre vienne le concurrencer dans son association avec « son » général. Ce dernier ne devait être marié qu'à lui.

Malheureusement pour cet affairiste jaloux, Betchine est un polygame. Insatiable, il ne pouvait se contenter des affaires que lui brassait Ben Boualia. Lorsqu'Abdelali Blikez, autre affairiste de Constantine a montré le bout du nez, Ben Boualia s'est enflammé et a publié une lettre ouverte, pour se plaindre des agissements de Blikez, au président de la République, Liamine Zeroual, qui aurait dû lui être reconnaissant de sa contribution à sa campagne électorale.

Betchine se fâche, envoie son fils Ahmed donner une correction à coup de poings à l'associé déchaîné. Avertie, la police embarque les deux bagarreurs. Au bout de quelques minutes, le fils du général est bien entendu relâché, et l'associé indélicat est envoyé devant un juge d'instruction. Là, toutes les affaires pleuvent sur le « pauvre » Ben Boualia. Fraude fiscale, vols et destruction de biens d'autrui, outrage à magistrat, abus de biens sociaux etc… La note est salée. Trois années de prison, et saisie de tous ses biens et de tous ses comptes bancaires.

Associés des généraux, retenez la leçon.

La politique de la « caution morale » est pratiquée aujourd'hui à tous les niveaux de la société. Pour décrocher un marché portant sur la construction de quatre ou dix logements, un petit entrepreneur en bâtiment a besoin d'une intervention du commandant de groupement de la gendarmerie, ou du commissaire de police, ou du maire du village, auprès du directeur de l'OPGI (Office de promotion et de gestion immobilière, organisme d'Etat). L'intervention, bien entendu, n'est pas gratuite. Il faut payer la *tchippa*.

S'il s'agit d'un grand entrepreneur et d'un contrat portant sur plusieurs millions de dinars, avoir une « caution morale » est obligatoire. Sinon, le fisc, les assurances, la caisse maladie et la « justice » se chargeront vite de mettre en faillite l'imprudent ou le récalcitrant.

En quittant l'armée, j'ai fondé *El Acil* (« L'Authentique »), le premier quotidien indépendant de l'Est algérien. Le numéro un était sur le marché le 6 décembre 1992, soit deux mois et demi après ma radiation des effectifs de l'armée. Il est vrai que j'avais tout préparé durant l'été. Comme je démarrais sans grands moyens financiers, rares étaient ceux qui pariaient sur les chances de mon entreprise.

Betchine, qui n'y croyait pas plus que les autres, m'a d'abord proposé de me louer le sous-sol de la villa de sa mère, dans le centre-ville de Constantine, pour dix mille dinars par mois, avec acte notarié.

Comme recettes, je ne comptais que sur les ventes et la publicité provenant du secteur privé et des militants de la cause berbère dans les Aurès et plus particulièrement dans la ville d'Oum El Bouaghi. L'ANEP (Agence nationale de l'édition et de la publicité), qui détient le monopole de la publicité du secteur étatique, me boycottait. Quant à la subvention de l'Etat, je ne pouvais espérer y prétendre. Et pour cause… La publication d'un article mettant en cause la mafia des généraux dans l'assassinat du président Boudiaf (14 décembre 1992) et un autre dénonçant l'incurie du commandement militaire à la suite de l'attaque par un groupe terroriste de la caserne de Boughzoul (1er avril 1993) avaient mis le général Nezzar dans une colère noire.

Grâce à sa liberté de ton, la dénonciation du régime des généraux et ses analyses pertinentes, le quotidien a vite reçu l'adhésion d'un large lectorat. Mais, il m'a aussi valu pas mal de soucis. Trois procès pour délit de presse sanctionnés par trois condamnations à des peines de quatre, deux et trois mois de prison avec sursis. Une convocation chez le procureur général du tribunal de Constantine, une autre chez le directeur régional de la sécurité de l'armée de la 5ème Région militaire. Et dire qu'avec ce palmarès, il se trouve des mauvaises langues pour prétendre qu'*El Acil* appartenait au général Betchine. Si c'était le cas, pourquoi ces mêmes mauvaises langues ne s'interrogent-elles pas sur l'impunité dont jouit le titre depuis qu'il a été kidnappé par le général, et sur l'ouverture du robinet publicitaire de l'ANEP, qui fait de lui le premier bénéficiaire des achats d'espace de cette agence d'Etat ?

En effet, quelques mois après le lancement du premier quotidien indépendant de l'est algérien, Betchine est venu me féliciter du succès que rencontrait *El Acil*. « *Maintenant, il va falloir que tu penses à lancer une édition en arabe et une société de diffusion pour mieux commercialiser ton journal*. »

Je lui réponds que je réfléchis à ces deux projets, mais que mon journal n'a que dix mois d'existence, et que je dois le consolider avant de passer à la vitesse supérieure.

- Que te manque-t-il ? Je te connais fonceur, capable de tout faire, et maintenant tu semble frileux.

- Ce n'est pas une question de courage. Je ne suis pas prêt financièrement.

Betchine n'attendait que ça. Pour les finances, il a la solution toute prête.

- Ne t'en fais pas. Ben Boualia peut te financer. Tu le prends comme associé, tu montes une grande entreprise et tu seras le PDG.
- Non. Je n'ai pas envie de m'associer avec quelqu'un que je ne connais pas bien.
- Mais je serai associé avec vous. Tu me connais bien. Je t'ai toujours considéré comme mon fils. Tu n'as rien à craindre de Ben Boualia.

Je lui demande alors pourquoi il faut s'associer à Ben Boualia si c'est lui, Betchine, qui apporte les finances. Tout comme je ne manque pas de l'interroger sur la provenance de l'argent, puisqu'il vit de sa pension de retraite, vingt-deux mille dinars mensuels.
- Toi, tu as le journal et le savoir-faire. Ben Boualia apporte les finances et moi, je suis la caution morale. Je ne suis pas fortuné. L'usine de céramique je l'ai montée avec un crédit bancaire, comme tout le monde. Pour la garantie bancaire de ce crédit, j'ai vendu la villa de fonction d'Alger pour six cents millions, la Peugeot 505 de fonctions pour cinquante millions, le chalet d'Aïn El Bey pour cent-quatre-vingts millions. J'ai vendu, aussi, la villa de Bellevue et le moteur d'un bateau. Ben Boualia me fait les travaux de terrassement de l'usine pour trois milliards, parce que je l'ai aidé à obtenir une ligne de crédit, et Blikez m'a donné du fer pour quatre vingt-millions. Moi, je n'ai rien volé. Ma villa de Sidi Mabrouk, c'est le génie militaire qui me l'a construite, comme tout le monde. Je peux tout justifier.

L'homme que je croyais au-dessus de tout soupçon vient de révéler sa véritable personnalité.

Voilà comment s'enrichissent les généraux en Algérie. Vendre villa et voiture de service, qui sont des biens de l'Etat, c'est normal. Obtenir des lignes de crédit bancaire et se faire construire une villa d'une valeur d'un milliard, c'est faire comme « tout le monde ». Comme si « tout le monde » pouvait bénéficier de ces avantages acquis sur le dos du peuple.

Je décline l'offre et fais remarquer au général Betchine qu ce sont là des pratiques mafieuses dont je ne peux m'accommoder.

Le parrain de la mafia constantinoise ne me pardonnera pas ce refus. Il commence par me demander de libérer la cave de la villa de sa mère dans les vingt-quatre heures. Je dois donc suspendre la parution du journal à compter du 3 novembre 1993 et chercher un nouveau local. Il profite de cette suspension pour approcher, par l'intermédiaire de Ben Boualia, les journalistes et les employés des services techniques en leur offrant le double du salaire qu'ils touchaient. Certains d'entre eux acceptent. D'autres préfèrent me suivre dans une nouvelle aventure.

Le 27 novembre, *El Acil* reparaît. Ben Boualia en est le gérant et Rahmani Aziz le directeur de la publication. Ce dernier, très porté sur la bouteille, sera renvoyé au bout de quelques mois.

Avec une administration aux ordres, Betchine et Ben Boualia sont en possession de documents officiels faisant de ce journal leur propriété commune. Le même procédé de falsification sera d'ailleurs utilisé par Betchine contre son acolyte, deux ans plus tard, afin de récupérer *El Acil* pour son seul compte.

Par la magie du pouvoir des mafieux, le journal est passé au nom de Mohammed Redha Ben Boualia et Aïcha Baya Guedidi, l'épouse de Betchine. Deux spécialistes de la presse, puisque l'un est entrepreneur, et l'autre, femme au foyer !

Ben Boualia était prêt à tout pour servir son protecteur et parrain. Sous son parapluie, il savait que rien ne pouvait l'inquiéter. Je l'ai fait condamner à deux mois de prison ferme par le tribunal de Sétif. Il n'a pas fait appel et n'a pas purgé la peine. Betchine est au-dessus des lois, ses protégés aussi.

Non seulement, il profite de la manne publicitaire de l'ANEP, mais aussi de la gratuité de l'impression.

Les généraux font des organismes et des entreprises de l'Etat leur source d'enrichissement. Nul n'a le droit de s'y opposer. Et ils n'hésitent pas à se servir jusque sur le marché des logements sociaux.

Pour absorber la crise aiguë du logement en Algérie, l'Etat construit des milliers de logements par an sur l'ensemble du territoire national. A la réception, une partie des logements neufs est distribuée, selon des conditions draconiennes, à des citoyens qui ont attendu plus d'une dizaine d'années dans la promiscuité ou les bidonvilles.

L'autre partie est affectée de droit aux walis qui ont droit à un quota de 10% des logements réceptionnés sur leur territoire de compétence. Enfin le reste est affecté aux barons du régime qui en disposent comme bon leur semble. Ces logements sont destinés à satisfaire les caprices des maîtresses et des enfants, ou bien vendus au prix fort.

Le foncier n'échappe pas non plus à la gourmandise de la mafia et de ses sous-traitants. Il y a deux manières d'en profiter. A chacun selon sa position dans la hiérarchie.

Le sous-fifre achète, par exemple, mille mètres carrés dans une zone de seconde catégorie, pour un prix dérisoire. Il en revend la moitié, pour dix fois son prix d'achat. Avec l’argent gagné, il fait construire sa résidence tout en profitant des largesses des organismes publics. Il achète le double de ses besoins en matériaux de construction, toujours frappés de pénurie, à des entreprises publiques, et écoule ensuite l’excédent sur le marché noir au double, voire au triple, du prix d'achat.

Les barons, eux, s'approprient d'abord les résidences de l'Etat, sous couvert de la loi de cession de biens de l'Etat, pondue spécialement pour les besoins de la cause en 1981. Les généraux mafieux ont ainsi acquis des résidences d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dinars, pour une bouchée de pain. Ils en louent certaines à des ambassades ou à des sociétés étrangères, et en revendent d’autres en multipliant le prix d'achat par cent. Evidemment, dans ces transactions immobilières, le fisc ne voit que du feu.

En effet, la règle veut qu'en Algérie, quand on vend une maison cent millions, on n’en déclare que vingt ou trente sur l'acte de vente. De la même façon, une villa louée cinquante millions est déclarée pour deux ou trois au maximum.

Dans l'Algérie des généraux, il n'y a que les salariés qui paient leurs impôts régulièrement, selon le barème officiel, car ils sont prélevés à la source. Les commerçants et les professions libérales se débrouillent comme ils peuvent. « *Tag aala men tag* » (« C'est la loi du plus fort »), comme dit le proverbe. Puisque nos généraux sont au-dessus des lois, rien n'empêche les autres de les contourner. Il suffit d'avoir ses entrées dans les différents rouages du système. A chacun selon son pouvoir.

Le général-major Mostefa Benloucif en sait quelque chose. En se rapprochant du président Boudiaf pour tenter de déstabiliser les décideurs, il a fait tomber sur lui l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête depuis 1987.

Au début des années quatre-vingts, Benloucif était l'homme fort de l'armée algérienne Il en a profité pour s'approprier de nombreuses villas et résidences à Alger et Annaba, dans le cadre de la fameuse loi de cession des biens de l'Etat de 1981, « *Il a pris un peu plus que les autres* », confie un ancien officier supérieur, « *mais ce n'était pas ça le problème. Son erreur, c'est d'avoir fonctionné en solo. Il n'avait pas constitué de clan. Il comptait sur les anciens de l'ALN pour contrer les anciens de l'armée française, tout en versant dans l'enrichissement rapide et illicite*. »

Finalement, il a tout perdu. Le pouvoir et le soutien des anciens maquisards. Les transfuges de l'armée coloniale vont lui faire payer cher son arrogance et son hostilité.

Sous l'influence de Khaled Nezzar et Larbi Belkheir, le président Chadli ordonne que Benloucif soit auditionné par un groupe de généraux. Ces derniers sont choisis parmi les anciens de l'ALN : Lakehal Ayat Mejdoub, Hachemi Hadjeres, Mohammed Ataïlia, Hocine Benmallem. Bien sûr, Khaled Nezzar est là, comme toujours, pour suivre l'affaire dont il est l'instigateur.

Le rapport établi par les cinq généraux demande la restitution des biens détournés, mais Benloucif ne rend qu'une partie du butin. Pas la villa S'tiha, tant convoitée par Belkheir et Nezzar. Acquise pour une bouchée de pain, cette propriété de quatorze hectares à El Biar, sur les hauteurs d'Alger, a été entièrement refaite pour plus de quinze millions de francs, payés sur les fonds de la présidence de la République. Ses adversaires multiplient alors les pressions. Ils lui coupent l'eau et l'électricité. Benloucif va s'installer dans sa luxueuse résidence d'Annaba, en attendant des jours meilleurs. Ils le menacent de le traîner devant la justice militaire, mais rien n'y fait.

Un mercredi d'août 1990, alors que j'étais dans le bureau du général Betchine, j'ai eu l'occasion d'assister à une conversation téléphonique entre Benloucif et lui.

Nous nous apprêtions à partir en mission en Tunisie dans le cadre de la coopération bilatérale, et Betchine invitait Benloucif à se rendre à Alger le samedi. Benloucif voulait connaître l'objet de cette invitation. Devant son insistance, Betchine finit par lâcher : « *Frère, viens leur rendre leur merde. Ils veulent présenter le dossier à la justice militaire. J'ai intercédé auprès du président pour qu'il les empêche. Je t'en prie, Si Mostefa, viens leur rendre leur merde.* » A la fin de la communication, Betchine cacha son visage dans ses mains et poussa un grand soupir : « *Les sales besognes, c'est toujours pour moi.* »

Benloucif ne s’est pas rendu pas à Alger et a gardé la villa. Mais Nezzar et Belkheir n’oublient jamais rien. A la première occasion, ils vont le livrer à la vindicte populaire comme symbole de la corruption et de l'abus des biens de l'Etat. Un comble.

En 1992, le quotidien *El Watan* publie le rapport des généraux qui ont auditionné Benloucif en 1987, document classé « secret défense ». Il n’en fallait pas plus pour arrêter le général et le traduire devant la justice militaire.

Le procès fut largement médiatisé. Il révéla à l'opinion publique l'image de chefs militaires cupides, arrivistes et voleurs sans vergogne.

Condamné à 15 ans de prison, Benloucif n'en purgera que trois, puisque Zéroual l'élargira discrètement, dès son arrivée au pouvoir. Solidarité de l’uniforme oblige. Et puis le président et son conseiller Betchine savaient mieux que quiconque que leur ami Benloucif était victime d'un règlement de comptes.

Ils peuvent tout se permettre. Logements sociaux, voitures, biens d'équipements, lots de terrain à bâtir, crédits bancaires, tout est à prendre. Dans la précipitation, ils oublient même de faire légaliser leurs vols par une Assemblée nationale aux ordres. Pour détourner l'argent public, on ne prend plus le temps de faire dans la dentelle. On remplit une mallette en dollars à Alger, on prend l'avion et une fois arrivé à Paris, on la vide dans un coffre-fort. C'est aussi simple que ça. On est en Algérie, mais on se croirait dans une république bananière. Ceux qui en doutent n'ont qu'à lire les compte rendus du procès de Benloucif, publiés par la presse algérienne en 1993.

Au président du tribunal, qui lui demandait s'il ne craignait pas de passer la douane avec des valises bourrées d'argent, le colonel Lehbiri, coaccusé de Benloucif, répondit avec aplomb : « *Mais je suis un officier supérieur ! Personne ne peut me fouiller*. »

Pour l'opinion publique algérienne, tous les généraux sont des voleurs. Tous dans le même sac, et tant pis pour les officiers intègres. Il sont si peu nombreux.

Il n'y a qu'à voir leurs résidences, leurs affaires et le luxe qu'ils étalent insolemment sous les yeux d'un peuple qui s'enfonce de jour en jour dans la misère.

Chapitre XII

Le temps des marionnettes

Tous les présidents qui se sont succédé depuis le décès de Houari Boumediene sont sortis d'une pochette surprise et ont été proposés – imposés – au peuple dans un suffrage aux forts accents de combine et de fraude. Ils sont tous désignés par ce qu'on appelle pudiquement en Algérie les décideurs. Autrement dit, les généraux.

Mais quel pouvoir a donc un chef d'Etat dont la désignation est décidée par un clan mafieux ? Qu'il soit candidat unique, ou élu dans des élections pluralistes, le président de la République algérienne est toujours l'otage de ceux qui le parrainent. Dans l'Algérie des généraux, nul ne peut accéder à la magistrature suprême sans se soumettre au «club des onze»

Chadli Bendjedid n'y aurait même jamais songé. Son inculture est de notoriété publique. Dès son accession au pouvoir, les blagues les plus cruelles circulaient au sujet de son analphabétisme, et notamment celle-là, qui illustre le mieux l'image que se font les algériens de leur président :

« *Etalé à plat ventre sur une plage de la côte oranaise, le président Chadli offre son corps au soleil brûlant sous le regard amusé de deux de ses gardes du corps. Ces derniers, apercevant deux fourmis circulant l'une derrière l'autre sur le dos du président font un pari. L'un pronostique que la fourmi placée en seconde position finira par doubler sa compagne avant d'arriver au niveau de la nuque. Le second parie que, malgré ses efforts, elle n'y arrivera pas. Et il gagne. Etonné, son camarade lui demande comment il savait que la deuxième fourmi ne réussirait son dépassement. Et l'heureux gagnant de lui lancer : ces fourmis connaissent bien le code de la route. Il est interdit de doubler sur un dos d'âne.* »

Chadli, un président fainéant, illettré et apolitique, ce n'était un secret pour personne. Personne n'a oublié ce fameux discours dans lequel il affirmait sans rire : « *L'Etat qui n'a pas de problèmes n'est pas un Etat ; et Dieu merci, l'Etat algérien n'a pas de problèmes.* » Chadli était bel et bien une marionnette entre les mains des généraux Belkheir, Nezzar et compagnie.

Nous avons vu que leur décision de rappeler Mohammed Boudiaf, qui n'était lui ni apolitique ni inculte, était dictée par le fait qu'il avait perdu de vue la réalité algérienne après vingt-huit ans d'exil. Cette méconnaissance devait faire de lui une marionnette idéale. Son intelligence lui a coûté la vie.

Ali Kafi s'est trouvé à la tête de l'Etat par « accident ». Il a terminé le mandat du Haut Comité d'Etat, totalement effacé par la mafia, qui se méfiait beaucoup de cet ancien colonel chef de la wilaya II au temps de la guerre de libération. Il était interdit d'assemblée publique. Ses rares apparitions à télévision étaient censurées sans ménagement.

Cette censure dont font l'objet les différents chefs d'Etat qui se sont succédé depuis la mort du président Houari Boumediene, j'ai pu la vérifier dans le courant de l'année 1993, lors d'une conférence de presse donnée par Kafi. Au cours de cette réunion, j'avais posé deux questions au président. Leur formulation et leur teneur n'étaient pas du goût des censeurs. Le soir, en diffusant la conférence de presse, la télévision algérienne avait tout bonnement passé aux ciseaux les deux questions pour ne passer que la moitié de la réponse de la première. Le lendemain, je titrais à la une de mon journal *El Acil* : « *Qui censure Kafi ?* » Dans l'éditorial, je demandais s'il y avait une autorité supérieure à celle du chef de l'Etat pour se permettre de le censurer.

Ali Kafi n'était pas facile à manipuler. Il connaissait leur passé. Ils ont tout fait pour éviter l'affrontement avec lui en attendant l'arrivée du prochain poulain.

Vivant paisiblement sa retraite dans sa ville natale de Batna, le général Liamine Zeroual ne s'attendait nullement à se retrouver un jour au sommet de l'Etat. Son élection fut une supercherie sans pareille.

Ce retour sur scène du général en a surpris plus d'un. A commencer par l'intéressé lui-même.

Suspecté d'avoir «comploté», en 1986, avec quatre autres généraux pour éjecter Chadli en douceur de la présidence de la République, Zeroual avait été envoyé comme ambassadeur en Roumanie en 1989, au moment où ce pays était coupé du reste du monde.

De retour à Alger, après neuf mois passés à Bucarest, il a demandé à Chadli un poste d'ambassadeur dans un pays où il fait bon vivre. Le président a dégagé en touche : « *Va voir avec le ministre des Affaires étrangères.* » (Sid Ahmed Ghozali à l'époque). Ce dernier savait très bien que, pour les généraux, étrangers au corps de la diplomatie, sans recommandation ou instruction du président de la République, aucune décision ne pouvait être prise. La demande de Zeroual est donc tombée dans les oubliettes.

Ce berbère aurèssien n'est pas du genre à aimer les affrontements. Estimant avoir fait son temps, il est parti mener une vie des plus ordinaires à Batna, sa ville natale, afin de s'occuper de ses affaires, loin du tumulte de la capitale. Pour atténuer son mécontentement, le pouvoir lui a généreusement accordé deux lignes de crédit bancaire afin de monter des affaires. Politiquement, il est complètement hors du coup. Comme tous les citoyens, il commente les évènements avec simplicité, n'hésitant pas à afficher de la sympathie pour le FIS à ses débuts, par rancune envers ses anciens pairs.

Ecœuré par le bain de sang dans lequel l'Algérie est plongée, il n'a rien entrepris pour jouer un rôle politique. Sachant très bien que le pays est entre les mains des transfuges de l'armée coloniale, il ne pense pas un instant se voir rappeler un jour par ceux qui l'ont évincé du milieu militaire dans lequel il baignait depuis qu'il s'était engagé dans les rangs des maquisards à l'age de seize ans, abandonnant son emploi d'ouvrier agricole chez un colon de Khenchela.

Il ne cache pas son antipathie pour Nezzar, Belkheir, Tewfik, Lamari, et met le drame de l'Algérie sur le compte de « *hizb frança* » (« le parti de la France »). Il sait de quoi il parle. Mohammed Lamari lui a collé aux basques dans toutes les unités qu'il a commandées. Et c'est sans grand étonnement qu'il le retrouve comme chef d'état-major, nommé quelques jours avant son retour, lorsque lui est confiée la Défense nationale. Il sera donc son éternel adjoint. Théoriquement, Zeroual est le chef de l'armée. Mais il n'arrivera jamais à déboulonner le général de corps d'armée Mohammed Lamari, qui est toujours en place.

Les parrains se sont servis de son ami Betchine, qui s'occupait du montage de son usine de céramique à Oued Seguène, à quelques encablures de son fief constantinois pour l'influencer et lui conseiller d'accepter la proposition. Betchine, qui voyait s'ouvrir de nouveaux horizons avec l'arrivée de Zeroual à la tête de l'armée, m'a raconté les détails de l'approche.

En juillet 1993, Liamine Zeroual a été rappelé pour succéder au général Khaled Nezzar au poste de ministre de la Défense nationale. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un plan minutieusement préparé, destiné à placer Zeroual sur orbite pour en faire deux ans plus tard un président de la République crédible.

Bien que la date du 5 juillet pour les promotions aux grades supérieurs soit dépassée, les généraux, s'autoproclament, pour ceux qui ne le sont pas encore, généraux-majors, le 14 juillet, date de la fête nationale française. Ce que ne manquent pas de relever les officiers issus de l'ALN qui eux n'ont pas bénéficié de l'avancement. « *Voilà la promotion Lacoste bis* », ironisent-ils.

C'est surtout une manière habile de piéger Zeroual, dans le cas où il voudrait faire valoir son grade de général. On veut de lui comme ministre civil. Uniquement.

« *C'est dans la perspective de le désigner président de la République, une fois le mandat du HCE arrivé à terme* », prévoit un général à la retraite, très au fait du jeu des coulisses. « *Oui, c'est lui le futur président de la République. Il a le profil recherché par les décideurs* », insiste mon interlocuteur lorsque je lui demande ce qu'il pense de la nomination de Zeroual à la Défense. La mafia des généraux voulait un deuxième Chadli.

Connaissant les hommes du système algérien, je ne suis nullement étonné par ce que je viens d'entendre. Toutefois, pour confirmer cette thèse, j'appelle Larbi Belkheir, à son domicile. Avare de confidences, il me dit tout ignorer de cette nomination. Néanmoins, à aucun moment il ne me donne l'impression d'être surpris par la nouvelle.

Pendant qu'il était au ministère, la mafia a tout fait pour donner à Zeroual l'impression qu'il était associé aux grandes décisions, notamment celle concernant la succession du Haut comité d'Etat, présidé par Ali Kafi.

Quoiqu'on dise de lui, Zeroual est un patriote qui avait une réelle volonté de sortir le pays de l'impasse dans laquelle la mafia l'avait enlisée. Lors d'une réunion avec Abdelaziz Bouteflika, en présence de quelques membres du clan mafieux, il jouait à l'interlocuteur officiel qui parlait au nom de l'institution militaire.

Bouteflika commença par décliner l'offre des décideurs qui lui proposaient de prendre les rênes du pays. Devant l'insistance de Zeroual, il lui dit : « *Prends, toi, la présidence, et je travaillerai avec toi comme conseiller.* » Zeroual lui répliqua, alors : « *L'Algérie n'a pas besoin de conseillers. Elle a besoin d' un chef . Et c'est pour cette raison que nous avons fait appel à toi* »

Flatté dans son amour-propre, Bouteflika fait alors part de ses conditions. Pas de direction collégiale, comme il était prévu. Il sera seul président de l'Etat et c'est lui qui désignera un vice-président, s'il le juge nécessaire. Il veut jouir des prérogatives que confère la Constitution au président de la République élu au suffrage universel. Il veut que sa nomination émane officiellement du Haut conseil de sécurité, et non de la Conférence de dialogue nationale, regroupant les partis politiques compromis avec la mafia, réunie en janvier 1994 au Club des Pins. Liamine Zeroual donne son aval à toutes ces conditions. Mais la mafia n'est nullement de son avis. Elle brouille l'accord en organisant des fuites à travers la presse.

Ayant compris les intentions de la mafia, Bouteflika se retire à la dernière minute. Cela répond aux objectifs de la clique de Nezzar qui met alors Zeroual au pied du mur. *« Ou il accepte de prendre ses responsabilités en accédant à la magistrature suprême, ou c'est la crise politique et le chaos pour l'Algérie* », lui laisse-t-on entendre.

Le 31 octobre 1994, après une année d'exercice, il annonce, sous l'influence de son ami et conseiller Mohammed Betchine, la tenue prochaine d'élections présidentielles pluralistes.

Il aura ainsi le choix entre jeter l'éponge en cédant la place à un président élu ou bien se libérer de la mafia en obtenant la légitimité des urnes. C'est cette deuxième hypothèse qui été retenue par Betchine, afin de se renforcer contre le clan mafieux qui ne voulait plus de lui.

En novembre 1995, se tiennent les premières élections présidentielles pluralistes en Algérie. A une semaine de l'échéance du dépôt des candidatures, des dizaines de candidats se sont lancés dans la course à la récolte des soixante-quinze mille signatures nécessaires récoltées dans les vingt-huit wilayas du pays. La mafia n'a pas encore fait connaître le nom de son candidat, dit « candidat de l'armée ». De conclave en conclave, et après de multiples conciliabules, on annonce Liamine Zeroual « candidat indépendant ».

Sans parti politique, et « *sans le soutien de l'administration* », appelée à faire preuve d'impartialité, il réussit le tour de force de récolter en une semaine plus du triple des signatures exigées. Le bilan de ses deux années passées à la tête de l'Etat n'a pourtant rien de brillant. Il se retrouve candidat aux côtés du cheikh Mahfoudh Nahnah, leader du mouvement islamiste Hamas, et agent des services de sécurité (!), du docteur Saïd Saadi, leader du RCD et de Noureddine Boukrouh, chef du Parti du renouveau algérien. Faute d'audience, ces deux derniers ont peiné à récolter les signatures nécessaires. Le RCD, « ghettoïsé » en Kabylie, a du mal à s'ancrer dans les autres régions du pays, et le PRA, petit parti naissant, n'a pu en un si court laps de temps, faire connaître ses thèses aux Algériens.

Les trois concurrents de Zeroual ont fait des études supérieures. Ils ont chacun un programme politique qui reflète la vision de leurs partis respectifs. Ils ont fait étalage de leurs capacités intellectuelles tout au long de leurs interventions télévisées et de leurs nombreux meetings.

Parti au maquis à l'âge de seize ans, Zeroual n'a même pas fait d'études secondaires. Durant la campagne électorale, il n'a pas jugé utile d'intervenir à la télévision, laissant ce soin à ses deux directeurs de campagne : l'officiel, le docteur Youssef El Khatib, ancien colonel durant la guerre de libération, et l'occulte, le commandant Benmerabet dit Omar, secrétaire du général Smaïl. En parlant de son programme électoral, certains Algériens se disaient prêts à parier dix ans de prison ferme par question à chaque fois que Zeroual serait capable de répondre à l'une d'entre elles. Dans ses rares meetings, il s'est contenté de brasser des généralités et d'user de la langue de bois. Les Algériens ont retenu cette phrase qui les a beaucoup fait rire : « *Les autres candidats n'ont pas de programme. Moi seul, j'ai un programme*. »

Pour donner plus de chances à son candidat, la mafia fait fonctionner ses relais médiatiques, télévision en tête, pour présenter Zeroual comme « *L'homme du consensus* », le seul capable d'arrêter l'effusion du sang parce qu'il a l'armée derrière lui.

Au soir du premier tour, les résultats donnent Zeroual vainqueur, avec 61% des suffrages exprimés. Un résultat guère étonnant pour celui qui connaît bien le fonctionnement du système algérien. Ce résultat je l'avais annoncé la veille dans *Le Quotidien de Paris,* dont j'étais devenu le correspondant en Algérie. En faisant l'économie d'un deuxième tour, la mafia avait réussi le sien : manipuler le peuple et son président.

Un président qui ne parviendra pas à se défaire de ses parrains, malgré les tentatives de Betchine, et notamment celle de créer une force politique sur laquelle Zeroual pourrait s'appuyer. Le Rassemblement national démocratique ne sera jamais rien d'autre qu'un refuge de médiocres et d'opportunistes de tous poils.

Abdalhak Bemhammouda, secrétaire général de l'UGTA (Union générale des travailleurs Algériens), syndicat inféodé au pouvoir, sur lequel reposaient les calculs de Betchine, est assassiné peu avant la création du RND. Le crime est, comme d'habitude, attribué aux GIA. Mais, avant de rendre l'âme, Benhammouda a lancé à l'adresse de ses compagnons : « *Ils nous ont trahis*. » Une phrase rapportée par plusieurs journalistes de la presse algérienne qui signifie beaucoup de choses. Le général Betchine lui-même n'a aucun doute. En privé, il accuse le général Tewfik d'avoir commandité le crime.

Son deuxième poulain, Tahar Benbaïbeche, secrétaire de l'Organisation des enfants de martyrs de la révolution, est loin de faire le poids devant celui que présente la mafia, Bensalah, président de l'Assemblée nationale, auquel succédera le favori du clan, Ahmed Ouyahia.

Fin 1998, isolé, se sentant de plus en plus l'otage des décideurs, Zeroual se brouille avec le clan mafieux. Il en arrive à la démission au terme d'une réunion houleuse avec le général Mohammed Lamari et sa bande. Pris de panique, les décideurs appellent en urgence Bachir Boumaza, alors président du Sénat, en voyage à Moscou, et lui annoncent qu'il est président de la République par intérim. Mais l'intervention d'autres membres du clan a fini par calmer l'ambiance.

Sans donner la moindre explication au peuple qui l'a « élu », Zeroual, annonce qu'il écourte son mandat et appelle à l'organisation d'élections présidentielles anticipées.

Après le président démis de force et celui assassiné en public, la mafia a encore perdu l'un de ses pantins. Son problème, c'est qu'aucun de ses membres ne peut occuper le devant de la scène. Elle a toujours besoin de la « légitimité historique » d'un ancien maquisard. Seulement, ces maquisards ne sont pas toujours faciles à manipuler. Certains finissent même par réagir.

Qui sera le nouveau poulain du clan ? Larbi Belkheir, officiellement à la retraite, mais cheville ouvrière de l'ombre, leur vend une idée a priori difficile à digérer : « *Jouons la carte Bouteflika*. » Le candidat n'a pas le profil auquel le clan est habitué. Il est tout le contraire d'un analphabète apolitique, inculte et manipulable.

L'ancien chef de la diplomatie algérienne des années Boumediene a disparu de la scène politique algérienne depuis vingt ans. Sali par une accusation de détournements de fonds dès l'avènement de Chadli, il est allé se réfugier en Europe avant d'être accueilli par des émirs du golfe arabique qui l'employaient comme conseiller.

En septembre 1989 je l'ai rencontré chez l'opposant marocain Lefkih El Basri, alors réfugié politique en Algérie. Laissant El Basri plongé dans une conversation passionnante autour de la question palestinienne avec Atef Aboubakr, dit Abou Farah, l'ex porte-parole du groupe Abou Nidal, j'engageai de mon côté un non moins passionnant entretien avec Bouteflika.

Durant plus de deux heures, mon interlocuteur fit le procès du régime en place. Interrogé sur son éventuel retour aux affaires politiques, il me dit dans un arabe châtié : « *J'ai exercé le pouvoir lorsque il était idolâtré. Mais aujourd'hui, tu vois bien dans quel état il se trouve. Que dire d'un pouvoir qui invite ses ministres à ramasser leurs savates au bout de neuf mois ? Aujourd'hui, je suis comme ce footballeur qui a fait son temps et qui regarde les autres jouer depuis les tribunes*.»

Bouteflika avait perdu toute ambition de revenir sur le devant de la scène. Le choix de Belkheir a étonné plus d'un observateur et suscité l'opposition de quelques membres du « club des onze ».

Le général Khaled Nezzar est le premier à s'opposer à ce choix. Il manifeste son désaccord publiquement en traitant Bouteflika de « *vieux canasson* ». Lui et certains de ses compagnons voient ressurgir leur passé de déserteurs suspects. Un passé que connaît bien le candidat de Larbi Belkheir. Mais ce dernier sait ce qu'il fait. Il a besoin d'un homme crédible sur la scène internationale. Un homme qui puisse ramener les capitaux dont a besoin l'Algérie saignée à blanc par la mafia. Il les déchargera, ainsi, de la gestion économique du pays.

Abdelaziz Bouteflika, malgré toute son expérience et sa connaissance des rouages du pouvoir, s'est fait piéger et transformer en otage consentant entre les mains de la mafia. Il a beau expliquer qu'il n'est pas un président aux trois-quarts et qu'il n'est pas de la crème chantilly sur un dessert, force lui est de reconnaître qu'il n'a aucun pouvoir réel.

Comme ses prédécesseurs, il n'a même pas le droit de s'adresser au peuple en direct sur l'unique chaîne de la télévision algérienne. Tous ses discours sont enregistrés au préalable et passent par les mains des censeurs.

Bouteflika ne se retrouve pas président malgré lui. Il veut ce poste. Il a une revanche à prendre sur l'histoire. Celui qui a dirigé la diplomatie algérienne de 1964 à 1978 va faire montre de son talent d'homme rompu aux négociations et aux compromis. Il peut cohabiter avec la mafia, pour peu qu'elle lui laisse les coudées franches sur le terrain économique, par lequel il envisage de s'imposer comme l'homme providentiel. C'est le message que fait passer Larbi Belkheir à ses acolytes. Il invite certains d'entre eux, chez lui, à rencontrer le nouveau candidat. Néanmoins, des réticences persistent chez certains membres du clan mafieux. Ils jugent le pari risqué.

Dans la somptueuse villa de Belkheir, située dans le quartier chic de Hydra où, réside toute la nomenklatura algérienne, le marché est conclu en ces termes : « *A toi, la gestion de l'économie et la politique internationale. A nous les affaires militaires et sécuritaires. Le pays est en état de guerre, tu délègues tes pouvoirs de ministre de la Défense et de chef suprême des forces armées au général Mohammed Lamari, comme l'ont fait tes prédécesseurs.* »

A peine le marché conclu, il se rend chez Mohammed Salah Yahyaoui, son ancien compagnon dans l'équipe de Houari Boumediene, accompagné de Mohammed Cherif Messaadia, pour lui faire part de la proposition des décideurs et des termes de l'accord.

Yahyaoui lui donne un avis très différent de ce qu'il attendait : « *S'il y a un changement dont le pays a besoin, c'est bien au niveau du commandement de l'armée. C'est ce que réclame le peuple. Si tu n'as aucun pouvoir sur l'armée mieux vaut refuser leur proposition.* »

Bouteflika lui rappelle qu'il s'est déjà engagé avec eux et demande à Yahyaoui d'apporter son soutien à sa campagne électorale. « *Niet* », dit l'ancien membre du Conseil de la révolution.

De son côté, Messaadia, toujours de mèche avec le clan mafieux, où il compte en Abdelmalek Guenaïzia un parrain solide, encourage Bouteflika à s'engager à fond. Il y va de son intérêt, puisqu'il lui est promis un retour en force sur la scène politique. Hedi Khediri, l'ancien patron de la police et homme clé du sérail de Chadli, exprime son soutien à Bouteflika et promet une importante contribution financière à sa campagne électorale, de l'ordre d'un million de dinars. En contrepartie, il veut le poste d'ambassadeur au Maroc.

D'autres candidats entrent en course : Mouloud Hamrouche, Mokdad Sifi, Sid Ahmed Ghozali. Tous ces anciens chefs de gouvernement ont de bonnes relations avec certains membres du clan des décideurs et comptent sur l'appui de la mafia. En vain. Leur candidature sera exploitée pour mieux affaiblir Bouteflika.

Son élection est brouillée par le retrait de tous les candidats à la dernière minute, sous un prétexte tout indiqué : il y a fraude et les résultats sont connus d'avance. Comme si c'était nouveau en Algérie.

Ce retrait n'empêche pas la mafia de poursuivre sa manœuvre et de porter Abdelaziz Bouteflika aux commandes du pays, mais celui-ci est désormais dans un sérieux état de dépendance. Il est totalement redevable à ses sponsors qui n'ont pas annulé le scrutin malgré le retrait des autres concurrents.

Le tribun qui a charmé les foules par ses discours de campagne électorale, en dénonçant « *la corruption et la mainmise de quinze généraux sur l'économie du pays* » s'avère, en fin de compte, incapable de passer aux actes. Il est surveillé, contrôlé et ligoté par ceux-là mêmes qu'il a dénoncés. Pour mieux verrouiller son environnement, ils placent au siège de la présidence deux hommes influents du clan, les généraux Mohammed Touati et Benabbes Gheziel, en tant que conseillers. Enfin, pour mieux le mettre sous l'éteignoir, on rappelle son sponsor, le général Belkheir, pour diriger le cabinet présidentiel. « *Occupe-toi de ton poulain* » lui est-il demandé. Bouteflika est neutralisé.

Plus de deux ans se sont écoulés depuis le début de son mandat sans qu'il puisse mettre en exécution un iota de son programme électoral. Bien au contraire. Il prend même à son compte les accords passés avec l'AIS, ce qui lui vaut des critiques virulentes de la presse indépendante.

Sa politique de concorde civile, qui n'a pas su tenir compte des complexités du drame algérien, des blessures et des rancœurs accumulées, est un échec lamentable.

En juin 2001, les évènements de Kabylie, qui se sont élargis à d'autres régions du pays, ont failli l'emporter à un moment où ses relations avec les décideurs étaient de plus en plus tendues. Sa destitution serait passée comme une lettre à la poste, sans la révélation à l'opinion publique internationale du rôle joué par les généraux dans les hautes sphères du pouvoir algérien.

Bouteflika ne sera pas chassé, cette fois-ci, du palais présidentiel, mais la mafia a réussi un grand coup. Il aura fait un mandat à blanc. Au même titre que ses prédécesseurs, il n'a rien fait pour l'Algérie, si ce n'est l'enfoncer davantage dans la crise et le chaos. Malgré ses capacités avérées, il n'a pu échapper à la manipulation. Pour avoir été un otage consentant et éclairé, il est plus blâmable que ses prédécesseurs, avec lesquels la mafia a abusé de la fibre patriotique et du sens de la responsabilité, à un moment où le pays s'enlisait dans une guerre civile qui ne veut pas dire son nom.

Chapitre XIII

L'exil

Après le hold-up sur *El Acil*, j'ai persévéré et lancé un nouveau quotidien : *Le Libre*. Malgré toutes les entraves dressées sur son chemin par la mafia constantinoise, il a fini par paraître le 6 janvier 1994. De jeunes journalistes comme Ibtissem Bejaoui, Lyès Ftaïssa, Housse Abdelghani et d'autres, qui ont rejeté les offres alléchantes de la mafia politico-financière de Constantine, son restés à mes côtés.

Le Libre résistera sept mois et demi. Le 15 août 1994, ordre est intimé à la société d'impression de l'Est, organisme d'Etat, de ne plus tirer mon quotidien. Malgré toute sa bonne volonté, Lazhar Merad, son directeur, ne peut opposer de résistance à la volonté du pouvoir incarné par le général Betchine. Il m'a soutenu autant qu'il l'a pu. Un soutien, je le précise, qui n'était ni matériel, ni financier. Simplement, et c'était déjà beaucoup, Lazhar Merad avait eu jusque là le courage de ne pas céder aux pressions destinées à empêcher l'impression du *Libre*, bien qu'il fût le seul journal en Algérie qui payait ses factures rubis sur ongle, tout comme *El Acil* au temps où je le contrôlais.

Cette suspension arbitraire était prévisible. *Le Libre* dérangeait. Il était le seul à avoir annoncé la nomination de Zeroual au poste de président d'Etat en précisant le jour et l'heure de son investiture ; le seul à annoncer la nomination du général Betchine comme ministre conseiller auprès du président Liamine Zeroual, vingt jours avant qu'elle ne soit annoncée officiellement.

Sous le titre « *Zeroual choisit ses hommes* » j'avais écrit un brûlot révélant les malversations de Betchine et sa participation aux tortures d'octobre 1988. *Le Libre* était aussi le seul journal à tendre le micro à Nacer Boudiaf, pour dénoncer les commanditaires de l'assassinat de son père. Les scoops régionaux étaient légion et mettaient à nu la manipulation des institutions de l'Etat au niveau de la ville de Constantine par la mafia locale.

Début novembre 1994, *Le Libre* est transformé en hebdomadaire, afin de pouvoir le faire tirer dans une imprimerie d'Alger, qui me facturait le double du prix pratiqué par les autres sociétés ! Quinze jours après la parution du premier numéro, je suis enlevé dans le bureau du directeur de l'imprimerie par trois policiers des Renseignements généraux, qui restent cependant très corrects avec moi.

Au commissariat central d'Alger, je suis accueilli et très bien traité par Mohammed Santoudji et son équipe. La maturité de ces jeunes policiers m'a donné la preuve que, dans la police algérienne, il n'y avait pas que des abrutis. Je suis placé en garde à vue, mais ils ne me descendent pas dans les geôles du sous-sol. Santoudji me céde le lit qui est dans son bureau, tandis que ses deux collègues, Boubekeur et Ahmed, dorment à même le sol.

Au moment des repas, nous allons dans un restaurant en ville, et ils me paient de leur poche le repas, le café, et même les cigarettes.

Mouloud, le chef de la police judiciaire, qui m'a auditionné le lendemain soir avant que je ne sois déféré devant le parquet, a agi de même. Il a passé la nuit assis sur sa chaise pour que je puisse dormir dans son lit. Le matin, il m'a offert un copieux petit déjeuner dans un café proche du commissariat central.

Pourtant, les instructions de leur hiérarchie étaient très différentes. Santoudji a pu le vérifier, le soir même de mon arrestation. A minuit, alors qu'il n'avait pas encore fini mon audition, il fut convoqué au siège de la DGSN, où l'attendait Mohammed Ouaddah, le patron de la police, entouré d'officiers supérieurs du DRS, de la gendarmerie et de la présidence de la République. Il voulaient tous lire la première partie du procès-verbal de mon interrogatoire, et lui suggéraient les questions qu'il fallait me poser.

A son retour, il me demanda : « *Dis-moi, qui es-tu vraiment ? Tout l'Etat est mobilisé pour ton arrestation.* » Il avait suffisamment l'habitude des cabales pour ne pas être dupe. Je n'étais pas arrêté pour mes écrits ou un quelconque délit de presse. On voulait me présenter comme un dangereux terroriste. Il me posa alors les questions qu'ils lui avaient demandées : « *Quelles sont tes relations avec le hezbollah libanais ? Quelles sont les mosquées que tu fréquentes ? etc...* » Et dire qu'au début, on prétendait retenir contre moi une simple coquille, qui avait changé le sens d'une phrase dans l'article d'un de mes journalistes. Pour ne pas leur donner l'occasion de me piéger, j'avais passé au pilon le numéro incriminé, après que Tayeb Belghiche, rédacteur en chef du quotidien *El Watan,* eut attiré mon attention sur le danger en lisant les premiers exemplaires distribués aux confrères.

Le juge d'instruction Hadji, du tribunal d'Alger, s'est vite aperçu lui aussi qu'il s'agissait d'une cabale. L'accusation, « *atteinte aux intérêts supérieurs de l'Etat, trouble de l'ordre publique et de la sécurité publique* » était loin de le convaincre. Malgré l'insistance du procureur général adjoint, Benhammou, un larbin de service, le juge d'instruction refusa de signer le mandat de dépôt, et se contenta de me placer sous contrôle judiciaire. La mafia avait échoué dans son entreprise. Malgré la violation de cinq lois de la République, elle n'avait pas réussi à me faire incarcérer. Tout le mérite en revient aux policiers qui ont traité mon dossier et au juge d'instruction.

La présidente du tribunal, dont j'ai oublié le nom, qu'elle veuille bien m'en excuser, s'est distinguée à son tour par une probité qui fait honneur au corps de la magistrature algérienne. A l'audience du mois d'avril 1996, elle prononce ma relaxe sans la moindre hésitation. Mon avocat, Khaled Bergheul, un ancien camarade de classe du lycée El Idrissi, refuse de toucher ses honoraires. C'est la preuve qu'en Algérie, avec des hommes et des femmes de cette trempe, il y a encore de l'espoir

Mon père, qui souffrait énormément de ce que j'avais subi en me battant contre une mafia qui ne lésine pas sur les moyens pour briser ses adversaires, me supplie de quitter le pays. Mais je ne suis pas homme à désarmer facilement. Puisque je ne peux plus écrire dans les journaux algériens, de crainte de leur attirer des ennuis, *Le Quotidien de Paris*, que dirige Nicolas Miguet, m'engage comme correspondant.

Cette fois, la mafia tient le prétexte idéal pour me faire taire une fois pour toutes. Ecrire dans un journal étranger, c'est « intelligence avec une puissance étrangère ». Devant une accusation aussi grave, aucune voix ne s'élèvera pour me défendre.

Jusque là, le seul journal à avoir manifesté une réelle solidarité, c'est incontestablement le quotidien *El Watan*. Il l'a payé par une suspension de quinze jours sans notification, pour m'avoir consacré un article en novembre 1994.

Lorsqu'une relation en qui j'ai toute confiance m'avise de mon arrestation imminente, la promesse de Tewfik me revient en mémoire. Il ne me reste plus qu'à prendre le chemin de l'exil en abandonnant tout derrière moi. Mais sûrement pas le combat contre une pègre qui ne recule devant rien pour faire taire la contestation. Un combat que je suis déterminé à poursuivre jusqu'au bout, et qui sera le but de ma vie.

En partant, j'avais le choix entre deux pays francophones, la Belgique et la France. Dans le premier, compte tenu du dossier que je présentais, je pouvais obtenir l'asile politique très facilement. Cependant, je savais qu'il y serait plus difficile de faire entendre ma voix et mener mon combat. En France, au contraire, où la communauté algérienne est très importante, les chaînes de télévision sont toutes captées en Algérie, et tout ce qui est publié dans les journaux français fait mal aux généraux. Ceux-ci ont un tel complexe vis à vis de leurs anciens maîtres qu'ils sont sensibles au moindre communiqué de la moindre association de quartier.

Le 15 février 1997, je débarque à Paris avec mille cinq cents francs en poche. Le lendemain, je dépose ma demande d'asile politique à l'OFPRA (Office français de la protection des réfugiés et apatrides). Outre les copies de mes propres articles, et ceux des journaux algériens et étrangers attestant de ma persécution par le régime algérien, mon dossier contient deux de mes trois procès-verbaux de jugement – je n'avais pas eu le temps de récupérer le troisième – faisant état de mes condamnations pour délit de presse. A ces documents, j'ai ajouté un arrêté ministériel signé par Abderrahmane Meziane Cherif, ministre de l'Intérieur, suspendant *Le Libre*, pour une durée indéterminée, en violation de la loi qui limite la suspension à six mois. Avec tous ces éléments, je pense que mon dossier est solide. Pourtant, après six mois d'attente et de galère, l'OFPRA juge que je ne suis pas persécuté par le pouvoir algérien et rejette ma demande.

En recevant cette décision, au mois de juillet 1997, je sens le ciel me tomber sur la tête. Que fallait-il de plus au pays des Droits de l'homme ? Une tentative d'assassinat en bonne et due forme ?

Après une année d'attente, je serai finalement entendu par la commission de recours le 15 juin 1998, jour de mon anniversaire. Un mois plus tard, j'obtiens le droit à l'asile politique, conformément aux accords de Genève de 1952.

Pour subvenir à mes besoins durant cette période, j'ai trouvé en Tayeb Ouafi, un homme que j'avais connu par hasard, lors d'un précédent voyage à Paris, l'ami providentiel. En dépit de ses modestes moyens financiers, il m'a tout donné.

Dieu merci, j'ai réussi à décrocher, en janvier 1998, un emploi dans une société de télémarketing, grâce à la compréhension de la responsable du recrutement, Claudine Laclé, qui s'est appuyée sur une ancienne loi accordant aux demandeurs d'asile le droit de travailler. Je me suis si bien intégré dans cette société, où j'ai acquis l'amitié de tous mes collègues, que j'ai été élu délégué du personnel avec le plus grand nombre de voix, et mandaté délégué syndical de la CFDT. La lutte me colle à la peau !

Au plan médiatique, la désillusion est grande. Mon discours ne s'inscrivant pas dans la grille de lecture des médias français, je n'intéresse personne. Dénoncer la pègre des généraux transfuges de l'armée coloniale et leur mainmise sur l'Algérie, c'est hors-sujet. Il faut parler de sang, de violence, de massacres, d'intégrisme et toujours revenir sur ce faux débat : « Qui tue qui ? » Toutes mes tentatives pour me faire entendre auprès des journaux français sont vaines.

Quand elles comprennent que mon discours n'est pas celui qu'elles attendaient, les chaînes de télévision qui m'ont contacté ne donnent pas suite. « La marche du siècle » refuse de diffuser le reportage que m'a consacré la journaliste Isabelle Billet au début de l'année 1998, sur le thème des demandeurs d'asile dont le dossier a été rejeté par l'OFPRA.

Il faut attendre le mois de mai 2001 pour que se brise l'embargo médiatique, au moment ou je désespérais de voir la presse française s'intéresser au fond du problème algérien.

Tout le mérite en revient au talentueux chroniqueur et romancier Yassir Benmiloud, plus connu sous les initiales YB, qui a contacté Farid Ainouche et Jean-Baptiste Naudet, journalistes au *Nouvel Observateur*. La direction du journal donne son accord pour mon interview, et me fait les honneurs de la couverture du numéro du 14 juin. C'est un succès retentissant. De nombreuses chaînes de télévision et de radio m'ouvrent les portes. La presse écrite, en revanche, hormis *Le Monde* qui a repris, en la résumant, l'interview du *Nouvel Obs* et *France soir* qui m'a sollicité pour une déclaration sur les évènements de Kabylie, garde le silence.

Au sein de la communauté algérienne de France, l'écho de cette interview dépasse toutes mes espérances. Dans les quartiers où vit une majorité d'Algériens, les kiosques épuisent leurs stocks en deux jours. Le plus étrange, pour moi, c'est de voir la couverture du *Nouvel Observateur* placardée sur les murs tout au long du boulevard Rochechouart, jusqu'à la porte de Clignancourt. Ceux qui me reconnaissent dans la rue ou dans le métro me saluent et m'encouragent. D'autres s'étonnent de me voir circuler sans protection. Ils me disent : « *Prends garde à ces chiens ; ils peuvent te tuer* ».

En Algérie, *le Nouvel Obs* est évidemment interdit à la vente. On demande aux passagers en provenance des capitales européennes s'ils ne sont pas en possession du journal. Mais à l'ère de l'Internet et de la parabole, plus rien ne peut faire obstacle à l'information. Comme le rapporte *El Watan* dans une des ses éditions du mois de juin, les pages publiées sur le site Internet du *Nouvel Obs*, sont tirées, photocopiées et diffusées.

De nombreux amis se sont procuré mon numéro de portable et m'appellent pour me féliciter. Même les généraux Belkheir et Tewfik me téléphonent pour me proposer de m'établir un passeport. Ils m'assurent de leur compréhension et saluent mon combat. Larbi Belkheir va jusqu'à me dire qu'il est mon allié. Quant à l'action en justice pour diffamation qu'il va intenter, il me dit : « *C'est une action que je suis obligé de mener car il y va de mon honneur. Mais cela ne remet nullement en cause l'affection et l'amitié que j'ai pour toi.* »

J'aurais été ravi qu'il aille jusqu'au bout. Tout comme le sont certains généraux et colonels, en retraite ou en activité, qui avaient promis de venir témoigner en ma faveur. Mais il ne l'a pas fait.

Dans la presse algérienne, les réactions à mes déclarations sont des plus favorables. Comme à son habitude, *El Watan* est le premier à publier un résumé de l'interview. Il sera suivi, deux jours après, par le quotidien arabophone *El Youm*. Quelques jours plus tard, *Le Soir d'Algérie* publie à son tour un résumé très consistant de l'interview. La mafia des généraux qui espérait un tir groupé de la presse contre moi est déçue.

Seuls deux journaux à très faible audience ont tenté de répliquer en sortant la thèse éculée de « l'agent des services français ». Une accusation qui fait rire tout le monde.

Les généraux n'avaient certainement jamais imaginé qu'un jour un enfant du peuple pénètrerait le cœur du système et étalerait leur macabre forfaiture aux yeux du monde.

Appel au Tribunal Pénal International

L'Algérie est en danger. Le chiffon rouge qu'on brandit à la face du peuple depuis près de dix ans ressemble à la *muleta* qu'on agite sous le nez du taureau dégoulinant de sang. Un leurre, manipulé par un habile matador en uniforme rutilant, pour faire tourner l'animal en rond et le garder à sa merci.

Nul ne peut nier que des civils innocents ont été tués par des militaires, des gendarmes, des policiers et des GLD. Cela ne disculpe nullement les terroristes qui se servent de l'islam pour couvrir leurs monstruosités. Et ce n'est nullement une atteinte à l'honneur de l'armée et de l'Algérie.

Cet honneur a été bafoué par des généraux et des politicards qui courbent l'échine devant un sergent tellement est puissant leur complexe de la casquette.

Il a été bafoué dès l'époque où, devant les consulats des pays d'Europe, se formaient de longues files d'attente d'hommes et de femmes en quête d'un visa sans retour.

Il a été bafoué lorsque la totalité des compagnies aériennes a boycotté nos aéroports, lorsque plus aucun chef d'Etat étranger ne venait en visite en Algérie.

Il a été bafoué dès la fermeture des consulats de certains pays européens, ce qui obligeait le citoyen algérien à se rendre en Tunisie ou au Maroc pour y déposer sa demande de visa.

Il est foulé au pied depuis que des milliers d'Algériens ont commencé à inonder les centres de transit des demandeurs d'asile.

Qui est responsable de cette situation ? Sûrement pas les hommes et les femmes qui dénoncent la mafia des généraux.

Les responsables sont connus de tous. Ce sont ceux qui imposent leur tutelle à l'Algérie. Ceux qui décident de ses choix et de ses hommes politiques. Ceux qui ont poussé Chadli sur le devant de la scène pour mieux se cacher derrière lui, avant de le rejeter dans les coulisses. Ceux qui sont allés chercher Boudiaf pour le tuer six mois plus tard. Ceux qui ont sorti Zeroual de sa retraite pour le manipuler. Ceux qui ont ressuscité Bouteflika pour faire croire au retour de la démocratie.

Maintenant que vous avez lu ce livre, vous connaissez leurs noms et leurs méthodes : Mohamed Mediene, Khaled Nezzar, Larbi Belkheir, Benabbès Gheziel, Mohammed Lamari, Smaïl Lamari, Mohammed Touati. Fodhil Cherif, Saheb Abdelmadjid, Abdelmalek Guenaïzia et Aït Abdessalem.

Ces hommes n'ont pas le droit de s'abriter derrière l'institution militaire. Ils n'ont aucun droit de se confondre avec l'Algérie, qu'ils ont réduite à la taille d'un nain dans le concert des nations. Aussi petite soit-elle, elle restera toujours grande par rapport à eux.

Les militaires, les gendarmes et les policiers qui ont perpétré des crimes n'ont fait qu'exécuter leurs ordres. Ils ont été pris dans le tourbillon d'une guerre dont ils ne sont pas les initiateurs et à laquelle ils ne comprennent plus rien. On les a même vus sécuriser des camps de terroristes à Jijel, et protéger leurs chefs, à l'exemple de Benaïcha, après les avoir traqués des années durant.

Cela ne peut se passer nulle part ailleurs que dans une Algérie gouvernée par des parrains. Ces mafieux, qui justifient tous les abus et toutes les exactions du pouvoir par la lutte contre l'intégrisme islamiste, sont les mêmes qui ordonnent l'arrestation des couples qui se promènent dans les rues d'Alger.

Ce sont les mêmes qui font de la femme algérienne une éternelle mineure ne disposant même pas du droit de signer une autorisation parentale ou d'accompagner ses enfants en voyage à l'étranger en l'absence du père. Rien ne les différencie du régime des talibans de Kaboul en matière de droits de la femme.

Ce sont les mêmes qui ordonnent l'arrestation des journalistes, emprisonnent des cadres en violation de toutes les lois, dénient au peuple algérien son identité, et le plongent dans la misère en bâtissant un système dont les fondements sont la corruption et la *hogra*.

Ces généraux mafieux n'ont rien de commun avec ces militaires qui soufrent de la crise du logement au même titre que n'importe quel autre algérien. Ils n'ont rien de commun avec ces officiers et sous-officiers retraités, expulsés à coups de bombes lacrymogènes des logements de service qu'ils ont occupés durant plus de vingt ans. Ces mafieux n'ont rien à voir avec ces sous-lieutenants, lieutenants, capitaines, commandants et lieutenants-colonels qui ont, dans le meilleur des cas un logement de service dans une cité militaire, mais qui se retrouvent, dès leur mise à la retraite, sans domicile fixe. Des SDF qui ont sacrifié les plus belles années de leur vie au service de la mafia alors qu'ils pensaient servir l'Algérie.

De tous les pays qui ont vu souffler le vent du changement à la fin du 20ème siècle, seule la malheureuse Algérie a gardé les mêmes hommes. Dans l'armée, Tewfik, Lamari, Touati, Smaïl, et ce vieux flic de Tounsi sont toujours là. Belkheir, Nezzar, Guenaïzia, Gheziel, Touati, Abdessalem and co. se tapissent dans l'ombre mais n'ont pas disparu Côté politique, Messaadia, Belkhadem, Bouteflika, Khediri, Belkheir, Bessaieh et Ammimour sont, eux aussi, toujours là.

A quand leur vraie retraite ? Chut ! Sujet tabou. Il n'y a que les ennemis de l'Algérie qui posent ce de genre de question incongrue. Passer le relais à plus jeune et plus qualifié qu'eux ? Il n'en est pas question. « *Ils sont indispensables* », ne cesse-t-on de nous répéter.

Indispensables à eux-mêmes, surtout, pour préserver leurs biens mal acquis. Ils ne peuvent faire confiance à personne. Ils gardent les commandes, pendant que leurs rejetons grimpent à une vitesse vertigineuse dans la hiérarchie militaire. Ceux qui les invitent à céder la place aux plus jeunes qui, à force d'attendre vieillissent, sont accusée d'œuvrer au profit des puissances étrangères et de l'intégrisme.

FLN ou FIS en 1990. Caciques mafieux ou intégristes barbares aujourd'hui. Choisir entre la peste ou le choléra, c'est toujours choisir la mort.

Les parrains ne se lassent pas d'élaborer les scénarios les plus criminels et les plus diaboliques pour maintenir leur domination sur le pays. Ils ont toujours un nouveau tour dans leur sac. Chaque fois qu'on les croit finis, ils rebondissent là où on ne les attendait pas.

Qui aurait vu Bouteflika, qu'on présentait comme un banni à l'avènement de Chadli, président de la République vingt ans plus tard ? Certainement pas Messaoudi Zitouni, qui jetait ses affaires dans la rue en 1981 et s'accaparait sa villa de fonction avant de l'acheter pour un dinar symbolique.

Qui aurait dit qu'Ahmed Merani et Saïd Guechi, cofondateurs du FIS avec Ali Belhadj et Abbassi Madani, se retrouveraient un jour au gouvernement tandis que leurs acolytes sont derrière les barreaux ?

Au moment où il sciait des poteaux téléphoniques, Mahfoudh Nahnah, le plus ancien terroriste intégriste non repenti, se voyait-il candidat à la présidence de la République ?

Quelle logique veut-on invoquer pour expliquer au peuple, qu'un homme dont la tête était mise à prix plus de cinq millions de francs soit du jour au lendemain sous la protection des services de sécurité et poursuive en justice un journaliste qui a mis sa vie en péril dix années durant en combattant par la plume ces hordes terroristes?

De quel droit ces généraux mafieux s'érigent-ils en tuteurs d'un peuple qui a su donner les meilleurs exemples de bravoure et d'héroïsme à travers les siècles ?

De quelle légitimité se prévalent-ils pour hypothéquer l'avenir de toute une nation en pillant ses richesses sans vergogne ?

De quel droit nous interdisent-ils de crier « Assez ! Partez ! Laissez-nous en paix ! Cessez de confondre vos misérables personnes avec notre pays et ses institutions ? »

La communauté internationale, qui se gargarise du devoir d'ingérence, ne peut pas rester indéfiniment silencieuse face au drame algérien. C'est de la non-assistance à un peuple en danger. La seule solution pour se débarrasser de ces mafieux, c'est de les traduire devant le Tribunal Pénal International. C'est la seule issue de secours pour le peuple algérien qui n'a aucune possibilité de leur demander des comptes ou de les renvoyer chez eux.

La France, pour sa part, doit se rendre à l'évidence qu'il ne sert à rien de continuer à protéger ses anciens sous-officiers. Si elle veut, enfin, établir des relations saines et durables avec un pays dont tant d'enfants vivent chez elle, et apaiser les tensions sur son propre sol, elle n'a aucun intérêt à ce que l'Algérie soit saignée à blanc par des mercenaires assassins.

Si ce livre peut ouvrir les yeux de l'opinion publique internationale, il n'aura pas été inutile.

S'il permet d'envoyer les onze généraux et leurs complices répondre de leurs méfaits devant la justice internationale, je ne remercierai jamais assez Allah le tout puissant, en qui je crois profondément, de m'avoir donné la force et le courage de l'écrire.

On peut m'ôter la vie, maintenant que j'ai fini par dire mon mot.

Hichem ABOUD